

VILLE DE TOURNAI

CONSEIL COMMUNAL

Procès-verbal de la séance publique du 2 juin 2014

PRESENTS : M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée; M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART, Directeur général adjoint

Excusés : Monsieur le Directeur D. COUPEZ, Madame la Conseillère communale H. CLEMENT-COUPLET

SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le 22 mai 2014.

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur le **Président** de séance ouvre la séance publique à 19 heures 36 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance du 28 avril 2014, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté.

1. Communications.

Le **Conseil communal** prend connaissance :

- 1) de l'arrêté pris par Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux et de la ville Paul FURLAN concernant la délibération du Conseil communal du 31 mars 2014 relative au **stationnement horodateurs. Exercice 2014 et suivants** :

" Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 et 3131-1, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, l'article 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 6, 10 et 11;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 23 juillet 2013 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (C.P.A.S.) de la région wallonne à l'exception des communes et des centres publics d'action sociale (C.P.A.S.) relevant des communes de la Communauté germanophone pour l'année 2014;

Vu la délibération du 31 mars 2014, reçue le 8 avril 2014, par laquelle le Conseil communal de Tournai revoit, pour une durée indéterminée, son règlement du 22 octobre 2012 relatif au stationnement en zone horodateurs et en zone bleue;

Considérant que la décision du Conseil communal de Tournai du 31 mars 2014 susvisée est conforme à la loi et à l'intérêt général;

ARRETE :

Article 1^{er} : la délibération du Conseil communal de Tournai du 31 mars 2014 qui revoit, pour une durée indéterminée, son règlement du 22 octobre 2012 relatif au stationnement en zone horodateurs et en zone bleue **est approuvée**.

Article 2 : l'attention des autorités communales est attirée sur le fait qu'il n'est fait mention nulle part dans leur délibération de la durée de validité de celle-ci. Au vu des règles de bonnes pratiques et surtout afin d'éviter un contentieux coûteux, qui reste soumis à l'appréciation des juges et qui n'est pas souvent favorable aux pouvoirs locaux, il est recommandé d'être vigilant dans la détermination du champ d'application ratione temporis du règlement fiscal qui est voté.

Article 3 : mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné.

Article 4 : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 5 : le présent arrêté est notifié au Collège communal de Tournai.

Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du règlement général de la comptabilité communale."

- 2) de l'arrêté pris par Monsieur le Ministre des pouvoirs locaux et de la ville Paul FURLAN concernant la délibération du Conseil communal du 27 janvier 2014 relative à **la modification de l'échelle de traitement des grades légaux** :

" Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, l'article 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 6, 10 et 11;

Vu la délibération du Conseil communal de Tournai du 27 janvier 2014 relative à la modification du statut pécuniaire du directeur général, du directeur général adjoint et du directeur financier et parvenue complète à l'autorité de tutelle le 9 avril 2014;

Vu l'avis du Centre régional d'aide aux communes rendu en date du 13 mars 2014;
Vu le décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu le protocole établi à la suite de la réunion du Comité particulier de négociation syndicale en date du 25 novembre 2013;
Vu le procès-verbal de la réunion du Comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale (C.P.A.S.) en date du 23 janvier 2014;
Considérant que par la délibération susmentionnée, le Conseil communal de Tournai décide de fixer les nouvelles échelles de traitement des grades légaux en application des dispositions du décret du 18 avril 2013 précité et de limiter l'augmentation barémique à 2.500,00 € jusqu'à la première évaluation favorable;
Considérant que par cette décision, le Conseil communal de Tournai applique les articles L1124-6, L1124-18 et L1124-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et l'article 51 du décret du 18 avril 2013 précité;
Considérant que dans son rapport, le CRAC ne remet pas d'avis défavorable pour autant que la balise du coût net, intégrant cette revalorisation, soit respectée; que si tel ne devait pas être le cas, cette revalorisation devra à tout le moins être compensée dans le respect de la trajectoire budgétaire;
Considérant que des crédits sont budgétairement prévus;
Considérant que la délibération dont question du 27 janvier 2014 ne viole pas la loi et ne blesse pas l'intérêt général;

ARRETE :

Article 1^{er} : la délibération du Conseil communal de Tournai du 27 janvier 2014 relative à la modification du statut pécuniaire du directeur général, du directeur général adjoint et du directeur financier **est approuvée**.

Article 2 : mention du présent arrêté sera portée au registre des délibérations du Conseil communal de Tournai en marge de l'acte concerné;

Article 3 : le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 4 : le présent arrêté est notifié, pour exécution au Collège communal rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai."

Le **Président** de séance signale, pour conclure ce premier point, qu'une question a été posée par Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, au sujet du calendrier d'aménagement de la place Paul-Emile Janson. Cette question étant d'intérêt général, il y sera répondu en fin de séance par Monsieur l'Echevin A. BOITE, malgré l'absence de Madame la Conseillère H. CLEMENT-COUPLET.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal.

Après lecture des rapports introductifs du Collège communal par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** :

- 1) Tournai, rue Guillaume Charlier : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées

- 2) Tournai, chaussée de Renaix, 91 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
- 3) Tournai, chaussée de Renaix, 174 : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
- 4) Tournai, rue Péterinck : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées
- 5) Tournai, boulevard Eisenhower : interdiction de stationnement.
- 6) Tournai, abords du Palais de justice : réglementation de la circulation et du stationnement.
- 7) Tournai, rue Barthélémy Frison : matérialisation d'un vire à gauche et d'un vire à droite à son débouché sur la chaussée de Lille.
- 8) Tournai, rue du Nord : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
- 9) Tournai, rue de la Culture : suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
- 10) Tournai, rue Duwez : interdiction de stationnement.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

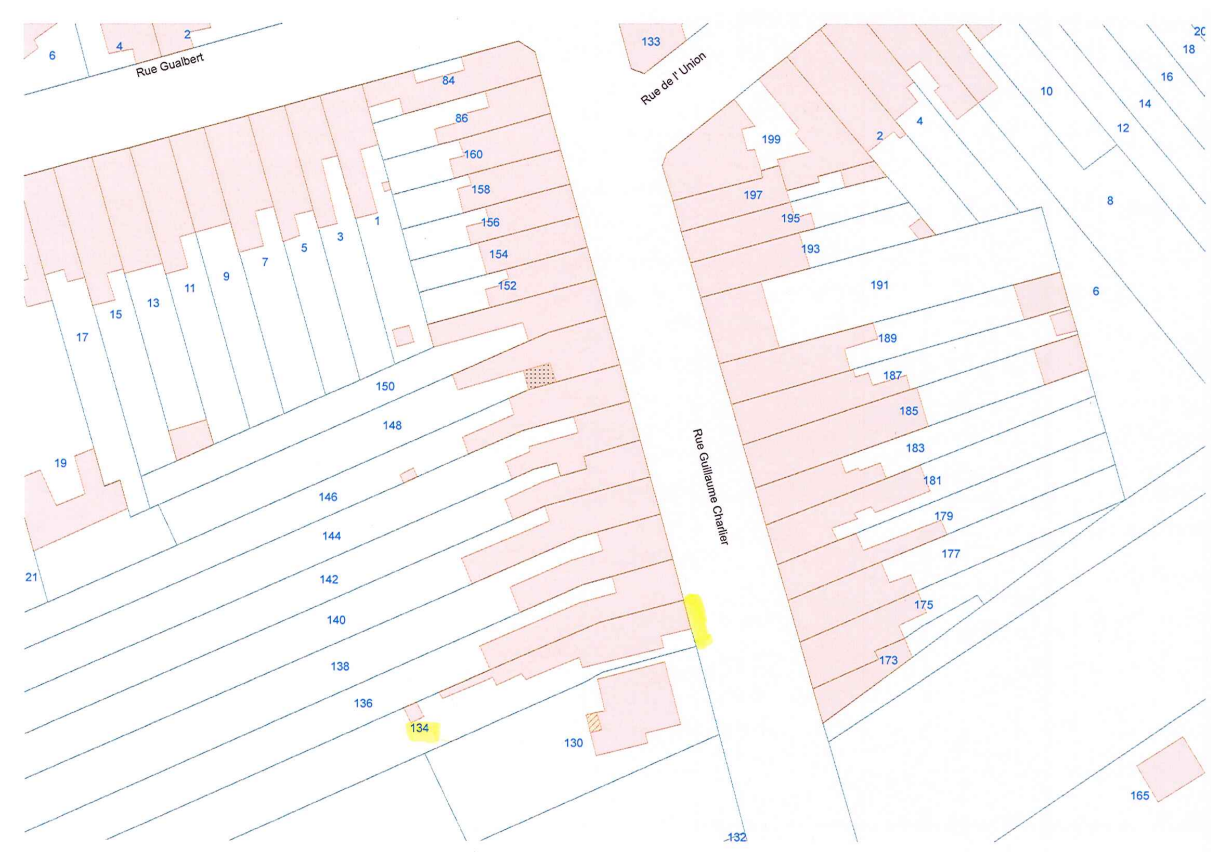
Considérant la demande d'un riverain domicilié rue Guillaume Charlier, 134 à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier de la création d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la rue **Guillaume Charlier à Tournai, face au n° 134**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

La présente délibération sera transmise pour notification à l'autorité supérieure.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié chaussée de Renaix, 91 à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier de la création d'un tel emplacement;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie provinciale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **chaussée de Renaix à Tournai, face au n° 91**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme idoine et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié rue François-Joseph Péterinck, 4/5 à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier de la création d'un tel emplacement;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue François-Joseph Péterinck à Tournai, face au n° 4/5**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme idoine et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié chaussée de Renaix, 174 à 7500 Tournai, qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour bénéficier de la création d'un tel emplacement;

Considérant le rapport et l'avis favorable du Service de Police relatif à cette demande;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie provinciale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **chaussée de Renaix à Tournai, face au n° 174**, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme idoine et flèche montante «6 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une société d'autobus et autocars située boulevard Eisenhower à Tournai, qui sollicite une interdiction de stationnement de part et d'autre de l'accès carrossable à son entrepôt;

Attendu que les chauffeurs de cette entreprise éprouvent des difficultés pour entrer dans l'entrepôt avec leur autobus, des véhicules se stationnant trop près du portique d'accès;

Considérant l'avis favorable du Service de Police compétent;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : au **boulevard Eisenhower à Tournai**, le stationnement est interdit de part et d'autre de l'accès au n° 253 sur deux fois 5 mètres.

Cette mesure sera matérialisée au sol par le tracé de deux lignes jaunes discontinues

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la problématique de stationnement rencontrée aux abords de Palais de justice de Tournai;

Considérant que, dans l'attente de l'adoption et de l'approbation d'un règlement complémentaire de roulage et afin de rencontrer le caractère urgent de la situation, une ordonnance de police temporaire relative à la circulation et au stationnement aux abords du Palais de justice a été prise par le Collège communal le 14 mars 2014;

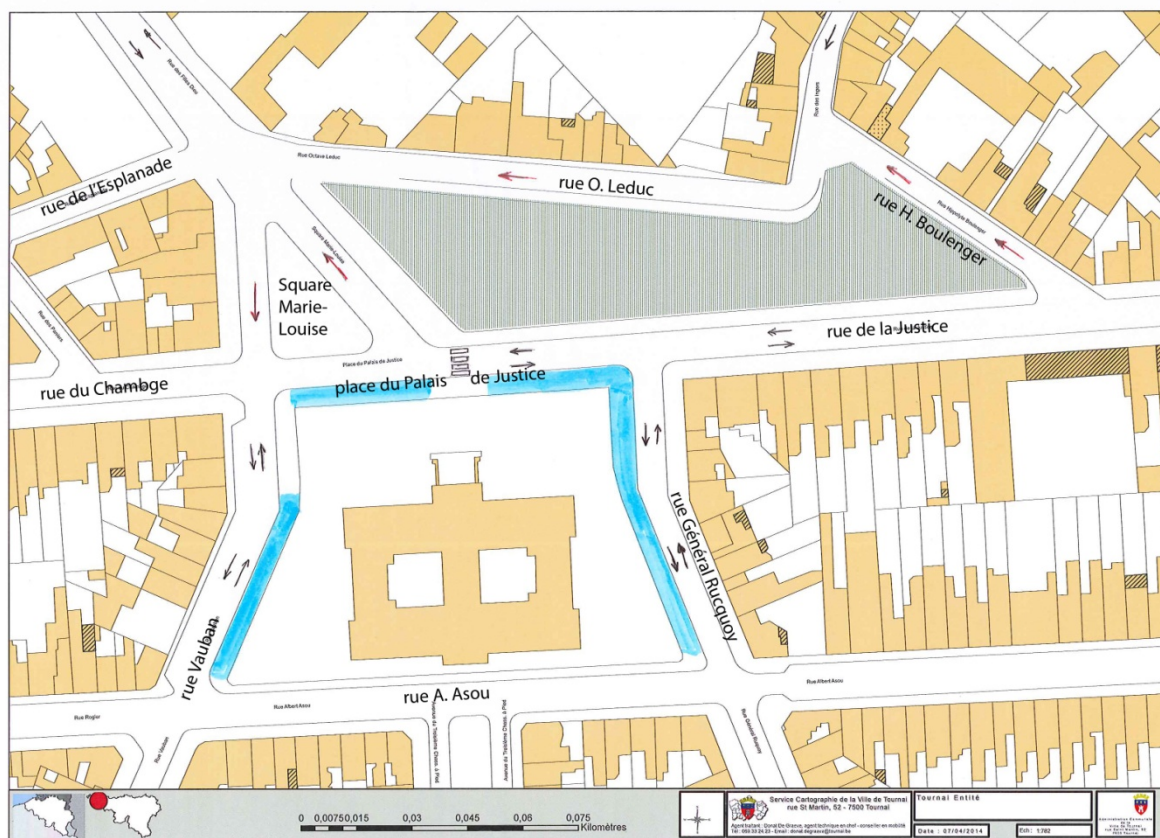
Considérant qu'afin d'augmenter le nombre de places de stationnement et d'améliorer la sécurité des piétons aux abords du Palais de justice, un rapport a été établi par le Service de Police compétent;

Considérant que le parking en bas de l'escalier donnant accès à l'entrée principale du Palais de justice avec une bande de +/- 5 m de large ainsi qu'un espace de 50 m à l'arrière du Palais de Justice sont situés sur le terrain communal et qu'il y a donc lieu d'établir, en lieu et place de l'ordonnance de police, un règlement communal encadrant le stationnement sur ces deux parcelles et la circulation aux abords du Palais de justice;

Considérant l'avis favorable du Service de Police compétent;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Vauban à Tournai**, le stationnement est organisé en totalité sur le large accotement en saillie existant du côté du Palais de justice, entre la rue Albert Asou et la place du Palais de justice.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9e avec flèche montante et marques au sol appropriées.

Article 2 : dans la rue Général Ruquoy à Tournai, le stationnement est organisé en totalité sur le large accotement en saillie existant du côté du Palais de justice, entre la place du Palais de justice et la rue Albert Asou.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9e avec flèche montante et marques au sol appropriées.

Article 3 : place du Palais de justice à Tournai, le stationnement est organisé en totalité sur le large accotement en saillie existant du côté du Palais de justice, entre la rue Vauban et la rue Général Ruquoy.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9e avec flèche montante et marques au sol appropriées.

Article 4 : square Marie-Louise (îlot) à Tournai:

- dans sa partie située du côté des habitations, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis le place du Palais de justice, à et vers de l'Esplanade;
- dans sa partie située du côté du parc, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la rue Octave Leduc à et vers la place du Palais de justice.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel, M2 et F19 avec panneau additionnel M4 et les marques au sol appropriées.

Article 5 : dans la rue Octave Leduc à Tournai, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis le square Marie-Louise à et vers la rue des Ingers.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2 et F19 avec panneau additionnel M4 et les marques au sol appropriées.

Article 6 : dans la rue Hyppolyte Boulanger à Tournai, la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, dans le sens rue des Ingers vers la rue de la Justice.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2 et F19 avec panneau additionnel M4 et les marques au sol appropriées.

Article 7 : place du Palais de justice à Tournai, un passage piéton est établi à hauteur de l'accès principal au Palais de justice.

Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

Article 8 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant les nombreuses doléances des usagers de la route du service de la société de transport en commun du Hainaut (TEC Hainaut) concernant des difficultés de circulation dans la rue Barthélémy Frison à son débouché sur la chaussée de Lille à Tournai;

Attendu qu'il apparaît que ces difficultés proviennent du stationnement de véhicules de part et d'autre de la chaussée qui provoque des files pour les usagers voulant tourner à gauche vers Orcq ou à droite vers Tournai;

Considérant le rapport de police suggérant de réglementer la rue Barthélémy Frison à son débouché sur la chaussée de Lille par une division de la voirie en deux bandes de circulation (vire à gauche et vire à droite), par le marquage au sol d'une ligne axiale sur 15 m et le placement d'un signal F13;

Considérant que cette mesure interdira le stationnement à l'approche du carrefour et facilitera la fluidité de la circulation;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Considérant le schéma ci-dessous :



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Barthélémy Frison à Tournai, à son débouché sur la chaussée de Lille**, la voirie est divisée en deux bandes de sélection (vire à gauche et vire à droite).

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal F13 et les marques au sol appropriées

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 23 décembre 2002 créant un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n° 58 de la rue du Nord à Tournai;

Considérant que le bénéficiaire de cette mesure a déménagé et que l'emplacement de stationnement pour personnes handicapées n'a donc plus lieu d'être;

Considérant le rapport du Service de Police;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue du Nord à Tournai, face au n° 58**, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est abrogé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 24 janvier 2011 de créer un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face au n° 105 (côté opposé au n° 124) de la rue de la Culture à Tournai;

Attendu que l'emplacement de stationnement situé face au n° 105 (côté opposé au n° 124) avait été créé à la demande d'une riveraine, qui ne possédait pas de garage;

Considérant que l'intéressée a transformé une pièce de son habitation en garage et qu'elle ne se trouve donc plus dans les conditions requises par le Service public de Wallonie pour pouvoir bénéficier d'un tel emplacement;

Considérant que, par conséquent, il y a lieu de supprimer cet emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées face au n° 105 de la rue de la Culture à Tournai;

Considérant l'avis favorable du Service de Police;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue de la Culture à Tournai, face au n° 105**, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'un riverain domicilié rue Duwez, 7 à 7500 Tournai, qui éprouve des difficultés pour sortir son scooter de son domicile à cause des véhicules stationnés devant sa porte d'entrée;

Considérant que l'accès à son domicile est rendu particulièrement difficile par la configuration des lieux, la largeur du trottoir étant de +/- 0,80 m;

Considérant le rapport du Service de Police compétent;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue Duwez à Tournai**, le stationnement est interdit du côté impair, sur une distance de 1,50 m à hauteur de la porte cochère du n° 7.

Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11) Kain, quartier de la Chapelle : modification de la circulation et du stationnement.

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, formule deux observations au sujet de ce dossier :

- le sens interdit placé au début de la rue conduisant à la piscine à partir de la rue Abbé Dropsy n'est pas toujours respecté
- il serait opportun de prévoir une obligation de tourner à droite au bout de la rue du Saulchoir, ce qui éviterait de couper la circulation lorsqu'on veut tourner à gauche.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** ne s'oppose pas à ces propositions.

Il signale toutefois qu'elles nécessitent un avis préalable des services de police et de la tutelle.

Après discussion, à l'unanimité, ce point est retiré de l'ordre du jour. Un rapport complémentaire sera sollicité auprès des services de police. Le point fera l'objet d'un nouvel examen lors de la prochaine séance.

12) Ere, rue des Pères : limitation de vitesse.

13) Lamain, rue René Lefebvre : création d'un passage pour piétons.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

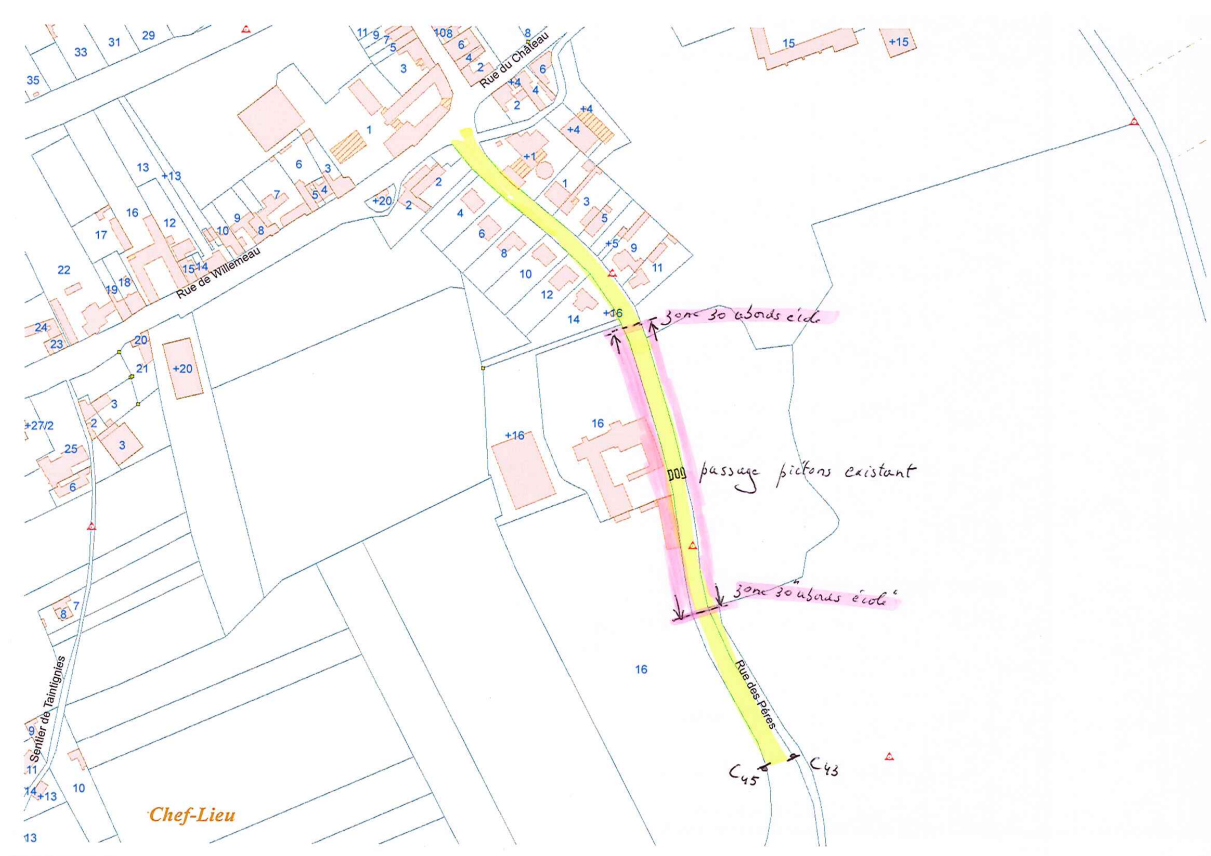
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le courrier de Monsieur l'administrateur délégué du "Saulchoir" concernant la sécurisation du site localisé rue des Pères, 16 à Ere, qui sollicite le placement d'un miroir de sécurité à la sortie de l'établissement ainsi que le placement éventuel de ralentisseurs de trafic;

Considérant le rapport de Police suggérant de limiter la vitesse à 50 km/heure à partir d'une cinquantaine de mètres avant d'arriver au home jusqu'à la rue de Willemeau;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Considérant le plan de situation ci-dessous :



Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue des Pères à Ere**, la vitesse maximale autorisée est limitée à 50 km/heure entre un point situé à 50 mètres du n° 16 (venant de Brunehaut) et la rue de Willemeau.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C43 (50 km/heure) et C45 (50 km/heure).

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la réunion du 31 mai 2013 des riverains avec le Service de Police compétent concernant la sécurisation de la rue Louis Pion à Lamain;

Attendu qu'au cours de cette réunion, il a été suggéré, de façon à assurer la sécurité des piétons, de créer un passage pour piétons au carrefour formé par la rue René Lefebvre avec la rue Abbé Masurel à Lamain, à hauteur du n° 29 ;

Considérant le rapport du Service de Police compétent;

Considérant le schéma de principe ci-dessous:



Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la **rue René Lefebvre à Lamain**, un passage pour piétons est établi à hauteur du n° 29.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Envol des Cités 2014. Convention tripartite entre la province de Hainaut, le Logis tournaisien et la Ville de Tournai. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Direction générale des Affaires culturelles de la Province de Hainaut (secteur audiovisuel), place de la Hestre 19 à 7170 La Hestre, a sollicité l'autorisation d'organiser, pour sa neuvième édition, une étape de l'Envol des Cités à Tournai.

L'Envol des Cités, événement soutenu par la Ville depuis son origine, consiste en une opération artistique et interculturelle, dont le but est de promouvoir la créativité et la diversité musicale sous la forme d'une tournée sillonnant certaines villes dans toute la Province de Hainaut, et acceptant divers styles de musique (pop, rock, R'nB, ethnique, variétés, etc.).

Le budget prévisionnel de l'événement à charge de la Ville est établi comme suit :

	Ville de Tournai
Scène	2.930,00 €
Catering artistes	500,00 €
Groupe électrogène	500,00 €
AIB VINCOTTE	200,00 €
Sabam	500,00 €
Poste de secours	500,00 €
Sous-total	5.130,00 €

Le dossier initial fait état d'une somme de 5.000,00 € qui serait facturée par l'ASBL Hainaut Culture au Logis tournaisien, ce montant correspond à la quote-part du coût du personnel, du surplus de matériel pour la technique son et lumière ainsi qu'à la coproduction du groupe ou artiste professionnel.

L'événement aurait lieu sur la Grand-Place le 6 juin 2014 à 20 heures.

En séance du 9 mai 2014, nous avons marqué notre accord de principe, sous réserve de votre approbation, sur un projet de convention à conclure entre la Province de Hainaut, le Logis tournaisien et la Ville de Tournai, qui définit les obligations de chacune des trois parties.

Nous vous invitons à approuver ce projet de convention."

Monsieur le **Président** de séance ajoute d'emblée que la convention a été modifiée : elle ne sera plus tripartite mais bipartite (Ville de Tournai – Province).

Monsieur l'Echevin PS, **V. BRAECKELAERE**, explique les raisons de cette modification :

" Nous avons eu l'opportunité de clôturer le spectacle avec le groupe "Suarez". C'est une opportunité pour la Ville qui implique des coûts supplémentaires. Dans un premier temps, le Logis tournaisien s'était proposé d'intervenir dans le cadre de "culture pour tous", donc dans l'objet à finalité sociale qui est le sien. Le Logis s'était proposé de prendre en charge ces coûts mais pour des raisons d'agenda, il ne nous a pas été permis d'examiner de façon concomitante ladite convention avec ces instances. Dans un souci de transparence mais également de respect envers ces instances, j'ai proposé que l'article 4 soit modifié

comme suit : "La Ville prendra en charge le coût supplémentaire pour le concert du groupe Suarez". De ce fait, la convention devient bipartite. La suppression du marché de Noël et du Tempo festival nous permet d'assurer le financement de cette participation."

Il est noté que la quote-part de la Ville pour ce concert reste fixée à 5.000,00 €.

Par 35 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Direction générale des Affaires culturelles de la Province de Hainaut (secteur audiovisuel) place de la Hestre 19 à 7170 La Hestre, a sollicité l'autorisation d'organiser, pour sa neuvième édition, une étape de l'Envol des Cités à Tournai;

Considérant que l'Envol des Cités, événement soutenu par la Ville depuis son origine, consiste en une opération artistique et interculturelle, dont le but est de promouvoir la créativité et la diversité musicale sous la forme d'une tournée sillonnant certaines villes dans toute la Province de Hainaut, et acceptant divers styles de musique (pop, rock, R'nB, ethnique, variétés, etc.);

Considérant que le budget prévisionnel pour l'évènement «L'Envol des Cités 2014», est établi comme suit :

	Ville de Tournai
Scène	2.930,00 €
Catering artistes	500,00 €
Groupe électrogène	500,00 €
AIB VINCOTTE	200,00 €
Sabam	500,00 €
Poste de secours	500,00 €
Sous total	5.130,00 €

Considérant, d'autre part, qu'une somme de 5.000,00 € sera facturée par l'ASBL Hainaut Culture au Logis tournaisien et que celle-ci représente la quote-part du coût du personnel, le surplus de matériel pour la technique son et lumière ainsi que la coproduction du groupe ou artiste professionnel;

Considérant qu'en séance du 9 mai 2014, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur un projet de convention à conclure entre la Province de Hainaut, le Logis tournaisien et la Ville de Tournai, qui définit les obligations de chacune des trois parties;

Considérant la proposition formulée en séance de conclure cette convention uniquement avec la Province de Hainaut;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

d'approuver le projet de convention entre la direction générale des Affaires culturelles de la province de Hainaut (secteur audiovisuel) et la Ville de Tournai, dont les termes suivent :

« **CONVENTION ENVOL DES CITES 2014**

Entre :

La province de Hainaut - HCT (Hainaut culture tourisme - secteur audiovisuel) portant le projet "l'Envol des Cités" (siège administratif : place de La Hestre, 19 à 7170 La Hestre) et l'ASBL Hainaut.Culture (siège social : rue Arthur Warocqué, 83 à 7100 La Louvière) représentée par Mme Fabienne CAPOT, députée provinciale et présidente de l'ASBL et Mme Nathalie BRASSART, inspectrice générale et administratrice déléguée de l'ASBL

Ci-après dénommées : l'Envol des Cités/Province de Hainaut.

Et

La Ville de Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général adjoint Thierry LESPLINGART, dont le siège social est établi à la rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai.

Ci-après dénommée : La Ville

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : dans le cadre du projet musical "L'Envol des Cités", la Ville s'engage à accueillir le spectacle "L'Envol des Cités" le 6 juin 2014. Lieu : Grand Place

Article 2 : le spectacle sera composé d'une dizaine de groupes et chanteurs de styles différents (rock, pop, hip hop, chanson française,...) émanant des quatre coins du Hainaut sélectionnés lors des journées éliminatoires qui ont eu lieu les 26 et 27 février 2014 à l'auditorium Abel Dubois (RTBF) à Mons, ainsi que du concert d'un groupe ou artiste professionnel de renommée nationale/internationale.

Article 3 : la Ville s'engage à organiser l'accueil dudit spectacle dans les meilleures conditions techniques possibles en collaboration avec le responsable technique de l'Envol des Cités chargé de la régie son et lumière.

L'organisation de l'accueil comprend :

- la sécurité (police) ainsi que le matériel y afférent (barrières Nadar, signalisation...)
- la prise en charge d'un service de secours (Croix rouge, GeoSecours...)
- la fourniture de la puissance électrique suffisante pour la technique son et lumière (soit triphasé 400 V 2 x 63 A ou au moins 120 kva via un point d'accès direct, un compteur forain, un groupe électrogène...)
- la prise en charge du contrôle électrique par une société agréée (VINCOTTE, BTV,...)
- la promotion de la soirée sur le territoire de la Ville
- la prise en charge d'un catering pour les artistes et organisateurs en fin de spectacle et en journée pour les artistes (boissons non alcoolisées et café).

- la SABAM.

Article 4 : La Ville prendra en charge le coût supplémentaire pour le concert du groupe Suarez.

Article 5 : la Ville prendra toutes les assurances nécessaires pour l'organisation du spectacle, en ce compris les assurances liées à l'accueil du groupe ou artiste professionnel. L'Envol des Cités/Province de Hainaut décline toute responsabilité en cas d'accident sauf dans l'hypothèse où cet accident trouverait son origine dans un manquement à ses obligations telles que stipulées à l'article 7 des présentes.

Article 6 : l'entrée au spectacle sera gratuite.

Article 7 : en contrepartie, l'Envol des Cités/Province de Hainaut s'engage à prendre en charge les aspects suivants :

- la livraison du spectacle complet à la date convenue, spectacle qui représente une valeur minimum de 25.000,00 € par date
- le cachet complet du groupe ou artiste professionnel
- la réalisation d'une promotion générale de l'événement dans toute la Province de Hainaut
- la mise à disposition des affiches, flyers, produits dérivés de la manifestation
- la fourniture d'invitations pour la finale 2014 à l'espace VIP
- la mise à disposition d'un complément en matériel et de régisseurs son et lumière (minimum trois)
- la sécurisation, par une entreprise privée, de toute l'arrière scène (backstage), en ce compris la sécurité des artistes et de leur matériel
- la prise en charge d'une assurance RC exploitation.

Article 8 : le présent contrat ne peut être résilié par les deux parties, par lettre recommandée postale, qu'en cas de retard dans le planning ou de dysfonctionnement grave. La résiliation produira ses effets à la date du courrier recommandé.

Article 9 : en cas de litige concernant la présente convention, seuls les tribunaux de Mons sont compétents.

Article 10 : La province de Hainaut et l'ASBL Hainaut Culture s'engagent de manière solidaire et indivisible quant à l'exécution des obligations qui leur incombent aux termes des présentes.

Fait à La Louvière en 3 exemplaires, le2014."

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

4. Tour de Wallonie cycliste 2014. Arrivée de la première étape à Tournai. Convention entre l'ASBL TRW' Organisation et la Ville. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 16 mai 2014, nous avons émis un accord de principe, sous réserve de votre approbation, pour accueillir à Tournai, le samedi 26 juillet 2014, l'arrivée de la première étape du Tour de Wallonie cycliste ainsi que sur les termes du projet de convention à conclure entre les organisateurs de cette épreuve cycliste et la Ville.

Cette convention précise les modalités de cette organisation et définit les obligations des deux parties, avec l'estimation des dépenses à charge de la Ville pour la bonne organisation de la manifestation et le respect du cahier de charges/dossier technique.

Cette estimation s'élève à 4.225,00 €, dont voici les détails :

OBJET DEPENSES	ESTIMATION	ARTICLE BUDGÉTAIRE
Sanitaires pour public et espaces VIP	450,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport. Prestations techniques de tiers
Location groupes électrogènes site arrivée	400,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport. Prestations techniques de tiers
Carburant des groupes électrogènes + fourniture en eau potable	350,00 €	7644/124-02
Catering monteurs TRW, escorte police, presse, officiels	1.500,00 €	7644/123-16 Promotion de la Ville par le sport. Frais de réceptions
Défraiement des 40 signaleurs (via subside d'un club organisateur par exemple : Cazeau Pédales Templeuve)	400,00 €	764/332-02 Subsides aux Associations sportives
Frais Sabam - site arrivée	275,00 €	7644/122-04 Promotion de la Ville par le sport. Autres frais techniques

Antenne sanitaire et de secours	550,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport. Prestations techniques de tiers
Location bâtiment Stade Luc Varenne pour presse, permanence et vestiaires	300,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport
ESTIMATION	4.225,00 €	Article 7644/122-04 : 275,00 € Article 7644/123-16 : 1.500,00 € Article 7644/124-02 : 350,00 € Article 7644/124-06 : 1.700,00 € Article 7644/332-02 : 400,00 €

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les termes de cette convention."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 16 mai 2014, le Collège communal a émis un accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, pour accueillir à Tournai, le samedi 26 juillet 2014, l'arrivée de la première étape du Tour de Wallonie cycliste ainsi que sur les termes du projet de convention à conclure entre les organisateurs de cette épreuve cycliste et la Ville;

Considérant que cette convention précise les modalités de cette organisation et définit les obligations des deux parties, avec l'estimation des dépenses à charge de la Ville pour la bonne organisation de la manifestation et le respect du cahier de charges/dossier technique;

Considérant que cette estimation, qui s'élève à 4.225,00 €, est établie comme suit :

OBJET DEPENSES	ESTIMATION	ARTICLE BUDGÉTAIRE
Sanitaires pour public et espaces VIP	450,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport. Prestations techniques de tiers
Location groupes électrogènes site arrivée	400,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport. Prestations techniques de tiers
Carburant des groupes électrogènes + fourniture en eau potable	350,00 €	7644/124-02
Catering monteurs TRW, escorte police, presse, officiels	1.500,00 €	7644/123-16 Promotion de la Ville par le sport. Frais de réceptions
Défraiement des 40 signaleurs (via subside d'un club organisateur par exemple : Cazeau-Pédale Templeuve)	400,00 €	764/332-02 Subsides aux Associations sportives
Frais Sabam - site arrivée	275,00 €	7644/122-04 Promotion de la Ville par le sport. Autres frais techniques

Antenne sanitaire et de secours	550,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport. Prestations techniques de tiers
Location bâtiment Stade Luc Varenne pour presse, permanence et vestiaires	300,00 €	7644/124-06 Promotion de la Ville par le sport
ESTIMATION	4.225,00 €	Article 7644/122-04 : 275,00 € Article 7644/123-16 : 1.500,00 € Article 7644/124-02 : 350,00 € Article 7644/124-06 : 1.700,00 € Article 7644/332-02 : 400,00 €

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes du projet de convention conclu entre l'ASBL TRW' Organisation et la Ville de Tournai relative à l'arrivée de la première étape à Tournai, le samedi 26 juillet 2014, de la course cycliste le Tour de Wallonie :

" ENTRE LES SOUSSIGNE(E)S :

L'ASBL TRW'ORGANISATION, ayant son siège à 7700 Mouscron, rue du Stade, 33, représentée par son administrateur délégué, M. Yves VANASSCHE, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé : le "TRW'O", d'une part,

et

l'Administration communale de Tournai, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, agissant au nom du Conseil communal, ci-après dénommés : "LA VILLE", d'autre part.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

TRW'O accepte, selon les clauses, charges et conditions figurant aux présentes, que la Ville accueille l'arrivée de l'étape du samedi 26 juillet 2014: Frasnes-lez-Anvaing – Tournai.

Dès la signature de la présente convention, La Ville pourra, dans sa communication, faire état de sa qualité de Ville-étape du Tour de Wallonie 2014.

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties pendant la durée de la présente convention.

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

2.1 TRW'O s'attachera à mettre en œuvre, en tant qu'organisateur, tous les moyens dont il dispose pour offrir à la Ville un événement sportif de haute qualité technique et médiatique.

A cet égard, il s'engage dès à présent :

- à obtenir, pour le prochain Tour de Wallonie, la participation des équipes cyclistes du Pro Tour et du circuit continental
- à permettre à la Ville d'assurer sa promotion, notamment par l'intermédiaire des nombreux médias présents sur l'épreuve
- à mettre en place diverses animations pour le public et les personnalités invitées, comme précisé à l'article 8 ci-après.

2.2 De son côté, La Ville s'engage, en ce qui la concerne:

1° à fournir au TRW'O :

- toutes les informations indispensables pour organiser sa promotion avec les supports de communication du TRW
- toute l'aide utile au succès des éventuelles démarches administratives et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement
- à prendre en considérations toutes les demandes reprises dans le dossier technique, joint à la présente convention.

2° à faire prendre toutes les mesures de police :

- pour interdire la circulation et le stationnement sur les voies urbaines utilisées par l'épreuve, et pour les réglementer sur les voies adjacentes
- pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation
- pour garantir la sécurité des concurrents et des spectateurs, spécialement sur le site d'arrivée
- pour interdire, notamment, en application de l'article 9 de la présente convention, la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place par l'organisateur, ainsi que les ventes sauvages dans les zones délimitées avec le TRW'O
- pour assurer au TRW'O et à ses représentants toute liberté de manœuvre pendant la préparation et le déroulement de la manifestation.

3° à préserver la gratuité des accès au public sur le site d'arrivée, en ce compris ses espaces vip, expos et variétés, et plus généralement sur les lieux de passage du TRW, et à ne pas autoriser les propriétaires ou locataires de terrains privés à percevoir des droits occasionnels de stationnement d'un montant supérieur à 2,50 € par journée,

4° à faire prendre toutes dispositions nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées sur les sites d'arrivée et en particulier, pour que le public puisse disposer d'installations sanitaires, sur ceux-ci.

ARTICLE 3 - COMPETENCES EXCLUSIVES DU TRW'O

Il est expressément reconnu que le TRW'O a seule compétence :

- pour traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve et, notamment, pour choisir les parcours et le site d'arrivée
- pour coordonner les opérations techniques de mise en place sur les sites d'arrivée, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle de la ville
- pour concéder à quelque titre que ce soit, et sous quelque forme que ce soit, l'usage des marques et logos se rapportant au Tour de Wallonie (TRW).

Il est également admis que le TRW'O est libre du choix des partenaires commerciaux sur l'épreuve et sur les lieux où celle-ci se déroule.

CHARGES LIEES A L'ORGANISATION TECHNIQUE ET SPORTIVE

ARTICLE 4 - CHARGES DU TRW'O

De façon générale, TRW'O fait son affaire de fournir les installations, le matériel et le personnel nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de la Ville en application de l'article 5 ci-après.

Un état prévisionnel de la logistique du TRW 2014 est repris dans le "dossier technique ville étape" qui est joint en annexe.

Le TRW'O prend également en charge:

- le règlement des hébergements réservés par l'organisateur
- les primes d'assurance pour les couvertures en responsabilité civile, comme précisé à l'article 7 ci-dessous.

ARTICLE 5 - PRESTATIONS TECHNIQUES DE LA VILLE

La Ville s'oblige à :

- 1° mettre à disposition et à faire aménager à ses frais des locaux suffisamment spacieux et confortables, situés au plus près des sites d'arrivée :
Voir "dossier technique ville étape" (presse, permanences).
- 2° mettre à disposition, dans les zones d'arrivée ainsi qu'à proximité de la permanence du TRW, des parkings destinés exclusivement au stationnement des véhicules accrédités par TRW'O, l'exclusivité de l'accessibilité de ceux-ci étant assurée par la Ville.
- 3° mettre en place ou fournir tous les équipements utiles pour la sécurité et l'accueil du public, en complément des installations du TRW'O pour l'arrivée de l'étape et en particulier :
 - un placement de barrières complémentaires incluant en tout état de cause, de part et d'autre de la chaussée, les 750 derniers mètres avant l'arrivée et les 100 premiers mètres après l'arrivée, et pouvant être étendues à d'autres zones suivant les demandes formulées en annexe – emplacement du dernier kilomètre, notamment
 - tous panneaux d'information et de signalisation indispensables pour le public et les sanitaires;
- 4° faire procéder aux travaux de voirie et autres prescrits par le TRW'O pour la sécurité des coureurs et pour la mise en place des installations du TRW;

5° mettre à disposition ou faire installer les branchements nécessaires :

- à la fourniture d'électricité et des télécommunications sur les différentes installations du TRW (sites d'arrivée, permanence, salles réservées à la presse), en fonction des besoins techniques indiqués par le TRW'O
- à la fourniture d'eau dans les lieux précisés par le TRW'O, et notamment en fonction de l'implantation prévue pour les installations VIP
- des sanitaires mobiles (roulotte ou container) pour hommes et pour femmes. Ils seront situés, à chaque fois, en bordure des espaces VIP et/ou Car Vip de Prestige, mais pourront être accessibles par tout un chacun. Une ou plusieurs personnes en assurera la surveillance et l'entretien.

Il est entendu que, de façon générale, les branchements et consommations d'eau, d'électricité et des télécommunications (voir dossier technique en annexe) sont à la charge de la collectivité d'accueil.

Il est enfin convenu que les services de police seront mis à disposition du TRW'O à l'occasion des diverses animations et que le coût éventuel du service d'ordre dépendant de la police fédérale et des groupements de signaleurs sera à la charge de la Ville, sur son territoire.

Dans ce sens, l'ensemble de l'itinéraire se déroulant sur le territoire de la Ville sera sous la responsabilité de celle-ci et les forces de l'ordre et/ou signaleurs recrutés par et aux frais de la Ville.

Par itinéraire on entend le parcours emprunté par le TRW menant à l'arrivée de la Ville ou toutes parties du parcours qui passeraient sur le territoire de la Ville à un autre moment, le même jour ou un autre jour que le T.R.W 2014.

ARTICLE 6 - MISE EN OEUVRE DES OBLIGATIONS TECHNIQUES DE LA VILLE

En vue de l'exécution des obligations définies à l'article 5, la Ville s'engage à recevoir, en temps utile, les organisateurs du TRW'O afin :

- 1° d'arrêter avec eux le choix du site d'arrivée, l'emplacement des différentes installations du TRW (installations techniques, services de presse et permanence de l'organisation) et, de manière générale, toutes dispositions techniques particulières devant être prises par la Ville pour l'accueil de l'épreuve dans les meilleures conditions possibles (aménagement des sites et travaux de voirie notamment).
- 2° de préciser la liste et le contenu des prestations techniques, spécialement pour ce qui concerne l'aménagement des locaux et parkings mis à disposition, les barrières complémentaires, la localisation des moyens de télécommunication, la localisation du site Variétés ainsi que les moyens nécessaires à la sécurité générale.

Le détail des dispositions arrêtées comme indiqué ci-dessus sera consigné dans un rapport de visite des organisateurs du TRW'O qui, après agrément par la Ville, viendra compléter la présente convention. En conséquence, aucune des dispositions contenues dans ce rapport ne pourra être modifiée par l'une des parties sans l'accord de l'autre.

Pour des raisons pratiques et de bon fonctionnement, La Ville fournira en outre, au TRW'O, un organigramme du comité local d'organisation technique, mentionnant les noms et coordonnées des responsables habilités par LA VILLE pour traiter des différentes questions liées à l'accueil du TRW.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Le TRW'O déclare que les risques dont il assume la charge en tant qu'organisateur du TRW sont couverts par la police souscrite auprès de la ligue vélocipédique belge, dans les limites de celle-ci.

Seuls les risques décrits dans la police de la ligue vélocipédique belge seront pris en compte dans la responsabilité du TRW.

Les installations techniques mises à la disposition du TRW seront contrôlées par un organisme agréé par et aux frais de la Ville.

ARTICLE 8 - ANIMATIONS - RELATIONS PUBLIQUES

Outre les animations pouvant être mises en place par la Ville en concertation avec le TRW'O, l'organisateur du TRW s'engage à assurer lui-même diverses prestations destinées, selon le cas, soit au public dans son ensemble, soit aux invités, soit aux partenaires du TRW pour leur permettre notamment d'organiser leurs relations publiques.

La liste des prestations du TRW'O est la suivante :

1. Sur les parcours

Une caravane publicitaire empruntant l'itinéraire de l'étape du jour, et dans laquelle la Ville pourra placer jusqu'à 10 véhicules réservés à sa promotion ou à la promotion de ses commerçants, pour autant qu'il n'y ait pas incompatibilité avec les partenaires du TRW. Cet avantage peut être étendu à l'ensemble des étapes du TRW, si la Ville le souhaite et en s'acquittant, pour ces étapes, du droit minime de 50,00 € par jour.

2. Sur les sites d'arrivée

- un podium protocolaire sur lequel des personnalités locales assisteront à la cérémonie aux premières loges
- un espace VIP composé de tables hautes et de parasols, dans lequel la Ville disposera de 50 places. Des boissons y seront servies gratuitement. Elle disposera de 6 places supplémentaires destinées aux autorités communales dans l'un de nos Car VIP avec terrasse panoramique.

ARTICLE 9 - ACTIONS COMMERCIALES

La Ville reconnaît que tous les droits d'exploitation commerciale du TRW restent réservés au TRW'O.

En conséquence :

- aucun marquage ni affichage publicitaire occasionnel, quel qu'en soit le support, et aucune diffusion de documents ou messages publicitaires, par quelque moyen que ce soit, ne devront être autorisés sans l'accord écrit préalable du TRW'O, sur le parcours du TRW, sur les sites d'arrivée, ainsi que dans leurs environs immédiats
- aucune vente occasionnelle d'objets ni de produits comestibles ne pourra être autorisée sauf pour les commerces ambulants pour lesquels la Ville prendrait un arrêté communal, moyennant un accord écrit préalable avec le TRW'O.

La Ville s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires, notamment par voie d'arrêté communal, pour permettre la mise en œuvre et le respect des interdictions susmentionnées.

Pour sa part, le TRW'O transmettra en temps utile à la Ville la liste des partenaires officiels du TRW autorisés à présenter des publicités commerciales ainsi que la liste des vendeurs agréés et pour lesquels la Ville prendra un arrêté d'autorisation de marchand ambulant.

ARTICLE 10 - PRESTATIONS HORECA

10.1. Repas pour le personnel

Nos équipes techniques responsables du montage et du démontage des différentes installations seront à pied d'œuvre durant de longues heures dans votre commune.

Afin de nous éviter tout problème d'intendance, nous vous demandons de bien vouloir leur fournir un repas, à vos frais.

La Ville fournira donc des repas du jour (plat et boissons) pour 100 personnes dans un lieu tout proche de la ligne d'arrivée et ce vers 13 heures.

10.2. Collation pour les journalistes et officiels

Afin de recevoir, comme il se doit, les journalistes belges et étrangers et les commissaires internationaux, nous vous demandons de fournir des boissons et de la nourriture dans les différents locaux de permanence.

Ces collations sont décrites dans les annexes et seront fournies gratuitement au TRW'O.

CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 11 - REGLEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA VILLE

Suite à l'intervention de Monsieur le Ministre FURLAN, en charge des affaires intérieures à la Région wallonne, c'est le département de Monsieur le Ministre qui prendra en charge les frais engendrés par cette arrivée et que le TRW'O serait en droit de réclamer à la Ville.

Il est bien entendu que tous les frais, en rapport avec les obligations de la Ville décrites dans les articles numérotés de 1 à 11 ci-dessus, seront intégralement pris en charge par celle-ci.

Cette mesure ne concerne que l'édition 2014 du Tour de Wallonie et n'engage en rien tout nouvel accord que le TRW'O prendrait à l'avenir avec la Ville.

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 12 - EXECUTION DE LA CONVENTION

La Ville s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations découlant pour elle de la présente convention, à moins d'une autorisation écrite préalable du TRW'O. Même en cas d'autorisation, elle restera garante de la parfaite exécution des obligations qu'elle aura transférées.

En outre, chaque partie s'oblige expressément à l'égard de l'autre à faire respecter les engagements qu'elle a pris dans la présente convention lorsque, pour l'exécution de certaines de ses obligations, elle s'en remet à un mandataire, à une autre collectivité ou à un organisme le représentant.

ARTICLE 13 - RESOLUTION DE LA CONVENTION

- 13.1 En cas de refus manifeste de la Ville de se conformer à l'une de ses obligations essentielles, le TRW'O pourra résilier de plein droit la présente convention. La résolution sera considérée comme effective le quinzième jour suivant la date de réception, par la Ville, d'une lettre recommandée la mettant en demeure d'exécuter ses engagements et restée sans effet. Les sommes qui auraient été précédemment versées par la Ville resteraient acquises au TRW'O à titre d'indemnité, sans préjudice de son droit de demander tous dommages et intérêts en réparation du préjudice subi.
- 13.2. La Ville pourra également mettre fin de plein droit à la présente convention, dans les mêmes conditions que ci-dessus, en cas d'inexécution par le TRW'O de l'une quelconque de ses obligations essentielles.

ARTICLE 14 - ANNULATION POUR CAS DE FORCE MAJEURE

En cas d'annulation du TRW et/ou de(s) l'étape(s) concernant la Ville, pour des raisons totalement indépendantes de la volonté des parties contractantes, les parties conviennent que la présente convention serait ipso facto considérée comme caduque, sans aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 15 - DIVERS

- 15.1 Les titres et intitulés des articles de la présente convention ne figurent que pour la commodité de lecture et n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.
- 15.2 De convention expresse entre les parties, la présente annule tout accord, arrangement ou contrat antérieur écrit ou non écrit conclu entre les parties et se rapportant à l'objet de la présente.
- 15.3. Toutes conventions dérogatoires ou complémentaires à la présente convention devront être constatées par écrit.
- 15.4. Les parties conviennent de faire leur possible pour résoudre à l'amiable toute contestation susceptible de résulter de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation de la présente convention. A défaut, ladite contestation sera soumise à la compétence exclusive du tribunal compétent de Tournai, même en cas de demande incidente ou en garantie ou de pluralité de défendeurs qui statuera sous l'empire du droit belge.

ARTICLE 16 - DATE D'EFFET

La présente convention prendra effet à la date de signature par les parties."

5. Tournai, rue de Barges, de la Citadelle, des Sports et Général Piron. Aménagement de sites propres autobus franchissables et quais, de trottoirs, de voirie et de réseaux d'égouttage. Convention de travaux. Approbation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai, la Société publique de gestion de l'eau et la Société régionale wallonne du transport projettent, dans le cadre d'un marché conjoint, d'aménager dans les rues de Barges, de la Citadelle, des Sports et Général Piron à Tournai, des sites propres autobus franchissables et quais ainsi que les trottoirs, voiries et réseaux d'égouttage.

Les aménagements envisagés et leur répartition figurent au plan de convention n° V1218-C01 annexé au présent dossier.

Le projet de convention qui vous est présenté a pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution des travaux précités.

Aux terme dudit projet, il est notamment prévu ce qui suit :

- La Ville assumera la qualité de pouvoir adjudicateur et à ce titre assurera la direction technique et administrative, ainsi que la surveillance des travaux précités.
- Chacune des parties prendra financièrement à sa charge les travaux qui la concernent suivant les plans annexés à la convention.

Nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à marquer votre accord sur les termes de la convention de travaux dont question ci-avant."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai, la Société publique de gestion de l'eau et la Société régionale wallonne du transport projettent, dans le cadre d'un marché conjoint, d'aménager, dans les rues de Barges, de la Citadelle, des Sports et Général Piron à Tournai, des sites propres autobus franchissables et quais ainsi que les trottoirs, voiries et réseaux d'égouttage;

Vu le projet de convention de travaux établi à cet effet ayant pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'étude et de l'exécution des travaux précités;

Considérant qu'aux termes dudit projet, il est notamment prévu ce qui suit :

- La Ville assumera la qualité de pouvoir adjudicateur et à ce titre assurera la direction technique et administrative, ainsi que la surveillance des travaux précités.
- Chacune des parties prendra financièrement à sa charge les travaux qui les concernent suivant les plans annexés à la convention;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet de convention à conclure entre **la Ville de Tournai, la Société publique de gestion de l'eau et la Société régionale wallonne du transport**, ayant pour objet l'étude et l'exécution d'aménagements de trottoirs, de voirie et de réseaux d'égouttage ainsi que de sites propres autobus franchissables et quais dans les rues de Barges, de la Citadelle, des Sports et Général Piron à Tournai, dont les termes suivent :

" Entre :

La Ville de Tournai, ici représentée par et M.,
ci-après dénommée «**la Ville**».

La **Société publique de gestion de l'eau** dont l'Intercommunale de propreté publique (IPALLE) est mandataire, ici représentée par M. Jean-Luc MARTIN, Président du Conseil d'Administration, et M. Alain TABART, Vice-président du Comité de Direction, ci-après dénommée «**la S.P.G.E.**».

La Société régionale wallonne du transport dont le siège est situé à 5100 Namur, avenue Gouverneur Bovesse, 96, ici représentée par M. Jean-Marc VANDENBROUCKE, Administrateur général, ci-après dénommée «**la S.R.W.T.**»

Tous trois dénommés sous le vocable «partenaire»

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er}. Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'aménagement de sites propres autobus franchissables et quais, de trottoirs, de voirie et de réseaux d'égouttage, rues de Barges, de la Citadelle, des Sports et Général Piron à Tournai.

Les aménagements envisagés et leur répartition figurent au plan de convention n° V1218-C01 ci-annexé. La Ville prendra à sa charge les travaux de voirie et de trottoirs repris sous liseré jaune au plan de convention n° V1218-C01.

La SPGE prendra à sa charge la fourniture et la pose de conduites gravitaires pour la récolte des eaux usées et des eaux de pluie dans la zone des travaux des rues de Barges, de la Citadelle, des Sports et Général Piron à Tournai.

La SRWT prendra, quant à elle, à sa charge l'aménagement de sites propres autobus franchissable de même que les quais repris sous liseré rouge.

Article 2. Etude et documents

La Ville se chargera de l'étude du projet relatif à l'ensemble des aménagements de voirie et de trottoirs comprenant, entre autres, la partie à charge de la SRWT.

La SPGE, quant à elle, se chargera de l'étude relative à l'égouttage et en est responsable.

Une demande de permis d'urbanisme relative à l'ensemble du projet, excepté la pose des canalisations d'égouttage, a été introduite par la Ville et le permis est en attente d'être délivré.

Sur la base de ce permis, la Ville établira le projet d'exécution, le métré et les spécifications techniques relatifs aux travaux de voirie et de trottoirs comprenant entre autres la partie à charge de la SRWT (cfr plan de répartition de prise en charge n° V1218-C01) en vue de l'établissement du cahier spécial des charges. Ce dernier est complété par le métré et les spécifications techniques relatifs aux travaux d'égouttage fournis par la SPGE.

La SPGE assume la qualité d'auteur de projet pour la partie des travaux qui lui incombent en exécution de l'alinéa 1 du présent article. Le précité sera donc responsable de l'étude et de l'approbation du projet le concernant, tant en ce qui concerne l'étude proprement dite, les dispositions techniques ou administratives à reprendre à cet effet dans le cahier spécial des charges ainsi que de toutes les modifications ou travaux supplémentaires qui s'avéreraient nécessaires pendant l'exécution des travaux. La Ville, chargée de l'étude de la partie relative à la SRWT, fera approuver par celle-ci l'ensemble des documents (CSC, métré, plans) AVANT la mise en adjudication.

Les travaux seront repris dans des métrés séparés pour chaque partenaire et feront l'objet d'états d'avancement des travaux séparés, à dresser par l'entrepreneur.

Article 3. Mission de la Ville

En exécution de l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, la SRWT et la SPGE désignent la Ville, qui accepte, en qualité de pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché visé par les présentes; cette dernière assume en conséquence, la direction technique et administrative, ainsi que la surveillance des travaux relatifs à l'objet de la convention.

Conformément au projet approuvé par l'ensemble des parties, la Ville sollicitera toutes les autorisations nécessaires relatives aux aménagements repris au plan de convention n° V1218-C01.

Sur base de ces autorisations, elle établira à titre gratuit les plans techniques de l'ensemble des aménagements, le métré présentant 3 divisions (l'une à charge de la SRWT, la seconde à la charge de la SPGE et la dernière à sa charge) ainsi que les spécifications techniques utiles pour la rédaction du cahier des charges.

Sur base des documents techniques établis par elle et de ceux fournis par la SPGE conformément à l'article 2 ci-avant, la Ville réalise le cahier spécial des charges qui sera approuvé par la SRWT et la SPGE. Sur base du cahier des charges approuvé par toutes les parties, la Ville procède à la mise en adjudication des travaux.

La SRWT et la SPGE confèrent notamment à la Ville le droit de :

- désigner l'adjudicataire des travaux et le cas échéant, de recommencer la procédure d'attribution du marché et ce, dans le respect de la législation sur les marchés publics. A cet effet, la Ville examinera les offres et établira le rapport d'adjudication et ce en collaboration avec la SRWT et la SPGE. La Ville transmettra pour accord à la SRWT et à la SPGE le projet de décision d'attribution motivée accompagnée de toute pièce utile. Dès l'émission de son accord, chaque partenaire engagera sur son budget le montant correspondant à la partie du marché qui le concerne. Tout refus d'accord sur le projet de décision d'attribution devra être dûment motivé et le partenaire qui l'a émis en assumera la responsabilité;
 - notifier au soumissionnaire la décision d'attribution du marché;
 - délivrer les ordres d'exécuter les travaux;
 - ordonner toutes suppressions, adjonctions et/ou modifications généralement quelconques aux travaux commandés à l'entrepreneur, ainsi qu'aux travaux déjà exécutés et d'en fixer toutes les conditions, y compris celles d'ordre financier.
1. Au cas où des modifications aux dispositions originelles du cahier des charges et/ou aux plans s'avéreraient nécessaires pendant l'exécution des travaux, la Ville établira un décompte en moins et/ou en plus et l'enverra pour acceptation à l'entrepreneur sous réserve d'approbation par la SRWT ou la SPGE pour la partie des travaux qui les concerne. La Ville enverra le décompte accepté ou non par l'entrepreneur, accompagné d'un rapport circonstancié concernant la nécessité, le coût et la prolongation de délai, pour approbation à la SRWT ou la SPGE pour la partie des travaux qui les concerne. La Ville ne donnera pas d'ordre d'entamer les travaux faisant l'objet du décompte avant que la SRWT ou la SPGE ne lui ait signifié leur approbation pour la partie des travaux qui les concerne. La Ville mentionnera dans son rapport le délai imparti à la SRWT ou la SPGE pour prendre une décision en l'espèce.

2. La procédure prévue au point 1 ci-avant n'est pas applicable en cas d'urgence et pour autant que le montant estimé cumulé des travaux supplémentaires à charge du partenaire concerné n'excède pas 5 % du montant de la soumission, hors TVA. Dans ce cas, la Ville demandera au délégué de la SRWT ou de la SPGE l'assentiment préalable de la SRWT ou de la SPGE sur les modifications proposées et qui les concernent. La Ville fera une déclaration relative à la nature et à la nécessité des modifications et à l'influence de celles-ci sur le coût et le déroulement des travaux. La SRWT ou la SPGE prendra sa décision dans les 24 heures de la formulation de la demande et avertira le fonctionnaire dirigeant de la Ville par fax, faute de quoi, la Ville décidera de manière autonome de l'exécution des modifications. La Ville s'engage à établir dès que possible un décompte relatif aux modifications ainsi apportées. La SRWT ou la SPGE s'engage à ne pas contester le principe des décomptes établis conformément au présent paragraphe.
3. en cas de dépassement des quantités présumées, la ville s'engage à transmettre dans les meilleurs délais à la SRWT et à la SPGE, pour les travaux qui les concernent, un état estimatif y relatif. Dès que les quantités exactement exécutées seront connues, la Ville établira les états de régularisation des quantités présumées et les enverra à la SRWT et à la SPGE.

La SRWT et la SPGE s'engagent à prendre toute disposition nécessaire pour que la Ville soit en mesure de respecter les délais imposés par le cahier spécial des charges (clauses administratives).

Les conséquences financières qui pourraient résulter d'un retard dans la notification d'accord ou de remarques éventuelles sont supportées par la partie responsable.

Article 4. Mission de coordination en matière de sécurité et de santé

Conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et à l'arrêté royal du 25 janvier 2001 relatif à la coordination de sécurité et de santé des chantiers temporaires ou mobiles, la mission de coordination sécurité et santé sera prise en charge et assumée par le coordinateur de la Ville pour l'ensemble des travaux.

Article 5. Contrôle des travaux et réceptions

Le Fonctionnaire dirigeant est désigné par la Ville et assumera la conduite, le contrôle, la surveillance et la coordination des travaux et ce sans préjudice de la responsabilité d'auteurs de projet assumée par la SRWT et la SPGE conformément à ce qui est dit à l'article 2 ci-avant.

La SRWT et la SPGE désigneront et notifieront à la Ville le nom de leur propre délégué.

Celui-ci aura accès permanent au chantier. Ce délégué assiste le fonctionnaire-dirigeant. Il assiste aux réunions périodiques de chantier; il vérifie l'état d'avancement des travaux, leur exécution en conformité avec les clauses administratives et techniques du cahier spécial des charges précité, les offres et plans relatifs au marché.

Il participe à la réception technique préalable des matériaux et éléments de construction et contrôle la mise en œuvre conforme de ceux-ci.

Toute observation relative aux missions mentionnées ci-avant est communiquée par le délégué par écrit au fonctionnaire-dirigeant ou fait l'objet d'une inscription au journal des travaux.

Le fonctionnaire-dirigeant prend les mesures qui s'imposent.

La Ville assistée de la SPGE et la SRWT réceptionnera les travaux et dressera les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ou de refus et notifiera ceux-ci à l'entrepreneur.

Article 6. Mise à disposition des constructions

A partir de la réception provisoire, les constructions édifiées dans le cadre de la présente convention seront mises à disposition :

- du TEC Hainaut pour ce qui concerne la zone de sites propre pour autobus et celle des arrêts de bus;
- de la Ville de Tournai pour ce qui concerne les autres aménagements de voirie.

Article 7. Interventions financières

La Ville, la SPGE et la SRWT s'engagent à intervenir dans le coût des travaux.

Conformément au cahier spécial des charges établi par la Ville et approuvé par la SRWT et la SPGE ainsi que ses annexes, les travaux sont pris en charge par la SPGE, la SRWT et la Ville selon la répartition figurant au plan n° V1218-C01 annexé à la présente ainsi que selon les différentes parties du métré; les travaux seront réalisés simultanément.

Le coût réel des travaux sera déterminé au plus tard soixante jours calendrier après la réception provisoire; le décompte final fixera les quotes-parts respectives de la Ville, de la SPGE et de la SRWT.

Article 8. Paiements

Chaque partenaire paie l'adjudicataire pour la partie des travaux qui le concerne.

Ces paiements seront effectués sur production d'une déclaration de créance établie par l'adjudicataire. L'entrepreneur établit donc une déclaration de créance et une facture, par partenaire pour chaque état d'avancement. **Pour ce qui concerne la SRWT et la SPGE**, les montants doivent être indiqués **hors TVA**. Celle-ci est à acquitter par le cocontractant en vertu de l'arrêté Royal n° 1, article 20 du 29 décembre 1992.

Cette déclaration de créance est signée et appuyée d'un état détaillé des travaux justifiant le paiement demandé. La Ville contrôle et approuve l'état détaillé des travaux et, dans un délai de 20 jours calendrier à compter de la réception par elle de la déclaration de créance, en propose le paiement à la SRWT et à la SPGE pour ce qui les concerne. Le délai fixé pour lesdits paiements figure au cahier spécial des charges précité.

Les factures seront établies :

- pour la SRWT et la SPGE sous le régime du contractant;
- pour la Ville, TVA de 21 % comprise.

Chaque partenaire est tenu d'assumer les éventuels intérêts de retard et dommages et intérêts occasionnés par un retard dont elle est à l'origine.

Article 9. Premier établissement – Renouvellement

Sont à charge de la SRWT :

1. le premier établissement des aménagements d'arrêts repris au plan de convention n° V1218-C01 pour la zone qui la concerne;
2. toute modification que la SRWT déciderait d'apporter aux installations et cela, en concertation avec la Ville.

Sont à charge de la Ville :

1. toute modification que la Ville déciderait d'apporter aux installations en concertation avec la SRWT;

2. l'entretien courant des aménagements de voirie, des arrêts pour autobus, de la signalisation et du mobilier urbain nouvellement créés.

Article 10. Modification des ouvrages

Aucune modification des ouvrages cofinancés par la SRWT ou la SPGE ne pourra être réalisée sans l'accord des parties concernées.

Article 11. Enregistrement

La présente convention est considérée comme étant d'intérêt public. Les frais d'enregistrement seront supportés par la partie qui jugera opportun d'enregistrer la présente convention.

Article 12. Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, chacune des parties fait élection de domicile en ses bureaux.
En cas de litige, seuls les tribunaux de l'arrondissement judiciaire dont Tournai dépend sont compétents.
Fait à Namur, le
(en deux exemplaires)".

6. Kain. Lotissement "Ormont". Acte de cession de la voirie à la Ville. Approbation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 29 mars 2010, votre Assemblée a approuvé la convention établie le 9 mars 2010 entre l'Administration communale et la SA VLASIMMO, promoteur du lotissement "Ormont" à Kain, concernant la création et la reprise, à titre gratuit, de la voirie et des équipements dudit lotissement après réception définitive de ceux-ci.

La réception définitive a été accordée le 17 avril 2014.

Il vous est dès lors proposé de marquer votre accord sur cette reprise à titre gratuit."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en date du 29 mars 2010, a été approuvée la convention établie le 9 mars 2010 entre l'Administration communale et la SA VLASIMMO, promoteur du lotissement "Ormont" à Kain, concernant la création et la reprise, à titre gratuit, de la voirie et des équipements dudit lotissement après réception définitive de ceux-ci;

Considérant que la réception définitive a été accordée le 17 avril 2014;

Considérant l'avis favorable du Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'incorporer à la voirie communale la voirie et les équipements desservant le lotissement "Ormont" sis à Kain (rue des Maraîchers et place Emile Delepierre).

Article 2 : La cession de cette desserte est réalisée à titre gratuit, pour cause d'utilité publique, par le propriétaire lotisseur suivant le plan dressé le 9 février 2012 par M. Jacques DEJAEGHERE, géomètre-expert à Mouscron.

Article 3 : L'acte dont les termes suivent sera passé à l'intervention de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale :

" ACTE DE CESSION AMIABLE POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

Le

Par-devant Nous, Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale de la Ville de Tournai, agissant conformément à l'article 9 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique,

ONT COMPARU :

- de première part, la SA VLASIMMO ayant son siège social à 8500 Kortrijk, Doorniksesteenweg, 81a, boîte 8.

Immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0447.852.760.

Constituée aux termes d'un procès-verbal de scission dressé par Maître Paul-Albert MAERTENS, notaire de résidence à Kortrijk, le treize juillet mil neuf cent nonante-deux, publié aux annexes du Moniteur belge du trente juillet suivant sous le n° 920730-119.

Dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale dressé par Maître Philippe DEFAUW, notaire de résidence à Kortrijk, le vingt-neuf décembre deux mil cinq, dont un extrait a été publié aux annexes du Moniteur belge du trente et un janvier deux mil six, sous les références 20060131/0024281.

Ici représentée conformément à l'article vingt-quatre de ses statuts par son administrateur délégué : M. GOETHALS André, Jacques, Yvan, Marie, Ghislain, né à Kortrijk, le cinq juin mil neuf cent cinquante-cinq, domicilié à 8500 Kortrijk, Beverlaai, 9, inscrit au registre national des personnes physiques sous le n° 550605-375-90,

Nommé en qualité d'administrateur de la société aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale du vingt-deux avril deux mil dix publié aux annexes du Moniteur belge du vingt-deux septembre deux mil dix sous la référence 2010/0922-0138941 et nommé en qualité d'administrateur délégué aux termes d'une décision du conseil d'administration du même jour et publié sous la même référence.

- de seconde part, la Ville de Tournai, représentée par Mme Marie Christine MARGHEM, première échevine désignée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, légalement empêché, et M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, selon les articles L1123-3 et L1132-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La soussignée de première part déclare céder à la Ville de Tournai, pour cause d'utilité publique, libre de charges hypothécaires et autres, connus par la présente, en pleine propriété pour en jouir à partir de ce jour, avec garantie de tous troubles, évictions, privilèges, hypothèques, servitudes actives et passives, droit de bail ou d'occupation quelconques, actions résolutoires et autres, empêchements quels qu'ils soient, l'immeuble ci-après qualifié et décrit, compris dans le plan d'incorporation à la voirie communale, adopté par le Conseil communal.

DESCRIPTION DU BIEN

Ville de Tournai (Kain) 4^{ème} division

Une parcelle de terre à usage de voirie nouvelle de desserte du lotissement "Ormont" et ses équipements d'une superficie de deux mille sept cent nonante mètres carrés et septante-six centimètres carrés, dénommée rue des Maraîchers et place Emile Delepierre, à prendre dans les parcelles ci-après cadastrées :

Tournai 4^{ème} division Kain

section B pie des n° 268 D et 273 L.

Le plan de cette voirie a été dressé le neuf février deux mil douze par M. Jacques DEJAEGHERE, géomètre-expert à Mouscron, et est annexé à la présente.

PROPRIETAIRE	TABLEAU DE LA VOIRIE PUBLIQUE		
	DESCRIPTION	CADASTRE	SURFACE
SA VLASIMMO	Zone de voirie	Tournai 04 section B pie des n° 268 D et 273 L	2.790,76 m ²

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parcelles ci-après désignées appartiennent à la SA VLASIMMO, en suite des acquisitions suivantes :

Tournai 4^{ème} division (Kain) - section B

- parcelle 268 D : pour l'avoir acquise de Mme Geneviève DEBAISIEUX et des Consorts Aya et Sihad BISSAR aux termes d'un acte de vente reçu par le notaire Bernard van der BEEK à Bruxelles, le vingt-trois avril deux mil dix, transcrit à la Conservation des hypothèques de Tournai, le trente avril deux-mil dix sous la référence 42-T-30/04/2010-06304;
- parcelle 273 L : pour l'avoir acquise de la SA Etablissements WITDOUCK de Mourcourt aux termes d'un

acte de vente reçu par le notaire Véronique GRIBOMONT le vingt-cinq mai deux mil dix, transcrit le trois juin deux mil dix à la Conservation des hypothèques sous le n° 42-T-03/06/2010-7984.

DESTINATION DE LA PROPRIETE

La propriété cédée [voirie de desserte du lotissement "Ormont" situé à Tournai (Kain), dénommée rue des Maraîchers et place Emile Delepierre] est destinée à être incorporée dans le domaine public de la voirie communale, conformément à la décision du Conseil communal du deux juin deux mil quatorze.

CONDITIONS

- 1) La cession est consentie et acceptée gratuitement pour cause d'utilité publique.
- 2) Le bien est cédé tel qu'il existe et libre de toutes charges et hypothèques quelconques.
- 3) La cession est garantie contre tous troubles et évictions. La Ville sera propriétaire et aura la jouissance du bien cédé à partir de ce jour.
La soussignée de première part déclare, en outre, renoncer à toute action en revendication ou en rétrocession du bien cédé.
- 4) La Ville ne supportera pas les conséquences financières d'un éventuel procès intenté contre le cédant soussigné de première part, ancien propriétaire de la voirie et des équipements publics.
- 5) Tous les frais de cession, de prestations administratives, d'enregistrement et de transcription de l'acte seront supportés par le comparant de première part, la SA VLASIMMO.
- 6) Le comparant de première part déclare dispenser le Conservateur des Hypothèques de prendre inscription d'office, lors de la transcription du présent acte.

DECLARATIONS DE LA PARTIE CEDANTE

Après avoir interrogé la partie cédante aux présentes, cette dernière a déclaré :

- 1) ne pas pouvoir bénéficier de la restitution des droits d'enregistrement en vertu de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement;
- 2) ne pas être ou avoir été en faillite;
- 3) ne pas être ou avoir été frappée d'une mesure d'interdiction.

Clauses urbanistiques

La SA VLASIMMO affirme que la parcelle cédée fait partie du lotissement "Ormont" sis à Tournai (Kain) dont le permis de lotir a été délivré par le Collège communal de Tournai sous le n° PL09/04/05.

TVA

Lecture a été donnée à la partie cédante des articles 62 § 2 à 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée. A la requête de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, celle-ci a déclaré être assujettie à la TVA sous le n° 447/852.760.

ELECTION DE DOMICILE - ETAT CIVIL

Election de domicile est faite pour l'exécution des présentes en l'Hôtel de Ville de Tournai.

L'Echevin délégué à la fonction maïorale certifie l'exactitude de l'état civil des parties au vu des pièces requises à cet effet par la loi.

REDUCTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT

La présente cession a été déclarée pour cause d'utilité publique par décision du Conseil communal et, en conséquence, l'application de l'article 161-2 du Code des droits d'enregistrement est requise.

DONT ACTE.

Signé et passé en l'Hôtel de Ville, à la même date que ci-avant.

Et lecture faite de ce qui précède et de l'article 203 du Code des droits d'enregistrement, les parties ont signé."

7. Tournai. Les Bastions. Demande de permis unique avec création de deux nouvelles voiries. Modification de voiries vicinales. Approbation.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) Les dispositions du décret wallon du 11 mars 1999 régissent les matières relatives au permis d'environnement.

Une demande de permis unique (classe 1) a été introduite le 9 juillet 2012 par la SA Wereldhave **en vue de rénover et d'étendre le centre commercial les Bastions et de construire un ensemble d'appartements** sis à 7500 Tournai, entre le boulevard Walter de Marvis, la rue Jean-Baptiste Moens, la rue du Four l'Estienne, la rue de la Lys, la rue des Bastions, cadastré 2^{ème} division, section B Parcelle n° 160 e3, 160v2, 141/02f, 144t, 144s, 144r, 144v, 144w, 146h2, 155t2, 145g, 155s2, 155r2, 223l, etc.

Les plans annexés au dossier prévoient :

- * l'extension du shopping commercial existant (sur 18.000 m² bruts). Le nouveau bâtiment (existant + extension) accueillera ± 90 entités commerciales (l'extension comprendra ± 39 entités commerciales) et deux parkings en sous-sol sur deux niveaux pour une capacité de 1.130 places. L'extension nécessitera la démolition d'une grande partie du bâtiment ores (à l'exclusion de l'aile en V à front de la rue de la Lys). Le shopping (18.000 m² bruts) et le parking nord (460 places) existants seront rénovés;
- * la construction d'un nouveau retail park (ensemble de cellules commerciales le long d'un déambulateur couvert, accessibles depuis le parking central) de 10 entités commerciales (sur 10.000 m² bruts) sur la zone d'aménagement communal concerté adjacente. Ce retail sera composé de deux volumes implantés autour d'un nouveau parking central de 360 places;
- * la construction de 18 appartements et l'aménagement de 16 places de parking au sud de ce retail park;

* l'aménagement des voiries et abords, à savoir :

- le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys, selon deux principes :
 - . réaménagement de la partie haute de la rue entre le centre commercial existant et le retail park projeté sur la zone d'aménagement concerté (ZACC). Cette partie est dédiée à la circulation douce liée à l'activité commerciale. Il y est créé un espace paysager central;
 - . mise en zone 20 km/heure du solde de la voirie (partie basse) dédié à la circulation motorisée et à la mobilité douce et desservant principalement les logements.
 - . les parties haute et basse de la voirie seront séparées par un dispositif infranchissable pour les voitures (écluse) sauf pour les pompiers, afin de séparer l'activité commerciale et résidentielle;
- l'élargissement et le réaménagement de la rue Jean-Baptiste Moens (voirie vicinale) jusqu'au rond-point de l'Orient avec la réalisation d'une seconde piste cyclable, de trottoirs et d'un alignement arboré (côté ZACC);
- l'élargissement et le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles avec mise en sens unique entrant au départ de la chaussée de Bruxelles;
- la création d'une voirie perpendiculaire à la rue des Bastions pour desservir le projet de logements;
- la réalisation d'une voirie traversante entre la chaussée de Bruxelles et la rue des Bastions sur l'assiette de terrain appartenant anciennement à la Société GALLOO;
- l'aménagement d'un parvis à front de la rue de la Lys;
- 4 accès au site sont prévus :
 - . rue de la Lys de et vers parking souterrain
 - . boulevard Walter de Marvis (entrée Quick) de et vers le parking aérien existant
 - . rue Jean-Baptiste Moens (dans sa partie haute) de et vers le parking aérien existant
 - . rue des Bastions (dans sa partie haute) de et vers le parking souterrain et le parking aérien à aménager sur la zone d'aménagement communal concerté.

Les accès livraison sont au nombre de 4, dont un entre le massif boisé et les deux surfaces commerciales projetées sur la zone d'aménagement communal concerté;

* l'optimisation de l'itinéraire et de la localisation des abribus avec création d'un nouvel abribus au niveau de la rue des Bastions;

* l'aménagement de plusieurs abris vélos (250 vélos);

* l'aménagement de massifs végétaux autour du site permettant la circulation des modes doux;

* la pose d'enseignes et totems.

Les matériaux utilisés sont les suivants :

Matériaux centre commercial :

- béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage métallique gris foncé, treillis inox, maille inox
- pour les volumes "entrées"
- bardage métallique sombre, verre, verre sérigraphié, inox brossé, pierre bleue plusieurs finitions;

Matériaux retail park :

- béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage bois, polycarbonate, toiture sedum;

Matériaux logements

- béton terreux, briques, béton;

Matériaux abords :

- blocs de haies, béton lavé gris, béton lavé brun, asphalte brun, pavés ton brun, palplanches, bornes en bois, garde-corps afzélia et treillis inox;

Le rapport urbanistique de l'auteur de projet est libellé comme suit :

" A/ Description des actes et travaux projetés

Le projet de rénovation et d'extension du centre commercial «Les Bastions» s'articule en différentes parties :

a/ La rénovation du centre commercial existant datant des années 1970. Cette rénovation comprend :

- la rénovation de l'ensemble des façades
- la rénovation de l'ensemble de la toiture ainsi que le percement de cette toiture au droit du mall afin de permettre l'apport de lumière naturelle au sein des circulations intérieures ;
- la réalisation de plusieurs petites extensions permettant de reconfigurer les différentes entrées
- le reconditionnement des différentes techniques spéciales;

b/ l'extension du centre commercial existant et ce, par une greffe contiguë à celui-ci. Cette extension du rez commercial étant munie de deux niveaux de parking en sous-sol ainsi que d'une petite partie technique et administrative en toiture.

Il est à noter que cette extension du centre commercial ne se réalisera qu'après démolition des parties «ateliers-garages» relatives à l'infrastructure de l'Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) présente actuellement sur une partie du site;

c/ la réalisation d'un retail park organisé autour d'un parking paysager;

d/ la réalisation de 18 logements en bordure sud du retail park.

e/ la réalisation de l'ensemble des espaces publics bordant ces infrastructures.

f/ la réalisation des aménagements paysagers verdurant le site et les contours de celui-ci;

g/ le reconditionnement d'une partie de la rue des Bastions et de la rue Jean-Baptiste Moens;

h/ le reconditionnement du parking existant maintenu;

i/ la pose de différents totems à la périphérie et la rénovation du totem existant dans le site;

j/ la réalisation de différents petits équipements (cabine haute tension, zone de tri déchets et conteneurs, plusieurs abris vélos (environ 250 vélos), un abribus, des stock caddies et un plan d'eau;

k/ les différents raccordements aux réseaux d'égouts publics;

l/ l'assainissement d'une partie des terres conforme au plan d'assainissement introduit.

B/ Description des options d'aménagement

De par sa position existante, en bordure, d'une part, du centre historique et d'un parc classé et en lien, d'autre part, avec la proche périphérie de la ville, le projet des Bastions possède une implantation stratégique.

Le projet renforce donc cette pertinence d'implantation et permet de recoudre cette frange de ville avec son contexte.

La rénovation et l'extension du centre commercial «Les Bastions» renforcent une densité bâtie qui fait défaut actuellement. En effet, le centre commercial actuellement bordé de surfaces de parking aérien tel un objet commercial solitaire disparaît au profit d'une composition plus dense en termes de bâti et dont une grande partie des surfaces dédiées au parage des véhicules se voit programmée en sous-sol. Une telle attitude engendre donc la création d'espaces publics en surface, ce qui permet d'accueillir une mobilité douce au périmètre du centre commercial. Le parvis marquant l'entrée sud du centre commercial étant le premier réceptacle de cette mobilité douce provenant du centre historique, du parc ou des bords de l'Escaut. Partant de ce parvis, le

piéton ou le cycliste pourra traverser ou déambuler librement dans le site en direction du retail park, tout en étant accompagné par des traitements paysagers remémorant une réinterprétation des anciens bastions présents auparavant sur cette frange de territoire.

En lien avec le centre commercial bordant le boulevard Walter de Marvis, un parking paysager articule deux bâtiments formant le retail park tel un cloître où le piéton pourra se promener le long des vitrines et sous un déambulatoire couvert.

Entre le centre commercial et cette zone retail park, des espaces publics sont générés :

- la passerelle permettant une liaison piétonne
- un plan d'eau réinterprétant l'histoire du site et accueillant un gradinage permettant une pose
- des placettes conçues sous forme de bastions réinterprétés
- une piste cyclable
- un abribus.

Epaulant le retail park (côté sud), un immeuble de logements accompagne cette composition et préfigure la liaison avec le futur quartier résidentiel (logements durables).

Depuis les logements, il sera possible via une rampe de rejoindre le déambulatoire du retail park et de le traverser via une ouverture entre ses deux bâtiments.

C/ Description du parti architectural du projet

Suite à l'analyse du site, il nous apparaît que celui-ci se dresse en charnière entre deux espaces verts importants, l'un urbain (le parc classé côté centre historique), l'autre périurbain (le bois d'Allain). Le projet des Bastions créera donc une coulée verte reliant ces deux contextes verts.

Principe architectural :

Centre Commercial :

Celui-ci sera perçu comme une masse terreuse (béton préfabriqué matricé de ton brun-gris) procurant à la végétation le bordant une toile de fond neutre et dont la matrice et la teinte renforceront fortement une approche paysagère osée pour un centre commercial. Seules les entrées se marquent de manière minimale par un traitement constitué de verre, de pierre bleue et d'un liseré d'inox. Quant à la toiture, celle-ci sera percée de volumes sobres intégrant les techniques et permettant également d'apporter la lumière naturelle au sein des malls et places intérieures via des percées.

Retail park : organisé en U autour du parking paysager et structurant un déambulatoire couvert abritant les différentes cellules commerciales.

D'autre part, son positionnement altimétrique en décaissé par rapport à la rue Jean-Baptiste Moens lui procure une certaine discrétion paysagère renforcée par sa texture (béton préfabriqué matricé). Seul le déambulatoire accueille des rehausses en bois où s'intégreront harmonieusement les différentes futures enseignes. En trait d'union entre les deux volumes se positionne un volume partiellement translucide telle une liaison couverte cadrant une perspective vers la future clairière du bois d'Allain. Quant à la toiture recouverte d'une toiture végétale et de panneaux photovoltaïques, elle sera cernée par les rehausses dont la face côté toiture sera en polycarbonate et offrira en vision nocturne un balisage sculptural. Les toitures vertes seront réalisées dès que la réglementation incendie le permettra.

Logements :

Le volume "logements" se blottit contre la façade latérale du retail park et profite de la déclinaison du terrain pour admettre dans le même gabarit du retail park un niveau de pilotis accueillant les emplacements de véhicules sous son ventre et deux niveaux de logements.

L'emploi d'une brique de couleur terreuse ainsi que de panneaux en béton préfabriqué matricé de ton brun-gris respecte le souci d'intégration dans la charte des teintes de l'ensemble du projet.

Abribus, abris à vélos, rangements caddies, zone de tri des déchets et conteneurs poursuivent cette même démarche et intègrent des matériaux tels l'acier thermolaqué foncé, le bois, le béton et les éléments de toiture végétale propres aux bâtiments structurants.

Abords :

l'utilisation de palplanche métallique, de béton désactivé, d'hydrocarboné de ton brunâtre, de pavés en terre cuite crée par leurs textures et teintes le socle à l'ensemble de la composition paysagère.

Totems :

l'ensemble des nouveaux totems bordant le site et la reconfiguration du totem existant visent à guider au mieux les différents flux, tout en gardant une harmonie dans le design et les teintes propres au projet.

D/ Complémentarité aux aménagements de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) – Les Bastions et rapport urbanistique et environnemental (RUE)

Le projet présenté résulte préalablement d'un rapport urbanistique et environnemental "Aménagement de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) – Les Bastions" dont il reprend les principales orientations et lignes de force. L'opportunité foncière que représente la parcelle "ORES", la Société ORES souhaitant se relocaliser sur un autre site en Wallonie picarde, a été intégrée dans la réflexion du projet. Cette opportunité de capter ce foncier a permis au projet de générer une cohérence plus forte quant aux coutures urbaines.

E/ Dérogations

Néant.

Remarque :

la plantation de nouveaux arbres proposée le long du boulevard de Marvis est au vu du règlement du Service public de Wallonie non tolérée. Néanmoins, il nous apparaît primordial de sauvegarder et de régénérer cet alignement d'arbres existants qui crée un tampon vert devant la façade du centre commercial.

G/ Addenda : notes techniques complémentaires

1. Gestion des eaux (pluviales et usées) (extrait étude d'incidences ABV, partie 3, chapitre 3 : Hydrologie)

La collecte, le traitement, l'évacuation des eaux usées ainsi que la collecte, le stockage, la réutilisation et l'évacuation des eaux pluviales générées par les aménagements du projet ont fait l'objet d'une réflexion s'inscrivant dans un cadre de développement intégré, en minimisant au mieux son impact, notamment en ce qui concerne ses rejets d'eaux pluviales.

A cet effet, le projet propose des solutions techniques articulées selon les trois principes suivants :

- séparation des eaux usées et des eaux pluviales : les réseaux seront donc de type séparatif. Ils le sont déjà dans la partie existante et le seront dans son extension;

- pour les eaux pluviales : réduction des surfaces ruisselantes à l'aide de techniques dites "alternatives" (toitures vertes, surfaces poreuses, pavés drainants...).

Pour les eaux pluviales encore : réduction du débit de pointe (et des causes d'inondations).

" La protection contre les inondations des zones situées en aval de la zone d'implantation du projet nécessite le dimensionnement d'un bassin d'orage afin de retenir les eaux de ruissellement à l'intérieur de la zone d'implantation du projet. Cette retenue d'eau coïncide avec la pièce d'eau prévue dans le cadre du projet.";

- les eaux usées sont dirigées vers le collecteur tandis que les eaux pluviales et de ruissellement rejoignent l'Escaut.

2. Gestion des déchets (extrait étude d'incidences ABV, partie 3, chapitre 10)

Le projet prévoit plusieurs modifications par rapport à la situation existante :

- agrandissement et couverture partielle de l'aire de stockage des déchets du shopping existante au nord-est de la partie ouest du site
- création d'une aire de stockage relative au retail au sud-est du site.

Les principales mesures prises par le demandeur en matière de gestion des déchets sont les suivantes :

- tri sélectif de l'ensemble des déchets gérés et issus du shopping et du retail. Par ailleurs, il convient de souligner l'amélioration du tri en situation projetée (8 fractions) par rapport à celui déjà effectué en situation existante (2 fractions);
- conditionnement optimal des déchets : lieu et contenant adéquats et en respect avec les différentes normes en vigueur. A noter que les aires de stockages projetées seront fermées avec un contrôle de l'accès (badges) et implantées sur un revêtement imperméable;
- équipement de compacteurs permettant de valoriser le volume de stockage et de délimiter l'évacuation des déchets bénéficiant de cet équipement;
- équipement du site de poubelles à destination du public au sein de la galerie du shopping et sur les parkings du site;
- recours à un collecteur agréé pour l'ensemble des déchets pris en charge par le demandeur;
- valorisation des déchets par voie de recyclage ou par valorisation énergétique dans les cas des déchets non recyclables."

Le bien est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par l'arrêté royal du 24 juillet 1981 en «zone d'activité économique mixte» et en «zone d'aménagement communal concerté» (ZACC des Bastions), tel que libellées aux articles 30 et 33 du Code.

La "zone d'aménagement communal concerté" (ZACC) des Bastions est couverte par un rapport urbanistique et environnemental approuvé par l'arrêté ministériel du 10 septembre 2009 (moniteur belge du 20 octobre 2010 entré en vigueur le 30 octobre 2010) autorisant l'implantation d'un retail park de 10.000 m² avec parking paysager central et des logements.

Le bien n'est pas situé dans un plan communal d'aménagement.

Le bien n'est pas situé dans un lotissement.

Pour mémoire, la présente demande de permis unique a été introduite le 9 juillet 2012.

En application du code de l'environnement, toute demande de permis unique de classe 1 nécessite une étude d'incidences précédée d'une réunion d'information publique.

La susdite réunion d'information a été organisée le 28 novembre 2011, son procès-verbal est libellé comme suit :

" Etaient présents :

Pour l'Administration communale :

M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin de l'Urbanisme

Mme Liliane RENAUX, chef de division au Service Urbanisme

M. Jean PIPART, chef de division technique, aménagement opérationnel

Mme Nabila CHARARA, conseillère en Aménagement du territoire et Urbanisme, secrétariat de la réunion.

Pour la SA WERELDHAVE :

M. PLASMAN, directeur de la SA WERELDHAVE

M. ANDRIENSEN, directeur commercial de la SA WERELDHAVE

M. COIGNE chef de projet, SA WERELDHAVE

M GORDTS, ingénieur, SA WERELDHAVE

M. MASQUELIER, Bureau ABV, en charge de l'étude d'incidences

M. VERMEERSCH, architecte, en charge du projet des Bastions

M. MASQUELIER présente les grands principes de l'étude d'incidences environnementales. Il s'agit d'une analyse poussée et transversale de l'impact environnemental du projet, notamment sur la mobilité, et les questions relatives à l'intégration urbanistique et architecturale du projet.

Il précise que l'ensemble des remarques faites durant la réunion d'information seront actées dans un procès-verbal et devront trouver réponse dans l'étude d'incidences. Il rappelle que les réclamations, propositions ou alternatives peuvent encore être adressées par écrit au Collège pendant 15 jours à partir de la réunion d'information, à savoir jusqu'au 13 décembre 2012.

Après l'étude d'incidences, un permis unique sera déposé à la Ville, avec enquête publique (30 jours) endéans laquelle des remarques peuvent encore être formulées.

M. PLASMAN présente la Société WERELDHAVE. Il précise que c'est une SICAF immobilière (fond d'investissement immobilier) qui réalise des projets immobiliers (bureaux) et commerciaux. Il précise également que la SA WERELDHAVE développe un projet à Nivelles. Quant au projet des Bastions, il est motivé par deux éléments :

- rénover le centre existant vieillissant
- lutter contre le phénomène d'évasion commerciale identifiée par le schéma de cohérence commerciale de la ville.

Il précise également d'emblée que les superficies pressenties seront égales ou supérieures à 250 m² pour éviter la concurrence avec le centre-ville, et que le projet des Bastions se veut durable.

M. VERMEERSCH présente le projet global des Bastions (extension sur le site existant et sur la zone d'aménagement communal concerté) dont les principes fondateurs sont les suivants :

- Le projet vise à recoudre la ville en tirant parti des ensembles verts existant autour du site pour renforcer le maillage vert et doux, et de la proximité de l'Escaut pour favoriser les liens avec le centre-ville. En outre, le projet favorise une approche paysagère notamment par l'aménagement d'un parking paysager [zone d'aménagement communal concerté (ZACC)] délimité par les deux surfaces commerciales à créer (avec toiture verte), le réaménagement de la partie haute de la rue des Bastions en espace public (rotule du projet), la création d'un parking souterrain pour libérer le site de la voiture, ainsi que tous les aménagements paysagers autour du site.
- Les surfaces concernées par le projet : 10.000 m² (nettes) pour l'extension sur la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) et 15.000 m² (nettes) du site existant.

- Le parking aérien (capacité 500 places) côté Quick sera maintenu, un second parking souterrain (2 niveaux, capacité 1.100 places) sera réalisé sous le site existant. Un 3^{ème} parking (aérien) sera aménagé sur la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) (capacité 360 places)
- 4 accès au site sont prévus :
 - * rue de la Lys de et vers le parking souterrain
 - * boulevard Walter de Marvis (entrée Quick) de et vers le parking aérien existant
 - * rue Jean-Baptiste Moens (dans sa partie haute) de et vers le parking aérien existant
 - * rue des Bastions (dans sa partie haute) de et vers le parking souterrain et le parking aérien à aménager sur la zone d'aménagement communal concerté (ZACC).
- Une sortie sera aménagée du parking souterrain vers et à front du boulevard Walter de Marvis.
- Les accès livraison sont au nombre de 4, dont un entre le massif boisé et les deux surfaces commerciales projetées sur la zone d'aménagement communal concerté.
- La mobilité douce :
 - * aménagement d'une piste cyclable le long de la rue Jean-Baptiste Moens vers la Carrière de l'Orient, qui se prolonge vers la rue des Bastions.
 - * Les deux abribus existants à front du boulevard Walter de Marvis et dans le parking aérien existant seront maintenus, un nouvel abribus sera créé au niveau de la rue des Bastions qui, pour rappel est coupée en deux, partie haute dédiée à la circulation douce liée à l'activité commerciale, partie basse en zone 20 km/heure affectée à la circulation motorisée et à la mobilité douce et desservant principalement le projet de logements durables projetés sur l'ancien terrain de football.
- Végétation : des massifs végétaux entourent le projet et permettent une circulation douce le long du site.
- Espaces publics :
 - * le haut de la rue des Bastions est transformé en espace public (parvis, gradins, plan d'eau)
 - * à la rue de la Lys, le front de bâtisse est rapproché de la voirie et un parvis est créé.
 - * revêtements de sol adaptés : architecture non démonstrative, végétaux mis en évidence, matériaux terreux, éclairage zénithal, placettes intérieures.

Après la présentation du projet, une série de questions réponses s'est engagée :

(Q : question – R : réponse)

M. Alain COPPENOLLE, habitant rue de l'Orient

Q1 : la rue de l'Orient est devenue une voie de délestage supportant un charroi de trafic important lié à différentes activités dans le quartier (piscine, parc à conteneurs, SERBOC, Eco-park, paintball, camions de livraison des Bastions), alors que la voirie ne permet pas cela, y a-t-il une réflexion globale sur la mobilité au delà des limites physiques directes du site notamment au niveau des pénétrantes ?

Q2 : quid de l'aménagement du Réseau autonome des voies lentes (RAVeL) sur l'assiette de l'ancien chemin de fer ligne 88 a Tournai/Orchies) ?

Q3 : quel est le devenir du Bois d'Allain ?

R1: la mobilité constituera un point important de l'étude d'incidences. L'étude mobilité de Grontmij établira un constat et une situation de fait. L'étude d'incidences analysera l'impact du projet localement (à l'échelle du site), mais également en périphérie (à une échelle plus globale), quantifiera l'impact, formulera des recommandations pour solutionner les problématiques mises en évidence et ce, en cohérence avec l'actualisation en cours du plan communal de mobilité.

Ce dernier a été approuvé en 2004, mais, depuis lors, de nouveaux projets se sont greffés à la ceinture des boulevards [exemples : le Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi), etc.], qui génèrent un impact sur les voiries communales et régionales.

Pour évaluer cet impact, la Région wallonne a lancé un marché auprès des auteurs de projet spécialisés en mobilité. TRANSITEC a été chargé d'actualiser le plan communal de mobilité (PCM) en fonction de ces nouveaux projets. Le projet des Bastions fait l'objet d'une attention particulière, car cerné par une série de voiries régionales.

L'étude de la Société WERELDHAVE a abordé les aspects de mobilité liés aux voiries. La ville étudie l'impact global du projet jusqu'à la gare, au rond-point de la Dorcas et au centre-ville et ce, dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité (PCM).

L'étude est en cours, des réunions sont organisées avec WERELDHAVE, TRANSITEC, la Ville et les représentants du Service public de Wallonie (SPW) qui doivent se pencher, notamment, sur la question de l'aménagement des carrefours chaussée de Bruxelles/rue de la Paix et boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys.

La synthèse du plan communal de mobilité (PCM) sera finalisée en mars 2012.

R2 : le projet intègre la mobilité douce via la réalisation de pistes cyclables. Le projet RAVeL est du ressort de la Ville et de la Région wallonne et ne peut que venir en appui au maillage doux.

R3: le rapport urbanistique et environnemental (RUE) (adopté en 2010) préconisait la réalisation d'un projet mixte. Pour rencontrer ce principe de mixité, il a été décidé d'affecter le site en :

- zone commerciale au nord-ouest
- zone résidentielle au sud-ouest
- maintien de la zone boisée au nord-est.

L'étude de caractérisation réalisée suite au problème de pollution historique détecté sur le site concluait à la possibilité de maintenir la zone boisée sous réserve de ne pas remanier le lieu.

Pour permettre un lien visuel entre la zone boisée et la zone commerciale, le rapport urbanistique et environnemental (RUE) préconise d'abattre une bande d'arbres sur une largeur de 15 m et de replanter des haies moins hautes. Une réflexion visant à créer une clairière avec traitement paysager est en cours de réflexion.

Une ASBL a été mise en place, en concertation avec les services de la Ville, pour la gestion durable de ce bois. Elle est composée des riverains du site, de membres du cercle naturaliste de Belgique et d'un représentant de la Ville.

M. Jacques LEROY, résidant à Kain

Q1 : quid de la saturation de la rue Jean-Baptiste Moens liée au parc à conteneurs ?

Q2 : quel est le devenir de la brocante du dimanche ?

Q3 : quelles seront les heures d'ouverture prévues dans le cadre du futur projet, notamment pour les commerces liés à l'Horeca ?

R2 : il n'est pas prévu de supprimer la brocante. Cependant, vu la configuration future des parkings, elle va se réduire d'elle-même.

M. Benoit DOCHY, représentant la Commission consultative communale d'Aménagement du territoire et de Mobilité

Remarques :

- La saturation des abords des Bastions sera une réalité. Le Bureau TRANSITEC a fait ce constat. Il existe effectivement une possibilité de développement du site sur le plan commercial, mais l'impact en termes de flux généré est important, notamment le trafic lié aux livraisons et l'accès au parc à conteneurs.

Il faut une gestion rigoureuse de la mobilité au niveau des boulevards et des carrefours chaussée de Bruxelles et rue de la Lys. Il y a également lieu de pacifier et de sécuriser la rue de la Lys (actuellement vitesse trop importante)

- Le site se démarque par un passé historique particulier : anciennes carrières, silos (reliquat), tours de Marvis à valoriser. Il est opportun de rappeler ces éléments dans l'aménagement du site.

M. DUTRIEUX, fils du propriétaire de la maison de la rue des Bastions

Q : quid du devenir de la maison isolée en haut de la rue des Bastions ?

R : l'habitation dont question ne gêne pas et peut donc être maintenue.

M. Jacky LEGGE, membre de la Commission consultative communale d'Aménagement du territoire et de Mobilité :

Remarques :

- 1) Le projet architectural est intéressant. C'est une architecture contemporaine de qualité.
- 2) Il y a lieu d'éviter les enseignes tapageuses et de privilégier des enseignes de service et de qualité tenant compte d'un projet global
- 3) intégrer des panneaux didactiques ou autres dispositifs rappelant le passé historique du site.
- 4) tenir compte de la dynamique des animations et expositions dans le plan d'aménagement.

Q5 : le projet tient-il compte des conclusions du schéma communal de développement commercial pour éviter la concurrence avec le centre-ville ?

R2 : des règles strictes seront imposées pour assurer l'homogénéité au niveau des enseignes en veillant toutefois à la lisibilité de celles-ci

R3 : il est possible d'intégrer des panneaux didactiques rappelant le passé historique du site

R4 : les lieux d'exposition sont prévus (ils seront plus nombreux d'ailleurs, vu l'extension projetée)

R5 : les superficies des cellules commerciales projetées sont plus importantes pour éviter la concurrence avec les cellules du centre-ville. En outre, il est prévu des commerces de masse et spécialisés.

Mme M.L. DUMONT, riveraine de la rue de la Lys

Q : quels sont les dispositifs prévus pour l'assainissement du site et l'égouttage ?

R : les investigations pour l'assainissement du site sont en cours. Pour l'égouttage, une estimation des volumes d'eau à gérer est en cours de réflexion. Une société spécialisée travaille sur le dimensionnement et l'analyse du réseau d'égouttage. Une étude hydraulique sera réalisée dans le cadre du permis unique.

M. DEPRATERE, habitant chaussée de Bruxelles

Q : quelle est la date de début des travaux et quelle sera leur durée ? Actuellement, pendant les périodes de soldes, de brocante, de fêtes, une problématique de stationnement se pose à la chaussée de Bruxelles d'autant que la majorité des habitations ne disposent pas de garage.

R : les travaux débiteront quand le permis unique sera délivré. L'étude d'incidences sera clôturée en janvier 2012, elle sera jointe au dépôt de la demande de permis unique, laquelle nécessitera 180 à 200 jours d'instruction (environ 7 mois).

Quant à la durée des travaux, elle est en cours de réflexion. L'étude d'incidences doit contenir des propositions sur le phasage des différentes étapes du projet.

Le projet prévoit le doublement des places de stationnement.

Q : la problématique de stationnement à la chaussée de Bruxelles se posera pendant la durée des travaux. En plus, le passage piétons face à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREm) est dangereux.

R : ce point sera intégré dans l'étude d'incidences pour proposer des solutions.

Q (Echevin de l'Urbanisme) : la problématique du passage piétons au niveau du FOREM est-elle liée aux Bastions ?

R (M. DEPRATERE) : Pas nécessairement. C'est une problématique existante, mais qui va s'exacerber pendant les travaux.

Q : quid du carrefour prévu au niveau de la rue de la Paix. On n'en entend plus parler ?

R : le dispositif à mettre en place au niveau de la rue de la Paix est en cours de réflexion dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité

Q : il est question de la rue de la Lys, mais pas assez de la chaussée de Bruxelles qui est pourtant bordée par des habitations et souffre d'une grande problématique de charroi

R : l'ensemble des problématiques sera pris en compte.

M. Hugues MEUNIER

Q : comment accéder aux habitations de la partie basse de la rue des Bastions et faire demi-tour si la voirie est coupée ?

R : l'accès sera toujours possible via la rue de la Lys. Pour faire demi-tour il y a lieu de continuer la rue des Bastions et de tourner à hauteur de la boucle aménagée devant les logements durables. En plus, cette partie de la voirie sera mise en zone 20 km/heure, ce qui assurera plus de quiétude aux riverains concernés.

M. Jacques LEROY

Q : le projet intègre peu la problématique des traversées piétonnes au niveau des pénétrantes et du boulevard. Faut-il réfléchir à un passage sous les boulevards ?

R : les aménagements sous voie ne sont pas opportuns. Les passages piétons seront sécurisés et amplifiés. En outre, le parvis projeté à la rue de la Lys créera une possibilité de liaison douce vers l'Escaut.

M. Alain COPPENOLLE

Q : à quand la diffusion des conclusions du plan communal de mobilité (PCM) ?

R : mars 2012.

In fine, Monsieur l'Echevin de l'Urbanisme souhaite que les aménagements projetés prennent en compte les personnes à mobilité réduite."

Pour mémoire, la présente demande de permis unique a été introduite le 9 juillet 2012.

Les fonctionnaires délégué et technique ont émis un avis de dossier incomplet sur cette demande en date du 27 juillet 2012.

La SA Wereldhave a déposé des compléments en date du 3 août 2012 à savoir :

" Nous répondons par la présente au courrier du Département des Permis et Autorisations de Mons daté du 27 juillet dernier déclarant l'incomplétude de la demande .../...

1/ Aménagements de voiries publiques

L'objet de la demande de permis unique telle que déposée le 9 juillet dernier auprès de la Ville de Tournai est indiqué en ligne gris pointillé et accompagné de 3 objets de la demande 3 sur le plan d'implantation générale — situation projetée (réf. 04-PU-01-A-002, annexe 01). Cela inclut :

- la voirie dite du logis entre les logements WERELDHAVE (dénommé ci-après WHB) et le futur quartier durable telle que représentée sur extrait du plan d'ensemble, réf. 04-PU-01-A-002.1, sur le plan d'implantation générale - profils, réf. 04-PU-01-A 200 et sur le plan de réseau d'égouttage, réf. 04-PU-01-/1-01LL voir annexes 02. 03 et 04);

- les voiries vicinales (i.e. la rue Jean-Baptiste Moens et une partie de la rue des Bastions);
- le phasage des travaux, y inclus l'aménagement des voiries publiques, est représenté sur le plan de phasage (réf. E 04-PU-01-A-011, voir annexe 05). WHB respectera lors de la réalisation des voiries publiques le cahier des charges Type RW—99 qui est d'application pour la Région Wallonne;
- l'aménagement de toutes les voiries régionales (indiquées en ligne bleue pointillée sur le plan de phasage prénommé) fera objet d'une demande de permis distincte et ultérieure par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 1 (DGO1) — Direction des Routes de Mons.

2/ Demandes distinctes concernant les aménagements de voiries

Voiries régionales

Il a été convenu lors des réunions préparatoires avec les Services publics que ces modifications — suivant l'étude de TRANSITEC (qui fait partie intégrante de la demande) — figureraient dans cette demande de permis unique à titre indicatif sous forme de représentation à grande échelle sans plan et coupe de détail. Nous vous informons aussi qu'à ce sujet, les négociations entre WHB, la Ville de Tournai et le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 1 (DGO1) — Direction des Routes de Mons sur la prise en charge des études et du financement sont en cours.

Voirie régionale : petite boucle donnant sur la rue de la Lys.

Nous avons aussi compris à l'occasion du dépôt de la demande de permis unique que la Ville de Tournai n'est pas propriétaire de cette petite boucle (voir annexe 06, extra/t réf. 04-PU-01-A-L702).

WHB examinera avec le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 1 (DGO1) - Direction des Routes de Mons, les possibilités éventuelles d'acquisition dans le cadre de l'aménagement futur de la rue de Lys.

Voirie dite du Logis (entre les logements WHB et le futur quartier durable)

WHB confirme son engagement à rétrocéder cette nouvelle voirie à la Ville de Tournai conformément aux négociations lors de la consultation des services de la Ville de Tournai en vue du dépôt de la demande de permis unique. Par conséquent, cette voirie deviendra une voirie communale et la limite de la parcelle WHB sera repoussée comme indiqué sur le plan d'implantation et sur l'extrait du plan d'ensemble (réf. 04-PI/-01-A-002,1, annexe 02).

Voiries vicinales

Nous avons reçu par mail (le 4 juin 2012) la confirmation de la part de M. Pascal COLIN, géomètre, que le dossier de modification de voiries vicinales (rue Jean-Baptiste Moens et rue des Bastions) a été déposé le 1^{er} juin 2012 auprès de la Ville de Tournai (voir Annexe 07). Nous avons compris aussi à l'occasion du dépôt de la demande de permis unique que l'enquête publique faisant partie intégrante de cette procédure a été clôturée sans avoir reçu de remarque ou de question, et que la procédure suit son cours."

En conséquence, les fonctionnaires délégué et technique ont émis, en date du 28 août 2012, un avis de dossier complet et recevable sur la demande de permis unique, en vertu duquel il a été demandé de :

- procéder à une enquête publique, celle-ci devant être organisée selon les modalités prévues par le Code de l'environnement et porter également sur les modifications de voiries communales au sens de l'article 129bis du CWATUPE;
- délibérer (Conseil communal) sur les questions de voirie après prise de connaissance des résultats de l'enquête publique.

L'enquête publique a été organisée du 7 septembre au 8 octobre 2012.

Le procès-verbal de clôture d'enquête dressé à cet effet est libellé comme suit :

" L'an deux mil douze, le huit du mois d'octobre, je soussigné Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin de la Ville de Tournai, délégué par le Collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 7 septembre 2012 et relative à la demande de permis unique introduite par SA WERELDHAVE, dont les bureaux sont situés à 1800 Vilvoorde, Medialaan 30/b6, pour le développement du centre commercial les Bastions à savoir : extension du shopping existant avec création de 2 niveaux de parkings en sous-sol, construction d'un retail park de 10 entités commerciales et d'un ensemble d'appartements à 7500 Tournai, entre le boulevard Walter de Marvis, la rue Jean-Baptiste Moens, la rue du Four l'Estienne, la rue de la Lys, la rue des Bastions 2^{ème} division, section B, n° 160 e3, 160 v2, 141/02 f, 144 t, 144 s, 144 r, 144 v, 144 w, 146 h2, 155 t2, 145 g, 155 s2, 155 r2, 223 L, etc.

Me suis rendu à l'Hôtel de Ville, lieu indiqué ou étant, j'ai reçu et annoté les observations ci-après :

Rue des Bastions :

- interrogation sur le bien-fondé de "privatiser" la rue des Bastions ?
- suggestion de mettre la rue des Bastions en sens unique
- problématique des livraisons nocturnes liées à ALDI
- interdire aux camions de livraison liés aux Bastions d'emprunter le bas de la rue de la Lys et prévoir un dispositif d'empêchement entre la partie haute et basse (bornes amovibles, boucles de détection...)
- quid de la possibilité de faire demi-tour une fois engagé dans la partie basse de la voirie ?
- quid de la suffisance du bassin d'orage projeté ?
- privilégier un nouvel égout pour les eaux pluviales le long de la rue des Bastions qui se déverse directement dans l'Escaut et non vers la rue de la Lys
- gradins : quid de la vue sur la zone d'habitat ?
- dépassement des hauteurs prévues par le rapport urbanistique et environnemental (RUE) pour le retail park et les logements, générant des vues directes sur les habitations existantes. Il faut limiter l'impact par un écran paysager.
- création d'un mur antibruit limitrophe à la voirie dite du Logis.

Terrain de football :

- remplacer le projet de logements durables du Logis tournaisien abandonné, par une zone d'espaces verts, de parc ou récréative en guise de zone tampon, avec liaison vers la zone boisée
- interdire toute connexion motorisée entre la voirie de livraison projetée à l'Est du retail park et la voirie dite du Logis.

Rue de la Lys :

- opposition à l'aménagement d'une entrée- sortie pour le parking à front de la rue de la Lys en raison de l'incapacité de celle-ci à absorber ce surplus de charroi, des nuisances sonores susceptibles d'être générées et de la présence d'une terrasse à l'arrière pour la frieterie. Il faut la déplacer vers le boulevard Walter de Marvis
- accroissement du trafic avec impact sur le hameau d'Allain et la liaison vers Vaulx
- bien-fondé de supprimer le tourne à gauche de la rue de la Lys vers la rue des Princes d'Allain
- veiller à la qualité et à la continuité des trottoirs et aménager des accès cyclistes
- conserver l'accès le long des quais par la rue des princes d'Allain
- aménager des dos d'âne
- préserver un accès cycliste dans les deux sens pour l'allée des Princes d'Allain.

- limiter les livraisons par cette voirie pour éviter les nuisances sonores et vibratoires.

Totems : limiter la hauteur des totems côté friterie (renoncer aux 12 m).

Chaussée de Bruxelles :

- la pharmacie déplore la suppression du stationnement
- souhaite un emplacement aux personnes à mobilité réduite, un arrêt minute devant le n° 3, chaussée de Bruxelles et un stop au carrefour

Voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles :

- réaliser la voirie de jonction parallèlement à la phase 1 (retail park)
- opposition à la voirie passant par le site de VAN MARCK car cela induira une limitation du nombre de parkings, une difficulté pour les livraisons et une augmentation du trafic.

Rue de l'Orient :

- dénonciation du caractère dangereux de la voirie en raison de son étroitesse et des grilles d'égouts usées
- rue saturée par le charroi lié aux Bastions, au parc à conteneurs, à la piscine, à l'accrobranche
- considérer cette rue comme faisant partie intégrante du projet
- la mettre en sens unique (de la chaussée de Bruxelles vers le rond-point de la piscine).

Plan communal de mobilité (PCM) :

- * réaliser les aménagements de carrefours et de voiries en premier lieu
- * réaliser le RAVeL 88A (Tournai-Chercq)
- * réaliser toutes les mesures préconisées par le plan communal de mobilité actuel (ne pas reproduire la situation du plan communal de mobilité de 2004 qui n'a pas été ou très peu mis en œuvre)
- * respecter les préconisations de Gamah ASBL en ce qui concerne l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, à savoir entre autres :
 - établir les traversées piétonnes de plain-pied et doter les passages piétons de dalles podotactiles
 - adapter les arrêts bus au guide de bonnes pratiques pour l'aménagement de cheminements piétons accessibles à tous
 - adapter les escaliers aux personnes à mobilité réduite
 - sécuriser les portes vitrées du centre commercial par l'ajout de bandes de couleur ou des logos contrastés
 - veiller à une largeur de porte adéquate pour les portes intérieures et extérieures

Pour le retail park :

- planter 10 emplacements de parking réservés aux personnes à mobilité réduite répartis entre les différents accès au centre commercial
- veiller à la continuité des cheminements piétons entre le parking et les accès aux bâtiments. Les disposer en saillie avec une largeur de 2 m et en couleur contrastée par rapport à l'environnement
- les carrefours et les nouvelles voiries projetées sont-ils à même de résoudre les problématiques de mobilité générées ?
- l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (voir courrier du 5 octobre 2012).

Chantier :

- limiter les horaires de chantier à 5 jours/7 et jusqu'à 17 heures
- quid des matériaux de remplacement des déblais ?
- minimiser l'impact du chantier sur l'Etablissement SERBOC. Celui-ci souhaite une alternative pour la sortie de ses véhicules pendant le chantier via le parking de la piscine ou gazonbois
- construire un mur antibruit pour atténuer les nuisances de chantier (riverains de la rue de la Lys).

Exploitation commerciale :

- limiter les jours d'ouverture à 6 jours/7

- quid du marché aux puces ?
 - attention à la concurrence et à l'impact du projet sur la dynamique commerciale du centre-ville
- J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal en annexant les courriers de :
- Van Marcke propriétés SA, représenté par Mme Caroline VAN MARCKE, Weggevoerdenlaan, 5 à 8500 Kortrijk
 - SERBOC SA, représentée par MM. Jean-Claude et Frédéric FIEVET
 - Gamah asbl, représentée par M. Thomas DEREMINCE, rue de la Pépinière, 23 à 5000 Namur
 - Comité du Hameau d'Allain, représenté par Mme Marie-Luce DUMONT, rue de la Lys, 60 à 7500 Tournai
 - Mme Natalie BURETTE, rue de Tournai 199 à 7620 Hollain
 - M. et Mme Alain et Marie Christine COPPENOLLE-THÉSIN, rue de l'Orient 29 à 7500 Tournai
 - M. Michel MOYEN, rue de la Lys 60 à 7500 Tournai
 - le mail de Mme Laurence BARBAIX, rue des Bastions 128 à 7500 Tournai
 - la lettre commune signée par Mme Cécile LETANGRE, rue de la Lys 64 à 7500 Tournai, Mme Anouck LECAT, rue de la Lys, 134 à 7500 Tournai, Mme Ingrid LECAT, rue de la Lys, 54 à 7500 Tournai, M. Michel MOYEN, rue de la Lys, 60 à 7500 Tournai, et Mme Marie Luce DUMONT, rue de la Lys, 60 à 7500 Tournai."

Il y a lieu de considérer les éléments suivants en réponse aux réclamations :

" En ce qui concerne la rue des Bastions :

- la rue des Bastions ne sera pas privatisée (restera publique), mais réaménagée pour favoriser la mobilité douce entre le shopping existant et le futur retail park, conformément au rapport urbanistique et environnemental;
- la rue des Bastions sera mise en sens unique entrant de la chaussée de Bruxelles vers la rue Jean-Baptiste Moens.

Un dispositif d'empêchement de franchissement est prévu entre la partie nord et sud (bornes amovibles, boucles de détection...).

Le demi-tour une fois engagé dans la partie sud de la voirie est possible en empruntant la nouvelle voirie dite du logis. Dans l'attente de la réalisation de celle-ci, un demi-tour provisoire sera aménagé au niveau de la rue des Bastions.

La suffisance du bassin d'orage projeté est étudiée dans le cadre de l'étude hydraulique en collaboration avec l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) et les Services techniques communaux.

Le gradinage est aménagé en décaissement, en tirant parti de la différence de niveau entre le shopping existant et le retail park. Il n'y a donc pas de vue sur la zone d'habitat.

Vu le positionnement en altimétrie du parking paysager et au vu de la déclivité naturelle du site, la composition d'ensemble a été élaborée afin que les pourtours extérieurs des bâtiments projetés accompagnent le contexte contigu (bâti et non bâti).

C'est ainsi que le volume RETAIL PARK principal sera perçu de la rue Jean-Baptiste Moens comme un volume discret, cette discrétion étant obtenue notamment par un décaissement de niveau rendant la façade côté rue Jean-Baptiste Moens très paysagère.

D'autre part, le volume commercial secondaire sera, lui, accompagné par un projet de logements dialoguant avec le futur quartier "durable". Il est à noter que le programme relatif aux logements (carport et 2 niveaux de logement) permettra une dissimulation totale de la façade arrière du retail park secondaire et ce, depuis la future voirie à créer et du futur quartier durable.

Le bloc de logements au sud du retail park ainsi que le terrain de football font office de tampon entre le centre commercial et les riverains. La création d'un mur antibruit s'apparente à une logique autoroutière qui n'est pas pertinente à cet endroit.

Le projet prévoit sa mise à sens unique depuis l'axe N7 – chaussée de Bruxelles vers les parkings du centre commercial et du retail, ce qui en réduira la charge, limitera les conflits et permettra de préserver, voire d'augmenter le stationnement à destination des riverains dans la partie habitée au nord.

Le tronçon sud entre le retail et la rue de la Lys sera interdit au transit, excepté bus. Il sera toutefois possible d'emprunter les rampes du parking P1 pour ressortir aux feux prévus rue de la Lys à son raccordement avec le boulevard Walter de Marvis.

Enfin, un accès à double sens est prévu entre la N7 et les Bastions, pour y entrer et en sortir en relation avec la chaussée de Bruxelles et en relation avec le nord-est.

En ce qui concerne le terrain de football :

L'abandon du projet de logements durables par le Logis tournaisien n'empêche pas à moyen et long terme la construction de logements sur la parcelle, étant entendu que le rapport urbanistique et environnemental (RUE) préconise une zone d'habitat. Toutefois, il peut être envisagé d'aménager une zone d'espaces verts dans l'attente. La liaison vers la zone boisée est prévue.

Toute connexion motorisée entre la voirie de livraison projetée à l'est du retail park et la voirie dite du Logis est impossible vu la différence de niveau.

En ce qui concerne la rue de la Lys :

La capacité et la sécurité de son raccordement au boulevard Walter de Marvis seront assurées grâce à la gestion du carrefour par des feux. Pour assurer cette capacité et dissuader le transit rue de la Lys, il ne sera pas permis de tourner à gauche en venant du tronçon est de la rue de la Lys vers la rue des Princes d'Allain. Toutefois, hors des plages horaires d'entrée et de sortie des écoles dont les usagers devront adapter localement leurs itinéraires, ce flux concernera majoritairement deux flux, qui seront reproduits de manière nettement plus directe par les feux au carrefour Lys – Marvis :

- l'accès au boulevard Walter de Marvis vers la Dorcas, via le chemin de Ronde
- l'accès au centre-ville par les quais
- les principes d'accès projetés ne prévoient pas de valoriser la deuxième partie de la rue de la Lys en relation avec l'ouest, où le transit doit être dissuadé. A ce titre, la coupure "excepté bus et riverains" de la rue des Bastions entre le projet et la rue de la Lys y contribuera, contrairement à la situation actuelle qui permet d'y transiter
- la rue de la Lys n'est pas considérée comme une voirie de livraison.

En ce qui concerne la chaussée de Bruxelles :

Le stop n'est pas préconisé à proximité d'un carrefour à feux aux termes du code de la route.

En ce qui concerne la rue de l'Orient :

Cette voirie a été prise en compte dans l'étude de mobilité liée au dossier des Bastions et la réactualisation du plan communal de mobilité. Il est envisagé dans le cadre de la réactualisation du plan communal de mobilité de la mettre en sens unique, de la chaussée de Bruxelles vers le rond-point de la piscine.

Sa mise à sens unique dans le cadre du plan communal de mobilité (PCM) se justifie pour sécuriser le carrefour avec la N7 - chaussée de Bruxelles. Le PCM prévoit des mesures d'accompagnement pour compenser le sens de circulation qui sera ainsi perdu (sens précis à définir par la Ville), donc pour préserver l'accès au centre nautique ou au parc à conteneurs par exemple.

En ce qui concerne l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Les aménagements prévus en ce qui concerne l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sont en respect de la législation en vigueur.

En ce qui concerne le plan communal de Mobilité (PCM) :

Les aménagements de carrefours et de voiries se font dans le cadre d'une réflexion globale sur la mobilité autour du site et le phasage approprié du projet en collaboration avec le Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 1 (DGO1).

La mise en œuvre du projet des Bastions sera l'une des premières étapes de mise en œuvre du plan communal de mobilité en cours de réactualisation.

En ce qui concerne le chantier :

Le remblayage se fera dans le respect des conclusions du plan d'assainissement.

En ce qui concerne l'exploitation commerciale :

Le marché aux puces sera maintenu."

Il faut savoir que, pour faire évoluer le dossier, différentes réunions de concertation sont intervenues pendant plus de 3 ans avec la SA Wereldhave, le Service public de Wallonie, DGO1, les gestionnaires de réseaux, la cellule mobilité, le Service Incendie, l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), le comité socio-économique, le département des sols et des déchets, etc.

Ainsi, en ce qui concerne les questions de mobilité, il faut savoir qu'une étude de mobilité a été réalisée par le bureau Transitec mandaté par la SA Wereldhave, en cohérence avec la réactualisation du plan communal de mobilité en cours.

L'avis du SPW, DGO1 du 4 octobre 2012 est libellé comme suit :

" Description de l'alignement :

L'alignement à respecter à cet endroit conformément aux normes routières est défini par une droite parallèle et distante de 11 m de l'axe de la N500 et de 13 m de l'axe du R52.

Zone de recul :

Profondeur de la zone de recul : 8 m en arrière de l'alignement.

Front de bâtisse : le front de bâtisse est fixé à au moins 11 m + 8 m = 19 m de l'axe de la N(500) et de 13 m + 8 m = 21 m de l'axe du R52 de la voirie. Le requérant est tenu de faire vérifier l'implantation du bâtiment par un représentant du Service public de Wallonie. L'attention du requérant est attirée sur la clause 4 des conditions générales du présent formulaire qui doivent obligatoirement se situer en dehors de la zone de recul soit à 19 m de l'axe de la N500 et 21 m de l'axe du R52.

Plantations :

Toutes plantations, à l'exception d'une haie vive, sont interdites dans une zone de 2 m à partir de la limite du domaine public ou de l'alignement éventuel : dans le reste de la zone de recul, les plantations ne peuvent avoir plus de 1,50 m de hauteur.

(...)

Accès :

L'entrée et la sortie des parkings sont autorisées telles que reprises au plan. Le requérant en assurera l'entretien. Si lors de leur réalisation ou leur utilisation, des dégradations survenaient aux accessoires de voirie (bordures, filet d'eau, accotement...), les renforcements seront également à charge du requérant. L'abaissement éventuel des bordures au droit de l'accès au parking devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée en temps opportun. Vu l'emprunt de l'accès carrossable par des poids lourds, l'attention du requérant est spécialement attirée sur le fait qu'il devra procéder à

ses frais au renforcement du trottoir (fondation et revêtement) au droit dudit accès. Ces travaux devront faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée en temps opportun. Aucun nouvel accès ne sera autorisé. Il y a lieu de programmer la fermeture des accès des parkings avec les heures d'ouverture des magasins sur le site Quick. Aucun phasage ni aucun choix n'a été réalisé concernant la nouvelle voirie partant de la rue des Bastions et rejoignant la N7. Il est à noter que cette voirie qui est une charge d'urbanisme doit être en fonction de l'ouverture du retail park.

Totems :

Le totem 3 devra se situer à au moins 12 m du bord extérieur du trottoir. Les totems 5 et 2 seront placés entièrement sur terrain privé du requérant en arrière de l'alignement déterminé à cet endroit, par une ligne droite parallèle et distante de 11 m de l'axe de la N500 et à 13 m de l'axe du R52. Par ailleurs, j'attire l'attention sur le fait que la pose de panneaux à diffusion d'images dynamiques n'est pas autorisée et ce, pour des raisons de sécurité.

Concernant les 3 totems : nous tenons à vous informer que l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière (Code de la Route) stipule en son article 80.2 § 2 : il est interdit de donner une luminosité d'un ton rouge ou vert à tout panneau publicitaire, enseigne ou dispositif se trouvant dans une zone s'étendant jusqu'à 75 m d'un signal lumineux de circulation, à une hauteur inférieure à 7 m au-dessus du sol.

Charge d'urbanisme

Conformément au courrier, le Service public de Wallonie prendra en charge l'aménagement des nouveaux feux carrefour R52/N500 et la modification des feux carrefour R52/N7. En ce qui concerne le reste des aménagements sur voirie régionale, seul l'aménagement structurel du carrefour R52/N7 y compris la bande de virée à droite vers la N7 seront à charge du Service public de Wallonie puisque ce carrefour dans le cadre du PSM était déjà presque à saturation.

Donc sera à charge du demandeur :

- l'aménagement des trottoirs de la chaussée de Bruxelles entre le R52 et la rue des Bastions
- l'aménagement du carrefour chaussée de Bruxelles + rue de la Paix/Bastions
- l'aménagement de la rue de la Lys entre le carrefour (F) et le site HUBO/ALDI (D).
- l'aménagement d'une nouvelle bande de présélection (E) (y compris le renforcement du talus)
- l'aménagement structurel du carrefour boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys (F) (les feux c'est le Service public de Wallonie)
- l'aménagement et l'élargissement du boulevard Walter de Marvis entre le carrefour A et F y compris les trottoirs et l'îlot central (G et H).".

L'avis du Service Mobilité du 9 octobre 2012 est libellé comme suit :

" J'ai examiné le dossier relatif à l'objet sous rubrique.

Veuillez trouver ci-dessous mes remarques :

1. Le centre commercial et son extension

1.1. Le stationnement en surface

- Les dimensions des places de stationnement sont de 2,5 m x 5 m et de 3,5 m x 5 m pour les places réservées aux personnes handicapées. La zone de recul est de 6 m (zone de cheminement piéton comprise). Ces dimensions sont conformes au code du gestionnaire de voirie.
- Il est nécessaire de préciser les sens de circulation dans les zones de stationnement comme cela a été fait au niveau du stationnement du retail park. Ces sens de circulation devront

être matérialisés par des marquages au sol et une signalisation verticale de façon à éviter toute confusion.

- Nécessité d'ajouter au moins une place de stationnement pour personnes handicapées au niveau du Quick ainsi qu'au niveau de l'entrée "Lunch Garden".
 - Comment les places de stationnement côté "Lunch Garden" seront-elles accessibles ? Le cheminement pour accéder à ces places entre en confrontation avec la circulation sortant du parking en ouvrage et le cheminement des livraisons.
 - Le nombre de places de stationnement pour les vélos apparaît suffisant et le mobilier adéquat :
 - entrée Delhaize : 96 places
 - entrée Lunch Garden : 26 places
 - entrée carrefour rue de la Lys : 48 places
 - entrée retail park : 30 places couplées à l'abribus
 - zone retail 7 Fontaines : 26 places
- Total : 226 places.
- Seule remarque : il serait utile de disposer de quelques places de stationnement vélo au niveau du QUICK.

1.2. Le stationnement en ouvrage

- Les cheminements automobiles devront être correctement indiqués notamment pour les accès aux différents niveaux
- Les places de stationnement pour les personnes handicapées devraient être mieux réparties au niveau des différents accès ascenseur
- Quel sera le système de gestion du stationnement en sous-sol ? Y aura-t-il un système de détection des places libres/occupées ?
- Un système de comptage et de gestion des places restantes permettrait de disposer aux entrées du site d'un panneau affichant en temps réel le nombre de places restantes, ce qui éviterait en période de forte affluence d'avoir des automobilistes venant s'agglutiner dans un parking déjà complet.
- Il serait utile et convivial de matérialiser les cheminements piétons vers les différents accès au moyen d'un revêtement de sol de couleur différente

1.3 Livraisons

Les cheminements des livraisons entrent en conflit avec la zone de circulation des bus et la principale zone d'accès piétons (carrefour rue de la Lys/ boulevard Walter de Marvis). Cette situation de conflit au niveau de la zone d'accès piétons au coin du carrefour rue de la Lys/ boulevard Walter de Marvis pourrait être résolue par une interdiction stricte des livraisons durant les heures d'ouverture du centre commercial au public. Cette interdiction ne résoudra cependant pas la problématique du conflit d'usage du couloir "bus – véhicules d'urgence" par les véhicules de livraison.

1.4. Les cheminements piétons

- Les cheminements piétons dans les zones de stationnement sont localisés à l'arrière des voitures. Cette situation est relativement dangereuse et nécessite une sécurisation importante.
- Nous proposons que ces cheminements prennent la forme de "trottoirs traversants", saillants de 5 cm par rapport aux voies de circulation et d'une couleur contrastée.

- La mise en place de trottoirs traversants permet de rendre les cheminements piétons prioritaires vis-à-vis de la circulation automobile. Leur largeur devra permettre une circulation aisée des piétons et notamment le croisement de caddys.
- La traversée piétonne localisée au niveau de l'entrée du "Lunch Garden" doit également prendre la forme d'un trottoir traversant de manière à la sécuriser au maximum par rapport notamment à la sortie du parking souterrain.
- La traversée piétonne localisée à l'entrée du site au niveau de la rue des Bastions est trop longue.
- Il est nécessaire de la protéger par un îlot central permettant une traversée en deux temps.
- Cette traversée devrait également être traitée sous forme de trottoir traversant.
- Dans une optique de clarté et d'uniformisation, il serait également souhaitable de traiter les cheminements piétons au niveau du retail Park 7 Fontaines.

1.5. Les bus

- Un cheminement pour les bus du TEC (société de transport en commun du Hainaut) est prévu à "l'arrière" du centre commercial des Bastions.
Il y a lieu de prendre contact avec les services du TEC et la société régionale wallonne des transports pour vérifier leur adéquation avec les impératifs techniques d'une ligne de bus.
- Il est nécessaire de rendre l'arrêt TEC accessible aux personnes à mobilité réduite : dalles guide, hauteur de quai, zone d'attente permettant la rotation des chaises roulantes,...
L'ensemble des aménagements pour les bus des TEC doit être validé par le TEC-Hainaut ainsi que par la société régionale wallonne des transports

2. Le retail park Les Bastions

2.1. Le stationnement en surface

- Les dimensions des places de stationnement sont de 2,5 m x 5 m et de 3,5 m x 5 m pour les places réservées aux personnes handicapées. La zone de recul est de 6 m (zone de cheminement piétons comprise). Ces dimensions sont conformes au code du gestionnaire de voirie.
- Ce parking ne dispose d'aucune zone de stationnement pour les vélos. Il y aurait lieu d'en prévoir.
- A quoi correspondent les 3 places de stationnement de couleur fuchsia ?

2.2 Le cheminement cyclable

- La piste cyclable est d'une largeur de 2,50 m et permet donc un flux à double sens. Elle devra être correctement signalée.
- Le franchissement de l'entrée/sortie du retail park est compliqué. Il faut un franchissement rectiligne et d'une largeur continue
- il y a lieu d'établir une continuité entre la rue des Bastions et l'entrée de la piste cyclable.
- Un soin particulier devra être apporté à l'aménagement du franchissement de l'accès à la passerelle piétonne

2.3 Les cheminements piétons

Les cheminements piétons dans les zones de stationnement sont localisés à l'arrière des voitures. Cette situation est relativement dangereuse et nécessite une sécurisation importante.

Nous proposons que ces cheminements prennent la forme de "trottoirs traversants", saillants de 5 cm par rapport aux voies de circulation et d'une couleur contrastée.

La mise en place de trottoirs traversants permet de rendre les cheminements piétons prioritaires vis-à-vis de la circulation automobile. Leur largeur devrait permettre une circulation aisée des piétons et notamment le croisement de caddys.

3. Les voies d'accès au site

3.1. La rue des Bastions

Les sens de circulation sont conformes à l'étude de mobilité du projet.

Les traversées piétonnes doivent être adaptées aux personnes à mobilité réduite.

La portion de la rue des Bastions en sens unique devra être aménagée en sens unique limité (SUL) pour les vélos.

De nombreuses places de stationnement localisées à gauche de la 1^{ère} partie de la rue des Bastions (en venant de la chaussée de Bruxelles) se trouvent devant des garages et ne pourront donc pas être aménagées.

L'aménagement de l'arrêt TEC devra faire l'objet d'une validation par la société régionale wallonne des transports.

3.2 La rue Jean-Baptiste Moens

- Les traversées piétonnes doivent être adaptées aux personnes à mobilité réduite
- Une piste cyclo-piétonne d'une largeur de 2,5 m est établie du côté retail park. Sa traversée au niveau de la sortie «livraison» doit être continue en largeur et prendre la forme d'un «trottoir traversant», la piste cyclo-piétonne devant garder un caractère prioritaire par rapport à la circulation des livraisons.

Les marquages de la BCS (bande cyclable suggérée) doivent être interrompus au niveau de la traversée du chemin du Four l'Estienne, s'agissant d'une priorité de droite.

3.3. Les autres voies d'accès

Les principes généraux mis en œuvre sur les différentes voiries d'accès sont bien en cohérence avec l'étude de mobilité du projet réalisée par le bureau d'études Transitec, mais nous ne disposons pas de l'ensemble des précisions permettant de donner un avis complet sur les aménagements.

Les aménagements de ces voiries d'accès devront faire l'objet de plans de détails qui devront être en cohérence avec le plan communal de mobilité et son actualisation et en accord avec le Service public de Wallonie (SPW) et la Ville de Tournai.

Il est cependant impératif que les aménagements de ces différentes voiries soient simultanés avec les travaux d'extension du centre commercial, notamment pour ce qui concerne le carrefour à feux de la rue de la Lys et le double carrefour à feux de la chaussée de Bruxelles avec les boulevards et la rue de la Paix.

L'aménagement de la nouvelle jonction vers la chaussée de Bruxelles et la mise en œuvre du retail park Les Bastions doivent être réalisés simultanément.

Un projet détaillé de sa jonction avec la chaussée de Bruxelles devra être établi en cohérence avec le PCM et son actualisation et validé par le SPW.

Dans les plans soumis à permis, il apparaît que les aménagements de la rue de la Lys, du carrefour rue de la Lys/boulevard Walter de Marvis, du boulevard Walter de Marvis, du Carrefour boulevard Walter de Marvis/chaussée de Bruxelles/rue des Bastions/rue de la Paix et de la chaussée de Bruxelles sont prévus en phase 7, soit la dernière phase.

La nouvelle jonction vers la chaussée de Bruxelles n'est, quant à elle, pas phasée.

Comme stipulé sur le plan de phasage, ces aménagements sont à coordonner avec le SPW et la Ville de Tournai, mais doivent également faire l'objet d'un accord financier entre les différentes parties».

Il est à constater la convergence des avis du SPW, de la conseillère en mobilité et de certaines réclamations issues de l'enquête publique sur l'opportunité de créer une voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles tel que préconisé dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité, compte tenu, à la fois, de la saturation du carrefour chaussée de Bruxelles/rue de la Paix/rue des Bastions et de l'encombrement de la rue de l'Orient.

Deux scénarios ont été envisagés pour cette voirie à savoir à travers :

- la parcelle cadastrée 2^{ème} division section B n° 131v2 et w2 appartenant à la société Van Marcke
- et la parcelle cadastrée 2^{ème} division section B n° 131t2 et g2 appartenant à la société Galloo.

Les avis du bureau Transitec en charge de la réactualisation du plan communal de mobilité, et du SPW, DGO1 portent sur l'opportunité de localiser cette voirie sur l'emprise de la parcelle cadastrée 2^{ème} division B n° 131t2 et g2 qui appartient à la société Galloo, en raison de son éloignement plus important par rapport au carrefour chaussée de Bruxelles/rue de la Paix/rue des Bastions, évitant un rapprochement trop conflictuel avec ce dispositif.

Par ailleurs, la réclamation introduite par la société van Marcke s'oppose à toute réalisation de voirie sur sa parcelle cadastrée 2^{ème} division B n° 131v2 et w2.

En outre, un troisième scénario a été envisagé pour la voirie traversante, à cheval entre la parcelle Galloo et Mercier.

Le Conseil communal doit délibérer sur les questions de voirie, ce qui a pour effet d'interrompre pour le SPW, Direction générale opérationnelle (DGO) 4 les délais de procédure [article 129 quater du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE)].

La SA Wereldhave a pu utiliser ce délai de suspension pour mener des tractations avec les différents propriétaires fonciers concernés.

Un accord est intervenu in fine entre la SA Wereldhave et la SA SOVAGA (propriétaire de la parcelle dite Galloo) portant sur la concession d'un droit d'emphytéose à la SA Wereldhave sur la parcelle Galloo, en vue de :

- construire, dans le cadre du projet des Bastions, une voie d'accès vers le centre commercial depuis la chaussée de Bruxelles, cette voie étant à verser par la suite dans le domaine public communal;
- développer un immeuble commercial avec parking en plein air.

Nous avons décidé en séance du 14 mars 2014 de conclure un accord de principe sur les grands travaux sur voiries régionales en lien avec l'actualisation du plan communal de mobilité à savoir :

- recalibrage du carrefour à feux de la porte de Marvis, actuellement saturé avec mise en sens unique de la première portion de la rue de Marvis (maintien du sens sortie de ville). Ce recalibrage permet de favoriser l'écoulement du flux chaussée de Bruxelles/boulevard Walter de Marvis et de diminuer la circulation de transit dans le centre-ville;

- mise en œuvre d'un carrefour à feux au carrefour rue de la Lys/boulevard Walter de Marvis;
- sécurisation des traversées piétonnes et cyclistes boulevard Walter de Marvis
- création d'une nouvelle voirie entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles. Cette nouvelle voirie devant se connecter à la chaussée de Bruxelles via un carrefour à feux;
- mise en sens unique de la rue des Bastions dans le sens entrée vers les Bastions;
- mise en sens unique de la rue des Croisiers;
- test de mise à 2 x 1 voie de la chaussée de Bruxelles au départ du rond-point ma campagne jusqu'à la jonction avec les boulevards, à partir de juin 2014;
- la mise en sens unique de la rue de l'Orient est envisagée, mais pas encore approuvée à ce stade.

La réalisation d'une voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles au niveau du site Galloo et concomitamment à la phase 1 du projet rencontre les réclamations introduites dans le cadre de l'enquête publique ainsi que les desiderata de la Ville et du SPW, DGO1.

La SA Wereldhave s'est engagée, par courrier du 4 avril 2014, à introduire dans un délai de 3 mois une demande de permis d'urbanisme portant sur la réalisation de cette voirie de jonction.

La SA Wereldhave s'est engagée par le même courrier à rétrocéder à la Ville de Tournai l'assiette de cette voirie traversante compte tenu de la convention d'emphytéose qui prévoit un mécanisme permettant son transfert vers la Ville et son versement, par conséquent, dans le domaine public.

Cette voirie sera à double sens et aura une largeur de 10 m comprenant 2 x 1 bande de circulation, un trottoir et une piste cyclable mixte ainsi qu'une bande plantée.

La sa Wereldhave s'est également engagée, par courrier daté du 3 août 2012, à rétrocéder à la ville de Tournai l'assiette de la voirie à créer, dite du Logis, qui est perpendiculaire à la rue des Bastions.

Cette voirie sera à double sens et aura une largeur approximative de 7 m, aménagée en zone 20 ou 30 km/heure avec un trottoir et une aire de rotation pour effectuer les demi-tours en voiture. Un autre trottoir avec une bande de stationnement est prévu en vis-à-vis sur l'assiette de l'ancien terrain de football.

Le projet nécessite également la modification de voiries vicinales (rues Jean-Baptiste Moens et des Bastions).

L'enquête publique y relative a eu lieu du 26 novembre au 13 décembre 2012 et ce, dans le cadre de la procédure de la loi de 1841 sur la voirie vicinale. Aucune réclamation n'a été introduite.

Selon les mesures transitoires du décret du 6 avril 2014 sur les voiries, il y a lieu de poursuivre la procédure antérieure concernant les voiries vicinales, en application de la loi de 1841 (décision du Conseil communal puis du Collège provincial).

Le dossier de modification des voiries vicinales vous sera soumis en même séance.

Le courrier d'Ores du 3 décembre 2013 conclut à la nécessité de déplacer des canalisations enterrées sous la rue des Bastions au vu des aménagements y projetés et du statut futur de la voirie.

La rue des Bastions ne sera pas privatisée, mais réaménagée de manière à sécuriser et à favoriser le passage des bus et la mobilité douce entre le shopping existant et le retail park.

De ce fait, elle conserve son caractère public.

Il n'y a donc pas lieu de déplacer les réseaux d'équipements souterrains y enfouis tel qu'avancé par Ores. La sa Wereldhave et Ores ont eu des contacts dans ce sens.

En ce qui concerne la question de l'égouttage et de la gestion des eaux pluviales, Ipalle a émis un avis favorable conditionnel en date du 25 octobre 2012, libellé comme suit :

" Nous émettons un avis favorable sur le projet pour autant que le promoteur s'engage à réaliser les investigations, études et aménagements demandés, et ce, en concertation avec l'administration communale de Tournai :

- remplacement d'égouttage E.U. Ø 250 proposé dans la rue des Bastions et son prolongement Nord et Est par un Ø 400, remise en état du réseau au droit du carrefour aval et curage aval jusqu'au D.O.
- raccordement des rejets RRP : 02 E.U. et 03 E.U. à l'égouttage se dirigeant vers le Nord et aménagement ad hoc
- déconnexion des E.U. et leur raccordement dans un nouvel égout E.U. Ø 400 à raccorder au D. . 24 (après déconnexion du Ø 1000)
- Plans d'exécution et as built (infony) géoréférencés en Lambert 72.

.../...

Bien qu'ayant reçu l'accord du gestionnaire de l'Escaut, nous attirons votre attention sur le fait que le débit de fuite annoncé et le volume du bassin d'orage proposé nous semblent contradictoires avec une politique de lutte contre les inondations. Sans doute y a-t-il lieu de revoir les hypothèses de calcul et les valeurs des tamponnements à prévoir sur site."

Toutefois, Ipalle a émis une remarque concernant la gestion des eaux pluviales dans l'avis ci-avant. Dès lors, différents échanges et réunions entre Ipalle, la sa Wereldhave et la Ville de Tournai ont eu lieu à ce propos.

Le courrier d'Ipalle du 7 décembre 2012 confirme sa position du 25 octobre 2012 sur l'insuffisance des mesures de tamponnement des eaux pluviales. Il est libellé comme suit :

" .../...les mesures relatives au tamponnement des eaux sont insuffisantes et en contradiction avec une lutte efficace contre les inondations. Les 200 m³ de bassin d'orage prévus étant, à notre égard, inférieurs aux besoins du projet.

.../...

Sur cette base, nous invitons le promoteur à prévoir une capacité de stockage complémentaire utile de 550 m³ environ, celle-ci pouvant être atteinte par tous les dispositifs envisageables, tels que notamment : augmentation du bassin tampon, stockage en toiture, chaussée et/ou parking réservoir, noues naturelles de stockage et/ou infiltration."

Des compléments d'information ont été fournis par le bureau (TPF) chargé de l'étude hydraulique dont, notamment, l'étude hydraulique du 25 février 2013.

Une réunion à ce sujet a eu lieu le 25 mars 2013 entre la sa Wereldhave, la Ville de Tournai, l'intercommunale Ipalle et le bureau TPF, dont le procès-verbal est libellé comme suit :

" Le rapport hydraulique présenté par le Bureau d'études TPF reprend, tout d'abord, les calculs de volume de stockage avec la méthode dite des pluies sur une période de $T = 30$ ans [méthode utilisée par l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE)]. Aussi, du fait de l'aménagement de toitures plates et de parkings en pavés drainants, le coefficient de ruissellement diminue et le coefficient d'imperméabilisation passe de 77 à 60 %. Enfin, avec un débit de fuite de $1,78 \text{ m}^3/\text{s}$ [demandé par l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE)], il est nécessaire de prévoir un volume de stockage égal à 280 m^3 .

Pour que l'étude soit la plus complète et précise possible, le Bureau d'études TPF demande à l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE) de recalculer le volume de stockage nécessaire en fonction des nouveaux coefficients de ruissellement et d'imperméabilisation.

Toutefois, pour atteindre le volume de stockage ($748,50 \text{ m}^3$) demandé par l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE), le Bureau d'étude TPF a mis en place des volumes de stockage d'eau de pluie supplémentaires au bassin d'orage de 200 m^3 déjà présenté.

Le parking du retail park est aménagé de telle sorte qu'il puisse contenir une lame d'eau équivalente à 200 m^3 .

La pièce d'eau est adaptée pour recevoir une lame d'eau de 30 cm, c'est-à-dire un volume de 140 m^3 .

Le fonctionnement des citernes de récupération d'eau de pluie pour l'utilisation des toilettes, l'arrosage des zones vertes et le refroidissement des locaux est continu. Elles présentent donc une similitude de fonctionnement à un bassin d'orage. On peut raisonnablement estimer que 50 % du volume total (2 fois 250 m^3) soit disponible pour un stockage par temps d'orage.

Le Bureau d'études TPF propose donc un nouveau volume de stockage égal à 590 m^3 .

La commune de Tournai et l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE) reçoivent positivement cette nouvelle situation.

Il est demandé à l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE) d'émettre son avis sur ces nouvelles mesures relatives au tamponnement de l'eau de pluie."

Le SPW, département des voies hydrauliques-Escaut, direction de Tournai, a donné son accord le 23 mars 2012 sur le principe de rejeter les eaux pluviales dans l'Escaut.

Au vu de tous ces éléments, IPALLE a émis un avis favorable définitif en date du 5 avril 2013 :

" .../...

Nous prenons bonne note que le projet prévoit :

- un bassin d'orage de 200 m^3 (prévu initialement)
- un parking permettant de stocker 200 m^3
- l'adaptation de la pièce d'eau pour stocker 140 m^3 supplémentaires
- la disponibilité de 50 % des deux citernes de 250 m^3 , soit $2 \times 125 \text{ m}^3$, le tout pour un total de 790 m^3 .

En considérant ces éléments, ainsi que l'ajustement du coefficient de ruissellement par la mise en œuvre d'un parking drainant et d'une toiture verte et plate, les volumes annoncés sont acceptables. Il convient, cependant, de veiller à adopter les dispositions constructives qui respectent les règles de l'art, notamment l'optimisation de la toiture plate qui permettrait un volume stockable supplémentaire".

L'avis des services techniques communaux a été sollicité en date du 4 septembre 2012.

Le service incendie a émis un avis favorable conditionnel en date du 11 octobre 2012, lequel préconise, outre les recommandations habituelles, les éléments suivants :

" Les extensions de la surface commerciale et les constructions répondront à l'arrêté royal. du 12 juillet 2012. En outre les toitures végétales du retail répondront à cet arrêté royal.

En ce qui concerne les logements : suite à une remarque du service incendie au sujet de la longueur des chemins d'évacuation en cul-de-sac, la cage d'escalier sera déplacée vers l'avant du bâtiment de manière à limiter le cul-de-sac à 15 m. L'autre partie du couloir d'évacuation d'une longueur d'environ 30 m aboutira sur une terrasse, constituant un endroit sûr pour les personnes. De plus, au milieu du couloir, à une distance de 15 m de la cage d'escalier, on placera une porte coupe-feu RF ½ heure à fermeture automatique en cas d'incendie. Sont concernés les premier et second étages. Les balcons situés aux extrémités du bâtiment seront accessibles aux engins aériens du service incendie. De plus, une échelle de secours escamotable sera placée à côté des balcons avec une commande d'ouverture à chaque étage."

Des plans modifiés en conséquence ont été déposés par l'architecte.

La commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) du 24 octobre 2012 a émis un avis favorable dans le cadre de la présente demande de permis unique, libellé comme suit :

" Projet commenté par Monsieur l'Architecte Laurent VERMEERSCH, le responsable de l'étude d'incidences M. Julien LECOMTE (Bureau d'études ABV Environnement), le responsable de l'étude de mobilité et auteur de projet de la réactualisation du plan communal de mobilité M. Pierre TACHERON (bureau d'études TRANSITEC), le maître d'ouvrage représenté par MM. ADRIAENSEN, GORDTS et COIGNE.

L'architecte présente les grandes lignes de force du projet. M. LECOMTE présente les conclusions de l'étude d'incidences. M. Pierre TACHERON présente les options de mobilité projetées autour du site dans le cadre de la réactualisation du plan communal de mobilité. S'ensuit un jeu de questions-réponses. Un membre regrette que ce dossier n'ait pas fait l'objet d'une réunion spécifique car analyser un tel projet après 22 heures devient un peu "pénible". Toutefois, il tient à signaler qu'il ne ressent rien dans ce projet qui permettrait d'avoir une connexion avec le centre urbain. Pour lui, c'est un projet "superbe" qui va développer une dynamique importante vers l'extérieur du centre-ville et vider l'intra-muros. Certains membres partagent son avis. Toutefois, ils estiment qu'il s'agit d'un complexe commercial existant. Ils souhaitent inciter l'auteur de projet et le maître d'ouvrage à créer des liens entre les Bastions et le cœur de ville.

Il est rappelé que ce dossier (avant-projet) a déjà fait l'objet d'un avis favorable de la commission en date du 23 novembre 2011.

In fine, la commission émet deux votes :

Par 5 voix pour, 4 contre et 1 abstention justifiée par le caractère insuffisamment étoffé de l'étude d'incidences, la commission émet un avis favorable sur l'étude d'incidences.

Par 8 voix pour, 2 contre, la commission émet un avis favorable sur le projet en lui-même aux conditions :

- d'améliorer la connexion avec le centre-ville
- de participer à un fonds financier pour le remembrement des cellules commerciales du centre-ville

- de rappeler la mémoire des lieux conformément à l'avis de la commission du 23 novembre 2011 sur l'avant –projet
- de résoudre la problématique des voiries avant l'ouverture du site."

Il faut savoir que les aménagements prévus à la rue Jean Baptise Moens (deux trottoirs cyclo-pédestres, pistes cyclables, alignement arboré) renforcent son rôle de liaison pour les modes actifs entre le centre-ville, les Bastions et le secteur de loisirs du centre nautique.

Les aménagements prévus à la rue des Bastions (aménagements paysagers et modes doux) et à la rue de la Lys (création d'un parvis, réaménagement de la voirie, des abords et du carrefour) sont de nature à créer un effet d'appel vers l'Escaut et ainsi vers le centre-ville, susceptible d'être renforcé par le réaménagement des silos des Bastions en cours de réflexion.

Le réaménagement des itinéraires et arrêts de bus autour du projet, en collaboration avec la SWT, est conçu pour renforcer le lien avec le centre-ville.

La volonté de la ville de mener une réflexion sur l'ensemble des boulevards, (dans le cadre de la réactualisation du plan communal de mobilité) de manière à revaloriser cet espace et à y insérer une bande apaisée qui pourra accueillir une nouvelle ligne de bus circulaire, est de nature également à renforcer à terme les liens entre le centre-ville et les Bastions.

Par ailleurs, sur un plan plus socio-économique, il existe des complémentarités pointées par l'étude socio-économique entre les commerces des Bastions et du centre-ville.

Le CWEDD (conseil wallon de l'environnement et du développement durable) a émis un avis en date du 1^{er} octobre 2012 (avis sollicité dans le cadre d'un dossier avec étude d'incidences environnementales), lequel:

- est favorable sur l'opportunité environnementale de la rénovation des Bastions (site existant) et de la création d'un retail park (10.000 m²) sur la ZACC;
- est défavorable sur l'opportunité environnementale de l'extension des Bastions (18.000 m² bruts supplémentaires).

Une demande de permis socio-économique a été introduite par la sa Wereldhave.

Le comité socio-économique national pour la distribution a émis un avis favorable conditionnel en date du 29 février 2012.

De fait, l'extension du centre commercial permettra d'attirer des enseignes commerciales qui renforceront l'attractivité globale de la Ville de Tournai et lutteront contre l'évasion commerciale vers des villes concurrentes telles que Lille, Courtrai voire Mons.

Ainsi, le consommateur se verra offrir un choix plus vaste et plus diversifié, dans une configuration appropriée, tant sur le plan urbanistique que commercial.

Par ailleurs, le schéma de développement commercial de la ville de Tournai préconise de concentrer le commerce spécialisé de qualité en centre-ville et de regrouper de préférence le commerce de masse

(constitué majoritairement de moyennes et grandes surfaces principalement occupées par des grandes chaînes de distribution, dont l'offre n'est pas spécialisée) dans le noyau périphérique existant.

Il faut savoir également que le centre-ville de Tournai est constitué de plus de 90 % de cellules de moins de 200 m².

Il y a lieu de constater également la volonté et les démarches entreprises par la Ville de Tournai pour rénover et redynamiser son centre.

En conséquence, le permis socio-économique a été délivré par le Collège communal du 5 avril 2012 à la SA Wereldhave aux conditions suivantes :

- les surfaces commerciales auront une surface minimale nette de vente fixée à 200 m² pour l'extension du shopping center et de 400 m² pour le retail park;
- l'assortiment proposé dans le dossier socio-économique est accepté en ce qui concerne son mix commercial;

Le permis socio-économique assorti de telles conditions tend, tout en renforçant l'attractivité globale de la ville, à assurer un équilibre avec le centre-ville, dans le respect du schéma de développement commercial.

Ce permis socio-économique conditionnel rencontre également les préoccupations exprimées lors de l'enquête publique quant à l'impact du projet des Bastions sur la dynamique commerciale du centre-ville.

Toutefois, un recours a été introduit par le comité socio-économique le 27 avril 2012 contre le permis socio-économique délivré par la Ville de Tournai le 5 avril 2012. Celle-ci a développé un contre argumentaire basé notamment sur les motivations susmentionnées.

C'est pourquoi, le comité interministériel pour la distribution du 24 mai 2012 a jugé ce recours non fondé et a autorisé l'extension des Bastions aux conditions du permis socio-économique délivré par la Ville, à savoir des surfaces commerciales de minimum 200 m² pour le shopping et 400 m² pour le retail park.

Nous avons décidé, en date du 1^{er} juillet 2013, de marquer notre accord sur les termes de l'acte authentique rectificatif rédigé par le comité d'acquisition d'immeubles de Mons par rapport à l'acte de cession intervenu le 5 avril 2005 entre la SA Holcim (cédant) et la Ville de Tournai (cessionnaire). L'acte authentique rectificatif précise que la parcelle cadastrée section B, n° 155/V2 a été reprise par erreur dans cette cession.

Aux termes de cet acte, la parcelle cadastrée section B, n° 155/V2 appartient désormais à la SA Wereldhave.

Il faut savoir que le SPW est propriétaire de la petite boucle (non cadastrée) permettant d'entrer sur le site des Bastions au départ de la rue de la Lys.

Des contacts ont été pris par la SA Wereldhave auprès du SPW afin d'acquiescer cette parcelle ou de définir les conditions de la poursuite de son utilisation par la SA Wereldhave.

Il faut savoir que le projet se conforme dans ses grandes lignes au rapport urbanistique et environnemental (RUE) à l'exclusion de quelques éléments dont, notamment, le fait que les logements de la SA Wereldhave ne sont pas implantés au-dessus du retail park comme prévu dans le RUE, mais accolés à celui-ci.

Cet écart constitue une évolution qualitative du projet dans la mesure où il permet :

- des points de vue plus qualitatifs pour les logements projetés, autres qu'une vue sur les toitures du retail park (et leurs équipements techniques);
- une transition plus cohérente entre le retail park et le futur projet de logements sur l'ancien terrain de football;
- des gabarits moins importants que ce qui était prévu par le RUE pour le retail park et les logements, ce qui répond aux craintes exprimées par certains riverains quant au dépassement des hauteurs prévues par le RUE.

Des modifications ont été introduites par la SA Wereldhave le 6 mai 2014 en ce qui concerne la question du phasage à savoir :

Phase 1 :

- assainissement de la parcelle 223L, nivellement et pose des «L» béton préfabriqués bordant la rue Jean-Baptiste Moens (en cours)

Phase 2 :

- construction du retail park, ses aménagements paysagers, ses parkings
- la réalisation de la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles

Phase 3 :

- extension et rénovation du centre commercial

Phase 4 :

- construction des abords et des voiries commerciales
- aménagement de la rue Jean-Baptiste Moens

Phase 5 :

- réaménagement du parking Delhaize après ouverture de la phase 3

Phase 6 :

- bloc de logements
- réalisation de la voirie dite du Logis

Phase 7

- aménagements des voiries régionales à coordonner avec le SPW, la Ville de Tournai et la phase 3.

Il n'y aurait pas de sens à réaliser la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles si les flux y liés se déversaient ensuite dans la rue Jean-Baptiste Moens dans ses dimensions actuelles (goulot d'étranglement).

Il y a donc lieu de réaliser les aménagements prévus pour la rue Jean-Baptiste Moens parallèlement à la phase 2 (retail park et la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles).

Il faut également que les voiries régionales soient aménagées et opérationnelles dès l'ouverture du shopping (après extension). Il y a lieu, dès lors, d'inscrire leur aménagement en phase 3.

Des craintes ont été exprimées par certains riverains lors de l'enquête publique quant à la possibilité de faire demi-tour une fois le véhicule engagé dans la partie basse de la rue des Bastions.

En réponse, le mail de la SA Wereldhave du 6 mai 2014 stipule que «*Wereldhave laissera assez de place aux riverains qui habitent en face de l'immeuble Aldi/Hubo pour faire demi-tour au moment de la suppression du passage dans la rue des Bastions suite aux travaux de l'extension du shopping. Ceci sera déjà le cas au début des travaux de démolition de l'immeuble Ores. La construction de la route avec la zone pour faire demi-tour sera réalisée à la fin de la construction des appartements (donc après l'ouverture de l'extension du shopping)*».

Un accord est intervenu sur la question des charges d'urbanisme lors de la réunion du 16 avril 2014 entre le SA Wereldhave, la Ville de Tournai et le SPW, à savoir :

* à charge de la SA WERELDHAVE, les aménagements suivants :

- la rue Jean-Baptiste Moens : aménagement de la voirie (la piste cyclable incluse) jusqu'au rond-point de l'Orient

Montant : 437.000,00 €

- la rue des Bastions : la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys : modification de la voirie (vicinale) et aménagement des abords, égouttage jusqu'à la rue de la Lys
- la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles : aménagement de la voirie et des trottoirs (en ce compris deux bandes de stationnement)

Montant : 829.000,00 €

- la voirie GALLOO :

. achat du terrain GALLOO

. aménagement d'une nouvelle voirie traversante entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles

Montant 1.200.000,00 €

- la voirie dite du Logis : aménagement d'une voirie le long des logements prévus face au terrain de football (avec bande de stationnement sur le terrain de football)

Montant : 305.000,00 €.

- le terrain de football;

* étude du projet d'assainissement (30.000,00 €) et assainissement sous toutes ses formes, en ce compris l'excavation éventuelle des spots de pollution et apport de terres de remblai (9.970 m³);

Montant : 117.758,00 € + surcoût lié à toute mesure d'assainissement en dehors de l'apport de terres de remblai.

- rue de la Lys : aménagement de la rue de la Lys entre le carrefour avec le boulevard Walter de Marvis et le site HUBO/ALDI

Montant : 145.000,00 €

- boulevard Walter de Marvis :

. aménagement d'une bande de présélection sur le boulevard Walter de Marvis avant le carrefour avec la rue de la Lys (en ce compris le renforcement du talus)

. aménagement (en ce compris les trottoirs) et élargissement du boulevard Walter de Marvis entre la chaussée de Bruxelles et la rue de la Lys (un maximum de 50 % de la largeur totale du

boulevard recevra une nouvelle couche d'asphalte de 4 cm, plus création d'un îlot de passage et de deux arrêts de bus sur la propriété de WERELDHAVE)

Montant : 607.000,00 €.

- carrefour boulevard Walter de Marvis + rue de la Lys : aménagement structurel du carrefour sans les feux

Estimation : 548.000,00 €– (± 75.000,00 €) = 473.000,00 €

Soit un montant total de : 4.113.758,00 €

* à charge du Service public de Wallonie, les aménagements suivants :

- boulevard Walter de Marvis/chaussée de Bruxelles :
 - . aménagement du carrefour boulevard Walter de Marvis et chaussée de Bruxelles
 - . aménagement des trottoirs chaussée de Bruxelles entre le boulevard Walter de Marvis et la rue de la Paix
 - . aménagement du carrefour chaussée de Bruxelles/rue de la Paix.

Montant : 742.000,00 €.

- boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys : aménagement des feux (uniquement) du carrefour boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys.

Montant : ± 75.000,00 €

- bande de présélection sur le boulevard Walter de Marvis avant le carrefour avec la chaussée de Bruxelles.

Montant : ± 100.000,00 €.

Soit un montant total de : 917.000,00 €.

Une pollution a été détectée sur le site des Bastions au terme des différentes études d'orientation et de caractérisation réalisées dans le cadre du RUE.

L'étude de caractérisation de 2008 a révélé la présence de métaux lourds sur l'ancien terrain de football;

La solution proposée dans le RUE consistait à remblayer le site sur 1,50 m de hauteur dont 30 cm de terre végétale en couche supérieure, ce «capping» permettant d'encapsuler les «spots» de pollution détectés.

Le courrier de la SA Wereldhave du 23 avril 2012 sollicite un droit d'usage de l'ancien terrain de football pendant l'exécution des travaux d'assainissement des Bastions en contrepartie de la prise en charge de l'étude pour la réalisation du projet d'assainissement s'y référant et de l'apport de terres saines.

Nous avons émis un avis favorable en séance du 7 décembre 2012 sur le principe de :

- la réalisation et la prise en charge par la SA Wereldhave du dossier d'assainissement de l'ancien terrain de football;
- et de la mise à disposition en sa faveur, temporairement et par convention, de l'ancien terrain de football durant les travaux d'assainissement et de réaménagement du site des Bastions, sous réserve de l'assainir et de procéder par remblais avec des terres saines à sa mise à niveau sur la hauteur nécessaire à son assainissement. Celle-ci sera fixée dans le cadre de l'étude d'assainissement et ce, sans frais pour la Ville.

Un plan d'assainissement a été introduit par la SA Wereldhave le 27 juin 2012 pour l'ensemble du site des Bastions (shopping et retail park) sur base des dispositions de l'article 92bis du «décret sols», lequel plan a été approuvé en date du 24 avril 2013 par le département des sols et des déchets.

Un plan d'assainissement a été introduit par la SA Wereldhave (pour la Ville de Tournai) en décembre 2012 pour l'ancien terrain de football sur base des dispositions de l'article 92bis du «décret sols».

Le département des sols et des déchets a émis un avis de dossier incomplet en date du 6 février 2013.

Un courrier du département des sols et des déchets du 2 avril 2014 a informé la Ville de Tournai que les compléments devaient être introduits pour le 15 juin 2014 au plus tard pour pouvoir poursuivre la procédure selon l'article 92bis du décret sols. A défaut, un nouveau dossier devrait être introduit conformément aux articles 37 à 63 du même décret (procédure plus contraignante).

L'engagement de la SA Wereldhave en matière d'assainissement pour l'ancien terrain de football porte, in fine, uniquement sur l'apport de terres de remblai.

En outre, depuis notre décision du 7 décembre 2012, des incertitudes sont apparues quant au caractère suffisant de cette mesure (remblai par 1 m ou 1,50 m de terre) pour assainir le site du terrain de football, compte tenu de l'évolution du dossier d'assainissement.

Il y a donc lieu de compléter ce dossier afin d'identifier comme adéquates les mesures précises pour assainir l'ancien terrain de football.

Toutefois, après avoir contacté le département des sols et des déchets, il s'avère qu'il y aurait lieu de procéder à l'excavation des spots de pollution pour un surcoût estimé à 60.000,00 €.

Une correspondance du 24 mars 2014 de la SA Wereldhave a informé l'Administration communale :

- du début du projet d'assainissement notifié en date du 24 avril 2013 par le département des sols et des déchets pour le site des Bastions (shopping et retail park) et qui débute par le retail park;
- qu'elle n'a plus besoin de l'ancien terrain de football pour la réalisation de l'assainissement du site des Bastions, ce dernier pouvant se faire in situ sur l'espace retail park;
- de l'engagement de ladite société de livrer, à titre gratuit, environ 7.000 m³ de terre saine de remblais afin de réaliser une rehausse du niveau actuel d'un mètre, étant entendu que les terres saines seraient disponibles au plus tard le 1^{er} mai 2014.

Un stockage de ces terres sur environ 50 % de la surface totale serait suffisant;

- de l'engagement de cette société de prendre en charge le dossier d'assainissement pour l'ancien terrain de football afin d'obtenir auprès du département des sols et des déchets l'approbation du projet d'assainissement pour ce terrain;
- de la nécessité, de ce fait, de libérer la parcelle communale des pavés qui y sont stockés afin d'effectuer un complément d'analyse de sol pour l'étude d'assainissement du terrain.

Il y a lieu de constater la problématique des pavés qui sont déposés sur l'ancien terrain de football depuis quelques années.

Les services techniques communaux s'interrogent sur l'opportunité de déplacer les pavés compte tenu du coût lié à leur déplacement et à la difficulté de trouver un terrain de dépôt.

Pour mémoire, la Ville de Tournai est propriétaire du terrain sis à Tournai, rue des Bastions, cadastré ou l'ayant été section b, n° 155 x 2 d'une contenance cadastrale totale de 80 a 07 ca (ancien terrain de football d'Allain).

Pour mémoire également, l'ancien terrain de football est affecté en zone de logements aux termes du RUE approuvé par le Gouvernement wallon le 9 septembre 2010.

En dépit de l'abandon du projet de logements durables initié par le Logis tournaisien, l'affectation donnée par le RUE reste de vigueur.

Il faut savoir que cette affectation répond, dès le départ, au souci de créer un projet mixte (commerces, logements, espaces publics, connexion avec le centre-ville, architecture qualitative) qui respecte le caractère particulier du hameau d'Allain (village urbain) et qui répond, de ce fait, aux revendications et attentes des riverains concernés.

L'inscription d'une zone d'habitat procédait également de la volonté de créer une zone tampon entre la zone commerciale et la zone d'habitat existante.

Par ailleurs, pour cette raison, un projet de logements a également été prévu aux termes du RUE, au sud du retail park sur le terrain appartenant à la SA Wereldhave.

Il y a lieu de constater le relief particulier de la zone et, plus particulièrement, le fait que l'ancien terrain de football se situe en contrebas de la zone retail park (différence de niveau de 1 m).

Par conséquent, le non-remblayage de l'ancien terrain de football va mettre en évidence cette différence de niveau et générer un sentiment d'incohérence du projet alors même que le devenir du terrain communal a été réfléchi et intégré dès le stade du RUE au projet commercial de la SA Wereldhave.

A contrario, le remblai va accentuer le dénivelé à la limite sud de l'ancien terrain de football, côté riverains.

Il faudra donc gérer cette différence de niveau par talus, soutènement ou gabions, à charge de la SA Wereldhave, pour éviter le ruissellement des eaux et l'écoulement des boues.

D'autre part, l'assainissement représente un coût que la ville de Tournai n'est pas à même de supporter.

En outre, il existe une opportunité d'assainir le terrain de football compte tenu de la plus-value que peut réaliser la Ville en le revendant ou en le mettant en œuvre (pour rappel, les estimations du receveur de l'enregistrement du 28 mai 2004 et du 26 mars 2012 étaient de l'ordre de 30,00 € le m² pour un montant total de 240.210,00 €).

Il faut considérer également le risque de vol et/ou de dégradation à moyen et à long terme des pavés compte tenu des conditions actuelles de conservation (entreposés à même le sol, d'où risque d'enfouissement et d'envahissement par les herbes, rendant leurs conditions d'extraction et d'exploitation pénibles et coûteuses).

Il faut tenir compte également de la responsabilité de la Ville vis-à-vis des tiers quant au maintien sur le long terme de ce site en l'état (sans assainissement).

En outre, il ne serait pas judicieux d'autoriser la SA Wereldhave à déposer des terres de remblai si le plan d'assainissement conclut à la nécessité de déblayer pour excaver les spots de pollution.

Dès lors, il y a lieu de solutionner la problématique des pavés afin de permettre l'assainissement de l'ancien terrain de football.

Le coût des charges d'urbanisme doit représenter un pourcentage raisonnable du coût de l'ensemble des travaux.

Le principe de proportionnalité s'apprécie en fonction du poids supplémentaire que le projet fait supporter à la collectivité.

Or, le projet des Bastions fait supporter à la Ville une charge supplémentaire, à savoir : charroi supplémentaire important, artificialisation des terres, etc.

Il faut savoir que le montant investi par la SA Wereldhave avoisine les 80 millions d'euros.

Il serait donc raisonnable dans le respect du principe de proportionnalité d'imposer à la SA Wereldhave un pourcentage de 7 % de charges d'urbanisme pour un montant total de 5 millions d'euros.

Pour mémoire, les charges inhérentes aux voiries et équipements atteignent un montant approximatif de +/- **4.113.758 euros**.

Il y a donc lieu d'étendre les charges d'urbanisme pour atteindre le montant susindiqué.

Il faut savoir que les charges d'urbanisme peuvent couvrir toute mesure favorable à l'environnement. En l'espèce, en imposant à la SA Wereldhave d'acquérir un terrain pour stocker les pavés, la ville tente de rencontrer de manière durable les besoins socio-économiques et environnementaux de la collectivité à savoir : assainissement d'une friche, création de logements dans des espaces centraux, réalisation de logements durables, promotion d'une mixité de fonctions urbaines en continuité avec le centre-ville, soutien au tissu économique inséré à l'habitat dans les villages et les quartiers, etc..

Les services techniques communaux ont mené des investigations afin de trouver le terrain adéquat pour l'entreposage des pavés. Leur proposition porte sur une parcelle située à Froyennes à proximité du site du Pont de Maire.

Le RUE préconise également l'aménagement à usage récréatif d'une bande de 15 m entre le retail park et la zone d'espace boisé.

Il faut veiller à la continuité des aménagements autour du site dont, notamment, ceux affectés à la mobilité douce.

Les riverains ont demandé de réaffecter l'ancien terrain de football en zone d'espaces verts pour faire office de tampon avec la zone commerciale, à défaut de réaliser le projet de logements durables.

Cette option peut être retenue à titre provisoire et temporaire compte tenu de sa réversibilité et de son opportunité environnementale, tout en sachant que le terrain dont objet est affecté en zone d'habitat aux termes du RUE approuvé par arrêté ministériel du 9 septembre 2010. Un autre projet résidentiel pouvant se développer dans le futur en conformité avec le RUE.

Au vu de tous ces éléments, il vous appartient d'approuver le projet de rénovation et d'extension du centre commercial des Bastions, en ce compris la création des nouvelles voiries qui seront versées dans le domaine public communal, à savoir :

- la nouvelle voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles;
- la nouvelle voirie dite du Logis entre le projet de logements accolés au retail park et l'ancien terrain de football.

Aux conditions suivantes :

a) en ce qui concerne l'assainissement de l'ancien terrain de football :

- de compléter le dossier d'assainissement avant juin 2014 et d'attendre ses conclusions pour identifier les mesures précises visant à assainir l'ancien terrain de football;
- de ne pas autoriser, par conséquent, à ce stade, la SA Wereldhave à déposer des terres sur l'ancien terrain de football (comme demandé dans son courrier pour le 1^{er} mai 2014);
- d'inclure dans les charges d'urbanisme incombant à la SA Wereldhave, la prise en charge de toute future mesure d'assainissement du terrain de football identifiée par le plan d'assainissement, en ce compris l'excavation éventuelle des spots de pollution et l'apport des terres de remblai;
- d'inclure dans les charges d'urbanisme incombant à la SA Wereldhave l'achat du terrain identifié par les services techniques communaux pour entreposer les pavés ainsi que le déplacement de ces pavés;

b) La SA Wereldhave prendra aussi en charge les travaux suivants :

- la rue Jean-Baptiste Moens à savoir :
 - * aménagement de la voirie (la piste cyclable incluse) jusqu'au rond-point de l'Orient;
Montant : 437.000 euros
- la rue des Bastions à savoir :
 - * la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys :
 - . modification de la voirie (vicinale) et aménagement des abords;
 - . égouttage jusqu'à la rue de la Lys;
 - * la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles :
 - . aménagement de la voirie et des trottoirs (en ce compris les deux bandes de stationnement);
Montant : 829.000 euros.
- la voirie Galloo
 - * achat du terrain Galloo;

* aménagement d'une nouvelle voirie traversante entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles;

Montant 1.200.000 euros.

- la voirie dite du Logis

* aménagement d'une voirie le long des logements prévus face au terrain de football (avec bande de stationnement sur le terrain de football);

Montant : 305.000 euros.

- le terrain de football

* étude du projet d'assainissement (30.000 euros) et assainissement sous toutes ses formes, en ce compris l'excavation éventuelle des spots de pollution et apport de terres de remblai (9.970 m³);

Montant : 117.758 euros + surcoût lié à toute mesure d'assainissement en dehors de l'apport de terres de remblai.

- rue de la Lys à savoir :

* aménagement de la rue de la Lys entre le carrefour avec le boulevard de Marvis et le site Hubo/Aldi;

Montant : 145.000 euros

- boulevard de Marvis :

* aménagement d'une bande de présélection sur le boulevard Marvis avant le carrefour avec la rue de la Lys (en ce compris le renforcement du talus);

* aménagement (en ce compris les trottoirs) et élargissement du boulevard de Marvis entre la chaussée de Bruxelles et la rue de la Lys; (un maximum de 50 % de la largeur totale du boulevard recevra une nouvelle couche d'asphalte de 4 cm, plus création d'un îlot de passage et de deux arrêts de bus sur la propriété de Wereldhave)

Montant : 607.000 euros

- carrefour boulevard de Marvis + rue de la Lys;

* aménagement structurel du carrefour sans les feux;

Estimation : 548.000 – (+/-75.000) = 473.000 euros

- aménagement de la bande de terrain de 15 m entre le retail park et l'espace boisé avec l'élagage des arbres et la réalisation d'un sentier pour modes doux;

- aménagement de la partie basse de la rue des Bastions (voirie, trottoirs, piste cyclable);

- achat d'un terrain pour entreposer les pavés;

Pour un montant total de 5 millions d'euros correspondant à 7 % de l'investissement de départ;

c) de respecter le phasage suivant :

Phase 1 :

- assainissement de la parcelle 223L, nivellement et pose des «L» béton préfabriqués bordant la rue Jean-Baptiste Moens (en cours);

Phase 2 :

- construction du retail park, de ses aménagements paysagers et de ses parkings;

- la réalisation de la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles;

- aménagement de la rue Jean-Baptiste Moens;

Phase 3 :

- extension et rénovation du centre commercial;

- aménagement des voiries régionales;

Phase 4 :

- construction des abords et des voiries commerciales;

Phase 5 :

- réaménagement du parking Delhaize après ouverture de la phase 3;

Phase 6 :

- bloc de logements;
- réalisation de la voirie dite du logis;

- d) respecter l'avis du SPW DGO1 du 4 octobre 2012;
- e) respecter l'avis du service mobilité du 9 octobre 2012;
- f) respecter l'avis de l'Intercommunale de propreté publique (Ipalle) du 5 avril 2013;
- g) respecter l'avis des services techniques communaux, lequel a été sollicité le 4 septembre 2012;
- h) respecter l'avis de la CCATM du 24 octobre 2012 à savoir :
 - de prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la connexion avec le centre-ville;
 - de rappeler la mémoire des lieux conformément à l'avis de la commission du 23 novembre 2011 sur l'avant-projet;
 - de résoudre la problématique des voiries avant l'ouverture du site;
- i) veiller à la qualité et à la continuité des aménagements des abords (voiries, trottoirs et pistes cyclistes);
- j) une aire de rotation provisoire sera prévue face au projet de logements de Wereldhave afin de permettre aux habitants du bas de la rue des Bastions de faire demi-tour dès l'aménagement de celle-ci et jusqu'à la réalisation de la voirie dite du Logis;
- k) toutes les mesures nécessaires seront prises pour atténuer les nuisances du chantier à savoir:
 - limiter le chantier à 6 jours/7;
 - limiter les horaires de chantier (de 7 à 17 heures, avec une pause à midi);
 - bâcher les camions pendant le transport des terres contaminées hors du site (afin de respecter la gestion des risques sur l'environnement et la santé);
- l) les livraisons se feront en journée. Aucune livraison de nuit ne sera effectuée afin de sauvegarder la quiétude des riverains;
- m) d'autres conditions d'usage peuvent être précisées par le Collège communal.

- 2) Une demande de permis unique (classe 1) a été introduite le 9 juillet 2012 par la SA WERELDHAVE en vue de rénover et d'étendre le centre commercial les Bastions et de construire un ensemble d'appartements à Tournai, entre le boulevard Walter de Marvis, la rue Jean-Baptiste Moens, la rue du Four l'Estienne, la rue de la Lys et la rue des Bastions, cadastrés 2^{ème} division, section B, parcelles n° 136 a2, 136 b2, 136 c2, 136 d2, 136^e2, 136f2, 136 g2, 136 z, 141 p, 144 r, 144 s, 144 t, 144 v, 144 w, 145 g, 146 h2, 155 r2, 155 s2, 155 t2, 155 v2, 160 e3, 160 m3, 160 v2, , 223 l.

Les plans annexés au dossier prévoient :

- l'extension du shopping commercial existant (sur 18.000 m² bruts). Le nouveau bâtiment (existant + extension) accueillera ± 90 entités commerciales (dont 39 pour l'extension) et deux parkings en sous-sol sur deux niveaux pour une capacité de 1.130 places. L'extension nécessitera la démolition d'une grande partie du bâtiment ORES (à l'exclusion de l'aile en V à front de la rue de la Lys). Le shopping actuel (18.000 m² bruts) et le parking nord (460 places) seront rénovés.

- la construction d'un nouveau retail park de 10 entités commerciales (sur 10.000 m² bruts) sur la ZACC adjacente (Zone d'aménagement communal concerté). Il sera composé de deux volumes implantés autour d'un nouveau parking central de 360 places.
- la construction de 18 appartements et l'aménagement de 16 places de parking au sud de ce retail park.
- l'aménagement des voiries et abords à savoir :
 - * le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys, selon deux principes :
 - réaménagement de la partie haute de la rue entre le centre commercial existant et le retail park projeté sur la ZACC. Cette partie est dédiée à la circulation douce liée à l'activité commerciale. Il y est créé un espace paysager central
 - mise en zone 20 km/heure du solde de la voirie (partie basse) dédiée à la circulation motorisée et à la mobilité douce et desservant principalement les logements
 - les parties haute et basse de la voirie seront séparées par un dispositif infranchissable pour les voitures (écluse), à l'exception des services de secours, afin de séparer les activités commerciale et résidentielle;
 - * l'élargissement et le réaménagement de la rue Jean-Baptiste Moens (voirie vicinale) jusqu'au rond-point de l'Orient avec la réalisation d'une seconde piste cyclable, de trottoirs et d'un alignement arboré (côté ZACC);
 - * l'élargissement et le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles avec mise en sens unique entrant au départ de la chaussée de Bruxelles;
 - * création d'une voirie perpendiculaire à la rue des Bastions pour desservir le projet de logements;
 - * réalisation d'une voirie traversante entre la chaussée de Bruxelles et la rue des Bastions sur l'assiette de terrain appartenant anciennement à la société Galloo;
 - * aménagement d'un parvis à front de la rue de la Lys.
- 4 accès au site :
 - * rue de la Lys, de et vers le parking souterrain;
 - * boulevard Walter de Marvis (entrée Quick), de et vers le parking aérien existant;
 - * rue Jean-Baptiste Moens (dans sa partie haute), de et vers parking aérien existant;
 - * rue des Bastions (dans sa partie haute), de et vers les parkings souterrain et aérien à aménager sur la ZACC.
- 4 accès pour les livraisons dont un entre le massif boisé et les deux surfaces commerciales projetées sur la ZACC;
- l'optimisation de l'itinéraire des bus et de la localisation des abribus avec création d'un nouvel abribus au niveau de la rue des Bastions;
- l'aménagement de plusieurs abris (250 vélos);
- l'aménagement de massifs végétaux autour du site permettant la circulation des modes doux;

- la pose d'enseignes et totems;

- les matériaux utilisés :

- * Matériaux centre commercial :

- Béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage métallique gris foncé, treillis inox, maille inox. Pour les volumes « entrées » : Bardage métallique sombre, verre, verre sérigraphié, inox brossé, pierre bleue avec plusieurs finitions;

- * Matériaux retail park :

- Béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage bois, polycarbonate, toiture sedum (végétalisée);

- * Matériaux logements : Béton terreux, briques, béton;

- * Matériaux abords : Blocs de haies, béton lavé gris, béton lavé brun, asphalte brun, pavés ton brun, palplanches, bornes en bois, garde-corps en afzelia et treillis inox.

Le projet nécessite la modification de voiries vicinales (rues Jean-Baptiste Moens et des Bastions).

L'enquête publique y relative a eu lieu du 26 novembre au 13 décembre 2012 et ce, dans le cadre de la procédure de la loi de 1841 sur la voirie vicinale.

Aucune réclamation n'a été introduite.

Selon les mesures transitoires du décret du 6 avril 2014 sur les voiries, il y a lieu de poursuivre la procédure antérieure concernant les voiries vicinales, en application de la loi de 1841 (décision du Conseil communal puis du Collège provincial).

L'envoi de la demande relative à la voirie communale au Conseil communal a pour effet d'interrompre, pour le SPW, DGO4, les délais de procédure du permis unique (article 129 quater du CWATUPE).

La rue des Bastions ne sera pas privatisée, mais réaménagée de manière à sécuriser et à favoriser le passage des bus et la mobilité douce entre le shopping existant et le retail park. De ce fait, elle conservera son caractère public.

Les aménagements prévus à la rue des Bastions (chemin n° 7) dans son tronçon haut entre le centre commercial existant et le retail park projeté sur la ZACC consisteront en l'élargissement de 986 m² de cette partie de la voirie vicinale. Elle sera dédiée à la circulation douce liée à l'activité commerciale. Il y est créé des espaces publics, en l'occurrence :

- * une passerelle permettant une liaison piétonne;

- * un plan d'eau réinterprétant l'histoire du site et accueillant un gradinage permettant une pause;

- * des placettes conçues sous forme de Bastions réinterprétés;

- * une piste cyclable;

- * un abribus.

Les aménagements prévus pour la rue Jean-Baptiste Moens (chemin n° 5) consisteront en l'élargissement de 229 m² avec réalisation d'un trottoir, d'une piste cyclable (côté Wereldhave) ainsi que d'un alignement arboré, et ce jusqu'au rond point de l'Orient, la piste cyclable existante étant maintenue.

Le service mobilité a émis un avis favorable le 9 octobre 2012 en ce qui concerne les voiries vicinales concernées, sous certaines conditions à savoir :

Pour la rue des Bastions

- Les sens de circulation sont conformes à l'étude de mobilité du projet
- Les traversées piétonnes devront être adaptées aux personnes à mobilité réduite
- La portion de la rue des Bastions en sens unique devra être aménagée en sens unique limité pour les vélos
- De nombreuses places de stationnement localisées à gauche de la 1^{ère} partie de la rue des Bastions (en venant de la chaussée de Bruxelles) sont localisées devant des garages et ne pourront donc pas être aménagées.
- L'aménagement de l'arrêt TEC devra faire l'objet d'une validation par la Société régionale wallonne des transports

Pour la rue Jean-Baptiste Moens

- Les traversées piétonnes doivent être adaptées aux personnes à mobilité réduite
- Une piste cyclo-piétonne d'une largeur de 2,5 m est établie du côté retail park. Sa traversée au niveau de la sortie «livraison» doit être continue en largeur et prendre la forme d'un «trottoir traversant», la piste cyclo-piétonne devant garder un caractère prioritaire par rapport à la circulation de livraisons.

Les marquages de la BCS (bande cyclable suggérée) doivent être interrompus au niveau de la traversée du chemin du Four l'Estienne s'agissant d'une priorité de droite.

Le plan modificatif de la voirie vicinale a été dressé le 17 octobre 2012 par M. Pascal COLIN, géomètre-expert à Mons."

D'emblée, Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, fait la déclaration suivante :

" Le projet de rénovation et d'extension des Bastions est un très gros projet qui affecte tout un quartier proche de la ville, le commerce en ville et la mobilité sur les boulevards et aux alentours de la zone commerciale.

Sur la mobilité

Des propositions nouvelles apparaissent mais il reste de nombreuses interrogations. Pour rappel, les aménagements de mobilité doivent faire partie de la réflexion globale sur l'actualisation du PCM. Nous lisons dans votre présentation que celle-ci devait se terminer en mars 2012 et y intégrer le projet des Bastions. Beaucoup de questions et de remarques ont été exprimées par des riverains du quartier d'Allain, de la chaussée de Bruxelles lors de l'enquête publique en 2012, par la CCATM, le service mobilité de la ville et le service public de Wallonie. Je lis "le Collège a décidé en mars 2014 de conclure un accord de principe sur les travaux des voiries régionales en lien avec l'actualisation du plan communal de mobilité". Suit toute une série de travaux préconisés (page 23.). Mais quel plan de mobilité ? Où se cache-t-il ? Où en est-il ? Nous constatons l'empressement de la firme Wereldhave à commencer les travaux et on intègre donc en vitesse les aménagements de voirie qui sont sans doute indispensables mais que nous ne pouvons pas relier au plan de mobilité actualisé dont nous ne savons rien aujourd'hui.

Sur l'assainissement du site

Pour la partie la plus polluée, soit le terrain de football (présence de métaux lourds), c'est le flou absolu. La firme Wereldhave propose jusqu'à présent l'apport de terres de remblai mais cela semble totalement insuffisant au vu des problèmes de pollution sur ce site. Il faudrait une solution globale qui réponde réellement aux besoins d'assainissement étant donné que des habitations pourraient y être construites à l'avenir. De plus, l'évacuation des eaux sur ce site sera aussi un problème. Alors, excusez-moi mais la solution que vous nous proposez aujourd'hui, c'est un bricolage. Comment est-ce possible qu'on ne connaisse pas encore aujourd'hui l'ampleur de l'assainissement à opérer et que celui-ci sera tout à coup trouvé durant ce mois de juin 2014 ? Ne risque-t-on pas de voir, comme pour la mobilité, une solution prise hâtivement afin que la firme puisse mettre en route son chantier sans un assainissement vraiment en profondeur ?

Sur le projet architectural et commercial

"Sur le parti architectural du projet, suite à l'analyse du site, il nous apparaît que celui-ci se dresse en charnière entre espaces verts importants, l'un urbain (parc côté centre historique) et l'autre périurbain (le Bois d'Allain). Le projet des Bastions créera une coulée verte reliant ces deux contextes verts."
Le retail park : "son organisation en U autour du parking paysager et structurant un déambulatoire couvert tel une évocation d'une certaine réécriture d'un cloître irriguant les cellules commerciales."

C'est un vrai projet architectural dont nous pouvons apprécier les qualités, bien différentes des centres commerciaux de mauvais goût qui ont fleuri durant les décennies précédentes aux abords des villes. Mais n'oublions pas quand même qu'il s'agit d'un centre commercial, d'un temple dédié au dieu de la consommation, comme tous les centres commerciaux.

Lors de la précédente législature, nous avons exprimé, à plusieurs reprises, nos craintes de voir le commerce du centre-ville périliter lorsque cette extension serait réalisée.

En 2012, je demandais au Collège d'acheter un bâtiment afin d'y organiser un marché couvert et des espaces pour créateurs et artistes dans l'optique de dynamiser le quartier place Saint-Pierre, les quais et de ramener des clients dans le centre-ville.

Lors du Conseil communal de ce 31 mars 2014, je vous demandais avec insistance de faire revenir un grand marché au centre-ville le samedi matin pour lutter contre l'érosion du commerce. Je rappelais les propos récents de M. CALONGE, le responsable de l'ASBL management centre-ville : "la crise du commerce urbain s'aggrave mais elle n'est pas neuve. D'où cette question : cette évolution est inévitable ? Pour certains experts, même parmi les promoteurs immobiliers, les centres commerciaux urbains ont un avenir. N'empêche que la tendance actuelle pousse toujours au développement des grands shoppings de périphérie." Extrait d'une interview de M. CALONGE suite à la sortie de l'étude de l'ULG.

Aujourd'hui, nos craintes sont loin d'être dissipées face à la disparition de nombreuses cellules commerciales en centre-ville d'autant plus que le projet que vous nous présentez attirera les clients, qu'ils soient automobilistes, cyclistes, piétons. Nous ne partageons pas votre optimisme quant au caractère complémentaire entre la zone commerciale des Bastions et les rues commerçantes du centre-ville."

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, intervient ensuite pour demander des explications sur certaines parties du dossier :

" A la page 29, rue Jean-Baptiste Moens, concernant l'aménagement de la voirie, en particulier la piste cyclable allant jusqu'au rond-point de l'Orient; apparemment, il s'agit d'une deuxième piste cyclable qui élargirait la route de 2,5 m. La route n'étant pas assez large à cet endroit, cette piste serait aménagée sur une partie du terrain appartenant à l'ASBL Bois d'Allain. Je sais qu'il avait été envisagé de procéder à un échange entre cette partie du Bois d'Allain et une parcelle communale située à côté dans l'angle de la rue Jean-Baptiste Moens. Je voudrais savoir où en est ce dossier.

A la page 33, il y a un problème de compréhension du texte. Il est écrit que l'assainissement représente un coût que la Ville de Tournai n'est pas à même de supporter. D'autre part, on lit qu'"il existe une opportunité d'assainir le terrain de football compte tenu de la plus-value que peut réaliser la Ville en le revendant ou en le mettant en œuvre (pour rappel, les estimations du receveur de l'enregistrement du 28 mai 2004 et du 26 mars 2012 étaient de l'ordre de 30,00 € le m² pour un montant total de 240.210,00 €)." Nous aimerions avoir une explication à ce sujet.

A la page 35, il est question de l'aménagement d'une bande de terrain de 15 m, entre le retail park et l'espace boisé avec élagage des arbres et réalisation d'un sentier pour mode doux. Je voudrais savoir où va se situer ce sentier : dans la propriété du Bois d'Allain ou dans la propriété de Wereldhave ?"

Madame l'Echevine MR, **M. C. MARGHEM**, répond à ces interventions :

D'emblée, elle précise à Madame la Conseillère communale ECOLO, M.-C. LEFEBVRE, que la nouvelle CCATM qui se mettra prochainement en place, sera invitée à examiner l'actualisation du plan communal de mobilité :

" Nous venons de recevoir du Ministre HENRY la signature que nous attendions depuis des semaines afin de pouvoir constituer la nouvelle CCATM. Nous avons décidé de présenter le plan communal de mobilité à la nouvelle CCATM. Ce plan communal de mobilité continue à être travaillé non seulement par nos services mais également par Transitec. Cette société a émis des recommandations qui conditionnent l'octroi du permis. La deuxième question concerne l'assainissement du site. L'étude du sol menée dans le cadre du rapport urbanistique et environnemental en 2008 révèle effectivement la présence de métaux lourds sur l'ancien terrain de football. La solution qui a été proposée dans le cadre du RUE consistait à remblayer le site sur 1,50 m de hauteur dont 30 cm de terres végétales en couche supérieure, cette technique permettant d'encapsuler les traces de pollution détectées. La Région wallonne a émis un avis de dossier incomplet le 6 février 2013. Un courrier de ce département datant du 2 avril 2014 a informé la Ville de Tournai que les compléments devaient être introduits pour le 15 juin 2014 au plus tard, afin de pouvoir poursuivre la procédure. A défaut, un nouveau dossier doit être introduit conformément aux articles 37 à 63 du décret.

L'engagement de la société Wereldhave en matière d'assainissement sur le terrain de football porte uniquement sur l'apport de terres de remblai. Le dossier a été complété. Nous avons tenu diverses réunions. Au terme de celles-ci, seuls 3 endroits situés au fond du terrain doivent faire l'objet d'une étude particulière. L'ensemble pourra être recouvert d'une couche de terre d'environ 1 m à 1,30 m.

Je passe immédiatement à la question posée par Madame la Conseillère communale cdH, M. WILLOCOQ, au sujet du Bois d'Allain. Nous avons des contacts réguliers avec les riverains. Nous devons d'ailleurs les revoir sous peu. Nous avons réalisé une émission communautaire il y a quelques années avec eux. La difficulté, c'est que certains de ces riverains se trouvent encaissés de par la nature du sol sur lequel se trouvent leurs habitations par rapport à l'ancien terrain de football et par rapport au Bois d'Allain. Certains riverains ont rehaussé leur terrain de 50 à 60 cm.

Nous avons demandé aux responsables de Wereldhave en mai dernier d'être très attentifs à ce problème pour éviter le déversement des eaux pluviales. Pour ce qui concerne la lecture des plans, je propose à Madame la Conseillère communale M. WILLOCQ de prendre contact avec moi. Nous vérifierons ensemble que le Bois d'Allain est bien immunisé dans son intégrité et qu'il peut faire l'objet d'une clôture sans entraîner de conflits. Je veux bien aborder la question globale du commerce dans le cadre du schéma de développement commercial et relayer les inquiétudes des commerçants du centre-ville par rapport au développement dans les années à venir d'une extension commerciale périurbaine. Mais ce dossier n'est pas directement lié à ce point. Ce n'est pas le point inscrit à l'ordre du jour. Je propose que nous le fassions lorsque nous examinerons le schéma de développement commercial et toutes les questions qui sont liées au développement du commerce intra et extra-muros."

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, suggère plutôt une rencontre sur le site. "D'autres personnes pourraient y être invitées aussi" ajoute-t-elle.

Elle signale qu'elle n'a pas obtenu de réponse au sujet de l'échange de terrain.

Madame l'Echevine MR, **M. C. MARGHEM**, concède qu'elle ne dispose pas d'éléments suffisants pour lui répondre en séance.

Madame la Conseillère communale **M. WILLOCQ** lui donne quelques précisions à ce sujet. Il est convenu que ce point sera abordé lors de la visite sur ce site.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient à nouveau :

" On a évoqué le plan communal de mobilité. Comment voulez-vous qu'on se prononce sur un dossier qui est éminemment important en matière de mobilité ? Il concerne la mobilité des boulevards et même de la chaussée de Bruxelles. Nous ne disposons d'aucun chiffre, d'aucun comptage au niveau du plan de mobilité. Celui-ci a été voté à l'unanimité par le Conseil il y a plus de 10 ans. On n'en a jamais vu la réalisation. Puis, tout d'un coup, on l'actualise."

Vu ce manque d'information, elle annonce que son groupe ne votera pas ce point.

Par 35 voix pour et 3 voix contre, le Conseil communal, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant les dispositions du Décret wallon du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu la demande de permis unique (classe 1) introduite le 9 juillet 2012 par la SA WERELDHAVE en vue de **rénover et d'étendre le centre commercial les Bastions** et de **construire un ensemble d'appartements** sis à 7500 Tournai, entre le boulevard Walter de Marvis, la rue Jean-Baptiste Moens, la rue du Four l'Estienne, la rue de la Lys, la rue des Bastions, cadastré 2^{ème} division, section B, n° 136 a2, 136b2, 136c2, 136d2, 136^e2, 136f2, 136g2, 136z, 141p, 144 r, 144 s, 144 t, 144 v, 144 w, 145 g, 146 h2, 155r2, 155 s2, 155 t2, 155v2, 160 e3, 160m3, 160 v2, , 223 l»;

Vu les plans annexés au dossier, lesquels prévoient :

- * l'extension du shopping commercial existant (sur 18.000 m² bruts). Le nouveau bâtiment (existant + extension) accueillera ± 90 entités commerciales (l'extension comprendra ± 39 entités commerciales) et deux parkings en sous-sol sur deux niveaux pour une capacité de 1.130 places. L'extension nécessitera la démolition d'une grande partie du bâtiment de l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) (à l'exclusion de l'aile en V à front de la rue de la Lys). Le shopping (18.000 m² bruts) et le parking nord (460 places) existants seront rénovés;
 - * la construction d'un nouveau retail park (ensemble de cellules commerciales le long d'un déambulateur couvert, accessibles depuis le parking central) de 10 entités commerciales (sur 10.000 m² bruts) sur la zone d'aménagement communal concerté adjacente. Ce retail sera composé de deux volumes implantés autour d'un nouveau parking central de 360 places;
 - * la construction de 18 appartements et l'aménagement de 16 places de parking au sud de ce retail park ;
 - * l'aménagement des voiries et abords, à savoir :
 - le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys, selon deux principes :
 - . réaménagement de la partie haute de la rue entre le centre commercial existant et le retail park projeté sur la zone d'aménagement concerté (ZAC). Cette partie est dédiée à la circulation douce liée à l'activité commerciale. Il y est créé un espace paysager central;
 - . mise en zone 20 km/heure du solde de la voirie (partie basse) dédié à la circulation motorisée et à la mobilité douce et desservant principalement les logements;
 - . les parties haute et basse de la voirie seront séparées par un dispositif infranchissable pour les voitures (écluse) sauf pour les pompiers, afin de séparer l'activité commerciale et résidentielle;
 - l'élargissement et le réaménagement de la rue Jean-Baptiste Moens (voirie vicinale) jusqu'au rond-point de l'Orient avec la réalisation d'une seconde piste cyclable, de trottoirs et d'un alignement arboré (côté ZACC);
 - l'élargissement et le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles avec mise en sens unique entrant au départ de la chaussée de Bruxelles;
 - la création d'une voirie perpendiculaire à la rue des Bastions pour desservir le projet de logements;
 - la réalisation d'une voirie traversante entre la chaussée de Bruxelles et la rue des Bastions sur l'assiette de terrain appartenant anciennement à la Société GALLOO;
 - l'aménagement d'un parvis à front de la rue de la Lys;
 - 4 accès au site sont prévus :
 - . rue de la Lys de et vers parking souterrain
 - . boulevard Walter de Marvis (entrée QUICK) de et vers le parking aérien existant
 - . rue Jean-Baptiste Moens (dans sa partie haute) de et vers le parking aérien existant
 - . rue des Bastions (dans sa partie haute) de et vers le parking souterrain et le parking aérien à aménager sur la zone d'aménagement communal concerté.
- Les accès livraison sont au nombre de 4, dont un entre le massif boisé et les deux surfaces commerciales projetées sur la zone d'aménagement communal concerté.
- * l'optimisation de l'itinéraire et de la localisation des abribus avec création d'un nouvel abribus au niveau de la rue des Bastions;
 - * l'aménagement de plusieurs abris vélos (250 vélos);
 - * l'aménagement de massifs végétaux autour du site permettant la circulation des modes doux;
 - * la pose d'enseignes et totems.

Les matériaux utilisés sont les suivants :

matériaux centre commercial :

- béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage métallique gris foncé, treillis inox, maille inox
- pour les volumes "entrées"
- bardage métallique sombre, verre, verre sérigraphié, inox brossé, pierre bleue plusieurs finitions;

Matériaux retail park :

- béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage bois, polycarbonate, toiture sedum;

Matériaux logements

- béton terreux, briques, béton;

Matériaux abords :

- blocs de haies, béton lavé gris, béton lavé brun, asphalte brun, pavés ton brun, palplanches, bornes en bois, garde-corps afzélia et treillis inox;

Considérant le rapport urbanistique de l'auteur de projet :

" A/ Description des actes et travaux projetés

Le projet de rénovation et d'extension du centre commercial « Les Bastions » s'articule en différentes parties :

a/ La rénovation du centre commercial existant datant des années 1970. Cette rénovation comprend :

- la rénovation de l'ensemble des façades
- la rénovation de l'ensemble de la toiture ainsi que le percement de cette toiture au droit du mall afin de permettre l'apport de lumière naturelle au sein des circulations intérieures;
- la réalisation de plusieurs petites extensions permettant de reconfigurer les différentes entrées
- le reconditionnement des différentes techniques spéciales;

b/ l'extension du centre commercial existant et ce, par une greffe contiguë à celui-ci. Cette extension du rez commercial étant munie de deux niveaux de parking en sous-sol ainsi que d'une petite partie technique et administrative en toiture.

Il est à noter que cette extension du centre commercial ne se réalisera qu'après démolition des parties « ateliers-garages » relatives à l'infrastructure ORES présente actuellement sur une partie du site;

c/ la réalisation d'un retail park organisé autour d'un parking paysager;

d/ la réalisation de 18 logements en bordure sud du retail park.

e/ la réalisation de l'ensemble des espaces publics bordant ces infrastructures.

f/ la réalisation des aménagements paysagers verdurant le site et les contours de celui-ci;

g/ le reconditionnement d'une partie de la rue des Bastions et de la rue Jean-Baptiste Moens;

h/ le reconditionnement du parking existant maintenu;

i/ la pose de différents totems à la périphérie et la rénovation du totem existant dans le site;

j/ la réalisation de différents petits équipements (cabine haute tension, zone de tri déchets et conteneurs, plusieurs abris vélos (environ 250 vélos), un abris bus, des stock caddies et un plan d'eau;

k/ les différents raccordements aux réseaux d'égouts publics;

l/ l'assainissement d'une partie des terres conforme au plan d'assainissement introduit.

B/ Description des options d'aménagement

De par sa position existante, en bordure, d'une part, du centre historique et d'un parc classé et en lien, d'autre part, avec la proche périphérie de la ville, le projet des Bastions possède une implantation stratégique.

Le projet renforce donc cette pertinence d'implantation et permet de recoudre cette frange de ville avec son contexte.

La rénovation et l'extension du centre commercial «Les Bastions» renforcent une densité bâtie qui fait défaut actuellement. En effet, le centre commercial actuellement bordé de surfaces de parking aérien tel un objet commercial solitaire disparaît au profit d'une composition plus dense en termes de bâti et dont une grande partie des surfaces dédiées au parcage des véhicules se voit programmée en sous-sol. Une telle attitude engendre donc la création d'espaces publics en surface, ce qui permet d'accueillir une mobilité douce au périmètre du centre commercial. Le parvis marquant l'entrée sud du centre commercial étant le premier réceptacle de cette mobilité douce provenant du centre historique, du parc ou des bords de l'Escaut. Partant de ce parvis, le piéton ou le cycliste pourra traverser ou déambuler librement dans le site en direction du retail park, tout en étant accompagné par des traitements paysagers remémorant une réinterprétation des anciens bastions présents auparavant sur cette frange de territoire.

En lien avec le centre commercial bordant le boulevard Walter de Marvis, un parking paysager articule deux bâtiments formant le retail park tel un cloître où le piéton pourra se promener le long des vitrines et sous un déambuloire couvert.

Entre le centre commercial et cette zone retail park, des espaces publics sont générés :

- la passerelle permettant une liaison piétonne
- un plan d'eau réinterprétant l'histoire du site et accueillant un gradinage permettant une pose
- des placettes conçues sous forme de bastions réinterprétés
- une piste cyclable
- un abribus.

Epaulant le retail park (côté sud), un immeuble de logements accompagne cette composition et préfigure la liaison avec le futur quartier résidentiel (logements durables).

Depuis les logements, il sera possible via une rampe de rejoindre le déambuloire du retail park et de le traverser via une ouverture entre ses deux bâtiments.

C/ Description du parti architectural du projet

Suite à l'analyse du site, il nous apparaît que celui-ci se dresse en charnière entre deux espaces verts importants, l'un urbain (le parc classé côté centre historique), l'autre périurbain (le bois d'Allain). Le projet des Bastions créera donc une coulée verte reliant ces deux contextes verts.

Principe architectural :

Centre Commercial :

Celui-ci sera perçu comme une masse terreuse (béton préfabriqué matricé de ton brun-gris) procurant à la végétation le bordant une toile de fond neutre et dont la matrice et la teinte renforceront fortement une approche paysagère osée pour un centre commercial. Seules les entrées se marquent de manière minimale par un traitement constitué de verre, de pierre bleue et d'un liseret d'inox. Quant à la toiture, celle-ci sera percée de volumes sobres intégrant les techniques et permettant également d'apporter la lumière naturelle au sein des malls et places intérieures via des percées.

Retail park : organisé en U autour du parking paysager et structurant un déambulatoire couvert abritant les différentes cellules commerciales.

D'autre part, son positionnement altimétrique en décaissé par rapport à la rue Jean-Baptiste Moens lui procure une certaine discrétion paysagère renforcée par sa texture (béton préfabriqué matricé). Seul le déambulatoire accueille des rehausses en bois où s'intégreront harmonieusement les différentes futures enseignes. En trait d'union entre les deux volumes se positionne un volume partiellement translucide telle une liaison couverte cadrant une perspective vers la future clairière du bois d'Allain. Quant à la toiture recouverte d'une toiture végétale et de panneaux photovoltaïques, elle sera cernée par les rehausses dont la face côté toiture sera en polycarbonate et offrira en vision nocturne un balisage sculptural. Les toitures vertes seront réalisées dès que la réglementation incendie le permettra.

Logements :

le volume "logements" se blottit contre la façade latérale du retail park et profite de la déclinaison du terrain pour admettre dans le même gabarit du retail park un niveau de pilotis accueillant les emplacements de véhicules sous son ventre et deux niveaux de logements. L'emploi d'une brique de couleur terreuse ainsi que de panneaux en béton préfabriqué matricé de ton brun-gris respecte le souci d'intégration dans la charte des teintes de l'ensemble du projet.

Abribus, abris à vélos, rangements caddies, zone de tri des déchets et conteneurs poursuivent cette même démarche et intègrent des matériaux tels l'acier thermolaqué foncé, le bois, le béton et les éléments de toiture végétale propres aux bâtiments structurants.

Abords :

l'utilisation de palplanche métallique, de béton désactivé, d'hydrocarboné de ton brunâtre, de pavés en terre cuite crée par leurs textures et teintes le socle à l'ensemble de la composition paysagère.

Totems :

l'ensemble des nouveaux totems bordant le site et la reconfiguration du totem existant visent à guider au mieux les différents flux, tout en gardant une harmonie dans le design et les teintes propres au projet.

D/ Complémentarité aux aménagements de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) – Les Bastions et rapport urbanistique et environnemental (RUE)

Le projet présenté résulte préalablement d'un rapport urbanistique et environnemental

"Aménagement de la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) – Les Bastions" dont il reprend les principales orientations et lignes de force. L'opportunité foncière que représente la parcelle "ORES", la Société ORES souhaitant se relocaliser sur un autre site en Wallonie picarde, a été intégrée dans la réflexion du projet. Cette opportunité de capter ce foncier a permis au projet de générer une cohérence plus forte quant aux coutures urbaines.

E/ Dérogations

Néant.

Remarque :

la plantation de nouveaux arbres proposée le long du boulevard de Marvis est au vu du règlement du Service public de Wallonie non tolérée. Néanmoins, il nous apparaît primordial de sauvegarder et de régénérer cet alignement d'arbres existants qui crée un tampon vert devant la façade du centre commercial.

F/ Addenda : notes techniques complémentaires

1. Gestion des eaux (pluviales et usées) (extrait étude d'incidences ABV, partie 3, chapitre 3 : Hydrologie)

La collecte, le traitement, l'évacuation des eaux usées ainsi que la collecte, le stockage, la réutilisation et l'évacuation des eaux pluviales générées par les aménagements du projet ont fait l'objet d'une réflexion s'inscrivant dans un cadre de développement intégré, en minimisant au mieux son impact, notamment en ce qui concerne ses rejets d'eaux pluviales.

A cet effet, le projet propose des solutions techniques articulées selon les trois principes suivants :

- séparation des eaux usées et des eaux pluviales : les réseaux seront donc de type séparatif. Ils le sont déjà dans la partie existante et le seront dans son extension;
- pour les eaux pluviales : réduction des surfaces ruisselantes à l'aide de techniques dites "alternatives" (toitures vertes, surfaces poreuses, pavés drainants...).

Pour les eaux pluviales encore : réduction du débit de pointe (et des causes d'inondations).

" La protection contre les inondations des zones situées en aval de la zone d'implantation du projet nécessite le dimensionnement d'un bassin d'orage afin de retenir les eaux de ruissellement à l'intérieur de la zone d'implantation du projet. Cette retenue d'eau coïncide avec la pièce d'eau prévue dans le cadre du projet.";

- les eaux usées sont dirigées vers le collecteur tandis que les eaux pluviales et de ruissellement rejoignent l'Escaut.

2. Gestion des déchets (extrait étude d'incidences ABV, partie 3, chapitre 10)

Le projet prévoit plusieurs modifications par rapport à la situation existante :

- agrandissement et couverture partielle de l'aire de stockage des déchets du shopping existante au nord-est de la partie ouest du site
- création d'une aire de stockage relative au retail au sud-est du site.

Les principales mesures prises par le demandeur en matière de gestion des déchets sont les suivantes :

- tri sélectif de l'ensemble des déchets gérés et issus du shopping et du retail. Par ailleurs, il convient de souligner l'amélioration du tri en situation projetée (8 fractions) par rapport à celui déjà effectué en situation existante (2 fractions);
- conditionnement optimal des déchets : lieu et contenant adéquats et en respect avec les différentes normes en vigueur. A noter que les aires de stockages projetées seront fermées avec un contrôle de l'accès (badges) et implantées sur un revêtement imperméable;
- équipement de compacteurs permettant de valoriser le volume de stockage et de délimiter l'évacuation des déchets bénéficiant de cet équipement;
- équipement du site de poubelles à destination du public au sein de la galerie du shopping et sur les parkings du site;
- recours à un collecteur agréé pour l'ensemble des déchets pris en charge par le demandeur;
- valorisation des déchets par voie de recyclage ou par valorisation énergétique dans les cas des déchets non recyclables.";

Attendu que le bien est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par l'arrêté royal du 24 juillet 1981 en "zone d'activité économique mixte" et en "zone d'aménagement communal concerté" (ZACC des Bastions), telles que libellées aux articles 30 et 33 du Code;

Considérant que la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) des Bastions est couverte par un rapport urbanistique et environnemental approuvé par l'arrêté ministériel du 10 septembre 2009 (Moniteur belge du 20 octobre 2010 entré en vigueur le 30 octobre 2010) autorisant l'implantation d'un retail park de 10.000 m² avec parking paysager central et des logements;

Considérant que le bien n'est pas situé dans un plan communal d'aménagement;

Considérant que le bien n'est pas situé dans lotissement;

Considérant la présente demande de permis unique introduite le 9 juillet 2012;

Considérant qu'en application du code de l'environnement, toute demande de permis unique de classe 1 nécessite une étude d'incidences précédée d'une réunion d'information publique;

Considérant la susdite réunion d'information organisée le 28 novembre 2011 et dont le procès-verbal est libellé comme suit :

" Etaient présents :

Pour l'Administration communale :

M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin de l'Urbanisme

Mme Liliane RENAUX, chef de division au Service Urbanisme

M. Jean PIPART, chef de division technique, aménagement opérationnel

Mme Nabila CHARARA, conseillère en Aménagement du territoire et Urbanisme, secrétariat de la réunion.

Pour la SA WERELDHAVE :

M. PLASMAN, directeur de la SA WERELDHAVE

M. ANDRIENSSEN, directeur commercial de la SA WERELDHAVE

M. COIGNE chef de projet, SA WERELDHAVE

M GORDTS, ingénieur, SA WERELDHAVE

M. MASQUELIER, Bureau ABV, en charge de l'étude d'incidences

M. VERMEERSCH, architecte, en charge du projet des Bastions

M. MASQUELIER présente les grands principes de l'étude d'incidences environnementales. Il s'agit d'une analyse poussée et transversale de l'impact environnemental du projet, notamment sur la mobilité, et les questions relatives à l'intégration urbanistique et architecturale du projet.

Il précise que l'ensemble des remarques faites durant de la réunion d'information seront actées dans un procès-verbal et devront trouver réponse dans l'étude d'incidences. Il rappelle que les réclamations, propositions ou alternatives peuvent encore être adressées par écrit au Collège pendant 15 jours à partir de la réunion d'information, à savoir jusqu'au 13 décembre 2012.

Après l'étude d'incidences, un permis unique sera déposé à la Ville, avec enquête publique (30 jours) endéans laquelle des remarques peuvent encore être formulées.

M. PLASMAN présente la Société WERELDHAVE. Il précise que c'est une SICAF immobilière (fond d'investissement immobilier) qui réalise des projets immobiliers (bureaux) et commerciaux. Il précise également que la SA WERELDHAVE développe un projet à Nivelles. Quant au projet des Bastions, il est motivé par deux éléments :

- rénover le centre existant vieillissant
- lutter contre le phénomène d'évasion commerciale identifiée par le schéma de cohérence commercial de la ville.

Il précise également d'emblée que les superficies pressenties seront égales ou supérieures à 250 m² pour éviter la concurrence avec le centre-ville, et que le projet des Bastions se veut durable.

M. VERMEERSCH présente le projet global des Bastions (extension sur le site existant et sur la zone d'aménagement communal concerté) dont les principes fondateurs sont les suivants :

- Le projet vise à recoudre la ville en tirant parti des ensembles verts existants autour du site pour renforcer le maillage vert et doux, et de la proximité de l'Escaut pour favoriser les liens avec le centre-ville. En outre, le projet favorise une approche paysagère notamment par l'aménagement d'un parking paysager [zone d'aménagement communal concerté (ZACC)] délimité par les deux surfaces commerciales à créer (avec toiture verte), le réaménagement de la partie haute de la rue des Bastions en espace public (rotule du projet), la création d'un parking souterrain pour libérer le site de la voiture, ainsi que tous les aménagements paysagers autour du site.
- Les surfaces concernées par le projet : 10.000 m² (nettes) pour l'extension sur la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) et 15.000 m² (nettes) du site existant.
- Le parking aérien (capacité 500 places) côté QUICK sera maintenu, un second parking souterrain (2 niveaux, capacité 1.100 places) sera réalisé sous le site existant. Un 3^{ème} parking (aérien) sera aménagé sur la zone d'aménagement communal concerté (ZACC) (capacité 360 places)
- 4 accès au site sont prévus :
 - * rue de la Lys de et vers le parking souterrain
 - * boulevard Walter de Marvis (entrée QUICK) de et vers le parking aérien existant
 - * rue Jean-Baptiste Moens (dans sa partie haute) de et vers le parking aérien existant
 - * rue des Bastions (dans sa partie haute) de et vers le parking souterrain et le parking aérien à aménager sur la zone d'aménagement communal concerté (ZACC).
- Une sortie sera aménagée du parking souterrain vers et à front du boulevard Walter de Marvis.
- Les accès livraison sont au nombre de 4, dont un entre le massif boisé et les deux surfaces commerciales projetées sur la zone d'aménagement communal concerté.
- La mobilité douce :
 - * aménagement d'une piste cyclable le long de la rue Jean-Baptiste Moens vers la Carrière de l'Orient, qui se prolonge vers la rue des Bastions.
 - * Les deux abribus existants à front du boulevard Walter de Marvis et dans le parking aérien existant seront maintenus, un nouvel abribus sera créé au niveau de la rue des Bastions qui, pour rappel est coupé en deux, partie haute dédiée à la circulation douce liée à l'activité commerciale, partie basse en zone 20 affectée à la circulation motorisée et à la mobilité douce et desservant principalement le projet de logements durables projetés sur l'ancien terrain de football.
- Végétation : des massifs végétaux entourent le projet et permettent une circulation douce le long du site.
- Espaces publics :
 - * le haut de la rue des Bastions est transformé en espace public (parvis, gradins, plan d'eau)
 - * à la rue de la Lys, le front de bâtisse est rapproché de la voirie et un parvis est créé.

* revêtements de sol adaptés : architecture non démonstrative, végétaux mis en évidence, matériaux terreux, éclairage zénithal, placettes intérieures.

Après la présentation du projet, une série de questions réponses s'est engagée :

(Q : question – R : réponse)

M. Alain COPPENOLLE, habitant rue de l'Orient

Q1 : la rue de l'Orient est devenue une voie de délestage supportant un charroi de trafic important lié à différentes activités dans le quartier (piscine, parc à conteneurs, SERBOC, Eco-park, paintball, camions de livraison des Bastions), alors que la voirie ne permet pas cela, y a-t-il une réflexion globale sur la mobilité au delà des limites physiques directes du site notamment au niveau des pénétrantes ?

Q2 : quid de l'aménagement du Réseau autonome des voies lentes (RAVeL) sur l'assiette de l'ancien chemin de fer ligne 88 a Tournai/Orchies) ?

Q3 : quel est le devenir du Bois d'Allain ?

R1 : la mobilité constituera un point important de l'étude d'incidences. L'étude mobilité de Grontmij établira un constat et une situation de fait. L'étude d'incidences analysera l'impact du projet localement (à l'échelle du site), mais également en périphérie (à une échelle plus globale), quantifiera l'impact, formulera des recommandations pour solutionner les problématiques mises en évidence et ce, en cohérence avec l'actualisation en cours du plan communal de mobilité.

Ce dernier a été approuvé en 2004, mais, depuis lors, de nouveaux projets se sont greffés à la ceinture des boulevards [exemples : le Centre hospitalier de Wallonie picarde (CHwapi), etc.], qui génèrent un impact sur les voiries communales et régionales.

Pour évaluer cet impact, la Région wallonne a lancé un marché auprès des auteurs de projet spécialisés en mobilité. TRANSITEC a été chargé d'actualiser le plan communal de mobilité (PCM) en fonction de ces nouveaux projets. Le projet des Bastions fait l'objet d'une attention particulière, car cerné par une série de voiries régionales.

L'étude de la Société WERELDHAVE a abordé les aspects de mobilité liés aux voiries. La ville étudie l'impact global du projet jusqu'à la gare, au rond-point de la Dorcas et au centre-ville et ce, dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité (PCM).

L'étude est en cours, des réunions sont organisées avec WERELDHAVE, TRANSITEC, la Ville et les représentants du Service public de Wallonie (SPW) qui doivent se pencher, notamment, sur la question de l'aménagement des carrefours chaussée de Bruxelles/rue de la Paix et boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys.

La synthèse du plan communal de mobilité (PCM) sera finalisée en mars 2012.

R2 : le projet intègre la mobilité douce via la réalisation de pistes cyclables. Le projet RAVeL est du ressort de la Ville et de la Région wallonne et ne peut que venir en appui au maillage doux.

R3 : le rapport urbanistique et environnemental (RUE) (adopté en 2010) préconisait la réalisation d'un projet mixte. Pour rencontrer ce principe de mixité, il a été décidé d'affecter le site en :

- zone commerciale au nord-ouest
- zone résidentielle au sud-ouest
- maintien de la zone boisée au nord-est.

L'étude de caractérisation réalisée suite au problème de pollution historique détecté sur le site concluait à la possibilité de maintenir la zone boisée sous réserve de ne pas remanier le lieu.

Pour permettre un lien visuel entre la zone boisée et la zone commerciale, le rapport urbanistique et environnemental (RUE) préconise d'abattre une bande d'arbres sur une largeur de 15 m et de

replanter des haies moins hautes. Une réflexion visant à créer une clairière avec traitement paysager est en cours de réflexion.

Une ASBL a été mise en place, en concertation avec les services de la Ville, pour la gestion durable de ce bois. Elle est composée des riverains du site, de membres du cercle naturaliste de Belgique et d'un représentant de la Ville.

M. Jacques LEROY, résidant à Kain

Q1 : quid de la saturation de la rue Jean-Baptiste Moens liée au parc à conteneurs ?

Q2 : quel est le devenir de la brocante du dimanche ?

Q3 : quelles seront les heures d'ouverture prévues dans le cadre du futur projet, notamment pour les commerces liés à l'Horeca ?

R2 : il n'est pas prévu de supprimer la brocante. Cependant, vu la configuration future des parkings, elle va se réduire d'elle-même.

M. Benoit DOCHY, représentant la Commission consultative communale d'Aménagement du territoire et de Mobilité

Remarques :

- La saturation des abords des Bastions sera une réalité. Le Bureau TRANSITEC a fait ce constat. Il existe effectivement une possibilité de développement du site sur le plan commercial, mais l'impact en termes de flux généré est important, notamment le trafic lié aux livraisons et l'accès au parc à conteneurs. Il faut une gestion rigoureuse de la mobilité au niveau des boulevards et des carrefours chaussée de Bruxelles et rue de la Lys. Il y a également lieu de pacifier et de sécuriser la rue de la Lys (actuellement vitesse trop importante)
- Le site se démarque par un passé historique particulier : anciennes carrières, silos (reliquat), tour de Marvis à valoriser. Il est opportun de rappeler ces éléments dans l'aménagement du site.

M. DUTRIEUX, fils du propriétaire de la maison de la rue des Bastions

Q : quid du devenir de la maison isolée en haut de la rue des Bastions ?

R : l'habitation dont question ne gêne pas et peut donc être maintenue.

M. Jacky LEGGE, membre de la Commission consultative communale d'Aménagement du territoire et de Mobilité :

Remarques :

- 1) Le projet architectural est intéressant. C'est une architecture contemporaine de qualité.
 - 2) Il y a lieu d'éviter les enseignes tapageuses et de privilégier des enseignes de service et de qualité tenant compte d'un projet global
 - 3) intégrer des panneaux didactiques ou autres dispositifs rappelant le passé historique du site.
 - 4) tenir compte de la dynamique des animations et expositions dans le plan d'aménagement.
- Q 5** : le projet tient-il compte des conclusions du schéma communal de développement commercial pour éviter la concurrence avec le centre-ville ?
- R2** : des règles strictes seront imposées pour assurer l'homogénéité au niveau des enseignes en veillant toutefois à la lisibilité de celles-ci
- R3** : il est possible d'intégrer des panneaux didactiques rappelant le passé historique du site
- R4** : les lieux d'exposition sont prévus (ils seront plus nombreux d'ailleurs, vu l'extension projetée)
- R5** : les superficies des cellules commerciales projetées sont plus importantes pour éviter la concurrence avec les cellules du centre-ville. En outre, il est prévu des commerces de masse et spécialisés.

Mme M.L. DUMONT, riveraine de la rue de la Lys

Q : quels sont les dispositifs prévus pour l'assainissement du site et l'égouttage ?

R : les investigations pour l'assainissement du site sont en cours. Pour l'égouttage, une estimation des volumes d'eau à gérer est en cours de réflexion. Une société spécialisée travaille sur le

dimensionnement et l'analyse du réseau d'égouttage. Une étude hydraulique sera réalisée dans le cadre du permis unique.

M. DEPRATERE, habitant chaussée de Bruxelles

Q : quelle est la date de début des travaux et quelle sera leur durée ? Actuellement, pendant les périodes de soldes, de brocante, de fêtes, une problématique de stationnement se pose à la chaussée de Bruxelles d'autant que la majorité des habitations ne disposent pas de garage.

R : les travaux débuteront quand le permis unique sera délivré. L'étude d'incidences sera clôturée en janvier 2012, elle sera jointe au dépôt de la demande de permis unique, laquelle nécessitera 180 à 200 jours d'instruction (environ 7 mois).

Quant à la durée des travaux, elle est en cours de réflexion. L'étude d'incidences doit contenir des propositions sur le phasage des différentes étapes du projet.

Le projet prévoit le doublement des places de stationnement.

Q : la problématique de stationnement à la chaussée de Bruxelles se posera pendant la durée des travaux. En plus, le passage piétons face à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREm) est dangereux.

R : ce point sera intégré dans l'étude d'incidences pour proposer des solutions.

Q (Echevin de l'Urbanisme) : la problématique du passage piétons au niveau du FOREM est-elle liée aux Bastions ?

R (M. DEPRATERE) : Pas nécessairement. C'est une problématique existante, mais qui va s'exacerber pendant les travaux.

Q : quid du carrefour prévu au niveau de la rue de la Paix. On n'en entend plus parler ?

R : le dispositif à mettre en place au niveau de la rue de la Paix est en cours de réflexion dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité

Q : il est question de la rue de la Lys, mais pas assez de la chaussée de Bruxelles qui est pourtant bordée par des habitations et souffre d'une grande problématique de charroi

R : l'ensemble des problématiques sera pris en compte.

M. Hugues MEUNIER :

Q : comment accéder aux habitations de la partie basse de la rue des Bastions et faire demi-tour si la voirie est coupée ?

R : l'accès sera toujours possible via la rue de la Lys. Pour faire demi-tour il y a lieu de continuer la rue des Bastions et de tourner à hauteur de la boucle aménagée devant les logements durables. En plus, cette partie de la voirie sera mise en zone 20 km/heure, ce qui assurera plus de quiétude aux riverains concernés.

M. Jacques LEROY

Q : le projet intègre peu la problématique des traversées piétonnes au niveau des pénétrantes et du boulevard. Faut-il réfléchir à un passage sous les boulevards ?

R : les aménagements sous voie ne sont pas opportuns. Les passages piétons seront sécurisés et amplifiés. En outre, le parvis projeté à la rue de la Lys créera une possibilité de liaison douce vers l'Escaut.

M. Alain COPPENOLLE

Q : à quand la diffusion des conclusions du plan communal de mobilité (PCM) ?

R : mars 2012.

In fine, Monsieur l'Echevin de l'Urbanisme souhaite que les aménagements projetés prennent en compte les personnes à mobilité réduite.";

Considérant la présente demande de permis unique introduite le 9 juillet 2012;

Considérant l'avis de dossier incomplet des fonctionnaires délégué et technique du 27 juillet 2012 sur la demande de permis unique;

Considérant les compléments déposés par la SA WERELDHAVE en date du 3 août 2012 à savoir :

" Nous répondons par la présente au courrier du Département des Permis et Autorisations de Mons daté du 27 juillet dernier déclarant l'incomplétude de la demande .../...

1/ Aménagements de voiries publiques

L'objet de la demande de permis unique telle que déposée le 9 juillet dernier auprès de la Ville de Tournai est indiqué en ligne gris pointillé et accompagné de 3 objet de la demande 3 sur le plan d'implantation générale — situation projetée (réf. 04-PU-01-A-002, annexe 01). Cela inclut :

- la voirie dite du logis entre les logements WERELDHAVE (dénommé ci-après WHB) et le futur quartier durable telle que représentée sur extrait du plan d'ensemble, réf. 04-PU-01-A-002.1, sur le plan d'implantation générale - profils, réf. 04-PU-01-A 200 et sur le plan de réseau d'égouttage, réf. 04-PU-01-/1-01LL voir annexes 02. 03 et 04);
- les voiries vicinales (i.e. la rue Jean-Baptiste Moens et une partie de la rue des Bastions);
- le phasage des travaux, y inclus l'aménagement des voiries publiques, est représenté sur le plan de phasage (réf. E 04-PU-01-A-011, voir annexe 05). WHB respectera lors de la réalisation des voiries publiques le cahier des charges Type RW—99 qui est d'application pour la Région Wallonne;
- l'aménagement de toutes les voiries régionales (indiquées en ligne bleue pointillée sur le plan de phasage prénommé) fera objet d'une demande de permis distincte et ultérieure par le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 1 (DGO1) — Direction des Routes de Mons.

2/ Demandes distinctes concernant les aménagements de voiries

Voiries régionales

Il a été convenu lors des réunions préparatoires avec les Services publics que ces modifications — suivant l'étude de TRANSITEC (qui fait partie intégrante de la demande) — figureraient dans cette demande de permis unique à titre indicatif sous forme de représentation à grande échelle sans plan et coupe de détail. Nous vous informons aussi qu'à ce sujet, les négociations entre WHB, la Ville de Tournai et le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 1 (DGO1) — Direction des Routes de Mons sur la prise en charge des études et du financement sont en cours.

Voirie régionale : petite boucle donnant sur la rue de la Lys.

Nous avons aussi compris à l'occasion du dépôt de la demande de permis unique que la Ville de Tournai n'est pas propriétaire de cette petite boucle (voir annexe 06, extra/t réf. 04-PU-01»A-L702). WHB examinera avec le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 1 (DGO1) - Direction des Routes de Mons, les possibilités éventuelles d'acquisition dans le cadre de l'aménagement futur de la rue de Lys.

Voirie dite du Logis (entre les logements WHB et le futur quartier durable)

WHB confirme son engagement à rétrocéder cette nouvelle voirie à la Ville de Tournai conformément aux négociations lors de la consultation des services de la Ville de Tournai en vue du dépôt de la demande de permis unique. Par conséquent, cette voirie deviendra une voirie communale et la limite de la parcelle WHB sera repoussée comme indiqué sur le plan d'implantation et sur l'extrait du plan d'ensemble (réf. 04-PU-01-A-002,1, annexe 02).

Voiries vicinales

Nous avons reçu par mail (le 4 juin 2012) la confirmation de la part de M. Pascal COLIN, géomètre, que le dossier de modification de voiries vicinales (rue Jean-Baptiste Moens et rue des Bastions) a été

déposé le 1 juin 2012 auprès de la Ville de Tournai (voir Annexe 07). Nous avons compris aussi à l'occasion du dépôt de la demande de permis unique, que l'enquête publique faisant partie intégrante de cette procédure a été clôturée sans avoir reçu de remarque ou de question, et que la procédure suit son cours.";

Considérant l'avis de dossier complet et recevable émis par les fonctionnaires délégué et technique le 28 août 2012 sur la demande de permis unique, en vertu duquel il a été demandé de :

- procéder à une enquête publique. Celle-ci devant être organisée selon les modalités prévues par le code de l'environnement et porter également sur les modifications de voiries communales au sens de l'article 129bis du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE)
- délibérer (Conseil communal) sur les questions de voirie après prise de connaissance des résultats de l'enquête publique;

Considérant que l'enquête publique a été organisée du 7 septembre au 8 octobre 2012;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête dressé à cet effet :

" L'an deux mil douze, le huit du mois d'octobre, je soussigné Paul Olivier DELANNOIS, Echevin de la Ville de Tournai, délégué par le Collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le 7 septembre 2012 et relative à la demande de permis unique introduite par SA WERELDHAVE, dont les bureaux sont situés à 1800 Vilvoorde, Mediaaan 30/b6, pour le développement du centre commercial les Bastions à savoir : extension du shopping existant avec création de 2 niveaux de parkings en sous-sol, construction d'un retail park de 10 entités commerciales et d'un ensemble d'appartements à 7500 Tournai, entre le boulevard Walter de Marvis, la rue Jean-Baptiste Moens, la rue du Four l'Estienne, la rue de la Lys, la rue des Bastions 2^{ème} division, section B, n° 160 e3, 160 v2, 141/02 f, 144 t, 144 s, 144 r, 144 v, 144 w, 146 h2, 155 t2, 145 g, 155 s2, 155 r2, 223 L, etc.

Me suis rendu à l'Hôtel de Ville, lieu indiqué ou étant, j'ai reçu et annoté les observations ci-après :

Rue des Bastions :

- interrogation sur le bien-fondé de "privatiser" la rue des Bastions ?
- suggestion de mettre la rue des Bastions en sens unique
- problématique des livraisons nocturnes liées à ALDI
- interdire les camions de livraison liés aux Bastions d'emprunter le bas de la rue de la Lys et prévoir un dispositif d'empêchement entre la partie haute et basse (bornes amovibles, boucles de détection...)
- quid de la possibilité de faire demi-tour une fois engagé dans la partie basse de la voirie ?
- quid de la suffisance du bassin d'orage projeté ?
- privilégier un nouvel égout pour les eaux pluviales le long de la rue des Bastions qui se déverse directement dans l'Escaut et non vers la rue de la Lys
- gradins : quid de la vue sur la zone d'habitat ?
- dépassement des hauteurs prévues par le rapport urbanistique et environnemental (RUE) pour le retail park et les logements, générant des vues directes sur les habitations existantes. Il faut limiter l'impact par un écran paysager.
- création d'un mur antibruit limitrophe à la voirie dite du Logis.

Terrain de football :

- remplacer le projet de logements durables du Logis tournaisien abandonné, par une zone d'espaces verts, de parc ou récréative en guise de zone tampon, avec liaison vers la zone boisée
- interdire toute connexion motorisée entre la voirie de livraison projetée à l'est du retail park et la voirie dite du Logis.

Rue de la Lys :

- opposition à l'aménagement d'une entrée- sortie pour le parking à front de la rue de la Lys en raison de l'incapacité de celle-ci à absorber ce surplus de charroi, des nuisances sonores susceptibles d'être générées et de la présence d'une terrasse à l'arrière pour la friterie. Il faut la déplacer vers le boulevard Walter de Marvis
- accroissement du trafic avec impact sur le hameau d'Allain et la liaison vers Vaulx
- bien-fondé de supprimer le tourne à gauche de la rue de la Lys vers la rue des Princes d'Allain
- veiller à la qualité et à la continuité des trottoirs et aménager des accès cyclistes
- conserver l'accès le long des quais par la rue des princes d'Allain
- aménager des dos d'âne
- préserver un accès cycliste dans les deux sens pour l'allée des Princes d'Allain.
- limiter les livraisons par cette voirie pour éviter les nuisances sonores et vibratoires.

Totems : limiter la hauteur des totems côté friterie (renoncer aux 12 m).

Chaussée de Bruxelles : la pharmacie déplore la suppression du stationnement et souhaite un emplacement aux personnes à mobilité réduite, un arrêt minute devant le n° 3, chaussée de Bruxelles et un stop au carrefour

Voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles :

- réaliser la voirie de jonction parallèlement à la phase 1 (retail park)
- opposition à la voirie passant par le site de VAN MARCK car cela induira une limitation du nombre de parkings, une difficulté pour les livraisons et une augmentation du trafic.

Rue de l'Orient :

- dénonciation du caractère dangereux de la voirie en raison de son étroitesse et des grilles d'égouts usées
- rue saturée par le charroi lié aux Bastions, au parc à conteneurs, à la piscine, à l'accrobranche
- considérer cette rue comme faisant partie intégrante du projet
- la mettre en sens unique (de la chaussée de Bruxelles vers le rond-point de la piscine).

Plan communal de mobilité (PCM) :

- * réaliser les aménagements de carrefours et de voiries en premier lieu
- * réaliser le RAVeL 88A (Tournai-Chercq)
- * réaliser toutes les mesures préconisées par le Plan communal de Mobilité actuel (ne pas reproduire la situation du Plan communal de Mobilité de 2004 qui n'a pas été ou très peu mis en œuvre)
- * respecter les préconisations de GAMAH ASBL en ce qui concerne l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, à savoir entre autres :
 - établir les traversées piétonnes de plain-pied et doter les passages piétons de dalles podotactiles
 - adapter les arrêts bus au guide de bonnes pratiques pour l'aménagement de cheminements piétons accessibles à tous
 - adapter les escaliers aux personnes à mobilité réduite
 - sécuriser les portes vitrées du centre commercial par l'ajout de bandes de couleur ou des logos contrastés
 - veiller à une largeur de porte adéquate pour les portes intérieures et extérieures

Pour le retail park :

- implanter 10 emplacements de parking réservés aux personnes à mobilité réduite répartis entre les différents accès au centre commercial
- veiller à la continuité des cheminements piétons entre le parking et les accès aux bâtiments. Les disposer en saillie avec une largeur de 2 m et en couleur contrastée par rapport à l'environnement
- les carrefours et les nouvelles voiries projetées sont-ils à même de résoudre les problématiques de mobilité générées ?
- l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (voir courrier du 5 octobre 2012).

Chantier :

- limiter les horaires de chantier à 5 jours/7 et jusqu'à 17 heures
- quid des matériaux de remplacement des déblais ?
- minimiser l'impact du chantier sur l'Etablissement SERBOC. Celui-ci souhaite une alternative pour la sortie de ses véhicules pendant le chantier via le parking de la piscine ou GAZENBOIS
- construire un mur antibruit pour atténuer les nuisances de chantier (riverains de la rue de la Lys).

Exploitation commerciale :

- limiter les jours d'ouverture à 6 jours/7
- quid du marché aux puces ?
- attention à la concurrence et à l'impact du projet sur la dynamique commerciale du centre-ville

J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal en annexant les courriers de :

- VAN MARCKE propriétés SA, représentée par Mme Caroline VAN MARCKE, Weggevoerdenlaan, 5 à 8500 Kortrijk
- SERBOC SA, représentée par MM. Jean-Claude et Frédéric FIEVET
- GAMAH ASBL, représentée par M. Thomas DEREMINCE, rue de la Pépinière, 23 à 5000 Namur
- Comité du Hameau d'Allain, représenté par Mme Marie-Luce DUMONT, rue de la Lys, 60 à 7500 Tournai
- Mme Natalie BURETTE, rue de Tournai 199 à 7620 Hollain
- M. et Mme Alain et Marie Christine COPPENOLLE-THÉSIN, rue de l'Orient 29 à 7500 Tournai
- M. Michel MOYEN, rue de la Lys 60 à 7500 Tournai
- le mail de Mme Laurence BARBAIX, rue des Bastions 128 à 7500 Tournai
- la lettre commune signée par Mme Cécile LETANGRE rue de la Lys 64 à 7500 Tournai, Mme Anouck LECAT, rue de la Lys, 134 à 7500 Tournai, Mme Ingrid LECAT, rue de la Lys, 54 à 7500 Tournai, M. Michel MOYEN, rue de la Lys, 60 à 7500 Tournai, et Mme Marie Luce DUMONT, rue de la Lys, 60 à 7500 Tournai.";

Considérant, en réponse aux réclamations, les éléments suivants :

" En ce qui concerne la rue des Bastions :

- la rue des Bastions ne sera pas privatisée (restera publique), mais réaménagée pour favoriser la mobilité douce entre le shopping existant et le futur retail park, conformément au rapport urbanistique et environnemental;
- la rue des Bastions sera mise en sens unique entrant de la chaussée de Bruxelles vers la rue Jean-Baptiste Moens.

Un dispositif d'empêchement de franchissement est prévu entre la partie nord et sud (bornes amovibles, boucles de détection...).

Le demi-tour une fois engagé dans la partie sud de la voirie est possible en empruntant la nouvelle voirie dite du logis. Dans l'attente de la réalisation de celle-ci, un demi-tour provisoire sera aménagé au niveau de la rue des Bastions.

La suffisance du bassin d'orage projeté est étudiée dans le cadre de l'étude hydraulique en collaboration avec l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) et les Services techniques communaux. Le gradinage est aménagé en décaissement, en tirant parti de la différence de niveau entre le shopping existant et le retail park. Il n'y a donc pas de vue sur la zone d'habitat.

Vu le positionnement en altimétrie du parking paysager et au vu de la déclivité naturelle du site, la composition d'ensemble a été élaborée afin que les pourtours extérieurs des bâtiments projetés accompagnent le contexte contigu (bâti et non bâti).

C'est ainsi que le volume RETAIL PARK principal sera perçu de la rue Jean-Baptiste Moens comme un volume discret, cette discrétion étant obtenue notamment par un décaissement de niveau rendant la façade côté rue Jean-Baptiste Moens très paysagère.

D'autre part, le volume commercial secondaire sera, lui, accompagné par un projet de logements dialoguant avec le futur quartier "durable". Il est à noter que le programme relatif aux logements (carport et 2 niveaux de logement) permettra une dissimulation totale de la façade arrière du retail park secondaire et ce, depuis la future voirie à créer et du futur quartier durable.

Le bloc de logements au sud du retail park ainsi que le terrain de football font office de tampon entre le centre commercial et les riverains. La création d'un mur antibruit s'apparente à une logique autoroutière qui n'est pas pertinente à cet endroit.

Le projet prévoit sa mise à sens unique depuis l'axe N7 – chaussée de Bruxelles vers les parkings du centre commercial et du retail, ce qui en réduira la charge, limitera les conflits et permettra de préserver, voire d'augmenter le stationnement à destination des riverains dans la partie habitée au nord.

Le tronçon sud entre le retail et la rue de la Lys sera interdit au transit, excepté bus. Il sera toutefois possible d'emprunter les rampes du parking P1 pour ressortir aux feux prévus rue de la Lys à son raccordement avec le boulevard Walter de Marvis.

Enfin, un accès à double sens est prévu entre la N7 et les Bastions, pour y entrer et en sortir en relation avec la chaussée de Bruxelles et en relation avec le nord-est.

En ce qui concerne le terrain de football :

L'abandon du projet de logements durables par le Logis tournaisien n'empêche pas à moyen et long terme la construction de logements sur la parcelle, étant entendu que le rapport urbanistique et environnemental (RUE) préconise une zone d'habitat. Toutefois, il peut être envisagé d'aménager une zone d'espaces verts dans l'attente. La liaison vers la zone boisée est prévue.

Toute connexion motorisée entre la voirie de livraison projetée à l'est du retail park et la voirie dite du Logis est impossible vu la différence de niveau.

En ce qui concerne la rue de la Lys :

La capacité et la sécurité de son raccordement au boulevard Walter de Marvis seront assurées grâce à la gestion du carrefour par des feux. Pour assurer cette capacité et dissuader le transit rue de la Lys, il ne sera pas permis de tourner à gauche en venant du tronçon est de la rue de la Lys vers la rue des Princes d'Allain. Toutefois, hors des plages horaires d'entrée et de sortie des écoles dont les usagers devront adapter localement leurs itinéraires, ce flux concernera majoritairement deux flux, qui seront reproduits de manière nettement plus directe par les feux au carrefour Lys – Marvis :

- l'accès au boulevard Walter de Marvis vers la Dorcas, via le chemin de Ronde
- l'accès au centre-ville par les quais
- les principes d'accès projetés ne prévoient pas de valoriser la deuxième partie de la rue de la Lys en relation avec l'ouest, où le transit doit être dissuadé. A ce titre, la coupure "excepté bus et riverains" de la rue des Bastions entre le projet et la rue de la Lys y contribuera, contrairement à la situation actuelle qui permet d'y transiter
- la rue de la Lys n'est pas considérée comme une voirie de livraison.

En ce qui concerne la chaussée de Bruxelles :

Le stop n'est pas préconisé à proximité d'un carrefour à feux aux termes du code de la route.

En ce qui concerne la rue de l'Orient :

Cette voirie a été prise en compte dans l'étude de mobilité liée au dossier des Bastions et la réactualisation du plan communal de mobilité. Il est envisagé dans le cadre de la réactualisation du plan communal de mobilité de la mettre en sens unique, de la chaussée de Bruxelles vers le rond-point de la piscine;

Sa mise à sens unique dans le cadre du plan communal de mobilité (PCM) se justifie pour sécuriser le carrefour avec la N7 - chaussée de Bruxelles. Le PCM prévoit des mesures d'accompagnement pour compenser le sens de circulation qui sera ainsi perdu (sens précis à définir par la Ville), donc pour préserver l'accès au centre nautique ou au parc à conteneurs par exemple.

En ce qui concerne l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Les aménagements prévus en ce qui concerne l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sont en respect de la législation en vigueur.

En ce qui concerne le plan communal de Mobilité (PCM) :

Les aménagements de carrefours et de voiries se font dans le cadre d'une réflexion globale sur la mobilité autour du site et le phasage approprié du projet en collaboration avec le Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 1 (DGO1).

La mise en œuvre du projet des Bastions sera l'une des premières étapes de mise en œuvre du plan communal de mobilité en cours de réactualisation.

En ce qui concerne le chantier :

Le remblayage se fera dans le respect des conclusions du plan d'assainissement.

En ce qui concerne l'exploitation commerciale :

Le marché aux puces sera maintenu.";

Considérant les différentes réunions de concertation intervenues pendant plus de 3 ans avec la SA WERELDHAVE, le Service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 1 (DGO1), les gestionnaires de réseaux, la cellule mobilité, le service incendie, l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), le comité socio-économique, le département des sols et des déchets, etc.;

Considérant l'étude de mobilité réalisée par le bureau TRANSITEC en cohérence avec la réactualisation du plan communal de mobilité en cours;

Considérant l'avis du service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 1 (DGO1) du 4 octobre 2012 :

" Description de l'alignement :

L'alignement à respecter à cet endroit conformément aux normes routières est défini par une droite parallèle et distante de 11 m de l'axe de la N500 et de 13 m de l'axe du R52.

Zone de recul :

Profondeur de la zone de recul : 8 m en arrière de l'alignement.

Front de bâtisse : le front de bâtisse est fixé à au moins $11\text{ m} + 8\text{ m} = 19\text{ m}$ de l'axe de la N(500) et de $13\text{ m} + 8\text{ m} = 21\text{ m}$ de l'axe du R52 de la voirie. Le requérant est tenu de faire vérifier l'implantation du bâtiment par un représentant du Service public de Wallonie. L'attention du requérant est attirée sur la clause 4 des conditions générales du présent formulaire qui doivent obligatoirement se situer en dehors de la zone de recul soit à 19 m de l'axe de la N500 et 21 m de l'axe du R52.

Plantations :

Toutes plantations, à l'exception d'une haie vive, sont interdites dans une zone de 2 m à partir de la limite du domaine public ou de l'alignement éventuel : dans le reste de la zone de recul, les plantations ne peuvent avoir plus de 1,50 m de hauteur.

(...)

Accès :

L'entrée et la sortie des parkings sont autorisées telles que reprises au plan. Le requérant en assurera l'entretien. Si lors de leur réalisation ou leur utilisation, des dégradations survenaient aux accessoires de voirie (bordures, filet d'eau, accotement...), les renforcements seront également à charge du requérant. L'abaissement éventuel des bordures au droit de l'accès au parking devra faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée en temps opportun. Vu l'emprunt de l'accès carrossable par des poids lourds, l'attention du requérant est spécialement attirée sur le fait qu'il devra procéder à ses frais au renforcement du trottoir (fondation et revêtement) au droit dudit accès. Ces travaux devront faire l'objet d'une demande d'autorisation séparée en temps opportun. Aucun nouvel accès ne sera autorisé. Il y a lieu de programmer la fermeture des accès des parkings avec les heures d'ouverture des magasins sur le site Quick. Aucun phasage ni aucun choix n'a été réalisé concernant la nouvelle voirie partant de la rue des Bastions et rejoignant la N7. Il est à noter que cette voirie qui est une charge d'urbanisme doit être en fonction de l'ouverture du retail park.

Totems :

Le totem 3 devra se situer à au moins 12 m du bord extérieur du trottoir. Les totems 5 et 2 seront placés entièrement sur terrain privé du requérant en arrière de l'alignement déterminé à cet endroit, par une ligne droite parallèle et distante de 11 m de l'axe de la N500 et à 13 m de l'axe du R52.

Par ailleurs, j'attire l'attention sur le fait que la pose de panneaux à diffusion d'images dynamiques n'est pas autorisée et ce, pour des raisons de sécurité.

Concernant les 3 totems : nous tenons à vous informer que l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière (Code de la Route) stipule en son article 80.2 § 2 : il est interdit de donner une luminosité d'un ton rouge ou vert à tout panneau publicitaire, enseigne ou dispositif se trouvant dans une zone s'étendant jusqu'à 75 m d'un signal lumineux de circulation, à une hauteur inférieure à 7 m au-dessus du sol.

Charge d'urbanisme

Conformément au courrier, le Service public de Wallonie prendra en charge l'aménagement des nouveaux feux carrefour R52/N500 et la modification des feux carrefour R52/N7. En ce qui concerne le reste des aménagements sur voirie régionale, seul l'aménagement structurel du carrefour R52/N7 y compris la bande de virée à droite vers la N7 seront à charge du Service public de Wallonie puisque ce carrefour dans le cadre du PSM était déjà presque à saturation.

Donc sera à charge du demandeur :

- l'aménagement des trottoirs de la chaussée de Bruxelles entre le R52 et la rue des Bastions
- l'aménagement du carrefour chaussée de Bruxelles + rue de la Paix/Bastions
- l'aménagement de la rue de la Lys entre le carrefour (F) et le site HUBO/ALDI (D).
- l'aménagement d'une nouvelle bande de présélection (E) (y compris le renforcement du talus)
- l'aménagement structurel du carrefour boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys (F) (les feux c'est le Service public de Wallonie)
- l'aménagement et l'élargissement du boulevard Walter de Marvis entre le carrefour A et F y compris les trottoirs et l'îlot central (G et H).";

Considérant l'avis du Service Mobilité du 9 octobre 2012, libellé comme suit :

" J'ai examiné le dossier relatif à l'objet sous rubrique.

Veillez trouver ci-dessous mes remarques :

1. Le centre commercial et son extension

1.1. Le stationnement en surface

- Les dimensions des places de stationnement sont de 2,5 m x 5 m et de 3,5 m x 5 m pour les places réservées aux personnes handicapées. La zone de recul est de 6 m (zone de cheminement piéton comprise). Ces dimensions sont conformes au code du gestionnaire de voirie.
- Il est nécessaire de préciser les sens de circulation dans les zones de stationnement comme cela a été fait au niveau du stationnement du retail park. Ces sens de circulation devront être matérialisés par des marquages au sol et une signalisation verticale de façon à éviter toute confusion.
- Nécessité d'ajouter au moins une place de stationnement pour personnes handicapées au niveau du Quick ainsi qu'au niveau de l'entrée "Lunch Garden".
- Comment les places de stationnement côté "Lunch Garden" seront-elles accessibles ? Le cheminement pour accéder à ces places entre en confrontation avec la circulation sortant du parking en ouvrage et le cheminement des livraisons.
- Le nombre de places de stationnement pour les vélos apparaît suffisant et le mobilier adéquat :
 - entrée DELHAIZE : 96 places
 - entrée LUNCH GARDEN : 26 places
 - entrée carrefour rue de la Lys : 48 places
 - entrée retail park : 30 places couplées à l'abribus
 - zone retail 7 Fontaines : 26 places

Total : 226 places.

Seule remarque : il serait utile de disposer de quelques places de stationnement vélo au niveau du QUICK.

1.2. Le stationnement en ouvrage

- Les cheminements automobiles devront être correctement indiqués notamment pour les accès aux différents niveaux
- Les places de stationnement pour les personnes handicapées devraient être mieux réparties au niveau des différents accès ascenseur
- Quel sera le système de gestion du stationnement en sous-sol ? Y aura-t-il un système de détection des places libres/occupées ?
- Un système de comptage et de gestion des places restantes permettrait de disposer aux entrées du site d'un panneau affichant en temps réel le nombre de places restantes, ce qui éviterait en période de forte affluence d'avoir des automobilistes venant s'agglutiner dans un parking déjà complet.
- Il serait utile et convivial de matérialiser les cheminements piétons vers les différents accès au moyen d'un revêtement de sol de couleur différente

1.3 Livraisons

Les cheminements des livraisons entrent en conflit avec la zone de circulation des bus et la principale zone d'accès piétons (carrefour rue de la Lys/ boulevard Walter de Marvis).

Cette situation de conflit au niveau de la zone d'accès piétons au coin du carrefour rue de la Lys/ boulevard Walter de Marvis pourrait être résolue par une interdiction stricte des livraisons durant les heures d'ouverture du centre commercial au public. Cette interdiction ne résoudra cependant pas la problématique du conflit d'usage du couloir "bus – véhicules d'urgence" par les véhicules de livraison.

1.4. Les cheminements piétons

- Les cheminements piétons dans les zones de stationnement sont localisés à l'arrière des voitures. Cette situation est relativement dangereuse et nécessite une sécurisation importante.
- Nous proposons que ces cheminements prennent la forme de "trottoirs traversants", saillants de 5 cm par rapport aux voies de circulation et d'une couleur contrastée.
- La mise en place de trottoirs traversants permet de rendre les cheminements piétons prioritaires vis-à-vis de la circulation automobile. Leur largeur devra permettre une circulation aisée des piétons et notamment le croisement de caddys.
- La traversée piétonne localisée au niveau de l'entrée du "Lunch Garden" doit également prendre la forme d'un trottoir traversant de manière à la sécuriser au maximum par rapport notamment à la sortie du parking souterrain.
- La traversée piétonne localisée à l'entrée du site au niveau de la rue des Bastions est trop longue.
- Il est nécessaire de la protéger par un îlot central permettant une traversée en deux temps.
- Cette traversée devrait également être traitée sous forme de trottoir traversant.
- Dans une optique de clarté et d'uniformisation, il serait également souhaitable de traiter les cheminements piétons au niveau du retail Park 7 Fontaines.

1.5. Les bus

- Un cheminement pour les bus du TEC (société de transport en commun du Hainaut) est prévu à "l'arrière" du centre commercial des Bastions.
Il y a lieu de prendre contact avec les services du TEC et la société régionale wallonne des transports pour vérifier leur adéquation avec les impératifs techniques d'une ligne de bus.
- Il est nécessaire de rendre l'arrêt TEC accessible aux personnes à mobilité réduite : dalles guide, hauteur de quai, zone d'attente permettant la rotation des chaises roulantes,...
- L'ensemble des aménagements pour les bus des TEC doit être validé par le TEC-Hainaut ainsi que par la société régionale wallonne des transports

2. Le retail park Les Bastions

2.1. Le stationnement en surface

- Les dimensions des places de stationnement sont de 2,5 m x 5 m et de 3,5 m x 5 m pour les places réservées aux personnes handicapées. La zone de recul est de 6 m (zone de cheminement piétons comprise). Ces dimensions sont conformes au code du gestionnaire de voirie.
- Ce parking ne dispose d'aucune zone de stationnement pour les vélos. Il y aurait lieu d'en prévoir.
- A quoi correspondent les 3 places de stationnement de couleur fuchsia ?

2.2 Le cheminement cyclable

- La piste cyclable est d'une largeur de 2,50 m et permet donc un flux à double sens. Elle devra être correctement signalée.
- Le franchissement de l'entrée/sortie du retail park est compliqué. Il faut un franchissement rectiligne et d'une largeur continue
- il y a lieu d'établir une continuité entre la rue des Bastions et l'entrée de la piste cyclable.
- Un soin particulier devra être apporté à l'aménagement du franchissement de l'accès à la passerelle piétonne

2.3 Les cheminements piétons

Les cheminements piétons dans les zones de stationnement sont localisés à l'arrière des voitures. Cette situation est relativement dangereuse et nécessite une sécurisation importante. Nous proposons que ces cheminements prennent la forme de "trottoirs traversants", saillants de 5 cm par rapport aux voies de circulation et d'une couleur contrastée. La mise en place de trottoirs traversants permet de rendre les cheminements piétons prioritaires vis-à-vis de la circulation automobile. Leur largeur devrait permettre une circulation aisée des piétons et notamment le croisement de caddys.

3. Les voies d'accès au site

3.1. La rue des Bastions

Les sens de circulation sont conformes à l'étude de mobilité du projet.
Les traversées piétonnes doivent être adaptées aux personnes à mobilité réduite
La portion de la rue des Bastions en sens unique devra être aménagée en sens unique limité (SUL) pour les vélos
De nombreuses places de stationnement localisées à gauche de la 1ère partie de la rue des Bastions (en venant de la chaussée de Bruxelles) se trouvent devant des garages et ne pourront donc pas être aménagées.
L'aménagement de l'arrêt TEC devra faire l'objet d'une validation par la société régionale wallonne des transports

3.2 La rue Jean-Baptiste Moens

- Les traversées piétonnes doivent être adaptées aux personnes à mobilité réduite

- Une piste cyclo-piétonne d'une largeur de 2,5 m est établie du côté retail park. Sa traversée au niveau de la sortie «livraison» doit être continue en largeur et prendre la forme d'un «trottoir traversant», la piste cyclo-piétonne devant garder un caractère prioritaire par rapport à la circulation des livraisons.

Les marquages de la BCS (bande cyclable suggérée) doivent être interrompus au niveau de la traversée du chemin du Four l'Estienne, s'agissant d'une priorité de droite.

3.3. Les autres voies d'accès

Les principes généraux mis en œuvre sur les différentes voiries d'accès sont bien en cohérence avec l'étude de mobilité du projet réalisée par le bureau d'études Transitec, mais nous ne disposons pas de l'ensemble des précisions permettant de donner un avis complet sur les aménagements.

Les aménagements de ces voiries d'accès devront faire l'objet de plans de détails qui devront être en cohérence avec le plan communal de mobilité et son actualisation et en accord avec le SPW et la Ville de Tournai.

Il est cependant impératif que les aménagements de ces différentes voiries soient simultanés avec les travaux d'extension du centre commercial, notamment pour ce qui concerne le carrefour à feux de la rue de la Lys et le double carrefour à feux de la chaussée de Bruxelles avec les boulevards et la rue de la Paix.

L'aménagement de la nouvelle jonction vers la chaussée de Bruxelles et la mise en œuvre du retail park Les Bastions doivent être réalisés simultanément.

Un projet détaillé de sa jonction avec la chaussée de Bruxelles devra être établi en cohérence avec le PCM et son actualisation et validé par le SPW.

Dans les plans soumis à permis, il apparaît que les aménagements de la rue de la Lys, du carrefour rue de la Lys/boulevard Walter de Marvis, du boulevard Walter de Marvis, du Carrefour boulevard Walter de Marvis/chaussée de Bruxelles/rue des Bastions/rue de la Paix et de la chaussée de Bruxelles sont prévus en phase 7, soit la dernière phase.

La nouvelle jonction vers la chaussée de Bruxelles n'est, quant à elle, pas phasée.

Comme stipulé sur le plan de phasage, ces aménagements sont à coordonner avec le Service public de Wallonie et la Ville de Tournai, mais doivent également faire l'objet d'un accord financier entre les différentes parties.»;

Considérant, la convergence des avis du service public de Wallonie, de la conseillère en mobilité et de certaines réclamations issues de l'enquête publique sur l'opportunité de créer une voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles tel que préconisé dans le cadre de l'actualisation du plan communal de mobilité et compte tenu, à la fois, de la saturation du carrefour chaussée de Bruxelles/rue de la Paix/rue des Bastions et de l'encombrement de la rue de l'Orient;

Considérant que deux scénarios ont été envisagés pour cette voirie :

- à travers la parcelle cadastrée 2^{ème} division, section B, n° 131 v2 et w2, appartenant à la société VAN MARCKE;
- et la parcelle cadastrée 2^{ème} division, section B, n° 131 t2 et g2, appartenant à la société GALLOO;

Considérant l'avis du bureau TRANSITEC, en charge de la réactualisation du plan communal de mobilité, et du service public de Wallonie portant sur l'opportunité de localiser cette voirie sur l'emprise de la parcelle cadastrée 2^{ème} division, section B, n° 131 t2 et g2, qui appartient à la Société GALLOO, en raison

de son éloignement plus important par rapport au carrefour chaussée de Bruxelles/rue de la Paix/rue des Bastions, évitant ainsi un rapprochement trop conflictuel avec ce dispositif;

Considérant, par ailleurs, la réclamation introduite par la société VAN MARCKE s'opposant à toute réalisation de voirie sur sa parcelle cadastrée 2^{ème} division, section B, n° 131 v2 et w2;

Considérant qu'un troisième scénario a été envisagé pour la voirie traversante, à cheval entre la parcelle GALLOO ET MERCIER;

Considérant que le Conseil communal doit délibérer sur les questions de voirie, ce qui a pour effet d'interrompre pour le service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 4 (DGO4) les délais de procédure [article 129 quater du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE)];

Considérant que la SA WERELDHAVE a pu mettre à profit ce délai de suspension pour mener des tractations avec les différents propriétaires fonciers concernés:

Considérant in fine l'accord intervenu entre la SA WERELDHAVE et la SA SOVAGA (propriétaire de la parcelle dite GALLOO) portant sur la concession d'un droit d'emphytéose à la SA WERELDHAVE sur la parcelle GALLOO, en vue de :

- construire, dans le cadre du projet des Bastions, une voie d'accès vers le centre commercial depuis la chaussée de Bruxelles, cette voie étant à verser par la suite dans le domaine public communal
- développer un immeuble commercial avec parking en plein air;

Considérant qu'en séance du 14 mars 2014, le Collège communal a marqué un accord de principe sur les grands travaux sur voiries régionales en lien avec l'actualisation du plan communal de mobilité, à savoir :

- le recalibrage du carrefour à feux de la porte de Marvis, actuellement saturé avec mise en sens unique de la première portion de la rue de Marvis (maintien du sens sortie de ville). Ce recalibrage permet de favoriser l'écoulement du flux chaussée de Bruxelles/boulevard Walter de Marvis et de diminuer la circulation de transit dans le centre-ville;
 - la mise en œuvre d'un carrefour à feux au carrefour rue de la Lys/boulevard Walter de Marvis;
 - la sécurisation des traversées piétonnes et cyclistes boulevard Walter de Marvis;
 - la création d'une nouvelle voirie entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles. Cette nouvelle voirie devant se connecter à la chaussée de Bruxelles via un carrefour à feux;
 - la mise en sens unique de la rue des Bastions dans le sens entrée vers les Bastions;
 - la mise en sens unique de la rue des Croisiers;
 - le test de mise à 2 x 1 voie de la chaussée de Bruxelles au départ du rond-point ma campagne jusqu'à la jonction avec les boulevards, à partir de juin 2014;
- la mise en sens unique de la rue de l'Orient est envisagée, mais pas encore approuvée à ce stade;

Considérant que la réalisation d'une voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles au niveau du site GALLOO et concomitamment à la phase 1 du projet rencontre les réclamations introduites dans le cadre de l'enquête publique ainsi que les desiderata de la Ville et du service public de Wallonie, direction générale opérationnelle 1 (DGO1);

Considérant l'engagement de la SA WERELDHAVE par courrier du 4 avril 2014 d'introduire dans un délai de 3 mois une demande de permis d'urbanisme portant sur la réalisation de cette voirie de jonction;

Considérant l'engagement de la SA WERELDHAVE par le même courrier à rétrocéder à la Ville de Tournai l'assiette de cette voirie traversante compte tenu de la convention d'emphytéose qui prévoit un mécanisme permettant son transfert vers la Ville et son versement, par conséquent, dans le domaine public;

Considérant que cette voirie sera à double sens et aura une largeur de 10 m comprenant 2 x 1 bande de circulation, un trottoir et une piste cyclable mixte ainsi qu'une bande plantée;

Considérant également l'engagement de la SA WERELDHAVE du 3 août 2012 à rétrocéder à la Ville de Tournai l'assiette de la voirie à créer dite du Logis perpendiculaire à la rue des Bastions;

Considérant que cette voirie sera à double sens et aura une largeur approximative de 7 m, aménagée en zone 20 ou 30 km/heure avec un trottoir et une aire de rotation pour effectuer les demi-tours en voiture; qu'un autre trottoir avec une bande de stationnement est prévu en vis-à-vis sur l'assiette de l'ancien terrain de football;

Considérant que le projet nécessite également la modification de voiries vicinales (rues Jean-Baptiste Moens et des Bastions);

Considérant que l'enquête publique y relative a eu lieu du 26 novembre au 13 décembre 2012 et ce, dans le cadre de la procédure de la loi de 1841 sur la voirie vicinale, et qu'aucune réclamation n'a été introduite;

Considérant, selon les mesures transitoires du décret du 6 avril 2014 sur les voiries, qu'il y a lieu de poursuivre la procédure antérieure concernant les voiries vicinales, en application de la loi de 1841 (décision du Conseil communal puis du Collège provincial);

Considérant que le dossier de modification des voiries vicinales sera soumis en même séance au Conseil communal;

Considérant le courrier d'ORES du 3 décembre 2013 concluant à la nécessité de déplacer des canalisations enterrées sous la rue des Bastions au vu des aménagements y projetés et du statut futur de la voirie;

Considérant que la rue des Bastions ne sera pas privatisée, mais réaménagée de manière à sécuriser et à favoriser le passage des bus et la mobilité douce entre le shopping existant et le retail park et que, de ce fait, elle conserve son caractère public;

Considérant qu'il n'y a donc pas lieu de déplacer les réseaux d'équipements souterrains y enfouis tel qu'avancé par ORES et que la SA WERELDHAVE et ORES ont eu des contacts en ce sens;

Considérant, en ce qui concerne la question de l'égouttage et de la gestion des eaux pluviales, l'avis favorable conditionnel d'Ipalle du 25 octobre 2012 libellé comme suit :

" Nous émettons un avis favorable sur le projet pour autant que le promoteur s'engage à réaliser les investigations, études et aménagements demandés, et ce, en concertation avec l'Administration communale de Tournai :

- remplacement d'égouttage E.U. Ø 250 proposé dans la rue des Bastions et son prolongement Nord et Est par un Ø 400, remise en état du réseau au droit du carrefour aval et curage aval jusqu'au D.O.
- raccordement des rejets RRP : 02 E.U. et 03 E.U. à l'égouttage se dirigeant vers le Nord et aménagement ad hoc
- déconnexion des E.U. et leur raccordement dans un nouvel égout E.U. Ø 400 à raccorder au D. . 24 (après déconnexion du Ø 1000)
- Plans d'exécution et as built (informatique) géoréférencés en Lambert 72.

.../...

Bien qu'ayant reçu l'accord du gestionnaire de l'Escaut, nous attirons votre attention sur le fait que le débit de fuite annoncé et le volume du bassin d'orage proposé nous semblent contradictoires avec une politique de lutte contre les inondations. Sans doute y a-t-il lieu de revoir les hypothèses de calcul et les valeurs des tamponnements à prévoir sur site.";

Considérant, dans l'avis ci-avant, la remarque de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) concernant la gestion des eaux pluviales;

Considérant, dès lors, les différents échanges et réunions entre l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), la SA WERELDHAVE et la Ville de Tournai à ce propos;

Considérant le courrier de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) du 7 décembre 2012 réitérant sa position du 25 octobre 2012 sur l'insuffisance des mesures de tamponnement des eaux pluviales, et libellé comme suit :

" .../...les mesures relatives au tamponnement des eaux sont insuffisantes et en contradiction avec une lutte efficace contre les inondations. Les 200 m³ de bassin d'orage prévus étant, à notre égard, inférieurs aux besoins du projet.

.../...

Sur cette base, nous invitons le promoteur à prévoir une capacité de stockage complémentaire utile de 550 m³ environ, celle-ci pouvant être atteinte par tous les dispositifs envisageables, tels que notamment : augmentation du bassin tampon, stockage en toiture, chaussée et/ou parking réservoir, noues naturelles de stockage et/ou infiltration.";

Considérant les compléments d'information fournis par le bureau d'études TPF chargé de l'étude hydraulique, dont notamment l'étude hydraulique du 25 février 2013;

Considérant la réunion du 25 mars 2013 entre la SA WERELDHAVE, la Ville de Tournai, l'IPALLE et le bureau d'études TPF à ce sujet, dont le procès-verbal est libellé comme suit :

" Le rapport hydraulique présenté par le Bureau d'étude TPF reprend, tout d'abord, les calculs de volume de stockage avec la méthode dite des pluies sur une période de $T = 30$ ans [méthode utilisée par l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE)]. Aussi, du fait de l'aménagement de toitures plates et de parkings en pavés drainants, le coefficient de ruissellement diminue et le coefficient d'imperméabilisation passe de 77 à 60 %. Enfin, avec un débit de fuite de $1,78 \text{ m}^3/\text{s}$ [demandé par l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE)], il est nécessaire de prévoir un volume de stockage égal à 280 m^3 . Pour que l'étude soit la plus complète et précise possible, le Bureau d'étude TPF demande à l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE) de recalculer le volume de stockage nécessaire en fonction des nouveaux coefficients de ruissellement et d'imperméabilisation. Toutefois, pour atteindre le volume de stockage ($748,50 \text{ m}^3$) demandé par l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE), le Bureau d'étude TPF a mis en place des volumes de stockage d'eau de pluie supplémentaires au bassin d'orage de 200 m^3 déjà présenté. Le parking du retail park est aménagé de telle sorte qu'il puisse contenir une lame d'eau équivalente à 200 m^3 . La pièce d'eau est adaptée pour recevoir une lame d'eau de 30 cm, c'est-à-dire un volume de 140 m^3 . Le fonctionnement des citernes de récupération d'eau de pluie pour l'utilisation des toilettes, de l'arrosage des zones vertes et du refroidissement des locaux, est continu. Elles présentent donc une similitude de fonctionnement à un bassin d'orage. On peut raisonnablement estimer que 50 % du volume total (2 fois 250 m^3) soit disponible pour un stockage par temps d'orage. Le Bureau d'étude TPF propose donc un nouveau volume de stockage égal à 590 m^3 . La commune de Tournai et l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE) reçoivent positivement cette nouvelle situation. Il est demandé à l'Intercommunale de Propreté publique (IPALLE) d'émettre son avis sur ces nouvelles mesures relatives au tamponnement de l'eau de pluie.";

Considérant l'accord du service public de Wallonie, département des voies hydrauliques-Escaut, direction de Tournai du 23 mars 2012 sur le principe de rejeter les eaux pluviales dans l'Escaut;

Considérant, au vu de tous ces éléments, l'avis favorable définitif de l'IPALLE du 5 avril 2013 :

" .../...

Nous prenons bonne note que le projet prévoit :

- un bassin d'orage de 200 m^3 (prévu initialement)
- un parking permettant de stocker 200 m^3
- l'adaptation de la pièce d'eau pour stocker 140 m^3 supplémentaires
- la disponibilité de 50 % des deux citernes de 250 m^3 , soit $2 \times 125 \text{ m}^3$, le tout pour un total de 790 m^3 .

En considérant ces éléments, ainsi que l'ajustement du coefficient de ruissellement par la mise en œuvre d'un parking drainant et d'une toiture verte et plate, les volumes annoncés sont acceptables.

Il convient cependant de veiller à adopter les dispositions constructives qui respectent les règles de l'art, notamment l'optimisation de la toiture plate qui permettrait un volume stockable supplémentaire.";

Considérant l'avis des services techniques communaux sollicités en date du 4 septembre 2012;

Considérant l'avis favorable conditionnel du service incendie du 11 octobre 2012, lequel, met en exergue, outre les recommandations habituelles, les éléments suivants :

" Les extensions de la surface commerciale et les constructions répondront à l'arrêté royal du 12 juillet 2012. En outre les toitures végétales du retail répondront à cet arrêté royal.

En ce qui concerne les logements :

Suite à une remarque du Service Incendie au sujet de la longueur des chemins d'évacuation en cul-de-sac, la cage d'escalier sera déplacée vers l'avant du bâtiment de manière à limiter le cul-de-sac à 15 m. L'autre partie du couloir d'évacuation d'une longueur d'environ 30 m aboutira sur une terrasse, constituant un endroit sûr pour les personnes. De plus, au milieu du couloir à une distance de 15 m de la cage d'escalier, on placera une porte coupe feu RF ½ heure à fermeture automatique en cas d'incendie. Sont concernés les premier et second étages. Les balcons situés aux extrémités du bâtiment seront accessibles aux engins aériens du Service Incendie. De plus, une échelle de secours escamotable sera placée à côté des balcons avec une commande d'ouverture à chaque étage.";

Considérant les plans modifiés en conséquence et déposés par l'architecte;

Considérant l'avis favorable de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) du 24 octobre 2012 dans le cadre de la présente demande de permis unique, libellé comme suit :

" Projet commenté par Monsieur l'Architecte Laurent VERMEERSCH, le responsable de l'étude d'incidences M. Julien LECOMPTE (Bureau d'études ABV Environnement), le responsable de l'étude de mobilité et auteur de projet de la réactualisation du plan communal de mobilité M. Pierre TACHERON (Bureau d'étude TRANSITEC), le maître d'ouvrage représenté par MM. ADRIAENSEN, GORDTS et COIGNE. L'architecte présente les grandes lignes de force du projet. M. LECOMPTE présente les conclusions de l'étude d'incidences. M. Pierre TACHERON présente les options de mobilité projetées autour du site dans le cadre de la réactualisation du plan communal de mobilité. S'ensuit un jeu de questions-réponses. Un membre regrette que ce dossier n'ait pas fait l'objet d'une réunion spécifique car analyser un tel projet après 22 heures devient un peu "pénible". Toutefois, il tient à signaler qu'il ne ressent rien dans ce projet qui permettrait d'avoir une connexion avec le centre urbain. Pour lui, c'est un projet "superbe" qui va développer une dynamique importante vers l'extérieur du centre-ville et vider l'intra-muros. Certains membres partagent son avis. Toutefois, ils estiment qu'il s'agit d'un complexe commercial existant. Ils souhaitent inciter l'auteur de projet et le maître d'ouvrage à créer des liens entre les Bastions et le cœur de ville.

Il est rappelé que ce dossier (avant-projet) a déjà fait l'objet d'un avis favorable de la commission en date du 23 novembre 2011.

In fine, la commission émet deux votes :

Par 5 voix pour, 4 contre et 1 abstention justifiée par le caractère insuffisamment étoffé de l'étude d'incidences, la Commission émet un avis favorable sur l'étude d'incidences.

Par 8 voix pour, 2 contre, la commission émet un avis favorable sur le projet en lui-même aux conditions :

- d'améliorer la connexion avec le centre-ville
- de participer à un fonds financier pour le remembrement des cellules commerciales du centre-ville
- de rappeler la mémoire des lieux conformément à l'avis de la commission du 23 novembre 2011 sur l'avant-projet
- de résoudre la problématique des voiries avant l'ouverture du site.";

Considérant que les aménagements prévus à la rue Jean-Baptise Moens (deux trottoirs cyclo-pédestres, pistes cyclables, alignement arboré) renforcent son rôle de liaison pour les modes actifs entre le centre-ville, les Bastions et le secteur de loisirs du centre nautique;

Considérant que les aménagements prévus à la rue des Bastions (aménagements paysagers et modes doux) et rue de la Lys (création d'un parvis, réaménagement de la voirie, des abords et du carrefour) sont de nature à créer un effet d'appel vers l'Escaut et ainsi vers le centre-ville, susceptible d'être renforcé par le réaménagement des silos des Bastions en cours de réflexion;

Considérant que le réaménagement des itinéraires et arrêts de bus autour du projet, en collaboration avec la société wallonne des transports, est conçu pour renforcer le lien avec le centre-ville;

Considérant que la volonté de la ville de mener une réflexion sur l'ensemble des boulevards (dans le cadre de la réactualisation du plan communal de mobilité), de manière à revaloriser cet espace et à y insérer une bande apaisée qui pourra accueillir une nouvelle ligne de bus circulaire, est également de nature à renforcer à terme les liens entre le centre-ville et les Bastions;

Considérant par ailleurs, sur un plan plus socio-économique, les complémentarités entre les commerces des Bastions et du centre-ville, pointées par l'étude socio-économique;

Considérant l'avis du conseil wallon de l'environnement pour le développement durable (CWEDD) du 1^{er} octobre 2012 (avis sollicité dans le cadre d'un dossier avec étude d'incidences environnementales), lequel est :

- favorable sur l'opportunité environnementale de la rénovation des Bastions (site existant) et de la création d'un retail park (10.000 m²) sur la zone d'aménagement communal concerté
- défavorable sur l'opportunité environnementale de l'extension des Bastions (18.000 m² bruts supplémentaires);

Considérant la demande de permis socio-économique introduite par la SA WERELDHAVE;

Considérant l'avis favorable conditionnel émis par le comité socio-économique national pour la distribution en date du 29 février 2012;

Considérant, de fait, que l'extension du centre commercial permettra d'attirer des enseignes commerciales qui renforceront l'attractivité globale de la Ville de Tournai et lutteront contre l'évasion commerciale vers des villes concurrentes telles que Lille, Courtrai, voire Mons;

Considérant que le consommateur se verra offrir ainsi un choix plus vaste et plus diversifié, dans une configuration appropriée tant sur le plan urbanistique que commercial;

Considérant, par ailleurs, le schéma de développement commercial de la Ville de Tournai qui préconise de concentrer le commerce spécialisé de qualité en centre-ville et de regrouper de préférence le commerce de masse (constitué majoritairement de moyennes et grandes surfaces principalement occupées par des grandes chaînes de distribution, dont l'offre n'est pas spécialisée) dans le noyau périphérique existant;

Considérant que le centre-ville de Tournai est constitué de plus de 90 % de cellules de moins de 200 m²;

Considérant la volonté et les démarches entreprises par la ville de Tournai pour rénover et redynamiser son centre;

Considérant le permis socio-économique délivré par le Collège communal du 5 avril 2012 à la SA WERELDHAVE aux conditions suivantes :

- les surfaces commerciales auront une surface minimale nette de vente fixée à 200 m² pour l'extension du shopping center et de 400 m² pour le retail park
- l'assortiment proposé dans le dossier socio-économique est accepté en ce qui concerne son mix commercial;

Considérant que le permis socio-économique assorti de telles conditions tend, tout en renforçant l'attractivité globale de la ville, à assurer un équilibre avec le centre-ville, dans le respect du schéma de développement commercial;

Considérant que ce permis socio-économique conditionnel rencontre également de façon positive les préoccupations exprimées lors de l'enquête publique quant à l'impact du projet des Bastions sur la dynamique commerciale du centre-ville;

Considérant, toutefois, le recours introduit par le comité socio-économique le 27 avril 2012 contre le permis socio-économique délivré par la Ville de Tournai le 5 avril 2012 et le contre argumentaire développé par celle-ci basé, notamment, sur les motivations susmentionnées;

Considérant la décision du comité interministériel pour la distribution du 24 mai 2012 jugeant ce recours non fondé et autorisant l'extension des Bastions aux conditions du permis socio-économique délivré par la Ville, à savoir des surfaces commerciales de minimum 200 m² pour le shopping et de 400 m² pour le retail park;

Considérant sa décision du 1^{er} juillet 2013 d'approuver les termes de l'acte authentique rectificatif rédigé par le comité d'acquisition d'immeubles de Mons à l'acte de cession intervenu le 5 avril 2005 entre la SA HOLCIM (cédant) et la Ville de Tournai (cessionnaire) et précisant que la parcelle cadastrée section B, n° 155 v2 a été reprise par erreur dans cette cession;

Considérant qu'aux termes de cet acte, la parcelle cadastrée section B, n° 155 v2, appartient désormais à la SA WERELDHAVE;

Considérant que le service public de Wallonie est propriétaire de la petite boucle (non cadastrée) permettant d'entrer sur le site des Bastions au départ de la rue de la Lys;

Considérant les contacts entre la SA WERELDHAVE et le service public de Wallonie dans le but d'acquérir cette parcelle ou de définir les conditions de la poursuite de son utilisation par la SA WERELDHAVE;

Considérant que le projet se conforme dans ses grandes lignes au rapport urbanistique et environnemental (RUE) à l'exclusion de quelques éléments dont, notamment, le fait que les logements de la SA WERELDHAVE ne seront pas implantés au dessus du retail park comme prévu dans le rapport urbanistique et environnemental (RUE), mais accolés à celui-ci;

Considérant que cet écart constitue une évolution qualitative du projet dans la mesure où elle permet :

- des points de vue plus qualitatifs pour les logements projetés, autres qu'une vue sur les toitures du retail park (et leurs équipements techniques)
- une transition plus cohérente entre le retail park et le futur projet de logements sur l'ancien terrain de football
- des gabarits moins importants que ce qui était prévu par le rapport urbanistique et environnemental (RUE) pour le retail park et les logements, ce qui répond aux craintes exprimées par certains riverains quant au dépassement des hauteurs prévues par le rapport urbanistique et environnemental (RUE);

Considérant les modifications introduites par la SA WERELDHAVE le 6 mai 2014 en ce qui concerne la question du phasage à savoir :

- phase 1 : assainissement de la parcelle n° 223 L, nivellement et pose des "L" béton préfabriqués bordant la rue Jean-Baptiste Moens (en cours)
- phase 2 : construction du retail park, ses aménagements paysagers, ses parkings, la réalisation de la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles
- phase 3 : extension et rénovation du centre commercial
- phase 4 : construction des abords et des voiries commerciales, aménagement de la rue Jean-Baptiste Moens
- phase 5 : réaménagement du parking DELHAIZE après ouverture de la phase 3
- phase 6 : bloc de logements, réalisation de la voirie dite du Logis
- phase 7: aménagements des voiries régionales à coordonner avec le service public de Wallonie, la Ville de Tournai et la phase 3;

Considérant qu'il n'y aurait pas de sens à réaliser la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles si les flux y liés se déversaient ensuite dans la rue Jean-Baptiste Moens dans ses dimensions actuelles (goulot d'étranglement);

Considérant qu'il y a lieu de réaliser les aménagements prévus pour la rue Jean-Baptiste Moens parallèlement à la phase 2 (retail park et la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles);

Considérant également la nécessité que les voiries régionales soient aménagées et opérationnelles dès l'ouverture du shopping (après extension) et qu'il y a lieu, dès lors, d'inscrire leur aménagement en phase 3;

Considérant les craintes exprimées par certains riverains lors de l'enquête publique quant à la possibilité de faire demi-tour une fois le véhicule engagé dans la partie basse de la rue des Bastions;

Considérant le mail de la SA WERELDHAVE du 6 mai 2014 stipulant que :

" WERELDHAVE laissera assez de place aux riverains qui habitent en face de l'immeuble ALDI/HUBO pour faire demi-tour au moment de la suppression du passage dans la rue des Bastions suite aux travaux de l'extension du shopping. Ceci sera déjà le cas au début des travaux de démolition de l'immeuble ORES. La construction de la route avec la zone pour faire demi-tour sera réalisée à la fin de la construction des appartements (donc après l'ouverture de l'extension du shopping.";

Considérant l'accord intervenu sur la question des charges d'urbanisme lors de la réunion du 16 avril 2014 entre le SA WERELDHAVE, la Ville de Tournai et le service public de Wallonie, à savoir :

* à charge de la SA WERELDHAVE, les aménagements suivants :

- la rue Jean-Baptiste Moens : aménagement de la voirie (la piste cyclable incluse) jusqu'au rond-point de l'Orient

Montant : 437.000,00 €

- la rue des Bastions :

- . la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys : modification de la voirie (vicinale) et aménagement des abords, égouttage jusqu'à la rue de la Lys
- . la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles : aménagement de la voirie et des trottoirs (en ce compris deux bandes de stationnement)

Montant : 829.000,00 €

- la voirie GALLOO :

- . achat du terrain GALLOO
- . aménagement d'une nouvelle voirie traversante entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles

Montant 1.200.000,00 €

- la voirie dite du Logis : aménagement d'une voirie le long des logements prévus face au terrain de football (avec bande de stationnement sur le terrain de football)

Montant : 305.000,00 €.

- le terrain de football :

- étude du projet d'assainissement (30.000,00 €) et assainissement sous toutes ses formes, en ce compris l'excavation éventuelle des spots de pollution et l'apport de terres de remblai (9.970 m³);

Montant : 117.758,00 € + surcoût lié à toute mesure d'assainissement en dehors de l'apport de terres de remblai.

- rue de la Lys : aménagement de la rue de la Lys entre le carrefour avec le boulevard Walter de Marvis et le site HUBO/ALDI

Montant : 145.000,00 €

- boulevard Walter de Marvis :

- . aménagement d'une bande de présélection sur le boulevard Walter de Marvis avant le carrefour avec la rue de la Lys (en ce compris le renforcement du talus)
- . aménagement (en ce compris les trottoirs) et élargissement du boulevard Walter de Marvis entre la chaussée de Bruxelles et la rue de la Lys : un maximum de 50 % de la largeur totale du boulevard recevra une nouvelle couche d'asphalte de 4 cm, plus création d'un îlot de passage et de deux arrêts de bus sur la propriété de WERELDHAVE)

Montant : 607.000,00 €.

- carrefour boulevard Walter de Marvis + rue de la Lys : aménagement structurel du carrefour sans les feux

Estimation : 548.000,00 €– (± 75.000,00 €) = 473.000,00 €

Soit un montant total de : 4.113.758,00 €

* à charge du service public de Wallonie, les aménagements suivants :

- boulevard Walter de Marvis/chaussée de Bruxelles :
 - . aménagement du carrefour boulevard Walter de Marvis et chaussée de Bruxelles
 - . aménagement des trottoirs chaussée de Bruxelles entre le boulevard Walter de Marvis et la rue de la Paix
 - . aménagement du carrefour chaussée de Bruxelles/rue de la Paix

Montant : 742.000,00 €.

- boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys : aménagement des feux (uniquement) du carrefour boulevard Walter de Marvis/rue de la Lys

Montant : ± 75.000,00 €

- bande de présélection sur le boulevard Walter de Marvis avant le carrefour avec la chaussée de Bruxelles

Montant : ± 100.000,00 €.

Soit un montant total de : 917.000,00 €;

Considérant la pollution détectée sur le site des Bastions au terme des différentes études d'orientation et de caractérisation réalisées dans le cadre du rapport urbanistique et environnemental (RUE);

Considérant que l'étude de caractérisation de 2008 a révélé la présence de métaux lourds sur l'ancien terrain de football;

Considérant que la solution proposée dans le rapport urbanistique et environnemental (RUE) consiste à remblayer le site sur 1,50 m de hauteur dont 30 cm de terre végétale en couche supérieure, ce "capping" permettant d'encapsuler les "spots" de pollution détectés;

Considérant le courrier de la SA WERELDHAVE du 23 avril 2012 sollicitant un droit d'usage de l'ancien terrain de football pendant l'exécution des travaux d'assainissement des Bastions, en contrepartie de la prise en charge de l'étude pour la réalisation du projet d'assainissement s'y référant et de l'apport de terres saines.

Considérant l'avis favorable du Collège communal du 7 décembre 2012 sur le principe de :

- la réalisation et la prise en charge par la SA WERELDHAVE du dossier d'assainissement de l'ancien terrain de football
- la mise à disposition en sa faveur, temporairement et par convention, de l'ancien terrain de football durant les travaux d'assainissement et de réaménagement du site des Bastions, sous réserve de l'assainir et de procéder par remblais avec des terres saines à sa mise à niveau sur la hauteur nécessaire à son assainissement. Celle-ci sera fixée dans le cadre de l'étude d'assainissement et ce sans frais pour la Ville;

Considérant le plan d'assainissement introduit par la SA WERELDHAVE le 27 juin 2012 pour l'ensemble du site des Bastions (shopping et retail park) sur base des dispositions de l'article 92bis du "décret sols", lequel plan a été approuvé en date du 24 avril 2013 par le département des sols et des déchets;

Considérant le plan d'assainissement introduit par la SA WERELDHAVE (pour la Ville de Tournai) en décembre 2012 pour l'ancien terrain de football sur base des dispositions de l'article 92bis du "décret sols";

Considérant l'avis de dossier incomplet du département des sols et des déchets du 6 février 2013;

Considérant le courrier du département des sols et des déchets du 2 avril 2014 informant la Ville de Tournai que les compléments devaient être introduits pour le 15 juin 2014 au plus tard pour pouvoir poursuivre la procédure selon l'article 92bis du décret sols et qu'à défaut, un nouveau dossier devrait être introduit conformément aux articles 37 à 63 du même décret (procédure plus contraignante).

Considérant, in fine, que l'engagement de la SA WERELDHAVE en matière d'assainissement pour l'ancien terrain de football porte uniquement sur l'apport de terres de remblai;

Considérant que, depuis la décision du Collège communal en date du 7 décembre 2012, des incertitudes sont apparues quant au caractère suffisant de cette mesure (remblai par 1 m ou 1,50 m de terre) pour assainir le site du terrain de football, compte tenu de l'évolution du dossier d'assainissement;

Considérant qu'il y a lieu de compléter ce dossier afin d'identifier les mesures précises et adéquates pour assainir l'ancien terrain de football;

Considérant que, suite à des contacts avec le département des sols et des déchets, il s'avère qu'il y aurait lieu de procéder à l'excavation des spots de pollution pour un surcoût estimé à 60.000,00 €;

Considérant la correspondance du 24 mars 2014 de la SA WERELDHAVE, aux termes de laquelle elle informe l'Administration communale :

- du début du projet d'assainissement notifié en date du 24 avril 2013 par le département des sols et des déchets pour le site des Bastions (shopping et retail park) et qui débute par le retail park;
- qu'elle n'a plus besoin de l'ancien terrain de football pour la réalisation de l'assainissement du site des Bastions, ce dernier pouvant se faire in situ sur l'espace retail park;
- de l'engagement de ladite société de livrer, à titre gratuit, environ 7.000 m³ de terre saine de remblais afin de réaliser une rehausse du niveau actuel d'un mètre, étant entendu que les terres saines seraient disponibles au plus tard le 1^{er} mai 2014.

Un stockage de ces terres sur environ 50 % de la surface totale serait suffisant;

- de l'engagement de cette société de prendre en charge le dossier d'assainissement pour l'ancien terrain de football afin d'obtenir auprès du département des sols et des déchets l'approbation du projet d'assainissement pour ce terrain;
- de la nécessité, de ce fait, de libérer la parcelle communale des pavés qui y sont stockés afin d'effectuer un complément d'analyse de sol pour l'étude d'assainissement du terrain.

Considérant la problématique des pavés qui sont déposés sur l'ancien terrain de football depuis quelques années;

Considérant les interrogations des services techniques communaux quant à l'opportunité de déplacer les pavés compte tenu du coût lié à leur déplacement et à la difficulté de trouver un terrain pour les y déposer;

Considérant, pour mémoire, que la Ville de Tournai est propriétaire du terrain sis à Tournai, rue des Bastions, cadastré ou l'ayant été section B, n° 155 x 2 d'une contenance cadastrale totale de 80 a 7 ca (ancien terrain de football d'Allain);

Considérant, également pour mémoire, que l'ancien terrain de football est affecté en zone de logements aux termes du rapport urbanistique et environnemental (RUE) approuvé par le Gouvernement wallon le 9 septembre 2010;

Considérant qu'en dépit de l'abandon du projet de logements durables y initié par le Logis tournaisien, l'affectation donnée par le rapport urbanistique et environnemental (RUE) reste de vigueur;

Considérant que cette affectation répond, dès le départ, au souci de créer un projet mixte (commerces, logements, espaces publics, connexion avec le centre-ville, architecture qualitative) qui respecte le caractère particulier du hameau d'Allain (village urbain) et qui répond, de ce fait, aux revendications et attentes des riverains concernés;

Considérant que l'inscription d'une zone d'habitat procédait de la volonté de créer une zone tampon entre la zone commerciale et la zone d'habitat existante;

Considérant, par ailleurs, que pour cette raison, un projet de logements a également été prévu aux termes du rapport urbanistique et environnemental (RUE), au sud du retail park sur le terrain appartenant à la SA WERELDHAVE;

Considérant le relief particulier de la zone et, plus particulièrement, le fait que l'ancien terrain de football se situe en contrebas de la zone retail park (différence de niveau de 1 m);

Considérant que le non-remblayage de l'ancien terrain de football va mettre en évidence cette différence de niveau et générer un sentiment d'incohérence du projet alors même que le devenir du terrain communal a été réfléchi et intégré dès le stade du rapport urbanistique et environnemental (RUE) au projet commercial de la SA WERELDHAVE;

Considérant que, a contrario, le remblai va accentuer le dénivelé à la limite sud de l'ancien terrain de football, côté riverains;

Considérant qu'il faudra gérer cette différence de niveau par talus, soutènement ou gabions, à charge de la SA Wereldhave, pour éviter le ruissellement des eaux et l'écoulement des boues.

Considérant, d'autre part, que l'assainissement représente un coût que la Ville de Tournai n'est pas à même de supporter;

Considérant l'opportunité d'assainir le terrain de football compte tenu de la plus-value que peut réaliser la Ville en le revendant ou en le mettant en œuvre (pour rappel, les estimations du receveur de l'enregistrement du 28 mai 2004 et du 26 mars 2012 étaient de l'ordre de 30,00 € le m² pour un montant total de 240.210,00 €);

Considérant le risque de vol et/ou de dégradation à moyen et long terme des pavés compte tenu de leurs conditions actuelles de conservation (entreposés à même le sol d'où risque d'enfouissement et d'envahissement par les herbes, rendant les conditions d'extraction et d'exploitation pénibles et coûteuses);

Considérant la responsabilité de la Ville vis-à-vis des tiers quant au maintien sur le long terme de ce site en l'état (sans assainissement).

Considérant qu'il ne serait pas judicieux d'autoriser la SA WERELDHAVE à déposer des terres de remblai si le plan d'assainissement conclut à la nécessité de déblayer pour excaver les spots de pollution;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de solutionner la problématique des pavés afin de permettre l'assainissement de l'ancien terrain de football;

Considérant que le coût des charges d'urbanisme doit représenter un pourcentage raisonnable du coût de l'ensemble des travaux et que le principe de proportionnalité s'apprécie en fonction du poids supplémentaire que le projet fait supporter à la collectivité;

Considérant la charge supplémentaire que le projet des Bastions fait supporter à la Ville : charroi supplémentaire important, artificialisation des terres, etc.;

Considérant que le montant investi par la SAWERELDHAVE avoisine les 80 millions d'euros;

Considérant qu'il serait raisonnable, dans le respect du principe de proportionnalité, d'imposer à la SA WERELDHAVE un pourcentage de 7 % de charges d'urbanisme pour un montant total de 5 millions d'euros;

Considérant que les charges inhérentes aux voiries et équipements atteignent un montant approximatif de **4.113.758,00 €** et qu'il y a lieu d'étendre les charges d'urbanisme pour atteindre le montant susindiqué;

Considérant que les charges d'urbanisme peuvent couvrir toute mesure favorable à l'environnement;

Considérant qu'en imposant à la SA WERELDHAVE d'acquérir un terrain pour stocker les pavés, la Ville tente de rencontrer de manière durable les besoins socio-économiques et environnementaux de la collectivité, à savoir : l'assainissement d'une friche, la création de logements dans des espaces centraux, la réalisation de logements durables, la promotion d'une mixité de fonctions urbaines en continuité avec le centre-ville, le soutien au tissu économique inséré à l'habitat dans les villages et les quartiers, etc.;

Considérant les investigations des services techniques communaux afin de trouver le terrain adéquat pour l'entreposage des pavés et leur proposition portant sur une parcelle située à Froyennes, à proximité du site du Pont de Maire;

Considérant, également, que le rapport urbanistique et environnemental (RUE) préconise l'aménagement à usage récréatif d'une bande de 15 m entre le retail park et la zone d'espace boisé;

Considérant qu'il y a lieu de veiller à la continuité des aménagements autour du site dont, notamment, ceux affectés à la mobilité douce;

Considérant la demande des riverains de réaffecter l'ancien terrain de football en zone d'espaces verts pour faire office de tampon avec la zone commerciale, à défaut de réaliser le projet de logements durables;

Considérant que cette option peut être retenue à titre provisoire et temporaire compte tenu de sa réversibilité et de son opportunité environnementale tout en sachant que le terrain dont objet est affecté, aux termes du rapport urbanistique et environnemental (RUE) approuvé par l'arrêté ministériel du 9 septembre 2010, en zone d'habitat et qu'un autre projet résidentiel peut se développer dans le futur en conformité avec le rapport urbanistique et environnemental (RUE);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 35 voix pour et 3 voix contre;

DECIDE :

d'approuver le **projet de rénovation et d'extension du centre commercial des Bastions, en ce compris la création des nouvelles voiries qui seront versées dans le domaine public communal**, à savoir :

- la nouvelle voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles;
- la nouvelle voirie dite du Logis entre le projet de logements accolé au retail park et l'ancien terrain de football;

aux conditions suivantes :

a) en ce qui concerne l'assainissement de l'ancien terrain de football :

- de compléter le dossier d'assainissement avant juin 2014 et d'attendre ses conclusions pour identifier les mesures précises visant à assainir l'ancien terrain de football;
- de ne pas autoriser, par conséquent, à ce stade la sa Wereldhave à déposer des terres sur l'ancien terrain de football (comme demandé dans son courrier pour le 1^{er} mai 2014);
- d'inclure dans les charges d'urbanisme incombant à la sa Wereldhave, la prise en charge de toute mesure future d'assainissement du terrain de football identifiée par le plan d'assainissement, en ce compris l'excavation éventuelle des spots de pollution et l'apport des terres de remblai;
- d'inclure dans les charges d'urbanisme incombant à la sa Wereldhave l'achat du terrain identifié par les services techniques communaux pour entreposer les pavés ainsi que le déplacement de ces pavés;

b) La SA Wereldhave prendra aussi en charge les travaux suivants :

- la rue Jean-Baptiste Moens à savoir :
 - * aménagement de la voirie (la piste cyclable incluse) jusqu'au rond-point de l'Orient;

Montant : 437.000 euros

- la rue des Bastions à savoir :
 - * la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys :
 - . modification de la voirie (vicinale) et aménagement des abords;

- . égouttage jusqu'à la rue de la Lys;
 - * la partie entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles :
 - . aménagement de la voirie et des trottoirs (en ce compris les deux bandes de stationnement);
 - Montant : 829.000 euros.**
 - la voirie Galloo
 - * achat du terrain Galloo;
 - * aménagement d'une nouvelle voirie traversante entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles;
 - Montant 1.200.000 euros.**
 - la voirie dite du logis
 - * aménagement d'une voirie le long des logements prévus face au terrain de football (avec bande de stationnement sur le terrain de football);
 - Montant : 305.000 euros.**
 - le terrain de football
 - * étude du projet d'assainissement (30.000 euros) et assainissement sous toutes ses formes, en ce compris l'excavation éventuelle des spots de pollution et l'apport de terres de remblai (9.970 m³);
 - Montant : 117.758 euros + surcoût lié à toute mesure d'assainissement en dehors de l'apport de terres de remblai.**
 - rue de la Lys à savoir :
 - * aménagement de la rue de la Lys entre le carrefour avec le boulevard Marvis et le site Hubo/Aldi;
 - Montant : 145.000 euros**
 - boulevard Marvis :
 - * aménagement d'une bande de présélection sur le boulevard Marvis avant le carrefour avec la rue de la Lys (en ce compris le renforcement du talus);
 - * aménagement (en ce compris les trottoirs) et élargissement du boulevard Marvis entre la chaussée de Bruxelles et la rue de la Lys; (un maximum de 50 % de la largeur totale du boulevard recevra une nouvelle couche d'asphalte de 4 cm) (y compris création d'un îlot de passage et 2 arrêts de bus sur la propriété de Wereldhave)
 - Montant : 607.000 euros**
 - carrefour boulevard Marvis + rue de la Lys;
 - * aménagement structurel du carrefour sans les feux;
 - Estimation : 548.000 – (+/-75.000) = 473.000 euros**
 - aménagement de la bande de terrain de 15 m entre le retail park et l'espace boisé avec l'élagage des arbres et la réalisation d'un sentier pour modes doux;
 - aménagement de la partie basse de la rue des Bastions (voirie, trottoirs, piste cyclable);
 - achat d'un terrain pour entreposer les pavés;
- Pour un montant total de 5 millions d'euros correspondant à 7 % de l'investissement de départ;**

c) de respecter le phasage suivant :

Phase 1 :

- assainissement de la parcelle 223L, nivellement et pose des «L» béton préfabriqués bordant la rue Jean-Baptiste Moens (en cours);

Phase 2 :

- construction du retail park, de ses aménagements paysagers et de ses parkings;
- la réalisation de la voirie de jonction entre la rue des Bastions et la chaussée de Bruxelles;
- aménagement de la rue Jean-Baptiste Moens;

Phase 3 :

- extension et rénovation du centre commercial;
- aménagement des voiries régionales;

Phase 4 :

- construction des abords et des voiries commerciales;

Phase 5 :

- réaménagement du parking Delhaize après ouverture de la phase 3;

Phase 6 :

- bloc de logements;
- réalisation de la voirie dite du logis;

- d) respecter l'avis du SPW DGO1 du 4 octobre 2012;
- e) respecter l'avis du Service Mobilité du 9 octobre 2012;
- f) respecter l'avis de l'Intercommunale de propreté publique (IPALLE) du 5 avril 2013;
- g) respecter l'avis des Services techniques communaux, lequel a été sollicité le 4 septembre 2012;
- h) respecter l'avis de la CCATM du 24 octobre 2012 à savoir :
 - de prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la connexion avec le centre-ville;
 - de rappeler la mémoire des lieux conformément à l'avis de la commission du 23 novembre 2011 sur l'avant-projet;
 - de résoudre la problématique des voiries avant l'ouverture du site;
- i) veiller à la qualité et à la continuité des aménagements des abords (voiries, trottoirs et pistes cyclistes);
- j) une aire de rotation provisoire sera prévue face au projet de logements de Wereldhave afin de permettre aux habitants du bas de la rue des Bastions de faire demi-tour dès l'aménagement de celle-ci et jusqu'à la réalisation de la voirie dite du logis;
- k) toutes les mesures nécessaires seront prises pour atténuer les nuisances du chantier à savoir:
 - limiter le chantier à 6jours/7;
 - limiter les horaires de chantier (de 7 à 17 heures, avec une pause à midi);
 - bâcher les camions pendant le transport des terres contaminées hors du site (afin de respecter la gestion des risques sur l'environnement et la santé);
- l) les livraisons se feront en journée. Aucune livraison de nuit ne sera effectuée afin de sauvegarder la quiétude des riverains;
- m) d'autres conditions d'usage peuvent être précisées par le Collège.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la demande de permis unique (classe 1) introduite le 9 juillet 2012 par la SA WERELDHAVE en vue de rénover et d'étendre le centre commercial les Bastions et de construire un ensemble d'appartements sis à 7500 Tournai, entre le boulevard Walter de Marvis, la rue Jean-Baptiste Moens, la rue du Four l'Estienne, la rue de la Lys, la rue des Bastions, cadastré 2^{ème} division, section B, parcelle n° 136 a2, 136b2, 136c2, 136d2, 136e2, 136f2, 136g2, 136z, 141p, 144 r, 144 s, 144 t, 144 v, 144 w, 145 g, 146 h2, 155r2, 155 s2, 155 t2, 155v2, 160 e3, 160m3, 160 v2 et 223 l;

Considérant les plans annexés au dossier, lesquels prévoient :

- l'extension du shopping commercial existant (sur 18.000 m² bruts). Le nouveau bâtiment (existant + extension) accueillera ± 90 entités commerciales (dont 39 pour l'extension) et deux parkings en sous-sol sur deux niveaux pour une capacité de 1.130 places. L'extension nécessitera la démolition d'une grande partie du bâtiment de l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) (à l'exclusion de l'aile en V à front de la rue de la Lys). Le shopping actuel (18.000 m² bruts) et le parking nord (460 places) seront rénovés;
- la construction d'un nouveau Retail Park de 10 entités commerciales (sur 10.000 m² bruts) sur la ZACC adjacente (Zone d'aménagement communal concerté). Il sera composé de deux volumes implantés autour d'un nouveau parking central de 360 places;
- la construction de 18 appartements et l'aménagement de 16 places de parking au sud de ce Retail Park;
- l'aménagement des voiries et abords à savoir :
 - * le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la rue de la Lys, selon deux principes :
 - réaménagement de la partie haute de la rue entre le centre commercial existant et le Retail Park projeté sur la ZACC. Cette partie est dédiée à la construction douce liée à l'activité commerciale. Il y est créé un espace paysager central
 - mise en zone 20 km/heure du solde de la voirie (partie basse) dédiée à la circulation motorisée et à la mobilité douce et desservant principalement les logements
 - les parties haute et basse de la voirie seront séparées par un dispositif infranchissable pour les voitures (écluse), à l'exception des services de secours, afin de séparer les activités commerciale et résidentielle;
 - * l'élargissement et le réaménagement de la rue Jean-Baptiste Moens (voirie vicinale) jusqu'au rond-point de l'Orient avec la réalisation d'une seconde piste cyclable, de trottoirs et d'un alignement arboré (côté ZACC);
 - * l'élargissement et le réaménagement de la rue des Bastions dans son tronçon entre la rue Jean-Baptiste Moens et la chaussée de Bruxelles avec mise en sens unique entrant au départ de la chaussée de Bruxelles;
 - * la création d'une voirie perpendiculaire à la rue des Bastions pour desservir le projet de logements;
 - * la réalisation d'une voirie traversante entre la chaussée de Bruxelles et la rue des Bastions sur l'assiette de terrain appartenant anciennement à la société Galloo;
 - * l'aménagement d'un parvis à front de la rue de la Lys;
- 4 accès au site :
 - * rue de la Lys, de et vers le parking souterrain;
 - * boulevard Walter de Marvis (entrée Quick), de et vers le parking aérien existant;
 - * rue Jean-Baptiste Moens (dans sa partie haute), de et vers parking aérien existant;
 - * rue des Bastions (dans sa partie haute), de et vers les parkings souterrain et aérien à aménager sur la ZACC.
- 4 accès pour les livraisons dont un entre le massif boisé et les deux surfaces commerciales projetées sur la ZACC;
- l'optimisation de l'itinéraire des bus et de la localisation des abribus avec création d'un nouvel abribus au niveau de la rue des Bastions;
- l'aménagement de plusieurs abris (250 vélos);
- l'aménagement de massifs végétaux autour du site permettant la circulation des modes doux;
- la pose d'enseignes et de totems;
- les matériaux utilisés :
 - * Matériaux centre commercial :

Béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage métallique gris foncé, treillis inox, maille inox.
Pour les volumes «entrées» : Bardage métallique sombre, verre, verre sérigraphié, inox brossé, pierre bleue avec plusieurs finitions;

* Matériaux Retail Park :

Béton terreux, lamelles aluminium gris foncé, bardage bois, polycarbonate, toiture sedum (végétalisée);

* Matériaux logements : Béton terreux, briques, béton;

* Matériaux abords : Blocs de haies, béton lavé gris, béton lavé brun, asphalte brun, pavés ton brun, palplanches, bornes en bois, garde-corps en afzélia et treillis inox;

Considérant que le projet nécessite la modification de voiries vicinales (rues Jean-Baptiste Moens et des Bastions);

Considérant que l'enquête publique y relative a eu lieu du 26 novembre au 13 décembre 2012 et ce, dans le cadre de la procédure de la loi de 1841 sur la voirie vicinale;

Considérant qu'aucune réclamation n'a été introduite;

Considérant que, selon les mesures transitoires du décret du 6 avril 2014 sur les voiries, il y a lieu de poursuivre la procédure antérieure concernant les voiries vicinales, en application de la loi de 1841 (décision du Conseil communal puis du Collège provincial);

Considérant que l'envoi de la demande relative à la voirie communale au Conseil communal a pour effet d'interrompre pour le Service public de Wallonie (SPW), Direction générale opérationnelle (DGO) 4 les délais de procédure du permis unique [article 129 quater du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE)];

Considérant que la rue des Bastions ne sera pas privatisée, mais réaménagée de manière à sécuriser et à favoriser le passage des bus et la mobilité douce entre le shopping existant et le Retail Park; que de ce fait, elle conservera son caractère public;

Considérant que les aménagements prévus à la rue des Bastions (chemin n° 7) dans son tronçon haut entre le centre commercial existant et le Retail Park projeté sur la ZACC consisteront en l'élargissement de 986 m² de cette partie de la voirie vicinale; qu'elle sera dédiée à la circulation douce liée à l'activité commerciale; qu'il y est créé des espaces publics, en l'occurrence :

- * une passerelle permettant une liaison piétonne;
- * un plan d'eau réinterprétant l'histoire du site et accueillant un gradinage permettant une pose;
- * des placettes conçues sous forme de Bastions réinterprétés;
- * une piste cyclable;
- * un abribus.

Considérant que les aménagements prévus pour la rue Jean-Baptiste Moens (chemin n° 5) consisteront en l'élargissement de 229 m² avec réalisation d'un trottoir, d'une piste cyclable (côté Wereldhave) ainsi que d'un alignement arboré, et ce jusqu'au rond point de l'orient, la piste cyclable existante étant maintenue;

Considérant l'avis favorable du Service Mobilité du 9 octobre 2012 en ce qui concerne les voiries vicinales concernées, sous certaines conditions à savoir :

Pour la rue des Bastions

- Les sens de circulation sont conformes à l'étude de mobilité du projet
- Les traversées piétonnes devront être adaptées aux personnes à mobilité réduite
- La portion de la rue des Bastions en sens unique devra être aménagée en sens unique limité pour les vélos
- De nombreuses places de stationnement localisées à gauche de la 1^{ère} partie de la rue des Bastions (en venant de la chaussée de Bruxelles) sont localisées devant des garages et ne pourront donc pas être aménagées.
- L'aménagement de l'arrêt de la Société de Transport en Commun du Hainaut (TEC) devra faire l'objet d'une validation par la Société régionale wallonne des transports

Pour la rue Jean-Baptiste Moens

- Les traversées piétonnes doivent être adaptées aux personnes à mobilité réduite
- Une piste cyclo-piétonne d'une largeur de 2,5 m est établie du côté Retail Park. Sa traversée au niveau de la sortie «livraison» doit être continue en largeur et prendre la forme d'un «trottoir traversant», la piste cyclo-piétonne devant garder un caractère prioritaire par rapport à la circulation de livraisons. Les marquages de la BCS (bande cyclable suggérée) doivent être interrompus au niveau de la traversée du chemin du Four l'Estienne s'agissant d'une priorité de droite;

Vu le plan modificatif de la voirie vicinale dressé le 17 octobre 2012 par M. Pascal COLIN, géomètre-expert à MONS;

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 3 voix contre;

APPROUVE :

l'élargissement des chemins n° 5 et 7 à Tournai conformément au plan établi le 17 octobre 2012 par le géomètre expert Pascal COLIN;

DECIDE :

de proposer au Collège provincial l'élargissement des chemins numéros 5 et 7 à Tournai conformément au plan établi le 17 octobre 2012 par le géomètre-expert Pascal COLIN.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** sort de séance.

8. Hall des sports de Kain. Règlement d'ordre intérieur. Grille tarifaire. Approbation.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

Nous avons décidé le 23 décembre 2009 de désigner l'entreprise TRADECO BELGIUM SA comme adjudicataire du marché de promotion de travaux portant à la fois sur la conception, la réalisation et le financement d'un hall des sports à ériger en lieu et place de l'infrastructure sportive polyvalente existante, sise rue du Vert Lion à Kain.

Nous avons également décidé le 4 avril 2014 de confier dans un premier temps au Service des Sports de la Ville de Tournai la gestion du futur hall des sports de Kain.

Dans ce cadre et pour une gestion saine et efficace de l'infrastructure, il y a lieu d'arrêter :

- 1) le règlement d'ordre intérieur du hall des sports de Kain
- 2) la grille tarifaire qui y sera appliquée."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, intervient d'emblée à propos de ce point :

" Nous avons essayé ensemble de comprendre la grille tarifaire figurant dans le dossier. Nous avons eu du mal à nous y retrouver. En fait, nous avons constaté qu'il s'agit simplement d'une photocopie de la grille de tarification du hall des sports de la Caisse d'Epargne de la Ville de Tournai (CET). Donc, renseignements pris auprès du hall des sports de la CET, nous avons mieux compris de quoi il s'agissait.

Je voudrais revenir sur l'historique du hall des sports.

Dans les années 2007-2008, lorsque le Collège a voulu mettre un outil décent aux clubs occupants, dont le basket, et à tous les élèves de la zone, l'idée était de réaliser un projet permettant à chacun de bénéficier de conditions correctes pour la pratique sportive. Quand on examine la tarification proposée, nous nous interrogeons sur le résultat qui sera atteint. Je rappelle que le principal club qui occupait l'ancien hangar en tôle bénéficiait de deux avantages lui permettant de fonctionner dans de bonnes conditions : des tarifs d'occupation peu élevés et le bénéfice du bar. J'ai toujours été un ardent défenseur de ce deuxième élément. Vous pouvez en effet construire un très beau hall des sports, mais si vous ne permettez pas aux clubs de bénéficier de certaines recettes, notamment celle de la buvette, on peut s'interroger sur le devenir du club. Sachant qu'entre-temps, nous avons octroyé à ce club un subside pendant plusieurs années pour compenser le surcoût qu'il avait à supporter en occupant le hall de la CET. Sans recettes et avec des charges beaucoup plus importantes, la survie du club est pratiquement impossible. Or, la tarification qui nous est soumise ne fait pas apparaître de solution pour l'occupation ou la gestion de la cafétéria. On entend que les prix demandés y seraient très importants, ce qui priverait encore une fois le club de certaines recettes. En augmentant les tarifs pour amener des recettes dans la caisse communale,

on est obligé de voter un subside pour aider un club à survivre. Donc pour simplifier les choses, il faudrait appliquer des tarifs un peu plus raisonnables pour ne pas être contraints de reverser l'argent que l'on reçoit, sous forme de subsides.

Nous avons également relevé une incohérence au sujet de l'occupation des vestiaires extérieurs. Le coût d'occupation pour un utilisateur occasionnel y est de 4,00 € et le coût d'occupation pour les utilisateurs réguliers est de 7,00 €. Dans toutes les salles qui sont louées, on favorise d'abord les occupants réguliers. Ici, c'est le contraire qui est proposé. C'est plutôt pour les occupants occasionnels qu'il faudrait majorer la tarification.

Pour terminer, nous espérons que nous serons invités à l'inauguration, contrairement au terrain de football américain, projet que nous avons défendu.

Un tout dernier élément : le tarif qui nous est proposé ne fait pas apparaître les conditions appliquées aux écoles. La présentation de ce dossier est un peu légère."

Monsieur l'Echevin PS, **T. BOUZIANE**, répond comme suit à cette intervention :

" Concernant la grille tarifaire, par souci d'équité vis-à-vis de tous les clubs bénéficiant des infrastructures communales, nous avons aligné pratiquement les tarifs sur ceux du hall sportif de la CET. Pour éviter le déplacement des clubs d'un hall à l'autre, comme nous le connaissons actuellement dans certains clubs, nous avons voulu diminuer les prix, alors que le hall est tout neuf. Nous avons le souci de promouvoir cet outil et de l'ouvrir un peu plus aux nouveaux clubs. La grille tarifaire qui est présentée est un résumé sous forme de tableau. J'admets qu'elle peut présenter une certaine complexité. Les grilles d'occupation sont plus faciles à comprendre.

Concernant la buvette, ça se passe pour l'instant très bien vis-à-vis des clubs. Il y aura une convention d'occupation. Dès le départ, nous avons décidé de leur confier la gestion. Cette buvette aura 300 m². Elle attirera beaucoup de monde. 22 associations sportives demandent à l'occuper. Les clubs sont tous contents. Nous mettrons à leur disposition un espace complètement équipé. Nous comptons réceptionner le bâtiment à la fin du mois de juin. Si tout va bien, il sera ouvert pour la reprise des entraînements le 15 juillet. L'inauguration de la buvette aura lieu au mois d'octobre. Elle ne sera donc pas disponible tout de suite. Mais il y a pour l'instant une buvette à proximité qui est encore fonctionnelle. L'inauguration du hall aura lieu lors de la fête des champions le 7 novembre 2014.

Au sujet des tarifs occasionnels, je veux apporter les précisions suivantes : les clubs occasionnels sont favorisés précisément parce qu'ils bénéficient des infrastructures ponctuellement. Ceux qui veulent bénéficier d'une tranche horaire permanente pendant l'année devront payer plus cher. C'est notre volonté politique. De toute manière, dans un cas comme dans l'autre, ces tarifs sont dérisoires."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, intervient à nouveau :

" Je ne comprends toujours pas pourquoi on privilégie les occupants occasionnels. Ce n'est pas cohérent. Sur le document de la CET, il est indiqué "occupation occasionnelle égale tarif supérieur au tarif de base". Certes, il ne s'agit pas de montants énormes, mais celui qui vient de temps en temps doit pouvoir payer quelques euros de plus par rapport à un occupant régulier. Ça me paraît incohérent. Concernant la buvette, je comprends bien que des négociations sont en cours. Je suppose que cela fera l'objet ultérieurement d'un point qui nous sera soumis."

Monsieur l'Echevin PS, **T. BOUZIANE**, signale que le dossier relatif à l'équipement de la buvette sera soumis au Conseil communal du 30 juin 2014.

Par 31 voix pour et 6 abstentions, le Conseil communal prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la décision du Collège communal du 23 décembre 2009 de désigner l'entreprise TRADECO BELGIUM SA comme adjudicataire du marché de promotion de travaux portant à la fois sur la conception, la réalisation et le financement d'un hall des sports à ériger en lieu et place de l'infrastructure sportive polyvalente existante, sise rue du Vert Lion à Kain;

Considérant la décision du Collège communal du 4 avril 2014 de confier dans un premier temps au Service des Sports de la Ville de Tournai la gestion du futur hall des sports de Kain;

Considérant que pour une gestion saine et efficace de l'infrastructure, il y a lieu d'arrêter le règlement d'ordre intérieur du hall des sports de Kain;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 6 abstentions;

DECIDE :

d'arrêter le **règlement d'ordre intérieur du Hall des sports de Kain** dont les termes suivent :

"Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

- Club : tout groupement, club ou association constitué en vue de l'exercice d'une activité sportive.
- Utilisateur : toute personne qui, soit de manière individuelle, soit dans le cadre de l'activité organisée par un club, utilise l'espace sportif.
- Visiteur : toute personne n'appartenant pas au personnel communal présente dans le centre sportif sans avoir la qualité d'utilisateur.
- Surface de jeux : surface comprenant les terrains de sport et aires de jeux.
- Centre : ensemble des aires de jeux, terrains de sport, vestiaires, cafétéria et dépendances (couloirs, sanitaires, parking, zones techniques, pourtours...) compris dans le Hall des sports de Kain.
- Gestionnaire du hall des sports de Kain : agent du Service des Sports de la Ville de Tournai
- Autorisation d'occupation : autorisation octroyée en exécution de l'article 2 ci-après.

Article 1^{er} - Champ d'application

Le présent règlement est d'application dans le Centre sportif de Kain situé à la rue du Vert Lion à 7540 Kain.

Toute personne qui fréquente le Centre, que ce soit en qualité d'utilisateur ou de visiteur, est tenue de respecter le présent règlement.

Ce règlement restera affiché à l'entrée du hall des sports de Kain et toute personne y pénétrant est réputée en avoir pris connaissance.

Article 2 – Demande d'occupation d'une surface de jeux

A. Demande d'occupation saisonnière par un club - demande d'occupation pour participation à un championnat

Les clubs introduisent leur demande d'occupation le plus tôt possible à l'aide du formulaire ad hoc mis à leur disposition sur le site du hall des sports de Kain et dûment complété.

La demande d'occupation sera accompagnée du versement d'une caution dans les cas et à concurrence du montant fixés par le Conseil communal. Lorsque le paiement d'une caution est prévu, la demande d'occupation ne sera valablement enregistrée et traitée qu'après le versement effectif de la caution selon les modalités qui seront précisées.

Les demandes d'occupation en vue de la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent être introduites avant le mois de mai précédant la saison en question à l'aide du formulaire mis à disposition sur le site du hall des sports de Kain et dûment complété.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats des diverses disciplines et les occupations programmées. En cas de litige, c'est le Collège communal qui tranchera.

Les demandes sont introduites auprès de la commune, soit par courrier au moins 30 jours avant l'occupation, soit au moyen du formulaire ad hoc mis à disposition sur le site du hall des sports de Kain et dûment complété.

Tout désistement doit être signifié par écrit dès que possible au gestionnaire du hall des sports de Kain et au plus tard la semaine qui précède l'événement. Le montant de la redevance applicable est fixé par le Conseil communal.

Le paiement de la redevance devra être effectué dans les huit jours de la réception de la facture au compte de l'Administration communale de Tournai qui sera communiqué. Le non-paiement dans le délai précité engendrera de plein droit et sans mise en demeure la déduction d'un intérêt de retard de 1 % par mois.

La redevance est due dès la réservation, qu'il y ait occupation effective des locaux réservés ou non. Le Collège communal se réserve le droit de ne pas donner suite aux demandes d'occupation émanant de clubs qui n'honorent pas leurs factures dans les délais.

Le Collège communal se réserve le droit d'interdire l'accès aux installations en cas de non-paiement des factures dans les 8 jours de l'envoi d'une lettre de rappel de paiement.

B. Occupation occasionnelle par des «individuels»

Le planning est affiché à l'accueil et des réservations peuvent y être effectuées pour les heures encore disponibles.

Pour les utilisateurs «individuels», toute demande d'occupation doit être introduite auprès du service d'accueil du centre et être reprise dans le carnet des réservations tenu par celui-ci.

Tout désistement doit être signifié dès que possible et au plus tard 7 jours ouvrables avant l'occupation.

Le non-respect de cette directive entraîne la facturation de la période de réservation.

Le paiement s'effectuera à la réservation et au plus tard avant le début de l'occupation.

En cas de non-paiement de la redevance due, le demandeur ne sera pas autorisé à accéder à la surface de jeux souhaitée.

Article 3 – Conditions relatives aux horaires d'occupation

3.1 Le Centre est accessible de 8 à 22 heures et les terrains extérieurs de 8 à 22 heures.

3.2 L'utilisateur est tenu de respecter l'horaire prévu dans l'autorisation d'occupation octroyée et libèrera la surface de jeux à l'heure exacte après avoir, le cas échéant, rangé le matériel.

3.3 Toute modification d'horaire de l'autorisation octroyée, qu'elle soit saisonnière ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège communal à l'aide du formulaire ad hoc au moins quinze jours à l'avance.

3.4 Le club, l'équipe ou les sportifs individuels qui seront les derniers utilisateurs du hall avant la fermeture s'engagent à fermer le bâtiment à clé et à éteindre l'éclairage du hall des sports de Kain après leur occupation.

Article 4 – Conditions d'utilisation d'une surface de jeu

4.1. L'accès à une surface de jeux n'est possible qu'aux utilisateurs détenteurs d'une autorisation d'occupation soit à titre personnel soit au nom du club à l'activité duquel ils participent. L'accès aux surfaces de jeux n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement de l'activité sportive (arbitres, juges...). Les accompagnants doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la cafétéria.

4.2. L'accès à une surface de jeux est interdite à quiconque portant des chaussures non munies de semelles blanches et en parfait état de propreté : elles ne peuvent avoir été utilisées à l'extérieur. Les chaussures à cales, à studs, de même que celles susceptibles de salir ou de détériorer les revêtements de sol des surfaces de jeux sont strictement interdites. Ces mesures valent également pour tous les accompagnateurs dont la présence est indispensable sur la surface de jeux (arbitres, juges, responsables de clubs,...).

4.3. L'utilisateur d'une surface de jeux ne peut lui donner aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il veillera à ne pas déranger les autres activités en cours.

- 4.4.** L'autorisation d'occupation implique l'autorisation d'utiliser, dans le respect du tableau d'occupation, les parties des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement nécessaire et au maximum 15 minutes avant et une demi-heure après la durée de l'activité.
Les utilisateurs veilleront à éviter tout gaspillage d'eau durant les utilisations des douches.
- 4.5.** Le matériel éventuellement apporté par l'utilisateur l'est à son propre risque et moyennant autorisation préalable du gestionnaire.
- 4.6.** Les locaux et matériels utilisés devront être tenus en bon état, propres et ordonnés.
Les utilisateurs doivent faire les vérifications utiles avant chaque utilisation et signaler sur le champ les constatations anormales au service d'accueil; à défaut, l'utilisateur est présumé les avoir reçus en parfait état de fonctionnement. Toute disparition, tout dommage constaté durant et après l'utilisation tomberont à charge de l'utilisateur au prix du remplacement ou de la remise en bon état.
- 4.7.** Les utilisateurs doivent procéder, suivant les consignes données par le gestionnaire ou son délégué, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur des plages horaires qui leur ont été attribuées et sans dépasser leur heure de fin d'activité. L'utilisateur veillera à ce que ces opérations ne soient pas source de dégradations pour les revêtements et les locaux.
- 4.8.** Les clubs utilisant les infrastructures devront désigner une personne qui, vis-à-vis de la Ville de Tournai, sera responsable de l'application du présent règlement et du respect des consignes données par le gestionnaire ou son délégué.
- 4.9.** Les clubs veilleront à ce que les clubs «visiteurs» utilisent les installations du Centre dans le respect du présent règlement.
- 4.10.** Les autorisations d'occupation ne peuvent être cédées sans l'accord écrit du Collège Communal.

Article 5 – Règles à respecter par les visiteurs et utilisateurs

- 5.1.** Il est strictement interdit aux utilisateurs et aux visiteurs d'introduire dans le Centre sportif :
- De l'alcool, des drogues ou des stimulants;
 - Des matières inflammables ou explosives, des liquides ou des gaz;
 - Toutes armes ou objets qui par leur nature peuvent être utilisés comme tels;
 - Tous les objets, matières ou produits qui pourraient nuire à la sécurité de la foule, troubler le déroulement des rencontres, ou causer des dommages aux biens ou aux personnes.

Sans préjudice d'autres sanctions prévues l'article 10, les personnes qui ne respecteraient pas les interdictions précitées se verront d'office refuser l'accès au Centre.

- 5.2.** Il est formellement interdit de fumer à l'intérieur du centre sportif.

- 5.3.** Chacun est tenu de se comporter dans le respect de la morale, de la décence et des règles d'hygiène.

Article 6 – Règles spécifiques à respecter par les visiteurs

6.1. Il est interdit aux visiteurs :

- d'accéder aux surfaces de jeux;
- de se rendre dans les parties d'installations non accessibles au public;
- de se rendre dans les douches et vestiaires;
- d'entraver l'accès ou l'évacuation;
- de vendre ou de mettre en vente sans autorisation de la Ville de Tournai des objets, boissons, nourritures ou tout autre produit.

6.2. Le visiteur s'interdit tout comportement de nature à troubler le bon déroulement d'une activité sportive et est tenu de se conformer aux instructions données à cet effet par le gestionnaire du centre ou son délégué.

Article 7 – Des responsabilités

7.1. La Ville de Tournai ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable en cas de perte, de vol ou de dégradation d'objets personnels ou du matériel appartenant aux utilisateurs et visiteurs.

7.2. Sauf exception pour les activités qu'elle organise elle-même, la Ville de Tournai n'assure pas l'encadrement des activités qui se déroulent dans le Centre de manière telle que sa responsabilité ne saurait être engagée pour «défaut de surveillance».

Les mineurs présents dans le Centre sportif le sont sous la responsabilité de leurs parents ou de leurs représentants légaux à l'exclusion de celle de la Ville de Tournai.

Aucun contrat «accident corporel» n'a été souscrit par la Ville de Tournai.

Par conséquent, la Ville de Tournai ne pourra être tenue comme responsable d'un dommage causé à un sportif par lui-même.

7.3. Le club est tenu de couvrir sa responsabilité à l'occasion des activités qu'il organise au sein du centre et ce, avec clause d'abandon de recours en faveur de la Ville de Tournai.

Article 8 – Dispositions diverses

8.1. A l'exclusion des 50 places V.I.P., les clubs utilisateurs sont autorisés à percevoir un droit d'entrée à l'occasion des rencontres officielles ou amicales. Les 50 places V.I.P. resteront à la disposition de la Ville de Tournai.

8.2. Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier par la Ville de Tournai. Pour ces manifestations, un règlement séparé définit les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

8.3. Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Les panneaux expressément réservés (valves) serviront exclusivement à l'information sportive ou de la vie normale des clubs à l'exclusion de toute promotion de nature commerciale, politique ou privée.

Article 9 – Sanctions

9.1. Sans préjudice de l'application des sanctions administratives et pénales éventuelles, les utilisateurs et visiteurs qui, par leurs comportement, gestes ou paroles enfreindraient les convenances, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement du Centre ou ne respecteraient pas les consignes qui sont données par le gestionnaire ou son délégué, seront immédiatement reconduits à l'extérieur et ce, sans qu'ils puissent prétendre au remboursement de la redevance éventuellement perçue. En fonction de la gravité des faits, l'accès au Centre pourra leur être interdit, cafétéria comprise, soit temporairement, soit définitivement.

9.2. Toute personne qui dégrade volontairement les locaux ou le matériel, ou qui est prise en flagrant délit de vol se verra refuser, à l'avenir, l'accès au Centre, sans préjudice des poursuites judiciaires que ces actes peuvent entraîner. Elles seront tenues, en outre, de rembourser à la Ville de Tournai le montant du préjudice subi. A défaut, il sera entrepris tel recours que de droit.

9.3. La violation de toute prescription du présent règlement expose son auteur à une amende administrative comprise entre 25,00 € et 350,00 € et ce en exécution de l'article 119bis de la nouvelle loi communale et de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Article 10 – Dispositions finales

10.1. Tout litige lié à l'application du présent règlement sera examiné et tranché par la Ville de Tournai, via son Collège communal."

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la décision du Collège communal du 23 décembre 2009 de désigner l'entreprise TRADECO BELGIUM SA comme adjudicataire du marché de promotion de travaux portant à la fois sur la conception, la réalisation et le financement d'un hall des sports à ériger en lieu et place de l'infrastructure sportive polyvalente existante, sise rue du Vert Lion à Kain;

Considérant la décision du Collège communal du 4 avril 2014 de confier dans un premier temps au Service des Sports de la Ville de Tournai la gestion du futur hall des sports de Kain;

Considérant que pour une gestion saine et efficace de l'infrastructure, il y a lieu d'arrêter la grille tarifaire du hall des sports de Kain;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 6 abstentions;

DECIDE :

- d'arrêter comme suit une **grille tarifaire d'occupation du hall des sports de Kain** :

Tarifs horaires						
Occupation régulière	Tournai entité			Hors entité		
	Jeunes	Séniors		Jeunes	Séniors	
		-> 21 h 30	21 h 30 ->		-> 21 h 30	21 h 30 ->
Salle 1						
1 club 1 entraînement	11,00 €	15,00 €	18,00 €	15,00 €	18,00 €	21,00 €
1 club 2 entraînements	12,00 €	16,00 €	19,00 €	16,00 €	19,00 €	23,00 €
1 club 3 entraînements	15,00 €	18,00 €	21,00 €	18,00 €	21,00 €	26,00 €
1/2 salle	6,00 €	8,00 €	9,00 €	8,00 €	9,00 €	13,00 €
Occupation occasionnelle :						
Location de vestiaires extérieurs : 4,00 €/heure/vestiaire						
Occupation régulière des vestiaires extérieurs :						
7,00 €/heure/vestiaire						

Tarifs Horaires Manifestations exceptionnelles				
Ce tarif doit être envisagé avec la Ville de Tournai Gestionnaire du hall des sports de Kain. Prendre rendez-vous au 069/89.06.20.				
Tarifs horaires - Stage				
	Tournai entité		Hors entité	
	Jeunes	Séniors	Jeunes	Séniors
Salle 1				
salle entière	9,00 €	11,00 €	9,00 €	14,00 €
1/2 salle	5,00 €	6,00 €	5,00 €	8,00 €
Une réduction de 20 % peut être accordée pour un stage de minimum 3 heures/jour pendant minimum 3 jours.				

BADMINTON			
6,00 €/heure/terrain Suivant disponibilités Matériel de base disponible gratuitement sur demande. (prévenir lors de la réservation)			
Réservations :	Auprès du secrétariat ou auprès de l'accueil <u>une semaine à l'avance</u> au 069/89.06.20		
SPORT POUR TOUS (groupes non-structurés, familles, amis,...)			
Dimanche de 10 à 12 heures			
Prix/Heure :	Badminton	4,00 €	/terrain
	Basketball	6,00 €	/terrain
	Volley-ball	6,00 €	/terrain
Matériel de base disponible gratuitement sur demande. (prévenir lors de la réservation)			
Réservations :	Auprès du secrétariat ou auprès de l'accueil <u>une semaine à l'avance</u> au 069/89.06.20		
Pour toutes les activités au hall des sports de Kain, le règlement d'ordre intérieur est d'application, il est disponible sur simple demande auprès de l'accueil.			

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE

9. Hall des sports de Kain. Droit de prélèvement de puissance. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En date du 19 mars 2014, l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets a introduit une facture d'un montant de 6.237,00 € hors TVA, soit 7.546,77 € TVA comprise, relative au droit de prélèvement de puissance pour les travaux effectués à la rue du Vert Lion, 40 à 7540 Kain dans le cadre de la reconstruction du hall des sports de Kain.

Nous avons décidé en date du 24 avril 2014, en vertu des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'accepter et d'autoriser cette dépense relevant du budget extraordinaire.

Il vous appartient de prendre acte de notre décision et d'admettre la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en date du 19 mars 2014, l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets a introduit une facture d'un montant de 6.237,00 € hors TVA, soit 7.546,77 € TVA comprise, relative au droit de prélèvement de puissance pour les travaux effectués à la rue du Vert Lion, 40 à 7540 Kain dans le cadre de la construction du hall des sports de Kain;

Vu la décision du Collège communal en date du 24 avril 2014, en vertu des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'accepter et d'autoriser cette dépense relevant du budget extraordinaire;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise par le Collège communal du 24 avril 2014, en vertu des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'accepter et d'autoriser la dépense relative au droit de prélèvement de puissance pour la construction du nouveau hall des sports de Kain émanant de l'intercommunale ORES Assets pour la période de septembre 2013 à mars 2014.

Ce droit de prélèvement s'élève à 6.237,00 € hors TVA, soit 7.546,77 € TVA comprise.

La régularisation des crédits se fera lors de la première modification budgétaire extraordinaire;

ADMET :

la dépense.

10. Esplechin, Petite Couture. Vente d'une parcelle communale au profit du Centre public

d'action sociale (CPAS) de Tournai.

Madame la Première Echevine **M. C. MARGHEM** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai est propriétaire d'une parcelle sise à Esplechin, Petite Couture, cadastrée ou l'ayant été 26^{ème} division, section B n°58 C d'une contenance de 3 a 69 ca.

Celle-ci est affectée en zone d'aménagement communal concerté (ZACC) au plan de secteur et n'est ni mise à disposition ni entretenue par la Ville.

Etant donné que cette parcelle jouxte une parcelle appartenant au Centre public d'action sociale de Tournai (CPAS) (parcelle cadastrée ou l'ayant été 26^{ème} division, section B n°57C d'une contenance de 49 a 58 ca), nous avons décidé, en séance du 11 octobre 2012, d'interroger ledit Centre quant à son intérêt éventuel pour l'acquisition de la parcelle communale.

En date du 15 juillet 2013, le Centre public d'action sociale de Tournai (CPAS) nous a informés que le principe d'acquisition de cette parcelle communale, étant donné qu'elle valorise sa propre parcelle et qu'elle lui offre un accès direct par la rue Cheminet, a été approuvé par son Conseil en séance du 27 juin 2013.

En date du 8 novembre 2013, nous avons décidé, sous réserve de votre accord, de vendre la parcelle concernée au Centre public d'action sociale de Tournai (CPAS) moyennant le prix de 1.845,00 € hors frais tel que fixé par le comité d'acquisition d'immeubles de Mons.

En séance du 30 janvier 2014, le Conseil du Centre public d'action sociale de Tournai a approuvé l'acquisition de la parcelle au montant demandé par la Ville.

Les fonds à provenir de cette vente seront affectés à l'article 124/761-51 du budget extraordinaire 2014.

Nous vous invitons à marquer votre accord sur les termes de l'acte émanant du comité d'acquisition d'immeubles de Mons relatif à cette cession au profit du Centre public d'action sociale de Tournai, que nous avons approuvé en séance du 28 février 2014."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de la parcelle sise à Esplechin, Petite Couture, cadastrée ou l'ayant été 26^{ème} division, section B, n°58 C d'une contenance de 3 a 69 ca;

Considérant que cette parcelle est affectée en zone d'aménagement communal concerté (ZACC) au plan de secteur et n'est ni mise à disposition, ni entretenue par la Ville;

Considérant qu'elle jouxte une parcelle appartenant au Centre public d'action sociale de Tournai (CPAS) (parcelle cadastrée ou l'ayant été 26^{ème} division, section B n° 57 C d'une contenance de 49 a 58 ca);

Considérant que le Collège communal en séance du 11 octobre 2012 a décidé d'interroger ledit Centre quant à son intérêt éventuel pour l'acquisition de la parcelle communale;

Considérant qu'en date du 15 juillet 2013, le Centre public d'action sociale de Tournai (CPAS) a informé la Ville de Tournai que le principe d'acquisition de cette parcelle communale, étant donné qu'elle permet de valoriser sa propre parcelle à laquelle elle offre un accès direct par la rue Cheminet, a été approuvé par son Conseil du 27 juin 2013;

Considérant le rapport d'expertise dressé en date du 20 septembre 2013 par le directeur du comité d'acquisition d'immeubles de Mons fixant à 5,00 € la valeur au mètre carré de la parcelle concernée, soit 1.845,00 € l'entière de la parcelle;

Considérant qu'en date du 8 novembre 2013, le Collège communal a décidé, sous réserve de l'accord du Conseil communal, de vendre la parcelle concernée au Centre public d'action sociale de Tournai (CPAS) moyennant le prix fixé par le comité d'acquisition d'Immeubles de Mons;

Considérant qu'en séance du 30 janvier 2014, le Conseil du Centre public d'action sociale de Tournai a approuvé l'acquisition de la parcelle au montant demandé par la Ville;

Considérant qu'en date du 28 février 2014, le Collège communal a pris connaissance et marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur le projet d'acte émanant du comité d'acquisition d'immeubles de Mons;

Considérant que, par correspondance du 11 avril 2014, le Centre public d'action sociale de Tournai (C.P.A.S.) a marqué son accord, sans réserve, sur ledit projet d'acte;

Considérant que les fonds à provenir de cette vente seront affectés à l'article 124/761-51 du budget extraordinaire 2014;

Considérant que l'enquête commodo et incommodo, tenue du 2 au 17 décembre 2013, n'a donné lieu à aucune observation;

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver le projet d'acte portant sur la vente d'une parcelle communale sise à Esplechin, Petite Couture, cadastrée ou l'ayant été 26^{ème} division, section B n°58 C, d'une contenance de 3 a 69 ca, au profit du Centre public d'action sociale de Tournai (CPAS), moyennant le prix de 1.845,00 € hors frais et dont les termes sont les suivants :

" L'an deux mille quatorze,

Le

Il est acté par moi, Christian FOUCART, Président adjoint ffons au comité d'acquisition d'immeubles de Mons, la convention suivante entre :

D'UNE PART,

La **VILLE DE TOURNAI**, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61, paragraphe premier, de la loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du deux juin deux mille quatorze, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,
Ci-après dénommée "le vendeur".

ET D'AUTRE PART,

Le **CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE TOURNAI**, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, boulevard Lalaing, numéro 41, ici représenté par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 61, paragraphe premier, de la loi-programme du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-neuf et en exécution d'une délibération du Conseil de l'action sociale en date du, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont une copie conforme restera ci-annexée,
Ci-après dénommé "**l'acquéreur**", qui a comparu devant moi.

I.- VENTE.

Le vendeur vend le bien décrit ci-après aux conditions ci-après à l'acquéreur qui accepte :

DESCRIPTION DU BIEN

TOURNAI 26^{ème} division (anciennement ESPECHIN)

(INS 57024 - MC 00156)

Une parcelle sise au lieu-dit «PETITE COUTURE», actuellement cadastrée comme jardin, section B numéro 58 C pour une contenance de trois ares soixante-neuf centiares (3 a 69 ca).

UTILITE PUBLIQUE

La vente a lieu pour cause d'utilité publique en vue de permettre une meilleure valorisation des deux parcelles appartenant au Centre public d'action sociale de Tournai dans le cadre d'une bonne gestion administrative de son patrimoine.

ORIGINE DE PROPRIETE

Ledit bien appartient à la partie venderesse depuis des temps immémoriaux. La partie acquéreuse déclare se contenter de l'origine de propriété qui précède, à l'appui de laquelle elle ne pourra exiger du vendeur d'autre titre qu'une expédition des présentes.

II.- CONDITIONS.

1.- GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges hypothécaires, tant dans le chef du vendeur que dans le chef des précédents propriétaires.

2.- SERVITUDES.

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, libre à l'acquéreur de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls sans intervention du vendeur ni recours contre lui, et sans cependant que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi. A cet égard le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autre que celles résultant de prescriptions légales.

3.- ETAT DU BIEN - CONTENANCE.

L'acquéreur prendra le bien dans l'état où il se trouve et qu'il déclare connaître pour l'avoir visité, sans aucune garantie au sujet du bon état des constructions, des vices ou défauts apparents ou cachés, de la nature du sol ou du sous-sol, ni de la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'acquéreur.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

4.- PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du onze mars mil neuf cent nonante-neuf relatif au permis d'environnement.

5.- GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du CWATUPE opérée par le décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du cinq décembre deux mille huit relatif à la gestion des sols», ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85 § 1^{er}, alinéa 1, 3° du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE), quoique entré en vigueur le dix-huit mai deux mille neuf, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activité pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des

établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;

3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

III.- PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES - MONUMENTS ET SITES.

A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie

a) Information circonstanciée

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone d'aménagement communal concerté;
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir ou d'urbanisation, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le premier janvier mil neuf cent septante-sept ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

b) Absence d'engagement du vendeur

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1^{er} et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84 § 2, alinéa 1^{er} dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84 § 1^{er} et 2 dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

B) Déclarations complémentaires du vendeur

Le vendeur déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année;
- n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

IV.- OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS.

Le bien vendu est libre d'occupation.

L'acquéreur aura la pleine propriété du bien à dater des présentes. Il entrera en jouissance du bien immédiatement.

Il paiera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien vendu à compter du même moment.

V.- MENTIONS LEGALES.

L'acquéreur reconnaît que le fonctionnaire instrumentant a attiré son attention sur les dispositions de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ayant pour objet la restitution des droits d'enregistrement.

VI.- PRIX.

La vente est consentie et acceptée moyennant le prix de mille huit cent quarante-cinq euros (1.845,00 €).

M. Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, qui intervient au présent acte, déclare que le prix a été payé sur le compte de la Ville, et en donne quittance.

VII.- DISPOSITIONS FINALES.

1.- FRAIS.

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

2.- ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, le vendeur et l'acquéreur font élection de domicile en leur siège respectif.

3.- DECLARATIONS

L'acquéreur déclare :

- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour ;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

DONT ACTE.

Passé à

et signé par le Directeur financier de la Ville intervenant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture.".

11. Eclairage public. Tournai, galerie Casterman. Réparations. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'IEH (intercommunale d'électricité du Hainaut) a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai.

L'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics précise que la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne".

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de Service public mise à la charge des gestionnaires de réseau de distribution indique une obligation de Service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public.

Par courrier du 17 décembre 2013, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a signalé, suite à l'intervention de son service dépannage dans la galerie CASTERMAN à Tournai, que dix luminaires étaient vétustes et irremplaçables et que le coût de la remise en état s'élevait forfaitairement à 8.368,91 € hors TVA, soit 10.126,38 € TVA comprise (21 %).

Les Services techniques communaux ont émis un avis favorable.

Des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60.

En date du 31 décembre 2013, ORES Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut.

Nous vous proposons d'accepter ces travaux de remise en état de l'éclairage de la galerie Casterman à Tournai effectués par cette nouvelle intercommunale ORES Assets."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'IEH (intercommunale d'électricité du Hainaut) a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de Service public mettant à la charge des gestionnaires de réseau de distribution une obligation de Service public pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseau de distribution d'énergie et leurs associés;

Vu le courrier daté du 17 décembre 2013 émanant de l'intercommunale d'électricité du Hainaut par lequel celle-ci a indiqué, suite à l'intervention de son service dépannage dans la Galerie CASTERMAN à Tournai, que dix luminaires étaient vétustes et irremplaçables et que le coût de la remise en état s'élevait forfaitairement à 8.368,91 € hors TVA, soit 10.126,38 € TVA 21 % comprise;

Vu l'avis favorable des Services techniques communaux;

Considérant que des crédits permettant de supporter la dépense sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 426/735-60;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, ORES Assets est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de Service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, la remise en état de l'éclairage public de la Galerie CASTERMAN à Tournai, au montant forfaitaire de 8.368,91 € hors TVA, soit 10.126,38 € TVA comprise.

Article 2 : d'imputer la dépense résultant de l'exécution de cette remise en état sous l'article 426/735-60 du budget extraordinaire 2014. Le montant de cette dépense sera financé par emprunt.

Monsieur le Conseiller communal **D. SMETTE** rentre en séance.

12. Projet européen LICI (Lively Cities). Tournai, place Verte. Aménagement d'une aire de jeux. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le projet LICI (Lively Cities) est un projet européen transnational de réappropriation citoyenne d'espaces publics par la création d'ULP (Urban Lifestyle Points), inscrit dans le cadre du programme INTERREG IVB du Nord-Ouest de l'Europe, qui fait l'objet d'un cofinancement par le Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) (50 %) et la Région wallonne (50 %).

La Ville de Tournai est l'un des opérateurs du projet aux côtés de l'A.M.C.V. (Association Management Centre-Ville), initiatrice du concept de gestion centre-ville en Belgique, chef de file du projet, de La Louvière centre-ville centre de vie (Belgique), de la Ville de Lille (France), de la Ville d'Eindhoven et de la Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas) et des Villes d'Aberdeen et de Brighton & Hove (Royaume-Uni).

La Ville de Tournai concentre son intervention de réappropriation d'espaces publics sur deux sites :

- place Verte, sur la rive droite de l'Escaut
- Vieux marché aux Poteries, sur la rive gauche de l'Escaut.

La réappropriation de la place Verte se fait en concertation avec les riverains et les organismes publics ou privés qui y ont leur siège.

Lors d'une enquête menée auprès des riverains et lors de différentes réunions avec ceux-ci, l'une des demandes les plus importantes était l'installation de jeux pour enfants sur la place Verte.

Grâce aux contacts développés en 2013 avec le partenaire Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas), experte en management environnemental, la Ville de Tournai a pu établir un projet d'aire de jeux en adéquation avec le caractère de la place Verte.

L'aménagement envisagé consistera en la mise en place d'un toboggan, de plots en bois, d'une barre d'équilibre, d'un jeu de marelle, de paniers de basket, de totems en bois, de bancs et d'un revêtement de sol en caoutchouc coloré.

Ce projet a été approuvé par les riverains de la place Verte le 19 mars 2014.

En séance du 21 mars 2014, nous avons décidé de marquer notre accord de principe pour l'aménagement d'une aire de jeux sur la place Verte, sur base du projet imaginé par l'université Van Hall Larenstein (Pays-Bas), partenaire du projet LICI.

Il convient dès lors de passer un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement d'une aire de jeux à la place Verte.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 28.099,17 € hors TVA, soit 34.000,00 € TVA comprise, et ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité.

Seules les dépenses réalisées avant le 31 décembre 2014 pourront bénéficier de ce cofinancement par le F.E.D.E.R. (50 %) et la Région wallonne (50 %).

Les crédits utiles, à savoir 35.000,00 €, seront inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 930/725-60.

Une demande de permis d'urbanisme est en cours d'instruction.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, intervient comme suit :

" Il y a donc deux projets en cours : un au jardin de la Reine et celui-ci. Nous nous en réjouissons. Mais il faut aussi penser aux villages. Ne serait-il pas possible d'établir un état des lieux des plaines existantes, de leur état actuel et d'envisager d'autres projets autour de la Ville ?"

Madame la Conseillère communale MR, **C. GUISET-LEMOINE**, intervient ensuite :

" Je reste sur ma position. C'était déjà celle du parc du jardin de la Reine. Elle rejoint un peu ce que Monsieur le Conseiller communal X. DECALUWE vient de dire. Je vais m'abstenir car je trouve regrettable de travailler au coup par coup et de ne pas faire un plan global sur l'ensemble de l'entité. Je peux comprendre qu'on utilise les moyens financiers disponibles mais je peux aussi comprendre qu'on établisse un plan. Quand on a les moyens, on les met en œuvre progressivement. Je m'abstiendrai sur ce point mais je suis tout à fait favorable à ce type d'aménagement."

Madame l'Echevine PS, **L. DEDONDER**, rappelle le contexte particulier du projet. Celui-ci, intitulé LICI, est cofinancé par l'Europe et la Wallonie. Il vise à la réappropriation des espaces publics par les citoyens. Les aménagements proposés sont subventionnés à 100 %.

Monsieur le **Président** de séance rappelle le point de vue de la majorité au sujet de l'inventaire et de la planification des aires de jeux :

" Dans un premier temps et à titre expérimental, un groupe informel de citoyens s'est constitué, se préoccupant précisément de la question des plaines de jeux. Ce groupe a été entendu lors de la rédaction de la déclaration de politique communale. Il lui a été demandé de mettre sur pied un projet pilote. Le projet qui est aujourd'hui en cours au jardin de la Reine est donc le produit de ce projet pilote. Madame l'Echevine L. DEDONDER a été complète sur l'autre aspect, qui était celui de l'opportunité qui nous était donnée par le cofinancement Wallonie et Union européenne sur la place Verte. La majorité est à l'écoute des propositions qui viennent d'être faites sur l'augmentation du nombre de plaines de jeux, sans oublier les villages. Nous devons revenir devant vous avec une proposition plus générale. Je signale aussi que les majorités précédentes avaient renoncé à la mise sur pied de plaines de jeux suite à des incidents, accidents qui posaient des problèmes de responsabilité."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, est invitée à clôturer la discussion :

" Nous sommes satisfaits de ce projet car il est bien intégré dans le quartier et accepté par les riverains. Nous pensons aussi à un plan global mais il n'y a pas que les villages. Une plaine de jeux, c'est aussi un endroit permettant aux personnes vivant en appartement de sortir et de bénéficier d'un espace à côté de chez elles. C'est important, c'est peut-être même essentiel, dans les villages mais aussi en ville."

Par 37 voix pour et 1 abstention, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que le projet LICl (Lively Cities) est un projet européen transnational de réappropriation citoyenne d'espaces publics par la création d'ULP (Urban Lifestyle Points), inscrit dans le cadre du programme INTERREG IVB du Nord-Ouest de l'Europe, qui fait l'objet d'un cofinancement par le F.E.D.E.R. (50 %) et la Région wallonne (50 %);

Considérant que la Ville de Tournai est l'un des opérateurs du projet aux côtés de l'A.M.C.V. (Association Management Centre-Ville), initiatrice du concept de gestion centre-ville en Belgique, chef de file du projet, de La Louvière centre-ville centre de vie (Belgique), de la Ville de Lille (France), de la Ville d'Eindhoven et de la Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas), des Villes d'Aberdeen et de Brighton & Hove (Royaume-Uni);

Considérant que la Ville de Tournai concentre son intervention de réappropriation d'espaces publics sur deux sites :

- place Verte, sur la rive droite de l'Escaut
- Vieux marché aux Poteries, sur la rive gauche de l'Escaut;

Considérant que la réappropriation de la place Verte se fait en concertation avec les riverains, les organismes publics ou privés qui y ont leur siège;

Considérant que lors d'une enquête menée auprès des riverains et lors de différentes réunions avec ceux-ci, l'une des demandes les plus importantes était l'installation de jeux pour enfants sur la place Verte;

Considérant que, grâce aux contacts développés en 2013 avec le partenaire Hogeschool Van Hall Larenstein (Pays-Bas), experte en management environnemental, la Ville de Tournai a pu établir un projet d'aire de jeux en adéquation avec le caractère de la place Verte;

Considérant que l'aménagement envisagé consistera en la mise en place d'un toboggan, de plots en bois, d'une barre d'équilibre, d'un jeu de marelle, de paniers de basket, de totems en bois, de bancs et d'un revêtement de sol en caoutchouc coloré;

Considérant que ce projet a été approuvé par les riverains de la place Verte le 19 mars 2014;

Vu la décision du Collège communal du 21 mars 2014 de marquer son accord de principe pour l'aménagement d'une aire de jeux sur la place Verte, sur base du projet imaginé par l'université Van Hall Larenstein (Pays-Bas), partenaire du projet LICl;

Considérant qu'il convient dès lors de passer un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement d'une aire de jeux à la place Verte;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 28.099,17 € hors TVA soit 34.000,00 € TVA comprise et qu'il ne dépasse pas les montants fixés par le Roi permettant de recourir à la procédure négociée sans publicité;

Considérant que seules les dépenses réalisées avant le 31 décembre 2014 pourront bénéficier de ce cofinancement par le Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) (50 %) et la Région wallonne (50 %);

Considérant que les crédits utiles, à savoir 35.000,00 €, ont été inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 930/725-60;

Considérant qu'une demande de permis d'urbanisme est en cours d'instruction;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 37 voix pour et 1 abstention;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'aménagement d'une aire de jeux à la place Verte dans le cadre du projet européen LICl (Lively Cities) estimé à 28.099,17 € hors TVA soit 34.000,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 35.000,00 € seront prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire sous l'article 930/725-60.

Le projet est subsidié à 100 % (50 % cofinancement par le F.E.D.E.R. et 50 % Région wallonne).

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

S'est abstenue : Mme C. GUISET-LEMOINE

13. Chercq. Salle du Vin't Bisse. Remplacement de la chaudière. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La chaudière de la salle du Vin't Bisse à Chercq a cessé brusquement de fonctionner (bloc gaz défectueux et rampes gaz corrodées) et les pièces pour la réparer n'existent plus sur le marché. Comme cette salle est occupée tous les week-ends, il était urgent de la remplacer.

En séance du 24 avril 2014, nous avons décidé de recourir à l'article L1222-3 alinéa 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Vu l'impérieuse nécessité, nous avons sollicité immédiatement la société CFA avec ordre de commencer immédiatement les travaux.

Le coût de ce remplacement par une chaudière gaz à condensation plus économique avoisine les 8.200,00 € hors TVA, soit 9.922,00 € TVA comprise.

Le crédit nécessaire à cette dépense sera supporté par l'article budgétaire 124/724-60 du budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire.

Il vous appartient de prendre acte de cette décision et d'en admettre la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Considérant que la chaudière gaz de la salle du Vint'Bisse à Chercq a cessé de fonctionner (bloc gaz défectueux et rampes gaz corrodées), que les pièces pour la réparer ne se trouvent plus sur le marché et que, comme la salle est occupée tous les week-ends, il était urgent de la remplacer;

Considérant que, vu l'impérieuse nécessité, le Collège communal a décidé, en séance du 24 avril 2014, de recourir à l'article L1222-3 alinéa 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et de solliciter immédiatement la société CFA pour le remplacement de la chaudière gaz atmosphérique par une chaudière gaz à condensation plus économique;

Considérant que cette prestation avoisine les 8.200,00 € hors TVA, soit 9.922,00 € TVA comprise, et que l'ordre a été donné à CFA de commencer immédiatement les travaux;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision du Collège communal du 24 avril 2014, prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, dont les termes suivent :

Article 1^{er} : il est passé un marché ayant pour objet le remplacement de la chaudière de la salle du Vint'Bisse à Chercq estimé à ± 8.200,00 € hors TVA, soit ± 9.922,00 € TVA comprise. L'ordre de commencer a été donné immédiatement.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} est passé par procédure négociée et sans publicité lors du lancement de la procédure, en application de l'article 26 § 1^{er}, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006 auprès de la firme CFA, rue du Mont d'Orcq 1 à 7503 Froyennes.

Article 3 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision, prise vu l'urgence résultant d'événements imprévisibles, sera donnée sans délai au Conseil communal qui en prendra acte et admettra ou non la dépense.

Article 4 : le travail sera effectué en régie et le marché sera constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : le crédit nécessaire à cette dépense sera supporté par l'article budgétaire 124/724-60 du budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire;

ADMET :

la dépense.

14. Cimetière de Blandain. Restauration du pavillon Henry Lacoste. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'ensemble du pavillon Henry LACOSTE au cimetière de Blandain est dans un état de délabrement avancé.

La couverture n'assure plus son rôle, une partie de la charpente est à refaire, les murs sont humides et le bâtiment est à ravalier dans sa totalité.

Le bureau d'études a établi le projet définitif à cet effet.

Nous vous proposons de passer un marché de travaux par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, ayant pour objet la restauration du pavillon Henry LACOSTE au cimetière de Blandain, dont le coût est estimé à 41.742,95 € hors TVA, soit 50.508,97 € TVA comprise.

Les crédits de l'ordre de 60.000,00 € sont inscrits par emprunt au budget extraordinaire 2014 sous l'article 8782/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **J.-M. VANDENBERGHE**, se dit fort étonné du montant de ce projet. Il signale que la partie supérieure de ces plaques a été dessinée également par le même architecte. La Ville aurait pu les conserver.

Pour Monsieur l'Echevin MR **A. BOITE**, la clôture était en très mauvais état. Cela devenait dangereux et il fallait la remplacer rapidement. Au sujet du prix, il précise qu'à ce stade, il s'agit d'une simple estimation.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'au cimetière de Blandain, le pavillon Henry LACOSTE est dans un état de délabrement avancé;

Considérant que la couverture n'assure plus son rôle, qu'une partie de la charpente est à refaire, que les murs sont humides, que le bâtiment est à ravalier dans sa totalité et qu'à cet effet, le bureau d'études a établi un projet définitif;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de travaux, par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, ayant pour objet la restauration du pavillon Henry LACOSTE au cimetière de Blandain, dont le coût est estimé à 41.742,95 € hors TVA, soit 50.508,97 € TVA comprise;

Considérant que les crédits de l'ordre de 60.000,00 € sont inscrits par emprunt au budget extraordinaire 2014 sous l'article 8782/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet la restauration du pavillon Henry LACOSTE au cimetière de Blandain, dont le coût est estimé à ± 41.742,95 € hors TVA, soit 50.508,97 € TVA comprise. Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits de l'ordre de 60.000,00 € sont inscrits par emprunt au budget extraordinaire 2014 sous l'article 8782/724-60.

15. Service informatique. Remplacement du serveur ISA. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation. Renforcement des infrastructures de backup 2014. Mode et conditions de passation du marché

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

1) En date du 22 avril 2014, le service informatique a établi un rapport stipulant :

" Nous sommes confrontés depuis un certain temps à une grande instabilité du serveur ISA (plusieurs redémarrages ce jour encore). Il s'agit d'une passerelle qui protège notre informatique contre les menaces en provenance d'Internet et qui gère tout le trafic réseau interne et externe. Notre solution actuelle n'est plus commercialisée et le support n'est plus assuré par Microsoft, ce qui exclut toute modification rapide.

La seule solution pour permettre aux gens de continuer à travailler si le problème persiste sera d'ouvrir complètement le trafic réseau avec tous les risques que cela comporte en termes de sécurité et pour la pérennité de l'entièrete du système informatique de la Ville.

Il est donc impératif de solutionner ce problème dans les plus brefs délais, vu la grande dépendance de toute l'administration en cas de problème majeur sur la plateforme.

Etant donné l'importance du problème et le délai très court, nous avons donc contacté la firme Orditech qui est actuellement en train de procéder à des travaux de virtualisation de nos serveurs et qui est responsable de la maintenance de notre salle serveur.

Par sa connaissance approfondie de notre infrastructure, Orditech est la seule firme à pouvoir répondre rapidement et efficacement à ce problème."

La firme Orditech SA, rue de la Terre à Briques, 29 B à 7522 Marquain, a introduit une offre s'élevant à 20.539,60 € hors TVA, soit 24.852,92 € TVA comprise.

Le service informatique a indiqué que l'offre était acceptable par rapport au descriptif technique établi pour la circonstance.

Nous avons décidé en date du 24 avril 2014, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible non imputable au pouvoir adjudicateur, de passer ce marché de fournitures avec la firme Orditech SA par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° c de la loi du 15 juin 2006.

Des crédits permettant de supporter les dépenses résultant de l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53.

Il vous appartient de prendre connaissance de notre décision.

- 2) Suite à l'audit effectué sur l'ensemble du parc informatique de l'Administration communale de Tournai, il est proposé pour cette année 2014, de renforcer l'infrastructure de backup.

A cet effet, l'auditeur a établi un cahier spécial des charges portant sur un marché de fournitures estimé à 18.800,00 € hors TVA soit 22.748,00 € TVA comprise.

Il est proposé, par l'auditeur, de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 alinéa 2;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 6 § 2, 2° et 26 § 1^{er}, 1° c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 13 § 1^{er}, 3° et 110, 2°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 3;

Vu le rapport du Service Informatique daté du 22 avril 2014 stipulant :

" Nous sommes confrontés depuis un certain temps à une grande instabilité du serveur ISA (plusieurs redémarrages ce jour encore). Il s'agit d'une passerelle qui protège notre informatique contre les menaces en provenance d'Internet et qui gère tout le trafic réseau interne et externe. Notre solution actuelle n'est plus commercialisée et le support n'est plus assuré par Microsoft, ce qui exclut toute modification rapide.

La seule solution pour permettre aux gens de continuer à travailler si le problème persiste sera d'ouvrir complètement le trafic réseau avec tous les risques que cela comporte en termes de sécurité et pour la pérennité de l'entière du système informatique de la Ville.

Il est donc impératif de solutionner ce problème dans les plus brefs délais, vu la grande dépendance de toute l'administration en cas de problème majeur sur la plateforme.

Etant donné l'importance du problème et le délai très court, nous avons donc contacté la firme Orditech qui est actuellement en train de procéder à des travaux de virtualisation de nos serveurs et qui est responsable de la maintenance de notre salle serveur.

Par sa connaissance approfondie de notre infrastructure, Orditech est la seule firme à pouvoir répondre rapidement et efficacement à ce problème.";

Vu l'offre de prix émanant de la firme Orditech SA, rue de la Terre à Briques, 29 B à 7522 Marquain s'élevant à 20.539,60 € hors TVA, soit 24.852,92 € TVA comprise;

Considérant que le Service Informatique a indiqué que l'offre était acceptable par rapport au descriptif technique établi pour la circonstance;

Vu la décision du Collège communal du 24 avril 2014, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité résultant d'un événement imprévisible non imputable au pouvoir adjudicateur, de passer ce marché de fournitures avec la firme Orditech SA par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° c de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que des crédits permettant de supporter les dépenses résultant de l'exécution de ce marché sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision du Collège communal du 24 avril 2014 prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des dispositions de l'article L1222-3 alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

Article 1^{er} : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet le **remplacement du serveur ISA du Service Informatique** de la Ville de Tournai, avec la firme Orditech SA, rue Terre à Briques, 29 B à 7522 Marquain, au montant de son offre s'élevant à 20.539,60 € hors TVA soit 24.852,92 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° c de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution (arrêté royal du 14 janvier 2013).

Article 4 : le présent marché est constaté par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre conformément aux dispositions de l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011. Le présent marché est conclu en partie à remboursement et en partie à prix forfaitaires conformément aux dispositions de l'article 13 § 1^{er}, 3° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 (financement par emprunt).

Article 6 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 61 et suivants et 105 § 2;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que suite à l'audit effectué sur l'ensemble du parc informatique de l'Administration communale de Tournai, il est proposé pour cette année 2014, de renforcer l'infrastructure de backup;

Considérant qu'à cet effet, l'auditeur a établi un cahier spécial des charges portant un marché de fournitures estimé à 18.800,00 € hors TVA soit 22.748,00 € TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé, par l'auditeur, de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet le **renforcement des infrastructures de backup** de la Ville de Tournai estimé 18.800,00 € hors TVA soit 22.748,00 € TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le susdit marché sera régi par les dispositions des articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : le susdit marché sera conclu conformément aux dispositions de l'article 110, 2° (par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations).

Article 5 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/742-53. Ces crédits sont financés par emprunt.

16. Ecole communale fondamentale Paris. Remplacement des chéneaux défectueux et réfection de la toiture. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Les chéneaux du bâtiment à rue de l'école fondamentale Paris sont défectueux, les infiltrations d'eau provoquant des dégâts sur les corbeaux (pièces destinées à supporter un linteau ou une corniche) et l'ensemble des voliges.

L'étanchéité de la toiture à l'arrière du bâtiment est également déficiente, l'eau traversant la couverture et dégoulinant dans la salle de gymnastique. La toiture doit également être isolée pour répondre aux normes énergétiques actuelles.

Le bureau d'études a établi le projet définitif à cet effet.

Par courrier du 8 janvier 2014, le Conseil de l'enseignement des communes et des provinces nous a informés que le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles avait validé la liste des projets pour 2014 ainsi que la liste des dérogations et que le projet de remplacement des chéneaux défectueux et de réfection de l'étanchéité de la toiture de l'école fondamentale Paris était éligible pour cette année.

Nous vous proposons de passer un marché, par adjudication ouverte, ayant pour objet le remplacement des chéneaux défectueux et la réfection de l'étanchéité de la toiture de l'école fondamentale Paris, dont le coût est estimé à 128.205,90 € hors TVA, soit 155.129,14 € TVA comprise.

Les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que les chéneaux du bâtiment à rue de l'école fondamentale Paris sont défectueux, les infiltrations d'eau provoquant des dégâts sur les corbeaux et le voligeage;

Considérant que l'étanchéité de la toiture à l'arrière de ce bâtiment est également déficiente, l'eau traversant la couverture et dégoulinant dans la salle de gymnastique et que la toiture doit également être isolée pour répondre aux normes énergétiques actuelles;

Considérant que le bureau d'études a établi le projet définitif à cet effet;

Considérant que par courrier du 8 janvier 2014, le Conseil de l'enseignement des communes et provinces a informé la Ville que le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles avait validé la liste des projets pour 2014 ainsi que la liste des dérogations, et que le projet de remplacement des chéneaux défectueux et de réfection de l'étanchéité de la toiture de l'école fondamentale Paris était éligible pour cette année;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché par adjudication ouverte, ayant pour objet le remplacement des chéneaux défectueux et la réfection de l'étanchéité de la toiture de l'école fondamentale Paris, dont le coût est estimé à 128.205,90 € hors TVA, soit 155.129,14 € TVA comprise;

Considérant que les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire dont 70 % en subsides;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement des chéneaux défectueux (bâtiment à rue) et la réfection de l'étanchéité de la toiture (terrasse bâtiment arrière) de l'école fondamentale Paris, dont le coût est estimé à 128.205,90 € hors TVA, soit 155.129,14 € TVA comprise.
Cette estimation revêt une simple valeur indicative.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par adjudication ouverte conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les critères de sélection consisteront en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration sur l'honneur du soumissionnaire de ne pas se trouver dans l'un des cas visés par les articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
- un certificat d'agrément en catégorie D8 – classe 1, classe basée sur l'estimation du marché.

Article 4 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution des marchés publics (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché.

Article 5 : les crédits seront inscrits en modification budgétaire du budget extraordinaire 2014 dont 70 % en subsides.

17. Ecole communale du Val d'Orcq. Acquisition d'un tableau informatique. Acquisition de matériel électrique. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'école du Val d'Orcq participe au projet général d'action d'encadrement différencié 2011-2015 (PGAED) initié par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

A ce titre, la Ville perçoit chaque année une subvention destinée à donner à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Cette subvention annuelle s'élève à 1.319,00 €.

Pour la classe de 3^{ème} et 4^{ème} primaire, le directeur de l'école souhaite acquérir un tableau informatique afin de permettre aux élèves dont les besoins sont spécifiques de bénéficier des mêmes conditions pédagogiques tout au long de leur parcours scolaire dans le fondamental.

Cette acquisition est estimée à 3.500,00 € TVA comprise.

Un crédit de 3.808,30 € est disponible sous l'article 722/744-51 du budget extraordinaire 2014.

Au vu de l'estimation du marché, nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Après avoir visité l'école du Val d'Orcq, le service interne de prévention et de protection (SIPP) a préconisé de faire contrôler l'installation électrique par les services techniques de la Ville et de remédier aux problèmes de dysfonctionnement des convecteurs électriques et/ou de remplacer les appareils de chauffage vétustes, endommagés et non conformes.

La défaillance de l'installation électrique et/ou d'un corps de chauffe pourrait être la source d'un départ d'incendie lié à des surtensions ou à des décharges électriques.

Il vous est donc proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel électrique destiné à la maintenance de l'école du Val d'Orcq, dont le coût est estimé à 8.470,00 € hors TVA, soit 10.248,70 € TVA comprise.

Ce marché sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Des crédits de l'ordre de 135.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 722/724-60.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que l'école communale du Val d'Orcq participe au projet général d'action d'encadrement différencié 2011-2015 (PGAED) initié par la Fédération Wallonie-Bruxelles et qu'à ce titre, la Ville perçoit chaque année une subvention destinée à assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

Considérant que cette subvention annuelle s'élève à 1.319,00 €;

Considérant que, pour la classe de 3^{ème} et 4^{ème} primaire, le directeur de l'école souhaite acquérir un tableau informatique de façon à permettre aux élèves dont les besoins sont spécifiques de bénéficier des mêmes conditions pédagogiques tout au long de leur parcours scolaire dans le fondamental;

Considérant que cette acquisition est estimée à 3.500,00 € TVA comprise;

Considérant qu'un crédit de 3.808,30 € est disponible sous l'article 722/744-51 du budget extraordinaire 2014;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un **tableau informatique** destiné à l'école communale du Val d'Orcq pour un montant estimé de 3.500,00 € TVA comprise. Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110 dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : des crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 722/744-51.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'après avoir visité l'école du Val d'Orcq, le Service interne de Prévention et de Protection a préconisé de faire contrôler son installation électrique par les Services techniques de la Ville, de remédier aux problèmes de dysfonctionnement des convecteurs électriques et/ou de remplacer les appareils de chauffage vétustes, endommagés et non conformes;

Considérant que la défaillance de l'installation électrique et/ou d'un corps de chauffe pourrait être la source d'un départ d'incendie lié à des surtensions ou à des décharges électriques;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel électrique destiné à la maintenance de l'école du Val d'Orcq, dont le coût est estimé à 8.470,00 € hors TVA, soit 10.248,70 € TVA comprise;

Considérant que ce marché sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que des crédits de l'ordre de 135.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 722/724-60;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de **matériel électrique** destiné à l'école du Val d'Orcq et estimé à ± 8.470,00 € hors TVA soit 10.248,70 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application (disposition facultative mais conseillée).

Article 4 : des crédits sont prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 7227/724-60.

18. Services techniques. Acquisition de matériel de signalisation. Acquisition d'une benne TPL (travaux publics lourds). Acquisition d'outillage divers et d'un nettoyeur haute pression. Mode et conditions de passation des marchés.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) La sécurisation des chantiers et des espaces où se déroulent des festivités nécessite le renforcement de la signalisation.

Il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel de signalisation destiné aux services techniques : barrières de type Nadar, clôtures mobiles de chantier (type Héras), plots en plastique, balises de chantier, barrières extensibles de chantier.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 15.630,00 € hors TVA, soit 18.912,30 € TVA comprise.

Au vu de l'estimation du marché, il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Un crédit de 20.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 423/741-52.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 2) La benne actuelle étant hors d'usage, il convient d'acquérir une nouvelle benne TPL (travaux publics lourds) destinée aux Services techniques. Celle-ci servira pour les différents transports (sable, terre, gravier,...).

Nous vous proposons de passer un marché de fournitures par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er} 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 105.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 421/744-51. Le montant de l'acquisition estimé à ± 39.930,00 € TVA comprise sera financé par emprunt.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché.

- 3) Il convient de procéder à l'achat d'outillage divers et d'un nettoyeur haute pression destinés aux services techniques.

Nous vous proposons de passer deux marchés de fournitures estimés et ventilés comme suit :

Marché 1 : acquisition d'outillage divers estimé à ± 4.307,60 € TVA comprise

Marché 2 : acquisition d'un nettoyeur haute pression estimé à ± 3.630,00 € TVA comprise. Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Ces marchés seront passés par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Un crédit de 78.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 104/744-51. Le montant de ces acquisitions sera financé par boni.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ces marchés."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant que la sécurisation des chantiers et des espaces où se déroulent des festivités nécessite le renforcement de la signalisation;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel de signalisation destiné aux Services techniques : barrières de type Nadar, clôtures mobiles de chantier (type Héras), plots en plastique, balises de chantier, barrières extensibles de chantier;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 15.630,00 € hors TVA soit 18.912,30 € TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 20.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 423/741-52;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un **marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel de signalisation** destiné aux Services techniques, estimé à 15.630,00 € hors TVA, soit 18.912,30 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 423/741-52.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que la benne actuelle étant hors d'usage, il convient d'acquérir une nouvelle benne TPL (travaux publics lourds) destinée aux services techniques et que celle-ci servira pour les différents transports (sable, terre, gravier,...);

Considérant qu'il vous est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 105.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 421/744-51 et que le montant de l'acquisition sera financé par emprunt;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un **marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'une benne TPL (travaux publics lourds)** destinée aux Services techniques pour un montant estimé à ± 39.930,00 € TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi par les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 105.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 421/744-51. Le montant de l'acquisition sera financé par emprunt.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'il convient de procéder à l'achat d'outillage divers et d'un nettoyeur haute pression destinés aux Services techniques;

Considérant qu'il est proposé de passer deux marchés de fournitures estimés et ventilés comme suit :
Marché 1 : acquisition d'outillage divers estimé à ± 4.307,60 € TVA comprise
Marché 2 : acquisition d'un nettoyeur haute pression estimé à ± 3.630,00 € TVA comprise, Ces montants ont valeur d'indication sans plus;

Considérant que ces marchés seront passés par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 78.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 104/744-51 et que le montant de ces acquisitions sera financé par boni;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé deux **marchés de fournitures de matériel** destiné aux Services techniques estimés et ventilés comme suit :

Marché 1 : acquisition d'outillage divers estimé à ± 4.307,60 € TVA comprise

Marché 2 : acquisition d'un nettoyeur haute pression estimé à ± 3.630,00 € TVA comprise.

Ces montants ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : les marchés dont il est question à l'article 1^{er} seront passés par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : conformément à l'article 110, 2° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011, les marchés seront conclus par la notification à l'adjudicataire de l'approbation de son offre telle qu'éventuellement modifiée à l'issue des négociations.

Article 4 : les deux marchés seront constatés par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1^{er}, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 78.000,00 € est prévu au budget extraordinaire 2014 sous l'article budgétaire 104/744-51. Le montant de ces acquisitions sera financé par boni.

19. Service Propreté publique. Acquisition d'un aspirateur de ville électrique. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin de renforcer l'efficacité du service propreté publique qui opère dans le centre-ville et les villages, il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un aspirateur de ville électrique.

Le coût estimé de ce marché s'élève à 20.661,16 € hors TVA, soit 25.000,00 € TVA comprise.

Au vu de cette estimation, il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Un crédit de 25.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 875/744-51.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 4;

Considérant qu'afin de renforcer l'efficacité du Service propreté publique qui opère dans le centre-ville et les villages, il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un aspirateur de ville électrique;

Considérant que le coût estimé de ce marché s'élève à 20.661,16 € hors TVA, soit 25.000,00 € TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 25.000,00 € sont inscrits au budget extraordinaire 2014 sous l'article 875/744-51;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un aspirateur de ville électrique destiné au Service propreté publique estimé à 20.661,16 € hors TVA, soit 25.000,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi, d'une part, par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 875/744-51.

20. Service Mobilité. Acquisition d'un compteur vélos. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai fait partie du plan "Commune Wallonie Cyclable".

L'un des volets de ce plan consiste en la mise en place, par le service mobilité, d'un observatoire communal du vélo qui nécessite l'acquisition d'un compteur vélos.

Ce compteur permettra d'évaluer la situation et de vérifier si les objectifs du plan communal cyclable sont atteints, notamment par une campagne annuelle de comptages qui seront, d'une part, manuels et ponctuels et, d'autre part, de "longue durée" via ce compteur pneumatique.

Il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs.

Un crédit global de 5.000,00 € est inscrit sous l'article 4211/744-51 du budget extraordinaire 2014.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que la Ville de Tournai fait partie du plan "Commune Wallonie Cyclable";

Considérant que l'un des volets de ce plan consiste en la mise en place, par le Service Mobilité, d'un observatoire communal du vélo qui nécessite l'acquisition d'un compteur vélos;

Considérant que ce compteur permettra d'évaluer la situation et de vérifier si les objectifs du plan communal cyclable sont atteints, notamment par une campagne annuelle de comptages qui seront, d'une part, manuels et ponctuels et, d'autre part, de "longue durée" via ce compteur pneumatique;

Considérant qu'il est proposé de passer ce marché par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs;

Considérant qu'un crédit global de 5.000,00 € est inscrit sous l'article 4211/744-51 du budget extraordinaire 2014;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un compteur vélos pour le Service Mobilité, estimé à ± 4.840,00 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : un crédit global de 5.000,00 € est inscrit sous l'article 4211/744-51 du budget extraordinaire 2014.

21. Services administratifs. Acquisition de mobilier. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Afin d'équiper au mieux les différents services administratifs [service des fêtes, archives, enseignement, Programme stratégique transversal (PST) , marchés publics, bureau d'études, service juridique, services techniques, affaires administratives et sociales, communication, service interne de Prévention et de Protection (SIPP), patrimoine et occupation du domaine public, service des sports], il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier (bureaux, sièges de bureau ergonomiques, tables et chaises de réunion, armoires...).

Ce marché de fournitures est estimé à 30.000,00 € TVA comprise.

Nous vous proposons de passer ce marché par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément à l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Les crédits nécessaires sont prévus à l'article 104/741-51 du budget extraordinaire 2014.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation du marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du mobilier pour divers services administratifs [Service des Fêtes, Archives, Enseignement, Programme stratégique transversal (PST), Marchés publics, Bureau d'études, Service juridique, Services techniques, Affaires administratives et sociales, Communication, service interne de Prévention et de Protection (SIPP), Patrimoine et Occupation du domaine public, Service des Sports];

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 24.793,39 € hors TVA, soit 30.000,00 € TVA comprise;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de mobilier (bureaux, sièges de bureau ergonomiques, tables et chaises de réunion, armoires...) pour divers services administratifs [Service des Fêtes, Archives, Enseignement, Programme stratégique transversal (PST), Marchés publics, Bureau d'études, Service juridique, Services techniques, Affaires administratives et sociales, Communication, service interne de Prévention et de Protection (SIPP), Patrimoine et Occupation du domaine public, Service des Sports] estimé à 24.793,39 € hors TVA, soit 30.000 € TVA comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1^o a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi, d'une part, par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 sous l'article 104/741-51.

22. Service incendie. Acquisition d'équipements de plongée. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le service incendie dispose de six plongeurs opérationnels équipés, sur neuf plongeurs normalement prévus afin d'assurer une continuité du rôle de garde.

Trois nouveaux plongeurs sont brevetés, mais ne disposent pas d'équipements de plongée. De façon à pouvoir les intégrer aux opérations, il est nécessaire de les équiper.

Nous vous proposons, dès lors, de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'équipements complets de plongée destinés au service incendie, dont le coût est estimé à 9.090,91 € hors TVA, soit 11.000,00 € TVA comprise.

Les crédits seront prévus au budget extraordinaire du 2014 par voie de modification budgétaire.

Il appartient à votre Assemblée d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que le Service Incendie dispose de six plongeurs opérationnels équipés sur neuf plongeurs normalement prévus afin d'assurer une continuité du rôle de garde;

Considérant que trois nouveaux plongeurs sont brevetés, qu'ils ne disposent pas d'équipements de plongée et que pour pouvoir les intégrer aux opérations, il est nécessaire de les équiper;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'équipements complets de plongée destiné au Service Incendie dont le coût est estimé à 9.090,91 € hors TVA, soit 11.000,00 € TVA comprise;

Considérant que les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'équipements complets de plongée destinés au Service Incendie, estimé à ± 9.090,91 € hors TVA soit 11.000,00 € TVA comprise. Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera régi d'une part par les articles 1^{er} à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78 § 1^{er}, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire.

23. Crèches. Honoraires des médecins. Indexation. Approbation.

Monsieur l'Echevin **V. BRAECKELAERE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'indexation du 1^{er} janvier 2014, l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.) a informé dans sa circulaire du 5 mars 2014 de l'augmentation du tarif des médecins généralistes et des pédiatres qui interviennent dans les crèches.

Le tarif horaire des pédiatres a été porté à 54,74 € depuis le 1^{er} janvier 2014.

La fixation des honoraires des pédiatres dans les crèches étant de votre compétence, nous vous proposons de vous conformer à la décision prise par l'Office de la naissance et de l'enfance."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la circulaire de l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.) datée du 5 mars 2014, relative à l'augmentation, selon l'indexation, des honoraires des médecins généralistes et des pédiatres qui interviennent dans les crèches;

Considérant que, depuis le 1^{er} janvier 2014, le tarif horaire des pédiatres a été porté à 54,74 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de fixer à 54,74 € le nouveau tarif des pédiatres qui interviennent dans les crèches.

24. Régie communale foncière. Exercice 2014. Budget du service ordinaire. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Nous soumettons à votre examen le budget d'exploitation de l'exercice 2014 pour la Régie foncière et ce, uniquement pour le service ordinaire.

Pour l'exercice 2014, aucune activité particulière n'est prévue pour la Régie foncière, sinon la gestion courante du patrimoine qui lui a été transféré.

Les prévisions de recettes et de dépenses sont arrêtées à la somme de 334.265,00 €.

Aucun investissement tant en acquisition qu'en travaux n'est prévu actuellement. De même, aucune intervention communale n'est sollicitée.

La dette connaît une baisse importante (presque 30.000,00 € en moins).

Finalement, nous vous proposons d'arrêter aux chiffres présentés le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2014."

Le **Président** de séance invite Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, à s'exprimer sur ce point :

" Le Collège fait le choix de passer d'un budget de 1.721.699 € en 2013 à un budget de 334.265 € en 2014, soit une diminution de plus de 80 %.

Cette décision nous semble tout à fait en contradiction avec la déclaration de politique du logement votée en octobre dernier, et ce, pour plusieurs raisons :

- il est annoncé dans la déclaration la volonté de lutter contre l'insalubrité. La ville bouge en effet depuis plusieurs mois à ce niveau-là en déclarant des logements insalubres et inhabitables et nous la félicitons de prendre ce problème à bras le corps. Mais je n'apprendrai rien à l'Echevin du logement en disant que le problème est de pouvoir reloger ces familles d'autant qu'on sait que la liste d'attente pour obtenir un logement social est très longue.

Nous pensons que la ville doit investir dans du logement à prix modéré pour reloger ces familles, le temps qu'elles puissent avoir un logement social.

- la déclaration annonce la volonté de rénover le parc locatif existant. Comment la ville va-t-elle pouvoir mener cet objectif pour ses propres logements alors qu'elle ne met que 100.000,00 € dans son budget pour les travaux ? Pourtant, les besoins en la matière sont criants (petit exemple : les logements de transit à la rue de la Madeleine ne sont même pas équipés de vannes thermostatiques, ce qui fait que le chauffage va au maximum tout au long de l'hiver). Mais peut-être que la Ville n'est pas concernée pour ses propres logements ?

- dans la déclaration, on annonce la volonté de créer de nouveaux logements publics. Il semble que pour le Collège, ce rôle ne soit attribué qu'à la société de logements sociaux. Or, nous pensons que c'est aussi le rôle d'une ville et que ça représente un investissement à long terme.

Si le Collège ne donne pas les moyens et les outils pour mener à bien les objectifs fixés, on est en droit de se demander à quoi sert un échevinat du logement."

Le **Président** de séance lui répond en ces termes :

" Il est clair que dans notre déclaration de politique communale, nous avons opéré un recentrage des missions de logement sur un opérateur, tant dans le chef du CPAS que dans le chef de la Ville. Nous avons confié ces missions au Logis tournaisien. Sur l'opportunité d'avoir un échevin du logement, je dirai tout simplement que la fonction de vigilance, d'observation et d'impulsion qui est celle d'un échevin du logement n'est pas tributaire des outils qui portent la politique du logement. Prenez les exécutifs régionaux : le Ministre du logement n'est pas lui-même opérateur. Il passe par d'autres opérateurs. C'est un peu la même manière pour le Logis. C'est le choix de cette majorité."

Par 35 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les prévisions budgétaires en recettes et en dépenses du service ordinaire pour l'exercice 2014;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE :

que les crédits du budget ordinaire de la Régie foncière de l'exercice 2014 ont un caractère non limitatif;

ARRETE :

aux chiffres présentés le budget des recettes et dépenses de la Régie foncière pour l'exercice ordinaire 2014, à savoir :

Service ordinaire

Recettes d'exploitation	334.265,00 €
Dépenses d'exploitation	<u>334.265,00 €</u>
	0,00 €

Aucune intervention communale n'est sollicitée.

La présente délibération sera soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, Mmes M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

25. Les Amis de Tournai. Octroi d'une avance de trésorerie. Approbation.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Le Royal syndicat d'initiative communal dénommé "Les Amis de Tournai" ASBL organise depuis de nombreuses années les Quatre cortèges. Cette manifestation sous la férule du Collège et de l'association a été revue dans son organisation afin de lui donner un nouvel éclat. Elle se déroulera les 6, 7 et 8 juin 2014 (cette année lors du week-end de la Pentecôte).

Parmi les estimations prévues pour rénover cette festivité, sera réalisé un spectacle mis en scène par M. Luc PETIT le dimanche 8 juin 2014 et de type mapping en soirée de clôture (à 23 heures). Une convention a été signée entre Les Amis de Tournai et l'ASBL Les Nocturnales dont le siège social est situé 2, rue sur Meuse à 4500 Huy pour permettre la confection de ce spectacle et son financement pour un montant de 55.000,00 € TVA comprise.

Toutefois, la trésorerie actuelle du syndicat d'initiative ne peut assumer immédiatement le coût de cette initiative qui sera couvert par des subsides régionaux et de la Fédération Wallonie-Bruxelles ainsi que par du sponsoring. Ces fonds ne sont pas encore à la disposition de l'association mais un acompte de 60 % soit 33.000,00 € a dû être versé dès la signature de la convention.

Dès lors, il vous est proposé, en vue d'aider cette association, de lui accorder un prêt de trésorerie qui sera complètement remboursé par le versement des subventions et autres parrainages financiers.

L'association s'engage à apurer, pour au plus tard le 31 décembre 2014, l'avance de trésorerie qui pourrait être consentie et, en cas de non-paiement, il pourrait être proposé de retenir les montants dus sur les subsides communaux à l'association dont serait redevable la Ville de Tournai.

Nous vous proposons d'approuver les termes de la convention ayant pour objet l'avance de trésorerie consentie par la Ville de Tournai à l'égard du Royal syndicat d'initiative communal dénommé "Les Amis de Tournai" et ce, pour un montant de 55.000,00 €. Les crédits sont inscrits au budget extraordinaire 2014 par voie de modification budgétaire présentée lors de la prochaine séance."

Madame la Conseillère communale cdH, **M. WILLOCQ**, intervient comme suit :

" L'article 1 de la convention dispose que s'ils ont besoin d'argent, c'est tout de suite. Je ne comprends pas pourquoi il est indiqué à l'article 1 que la Ville s'engage à prêter la somme de 55.000,00 € pour le 31 décembre 2014 alors que le remboursement doit se faire à cette même date. Cette date est-elle correcte ?"

Le **Président** de séance lui précise que les dates sont correctes, mais qu'il s'agit de délais maxima.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que le Royal syndicat d'initiative communal "Les Amis de Tournai" ASBL organise les festivités de Tournai en fête les 6, 7 et 8 juin 2014, en collaboration étroite avec la Ville de Tournai;

Considérant que lors de ces festivités, un spectacle de type "mapping" sera réalisé grâce à une conception de M. Luc PETIT par l'ASBL Les Nocturnales de Huy;

Considérant qu'une convention a été signée pour un montant de 55.000,00 € toutes taxes comprises;

Considérant que ce spectacle sera financé par des subsides et du sponsoring;

Considérant que la trésorerie actuelle de l'association Les Amis de Tournai ne peut supporter le versement de l'acompte de 60 % soit 33.000,00 € toutes taxes comprises;

Considérant qu'une avance de trésorerie de 55.000,00 € pourrait être accordée à condition qu'une fois les subsides et parrainages versés, le prêt sans intérêt soit complètement remboursé pour le 31 décembre 2014 au plus tard;

Considérant que les crédits seront prévus par voie de modification budgétaire au service extraordinaire tant en recettes qu'en dépenses;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes du projet de convention ayant pour objet l'avance de trésorerie consentie par la Ville de Tournai à l'égard du Royal syndicat d'initiative communal dénommé "Les Amis de Tournai" ASBL et ce, pour un montant de 55.000,00 € :

"Entre :

La Ville de Tournai représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 2 juin 2014,

Ci-après dénommée «**LA VILLE**»

Et

Le Royal syndicat d'initiative communal dénommé "Les Amis de Tournai" ASBL, dont le siège social est fixé à Tournai, square Bonduelle 1, représenté par M. Patrick DESAUVAGE, président,

Ci-après dénommé «**L'ASSOCIATION**»

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

Le Royal syndicat d'initiative communal "Les Amis de Tournai" ASBL, de concert avec le Collège communal, entame une vaste opération de rénovation et de modernisation des festivités dites "Les Quatre Cortèges".

Dans ce cadre, il est prévu de créer un spectacle de projection dit "mapping" afin de dynamiser la soirée de clôture. Une convention a été passée avec l'ASBL Les Nocturnales pour mettre en scène ce spectacle avec le concours de M. Luc PETIT pour un montant de 55.000,00 € toutes taxes comprises. Cette apothéose lumineuse sera financée entièrement par des subsides et du sponsoring. Toutefois, un acompte de 60 % doit être versé, mais la trésorerie de l'association ne permet pas actuellement d'y faire face. Aussi, il est proposé de lui accorder une avance de trésorerie de 55.000,00 € qui sera remboursée par les subsides (quand ils seront perçus) et par le parrainage financier.

En séance du 2 juin 2014, le Conseil communal de la Ville de Tournai a marqué son accord sur l'octroi d'un prêt portant sur une somme de 55.000,00 € afin de permettre au Royal syndicat d'initiative de préfinancer le coût du spectacle de type mapping.

Article 1^{er} – Objet :

La Ville s'engage à prêter au Royal syndicat d'initiative communal dénommé "Les Amis de Tournai" une somme de 55.000,00 € (cinquante-cinq mille euros) pour le 31 décembre 2014 au plus tard.
L'association s'engage à affecter la somme prêtée au paiement du spectacle à l'ASBL Les Nocturnales.

Article 2 – Gratuité :

Le prêt visé à l'article 1^{er} est consenti à titre gratuit.

Article 3 – Durée :

L'association s'engage à rembourser au plus tard pour le 31 décembre 2014 la somme totale avancée avec un maximum de 55.000,00 €.

Le non-respect des délais de remboursement entraînera de plein droit et sans mise en demeure la déduction d'intérêts aux taux légaux civils.

Article 4

L'association s'engage à prendre toutes les dispositions utiles lui permettant de faire face à ses remboursements.

Article 5 – Non-paiement :

En cas de non-respect des modalités de remboursement, et sans préjudice de l'application des intérêts visés à l'article 3, la Ville est expressément autorisée de plein droit et sans mise en demeure préalable à compenser les montants dus par l'association avec les subsides communaux dont serait redevable la Ville à l'égard de l'association.

26. Fabriques d'église. Comptes 2013. Avis.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'évolution de l'intervention communale dans les 43 fabriques d'église de l'entité est la suivante :

1995 : 497.105,50 €
1996 : 503.438,31 €
1997 : 464.239,47 €
1998 : 529.708,85 €
1999 : 561.351,24 €
2000 : 572.175,54 €
2001 : 591.684,39 €
2002 : 652.579,05 €
2003 : 680.587,28 €
2004 : 689.776,47 €
2005 : 747.002,90 €
2006 : 796.947,90 €
2007 : 796.273,00 €
2008 : 800.979,59 €
2009 : 850.613,11 €
2010 : 829.466,65 €
2011 : 855.284,69 €
2012 : 865.700,00 €
2013 : 869.663,58 €.

Pour 2013, l'ensemble des 43 comptes donne un résultat global de :

Recettes : 3.125.342,72 €
Dépenses : 2.794.803,88 €
Boni : 330.538,84 €

L'intervention communale pour l'exercice ordinaire s'est chiffrée en 2013, après modifications budgétaires et rectifications de l'autorité de tutelle, à :

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Recettes		
subside communal	871.103,84 €	867.020,13 €
recettes propres	487.495,94 €	489.641,78 €
recettes extraordinaires	1.416.881,05 €	2.270.877,00 €
solde des comptes 2012	<u>349.861,89 €</u>	<u>268.417,29 €</u>

Total :		3.125.342,72 €	3.895.956,20 €
Dépenses	dépenses extraordinaires	1.437.105,26 €	2.177.164,71 €
	dépenses soumises à l'Evêché	236.085,56 €	219.900,29 €
	dépenses du personnel	309.382,82 €	303.349,98 €
	charges sociales du personnel	189.133,65 €	182.791,90 €
	fonctionnement et entretien		
	ordinaires des bâtiments	<u>623.096,59 €</u>	<u>669.962,08 €</u>
Total :		2.794.803,88 €	3.553.168,96 €

Tous les comptes 2013 sont en boni sauf :

*le compte de la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve

*le compte de la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai

*le compte de la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles

Nous vous invitons à rendre un avis sur les comptes des 43 fabriques d'église de l'entité."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant les comptes 2013 des fabriques d'église de l'entité;

Considérant que quatre de ces comptes sont en déficit;

Considérant que les autorités de tutelle permettent dorénavant des transferts de crédits sans modification budgétaire moyennant une annexe au compte («ajustement interne») entre les articles d'un même chapitre sans augmentation du total budgété (tout dépassement du total budgété dans un chapitre entraîne une modification budgétaire);

Considérant l'évolution de l'intervention communale :

1995 : 497.105,50 €

1996 : 503.438,31 €

1997 : 464.239,47 €

1998 : 529.708,85 €

1999 : 561.351,24 €

2000 : 572.175,54 €

2001 : 591.684,39 €

2002 : 652.579,05 €

2003 : 680.587,28 €

2004 : 689.776,47 €

2005 : 747.002,90 €

2006 : 796.947,90 €

2007 : 796.273,00 €

2008 : 800.979,59 €

2009 : 850.613,11 €
 2010 : 829.466,65 €
 2011 : 855.284,69 €
 2012 : 865.700,00 €
 2013 : 869.663,58 €;

Considérant que l'ensemble de ces 43 comptes donne un résultat global de :

Recettes : 3.125.342,72 €
 Dépenses : 2.794.803,88 €
 Boni : 330.538,84 €;

Considérant que l'intervention communale pour l'exercice ordinaire s'est chiffrée en 2013, après modifications budgétaires et rectifications de l'autorité de tutelle, à :

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Recettes	subside communal	871.103,84 €	867.020,13 €
	recettes propres	487.495,94 €	489.641,78 €
	recettes extraordinaires	1.416.881,05 €	2.270.877,00 €
	solde des comptes 2012	<u>349.861,89 €</u>	<u>268.417,29 €</u>
	Total :	3.125.342,72 €	3.895.956,20 €
Dépenses	dépenses extraordinaires	1.437.105,26 €	2.177.164,71 €
	dépenses soumises à l'Evêché	236.085,56 €	219.900,29 €
	dépenses du personnel	309.382,82 €	303.349,98 €
	charges sociales du personnel	189.133,65 €	182.791,90 €
	fonctionnement et entretien		
	ordinaires des bâtiments	<u>623.096,59 €</u>	<u>669.962,08 €</u>
	Total :	2.794.803,88 €	3.553.168,96 €

Considérant que tous ces comptes 2013 sont en boni sauf :

- *le compte de la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve
- *le compte de la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai
- *le compte de la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'émettre les avis suivants :

* AVIS FAVORABLE

les comptes 2013 des 23 fabriques d'église ci-après : Saint-Eleuthère à Blandain, Saint-Amand à Chercq, Saint-Amand à Ere, Saint-Martin à Esplechin, Saint-Piat à Froidmont, Saint-Eloi à Froyennes, Saint-Amand

à Havinnes, Notre-Dame de la Tombe à Kain, Saint-Aubert à Mont-Saint-Aubert, Saint-Martin à Quartes, Saint-Vaast à Ramecroix, Saint-Urbain à Ramegnies-Chin, Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies, Saint-Hilaire à Thimougies, Saint-Amand à Tournai, Saint-Brice à Tournai, Saint-Jean-Baptiste à Tournai, Saint-Lazare à Tournai, Saint-Paul à Tournai, Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai, Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai, Saint-Pierre à Vezon, Saint-Martin à Warchin;

* **AVIS FAVORABLE AVEC RESERVE** en raison des dépassements de crédit, en l'absence de l'annexe «ajustement interne», d'erreurs administratives ainsi que d'éléments indépendants de la responsabilité de la fabrique d'église pouvant être corrigés par l'autorité de tutelle :

les comptes 2013 des 17 fabriques d'église ci-après : Saint-Albin à Barry, Saint-Pierre à Béclers, Saint-Vaast à Gaurain, Saint-Amand à Havinnes, Saint-Amand à Hertain, Saint-Omer à Kain, Saint-Amand à Lamain, Saint-Amand à Marquain, Saint-Thomas à Maulde, Saint-Pierre à Mourcourt, Saint-Maur à Saint-Maur, Sacré-Cœur à Tournai, Notre-Dame de la Salette à Tournai, Saint-Pierre à Vaulx, Saint-Géry à Willemeau, Eglise Protestante Unie de Belgique à Tournai, Eglise Protestante Baptiste à Tournai;

* **AVIS DEFAVORABLE en raison du déficit au compte :**

les comptes 2013 des 3 fabriques d'église ci-après : Saint-Etienne à Templeuve, Saint-Piat à Tournai et Sainte Vierge à Melles.

27. IMSTAM (intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai, Ath, Mouscron. IPALLE (intercommunale de gestion des déchets). AIEG (association intercommunale d'électricité et de gaz). opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets. IDETA (agence de développement). IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut). IGRETEC (intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques). Assemblées générales ordinaires. Ordres du jour. Approbation

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) L'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM) se tiendra le mardi 3 juin 2014, à 19 heures, à l'athénée provincial rue Paul Pastur à Leuze.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 avril 2014
2. Compte de résultat et rapport de gestion 2013
3. Rapport du réviseur
4. Décharge aux administrateurs
5. Décharge au réviseur
6. Demande de désaffiliation de la commune de Frasnes.

La représentation de la Ville au sein de l'IMSTAM a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IMSTAM."

Le **Président** de séance précise que l'assemblée générale de cette intercommunale ne se prononcera pas sur le dernier point.

- 2) L'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) se tiendra le mercredi 25 juin 2014, à 10 heures, au stade Luc Varenne à Kain.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 de la SCRL IPALLE
 - 1.1 Présentation des comptes analytiques par secteur d'activité, des comptes annuels de la SCRL IPALLE et de l'affectation des résultats
 - 1.2 Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale
 - 1.3 Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)
 - 1.4 Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat
2. Décharge aux administrateurs
3. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises)
4. Remplacement de M. Damien YZERBYT par Mme Mathilde VANDORPE en qualité d'administrateur

La représentation de la Ville au sein d'IPALLE a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IPALLE.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient d'emblée :

" Ce rapport nous permet de mieux connaître les actions de l'intercommunale. Certains chiffres, comme par exemple le bon tri des PMC (Plastique, Métalliques, Cartons) sont positifs. Ces chiffres sont sûrement liés à la sensibilisation effectuée en ce domaine.

En ce qui concerne la quantité de déchets ménagers, la tendance à la baisse est positive mais si on met ces chiffres en perspective avec la moyenne wallonne, on constate qu'il reste des efforts à faire (169 kg/an/Tournoisien contre 149 kg/an/habitant comme moyenne pour la Wallonie).

Quelles sont les pistes envisagées pour confirmer et accélérer cette diminution et donc rattraper notre retard ? Est-ce que des mesures incitatives ou dissuasives sont prévues ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, répond à cette intervention :

" Je crois que c'est la première fois qu'on nous dit que l'intercommunale IPALLE est mauvaise élève en matière de gestion de déchets en Wallonie.

Une série d'éléments avaient été pris en considération, notamment "l'attrait" de Tournai. Ce qui se passe souvent, c'est qu'il y a beaucoup de déchets provenant de l'extérieur et qui arrivent à Tournai. C'est le cas, par exemple, de l'étudiant qui vient à Tournai et qui s'achète un sandwich.

En termes d'incitation à diminuer les déchets, des actions sont menées tous les jours. Il suffit de consulter la presse écrite ou télévisée pour le constater. A l'heure actuelle, on ne peut pas faire mieux en matière de sensibilisation. Par contre, lorsque certaines personnes ne comprennent pas certaines choses, il faut passer à la répression. Ce n'est pas la politique d'IPALLE mais bien celle de la Ville de Tournai. Ca ne me gêne pas de le faire.

On critique souvent les intercommunales par rapport à la politique qu'elles mènent. Mais lorsque des réunions techniques sont organisées pour informer les conseillers communaux de la Wallonie picarde, personne ne vient. C'est navrant. Nous avons organisé une réunion la semaine dernière. Sur l'ensemble des conseillers communaux de Wallonie picarde, une seule personne est venue. Elle provenait du cdH de Mouscron. Nous avons même installé une ligne téléphonique, pour poser toutes les questions que l'on voulait. Personne n'est venu. Je trouve cela très regrettable."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, reprend la parole :

" Je ne remets en aucun cas le travail d'IPALLE en question, en particulier en matière de sensibilisation. Quand vous parlez de déchets, on se limite à la quantité de sacs ramassés chez les particuliers. Nous sommes à Tournai à 169 kg.

Nous ne sommes pas de bons élèves. Vous parliez de répression. Je ne suis pas contre quand il y a des incivilités, des dépôts sauvages, des déchets. Ici on parle de sacs-poubelle.

Il n'y a pas d'incivilité ou d'infraction à mettre plus de déchets dans des sacs-poubelle. Il n'y a pas d'infraction. Mais on ne met pas en valeur les gens qui vont faire des efforts. C'est là que je parlais de mesures incitatives ou dissuasives pour limiter la quantité de déchets collectés."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, lui répond sur ce point :

" Ca ne me gêne pas que le nombre de déchets ménagers soit important et récolté. Dans d'autres communes, on invite le citoyen à faire en sorte qu'il y ait moins de déchets dans sa poubelle pour qu'il soit moins taxé. Mais qu'est ce qui se passe systématiquement ? Ces déchets-là, vous les retrouvez un peu partout, y compris dans les ruisseaux. Il n'est pas gênant qu'on se retrouve avec des chiffres importants. Je ne crois pas aux miracles !"

Madame la Conseillère communale MR, **C. GUISET-LEMOINE**, intervient à son tour :

" Pour abonder dans le même sens que notre échevin, je signale qu'IDETA a également organisé des séances d'information : une à Tournai et une à Enghien. A Tournai, il y a eu trois personnes. On ne peut pas dire qu'on manque d'information, mais c'est vraiment dommage d'organiser ces séances et que personne n'y participe."

3) L'assemblée générale ordinaire de l'agence intercommunale d'électricité et de gaz (AIEG) se tiendra le mardi 17 juin 2014, à 17 heures 30, chez Patrick et les jardins de mon Père à Thon-Samson.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du rapport de gestion présenté par le conseil d'administration;
2. Rapport du commissaire réviseur;
3. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 2013;

4. Répartition statutaire du trop-perçu et date de mise en paiement des dividendes;
5. Décharge à donner aux administrateurs;
6. Décharge à donner au commissaire réviseur.

La représentation de la Ville au sein de l'AIEG a été établie en séance du 14 janvier 2012.

Nous vous invitons à approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'AIEG.

- 4) L'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets se tiendra le jeudi 26 juin 2014 à Namur Expo.

L'ordre du jour est établi comme suit :

1. Présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013;
2. Présentation du rapport du réviseur;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et de l'affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs pour l'année 2013;
5. Décharge aux réviseurs pour l'année 2013;
6. Rapport annuel 2013 ;
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés;
8. Rémunération des mandats en ORES Assets;
9. Nominations statutaires.

La représentation de la Ville au sein d'Ores Assets a été établie en séance du 31 mars 2014.

Nous vous invitons à approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale ORES Assets.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mardi 3 juin 2014, à 19 heures, à l'athénée provincial, rue Paul Pastur à Leuze;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'**intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM)**, qui se tiendra le mardi 3 juin 2014 à Leuze :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 3 avril 2014
2. Compte de résultats et rapport de gestion 2013
3. Rapport du réviseur
4. Décharge aux administrateurs
5. Décharge au réviseur
6. Demande de désaffiliation de la commune de Frasnes.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron;
- au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant le point porté à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mercredi 25 juin, à 10 heures, au stade Luc Varenne à Kain;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'**intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE)**, qui se tiendra le mercredi 25 juin 2014 au stade Luc Varenne à Kain :

1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 de la SCRL IPALLE
 - 1.1 Présentation des comptes analytiques par secteur d'activité, des comptes annuels de la SCRL IPALLE et de l'affectation des résultats
 - 1.2 Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale
 - 1.3 Rapport du commissaire (réviseur d'entreprises)
 - 1.4 Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat
2. Décharge aux administrateurs
3. Décharge au commissaire (réviseur d'entreprises)
4. Remplacement de M. Damien YZERBYT par Mme Mathilde VANDORPE en qualité d'administrateur

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);
- au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'association intercommunale d'électricité et de gaz (AIEG);

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mardi 17 juin 2014, à 17 heures 30, chez Patrick et les jardins de mon Père à Thon-Samson;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'**association intercommunale d'électricité et de gaz (AIEG)**, qui se tiendra le mardi 17 juin 2014 à Thon-Samson :

1. Approbation du rapport de gestion présenté par le conseil d'administration;
2. Rapport du commissaire réviseur;
3. Approbation du bilan et des comptes de résultats au 31 décembre 2013;
4. Répartition statutaire du trop-perçu et date de mise en paiement des dividendes;

5. Décharge à donner aux administrateurs;
6. Décharge à donner au commissaire réviseur.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'association intercommunale d'électricité et de gaz;
- au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le jeudi 26 juin 2014 à Namur Expo;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er}: d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'**intercommunale ORES Assets**, qui se tiendra le jeudi 26 juin 2014 à Namur Expo:

1. Présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013;
2. Présentation du rapport du réviseur;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et de l'affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs pour l'année 2013;
5. Décharge aux réviseurs pour l'année 2013;
6. Rapport annuel 2013;
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés;
8. Rémunération des mandats en ORES Assets;
9. Nominations statutaires.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale ORES Assets;
- au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

Monsieur le Conseil communal **G. DENONNE** sort de séance.

- 5) L'assemblée générale ordinaire de l'agence intercommunale de développement (IDETA) se tiendra le vendredi 27 juin 2014, à 12 heures, au Negundo3 à Froyennes.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du rapport de gestion 2013 consolidé
2. Approbation des comptes annuels 2013 consolidés et de l'affectation du résultat
3. Rapport du commissaire-réviseur
4. Décharge au commissaire-réviseur
5. Décharge aux administrateurs
6. Prise de participations
7. Divers - Modifications mineures aux statuts suite aux remarques formulées par la tutelle.

La représentation de la Ville au sein d'IDETA a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IDETA.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, fait la déclaration suivante :

" Monsieur le Président,

Voici plusieurs années, un article du Monde diplomatique m'avait marqué. Je n'ai pu le retrouver pour vous le livrer ce soir mais je me rappelle néanmoins encore du corps et du fondement de l'article. En effet, ce dernier était réalisé par un professeur d'université qui avait décortiqué sur la forme, le traité européen pour en tirer des conclusions sur le fond. L'auteur avait ainsi dressé un hit-parade du nombre de termes utilisés dans le traité. Leur fréquence ou leur absence donnait bien entendu une orientation politique et philosophique du texte. De mémoire, je me souviens donc que dans le traité européen, on retrouvait systématiquement et à fortes doses des termes comme économique ou libre concurrence. Par contre, l'auteur relevait non sans en tirer des conclusions l'absence ou une présence plus que limitée du terme social ou encore solidarité.

Je me suis souvenu de cet article en lisant le rapport de gestion consolidé d'IDETA et me suis amusé à faire le même exercice et ai été tout de suite rassuré. En effet, en parcourant les 130 pages, j'ai pu déceler au minimum 68 fois le terme stratégique. Je pouvais donc dormir sereinement... rien ne pouvait arriver.

Par contre, pour les adeptes du cours de grec, vous ne retrouverez qu'une seule fois le terme heuristique dans la phrase, je cite, "pour le secteur de la valorisation et du recyclage des déchets, une carte heuristique complète a été réalisée." fin de citation à la page 83. Pour les béotiens, rappelons néanmoins que l'adjectif heuristique se rapporte à ce qui est utile à la découverte de faits et de théories... Nul doute que nous disposerons bientôt tous de notre carte. Comme il s'agit du secteur des déchets, vous vous doutez que je l'attends avec impatience tel un nouveau restaurateur serait suspendu à l'impression du futur guide Michelin ou autre Routard.

Monsieur le Président,

Vous n'êtes pas sans savoir que d'ici peu certaines de mes réunions se feront dans la langue de Vondel. Aussi, je remercie les responsables d'IDETA de nous avoir livré 4 pages en néerlandais pour nous parler de l'évolution du nombre des crémations. Je suis d'avis aussi qu'il est plus facile de partir quand on ne comprend pas tout (p. 125 tot 128).

Cependant, au niveau des incompréhensions ou des questions restées sans réponse, il en est que je ne peux laisser sous silence.

Certes, je peux me rassurer en lisant la page 75 où l'on peut lire : "les missions portées par l'équipe d'intelligence stratégique de l'agence 4ETP se sont concentrées sur l'orientation stratégique et l'intelligence stratégique des entreprises de la région et l'intelligence stratégique territoriale".

Cependant, je suis effrayé à la page 95 par 6 lettres qui cachent 6 chiffres. En huit lignes, on vous parle de Sibiom sans jamais faire état d'où cette société provient, ni surtout du chiffre de 300.000 tonnes mentionné dans le cadre d'une réunion d'information au public. J'ai en son temps posé des questions concrètes aux responsables de Sibiom et ce sont les responsables d'IDETA qui ont cru bon de me répondre. Cependant, une biométhanisation de 300.000 tonnes est pour moi de la folie douce et j'aurais aimé retrouver dans le plan des garanties financières pour nos communes. Je ne veux pas être un oiseau de mauvais augure mais veux simplement la garantie que si demain, cela s'avère être un échec, ce ne sera pas aux communes d'allonger la monnaie.

Le rapport d'IDETA commence en page 5 par une citation à savoir : "il est souvent nécessaire d'entreprendre pour espérer et de persévérer pour réussir". Cette citation est de Gilbert CESBRON qui fut en son temps secrétaire général du secours catholique. Puissent nos finances communales ne pas devoir faire appel au don et c'est la raison pour laquelle, tant que je n'aurai pas de réponses concrètes aux questions concrètes, je m'abstiendrai sur ce vote."

Madame la Conseillère communale MR, **C. GUISET-LEMOINE**, signale en tant que vice-présidente d'IDETA, qu'en principe, il y a eu un contact entre les Présidents de l'intercommunale IPALLE avec celui d'IDETA.

S'exprimant en qualité de mandataire communal, l'Echevin PS, **P.-O. DELANNOIS**, précise à nouveau que, selon lui et les spécialistes qu'il a consultés, le projet de biométhanisation de 300.000 tonnes ne tient pas la route. Il explique brièvement les raisons qui l'incitent à penser que ce projet n'est pas viable.

Pour le Conseiller communal cdH, **X.DECALUWE**, ce débat entre IDETA et IPALLE est du plus mauvais effet.

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, rappelle qu'il ne s'agit pas de régler un différend entre les deux intercommunales. Il a posé des questions à l'intercommunale IDETA. Il attend des réponses à ses questions.

Par 27 voix pour et 10 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'agence intercommunale de développement (IDETA);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le vendredi 27 juin 2014, à 12 heures, au Negundo3 de Froyennes;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 27 voix pour et 10 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'**agence intercommunale de développement (IDETA)**, qui se tiendra le vendredi 27 juin 2014 à Froyennes :

1. Approbation du rapport de gestion 2013 consolidé
2. Approbation des comptes annuels 2013 consolidés et de l'affectation du résultat
3. Rapport du commissaire-réviseur
4. Décharge au commissaire-réviseur
5. Décharge aux administrateurs
6. Prise de participations
7. Divers - Modifications mineures aux statuts suite aux remarques formulées par la tutelle

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'agence intercommunale de développement;
- au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, M. J.-M. DE PESSEMIER, Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, R. DELVIGNE, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, M. L. COUSAERT, Mmes C. LADAVI, M. C. MARGHEM, L. DEDONDER, M. P. ROBERT,

Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE et M. R. DEMOTTE, Président de l'Assemblée.

Se sont abstenus : MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. WILLOCQ, MM. B. MAT, X. DECALUWE, C. MICHEZ, J. DEVRAY, L.-D. CASTERMAN, A. MELLOUK, P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

Monsieur le Conseiller communal **G.DENONNE** rentre en séance.

- 6) L'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale pure de financement du Hainaut se tiendra le mardi 24 juin 2014, à 18 heures, au Point Centre à l'aéropole de Gosselies.

L'ordre du jour est établi comme suit :

1. Rapport du conseil d'administration et du collège des contrôleurs aux comptes
2. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2013. Approbation
3. Décharge à donner aux membres du conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2013
4. Décharge à donner aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2013
5. Nominations statutaires.

La représentation de la Ville au sein de l'IPFH a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale pure de financement du Hainaut.

- 7) L'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC) se tiendra le mardi 24 juin 2014, à 16 heures 30, au Point Centre de la zone Minerve à l'aéropole, avenue Georges Lemaître à Gosselies :

L'ordre du jour est le suivant :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Modification statutaire
3. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2013 – Rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du collège des contrôleurs aux comptes
4. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2013
5. Décharge à donner aux membres du conseil d'administration
6. Décharge à donner aux membres du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2013
7. In House : modifications.

La représentation de la Ville au sein d'IGRETEC a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver les points 1, 2, 4, 5, 6 et 7 de l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'IGRETEC."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend les délibérations suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mardi 24 juin 2014, à 18 heures, au Point Centre à l'aéropole de Gosselies;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de **l'intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH)**, qui se tiendra le mardi 24 juin 2014, à 18 heures, au Point Centre à l'aéropole de Gosselies:

1. Rapport du conseil d'administration et du collège des contrôleurs aux comptes
2. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2013. Approbation
3. Décharge à donner aux membres du conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2013
4. Décharge à donner aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2013
5. Nominations statutaires.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH);
- au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mardi 24 juin 2014, à 16 heures 30, au Point Centre de la zone Minerve à l'aéropole, avenue Georges Lemaître à Gosselies;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le Directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1^{er} : d'approuver les points 1, 2, 4, 5, 6 et 7 de l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de **l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC)**, qui se tiendra le mardi 24 juin 2014, à 16 heures 30, au Point Centre de la zone Minerve à l'aéropole, avenue Georges Lemaître à Gosselies :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Modification statutaire
3. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2013 – Rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du collège des contrôleurs aux comptes
4. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2013
5. Décharge à donner aux membres du conseil d'administration
6. Décharge à donner aux membres du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2013
7. In House : modifications

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC);
- au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

28. Musée d'archéologie. Prêt de diverses pièces (vases, écuelles, gobelets, assiettes, cruches, porcelaine...) au musée royal de Mariemont. Ratification.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 4 avril 2014, nous avons pris connaissance de la demande de prêt de diverses pièces (vases, écuelles, gobelets, assiettes, cruches, porcelaine...) auprès du musée d'archéologie pour l'exposition «Trésor ?/Trésor ! Archéologie au cœur de l'Europe» qui se tiendra du 10 mai au 30 novembre 2014 au musée royal de Mariemont.

Etant donné le délai, nous avons pris la décision d'autoriser ce prêt.

Les frais de transport et d'assurance «clou à clou» d'un montant de 1.910,00 € ont été mis à charge de l'emprunteur, lequel a dû présenter le contrat d'assurance lors du retrait des pièces.

Durant cette exposition, la mention «pièces faisant partie des collections du musée d'archéologie de Tournai» doit apparaître auprès des objets prêtés.

Un catalogue de l'exposition sera mis à la disposition du musée d'archéologie afin de figurer dans sa bibliothèque.

Il appartient à votre Assemblée de ratifier ce prêt."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 4 avril 2014, le Collège communal a pris connaissance de la demande de prêt de diverses pièces (vases, écuelles, gobelets, assiettes, cruches, porcelaine...) auprès du musée d'Archéologie pour l'exposition «Trésor ?/Trésor ! Archéologie au cœur de l'Europe», qui se tiendra du 10 mai au 30 novembre 2014 au musée royal de Mariemont;

Considérant que, vu le délai, le Collège communal a autorisé ce prêt;

Considérant que les frais de transport et d'assurance «clou à clou» d'un montant de 1.910,00 € ont été mis à charge de l'emprunteur, lequel a dû présenter le contrat d'assurance lors du retrait des pièces;

Considérant que durant cette exposition, la mention «pièces faisant partie des collections du musée d'archéologie de Tournai» doit apparaître auprès des objets prêtés;

Considérant qu'un catalogue de l'exposition sera mis à la disposition du musée d'archéologie afin de figurer dans sa bibliothèque;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

RATIFIE :

l'autorisation de prêt, du 10 mai au 30 novembre 2014, de diverses pièces listées ci-dessous au musée royal de Mariemont, dans le cadre de l'exposition «Trésor ?/Trésor ! Archéologie au cœur de l'Europe» :

DENOMINATION	VALEUR ASSURANCE
Un vase à provisions (M04737) (photo7726) (H 36,5 cm – diamètre ouverture 30 cm) découvert dans une cave 26 rue As-Pois à Tournai	200,00 €
Un bol intact en sigillée d'Argonne à décor à la molette (CRP 40/02), découvert rue Perdue à Tournai (caisse réserve 17)	100,00 €
Un lot de petits objets d'époque romaine en os (épingles, jetons)	50,00€
Une cruche intacte (CRP004/03) (H 19,9 cm) découverte rue Perdue à Tournai (caisse réserve 159)	50,00€
Une cruche intacte (CRP004/04) (H 17,7 cm) découverte rue Perdue à Tournai (caisse réserve 158)	50,00€
Une cruche intacte (CRP004/05) (H 16,4 cm) découverte rue Perdue à Tournai (caisse réserve 158)	50,00€
Une écuelle (CRP004/02) (diamètre 17 cm) découverte rue Perdue à Tournai (caisse réserve 159)	50,00€
Un mortier (CRP004/01) (H 16,4 cm) (diamètre ouverture 20 cm) découvert rue Perdue à Tournai (casse réserve 158)	80,00 €
Un gobelet noir (CRP001/01) (H 16 cm) découvert rue Perdue à Tournai (caisse réserve 156)	80,00 €
Un gobelet noir (CRP001/02) (H 11 cm) découvert rue Perdue à Tournai (caisse réserve 156)	80,00 €
Une assiette (CRP001/04) (diamètre 19 cm) découverte rue Perdue à Tournai (caisse réserve 156)	80,00 €
Une écuelle (CRP001/05) (H 7,6 cm – diamètre ouverture 14,7 cm) découverte rue Perdue à Tournai (caisse réserve 156)	100,00 €
Une écuelle (CRP001/06) (H 7,3 cm – diamètre ouverture 15,1 cm) découverte rue Perdue à Tournai (caisse réserve 156)	35,00 €
Une pièce de mobilier (TO.90.0768) de la tombe S28,5 (Photo 0779) découverte place Saint-Pierre à Tournai	35,00 €
Une pièce de mobilier (TO.90.0769) de la tombe S28,4 (Photo 0780) découverte place Saint-Pierre à Tournai	35,00 €
Une pièce de mobilier (TO.90.0765) de la tombe S28 découverte place Saint-Pierre à Tournai	20,00 €

Une pièce de mobilier (TO.90.0764) de la tombe S28,1 (photo 0781) découverte place Saint-Pierre à Tournai	20,00 €
Une pièce de mobilier (TO.90.0767) de la tombe S28,2 (photo 0783) découverte place Saint-Pierre à Tournai	20,00 €
Une bouteille (TO.83.265) (Photo 0756) (H 15,1 cm – diamètre ouverture 14,7 cm – diamètre maximum 13 cm) découverte à Saint-Brice à Tournai	100,00 €
Un vase caréné (TO.46.305) (Photo 0774) (H 11,3 cm – diamètre ouverture 14,7 cm – diamètre maximum 14,2 cm) découvert à Saint-Brice à Tournai	100,00 €
Une fiche en fer (TO.84.353.1) (Photo 0820) (L 16,4 cm), découverte à Saint-Brice à Tournai	25,00 €
Une lance (TO.84.350) (Photo 0799) (L 37,5 cm – L. Flamme 2,9 cm – diamètre douille 2,2 cm) découverte à Saint-Brice à Tournai	25,00 €
Une francisque (TO.84.348) (Photo 0796) (L maximum 21,5 cm – H tranchant 9,5 cm – poids 922,6 g), découverte à Saint-Brice à Tournai	75,00 €
Un grand scramasaxe (M. 04457) (Photo 0814), découvert lors du dragage de l'Escaut à Tournai	100,00 €
Un brassard d'archer en ivoire de Helkijn, château des évêques de Tournai (cfr exposition 2013)	200,00 €
Un lot de céramique (3 pièces) datant des XIème, XIIème et XIIIème siècles de Helkijn, château des évêques de Tournai (cf. exposition 2013)	150,00 €
TOTAL :	1.910,00 €

En l'absence de la Conseillère communale H. CLEMENT-COUPLET, le **Président** de séance pose la question qu'elle souhaiterait faire en séance publique, en rappelant que cette question étant considérée comme étant d'intérêt général.

" Travaux au Quartier cathédral

Il se dit que les travaux face à l'office du tourisme seraient suspendus jusqu'en janvier 2015.

Cette information est-elle exacte ?

Si oui, des aménagements sont-ils prévus en cette veille de période estivale pour accueillir au mieux les touristes, mais aussi les Tournaisiens qui ne partent pas en vacances et qui souhaiteraient se balader en toute sécurité sur la place Paul-Emile Janson ?"

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** répond à cette question en ces termes :

" Il n'y a actuellement pas d'activité sur cet espace de voirie compris entre le piétonnier et la rue du Curé Notre-Dame.

En tant qu'Echevin des travaux, je regrette également cette non-activité qui s'explique comme suit :

Le 19 janvier dernier, une grosse fuite d'eau est signalée au droit des appartements de l'immeuble Moreau; fuite qui a inondé tout le sous-sol de cet immeuble ainsi qu'une partie de notre Office de Tourisme.

Le 11 février, une citation en référé est lancée par la Société wallonne des Eaux pour la désignation d'un expert.

Le 9 avril, cet expert judiciaire est désigné. Cette décision a tardé parce que Belgacom a cité en intervention et garanties diverses d'autres sociétés.

Le 14 mai dernier, 1^{ère} expertise judiciaire en présence de nombreuses parties concernées; à savoir : la SWDE et l'entreprise qui a réalisé les travaux, ORES, Belgacom, la firme GALERE en charge des travaux du Quartier cathédral et, bien sûr, la Ville de Tournai.

Le 15 mai, le Conseil de la Ville a rédigé un résumé de cette expertise ainsi qu'un projet de note de faits directoires.

A ce jour, nous nous dirigeons vers une nouvelle réunion avec l'entreprise qui a réalisé les travaux de raccordements en eau et son assureur.

La Ville de Tournai subit les désagréments de cet incident ainsi que l'entreprise GALERE qui souhaiterait terminer au plus vite la réalisation du pavage.

Il a été convenu par toutes les parties concernées que le chantier ne serait pas repris; ceci afin d'éviter tout risque au niveau des constats par les différents experts.

Au vu de ces explications, on comprendra aisément que tout aménagement, même provisoire, est totalement exclu tant que le feu vert ne nous est pas donné par la Justice.

Aucun délai n'ayant été jusqu'à présent fixé, on ne peut se prononcer sur la suite des événements tant que la Justice n'aura pas remis ses conclusions."

Le **Président** de séance se dit choqué par ces ralentissements dus à des expertises.

Madame la Conseillère communale MR, **C. GUISSSET-LEMOINE**, demande à qui les dossiers de reconnaissance en qualité de citoyen d'honneur doivent être envoyés. Il lui est précisé que ces dossiers doivent être communiqués au Directeur général adjoint qui les soumettra au Collège et au Conseil communal.

Aucune observation n'ayant été formulée au sujet de la rédaction du procès-verbal de la séance publique du 28 avril 2014, ledit procès-verbal est approuvé conformément au règlement d'ordre intérieur.

Monsieur le **Président** de séance clôture la séance publique à 21 heures 18.